

Le PS est atteint par une nouvelle affaire de financement illégal

ALORS qu'il était maintenu en détention provisoire depuis près de neuf mois, l'ancien député (PS) des Pyrénées-Atlantiques Jean-Pierre Destrade a écrit, le 29 août, à la justice une lettre de confession de sept pages. Il y décrit en détail ses activités d'« intermédiaire » comme pourvoyeur de fonds du Parti socialiste auprès des patrons de la grande distribution. Deux jours plus tard, M. Destrade était mis en liberté, après avoir confirmé le contenu de sa lettre par procès-verbal. Selon lui, le PS aurait continué à bénéficier de fonds occultes après 1990, date du vote de la loi sur le financement des partis politiques. Henri Emmanuelli, trésorier national du parti de 1988 à 1992 et actuel premier secrétaire, aurait directement supervisé ses activités en tant que membre de la Commission nationale d'urbanisme commercial, dont dépend l'implantation des grandes surfaces. M. Emmanuelli a refusé de commenter les déclarations de M. Destrade, précisant au *Monde* que le PS n'avait jamais reçu d'argent en espèces, ni disposé de comptes bancaires à l'étranger.

Lire page 9

Une encyclique cachée sur l'antisémitisme



PIE XI

UN MYSTÈRE vient d'être levé : les éditions La Découverte publient l'encyclique que Pie XI, en 1938, avait commandée à trois jésuites, intitulée *Humani Generis Unitas* (L'Unité du genre humain), qui dénonçait les pratiques racistes et antisémites de l'Allemagne hitlérienne et de l'Italie fasciste. Elle était restée, depuis, dissimulée dans les archives de l'Église. Achille Ratti (1857-1939) fut le pape, élu en 1922, de l'entre-deux-guerres. Après avoir condamné l'Action française en 1926, il assista à la montée des totalitarismes, dénonçant en 1937 le nazisme et le communisme. Cette encyclique devait être l'aboutissement de son combat. Mais sa mort en février 1939 empêcha sa publication et son successeur, Pie XII, l'abandonna dans les tiroirs. Retraçant l'histoire du document, l'ouvrage de Georges Passelecq et de Bernard Suchecky permet de comprendre l'attitude du christianisme face au racisme et à l'antisémitisme.

Lire page 24

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 3 S ; Belgique, 35 FB ; Canada, 2-25 \$ Cdn ; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 Ptas ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 200 Dr ; Irlande, 140 £ ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 3 DM ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 Fl. ; Portugal, 200 Esc ; République Fédérale, 3 M ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 200 Kr ; Suisse, 2,30 FS ; Taiwan, 100 N ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

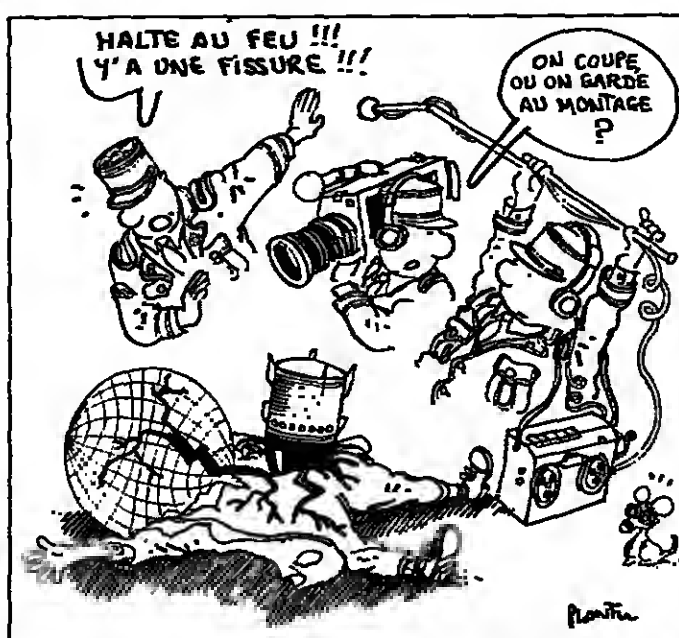


Les tirs nucléaires pourraient compromettre la solidité des atolls de Mururoa et Fangataufa

Une carte réalisée par l'armée française révélait dès 1980 d'importantes fractures

LES PROTESTATIONS internationales après le deuxième tir, dimanche 1^{er} octobre à Fangataufa, de la nouvelle série d'essais nucléaires décidée par Jacques Chirac continuent de se multiplier, en Asie et dans le Pacifique, mais aussi en Europe. Les pays du Forum du Pacifique sud ont annoncé la suspension du dialogue engagé avec la France comme partenaire associé. Au siège des Nations unies à New York, lundi 2 octobre, les délégués en séance se sont livrés à une attaque en règle contre la décision française.

Par ailleurs, le débat autour de la stabilité et de la pérennité des atolls de Mururoa et Fangataufa se précise. Une carte établie par l'armée, au Centre d'essais du Pacifique à Mururoa, montre qu'en 1980, alors qu'une centaine d'essais souterrains restaient à réaliser, d'importantes fissures s'étaient développées dans la structure volcanique de l'atoll. Cette information renforce les hypothèses d'une large partie de la communauté scientifique internationale quant à la « fracturation » possible de



l'atoll. Ces failles pourraient mettre en communication la matière radioactive et l'océan dans les années ou les siècles à venir et provoquer une catastrophe écologique majeure. Au cours des années 80, des missions d'expertise indépendante s'étaient fait l'écho

du même type d'inquiétude, sans influencer pour autant les décisions du président de la République de l'époque, François Mitterrand.

Selon les experts du Commissariat à l'énergie atomique et de la Direction des centres d'expérimentation océanique, cette inquiétude est sans objet. Ils affirment que si des petits réseaux de fissures peuvent se développer autour du point de l'explosion, leur amplitude est limitée et ne remet pas en question la solidité générale de l'atoll. La matière radioactive issue des tirs resterait, selon eux, confinée « à 99 % », dans des conditions de sécurité absolue, au sein de cavités que la température a vitrifiées. Ils font remarquer en outre qu'aucune fuite radioactive importante n'a été détectée jusqu'à présent et que les missions indépendantes ont relevé aucune conséquence négative sur la santé des populations polynésiennes.

Lire page 2
notre éditorial page 14
et les points de vue page 15

La gendarmerie ouvre une enquête sur la mort de Khaled Kelkal

LA CHAÎNE de télévision M6 a reconnu, lundi 2 octobre, avoir supprimé, dans le reportage sur la mort de Khaled Kelkal, une séquence dans laquelle on entendait une voix crier « Finis-le ! Finis-le ! ». Cette coupe, qui pourrait remettre en cause la thèse de la légitime défense avancée par le procureur de la République, puis le ministre de l'Intérieur, est justifiée par la direction de M6, qui affirme avoir pris cette décision « en toute indépendance ». Le directeur général de la gendarmerie nationale, Patrice Maynial, a demandé au lieutenant-colonel Gilles Janvier, qui commande le Groupement de sécurité et d'intervention de la gendarmerie nationale (GSIGN), de mener une enquête administrative afin d'élucider les circonstances de la mort de Khaled Kelkal.

Lire page 11
et notre éditorial page 14

Une banque de sperme en liquidation judiciaire

A TRENTE-DEUX ANS, Myriam Rousseau souhaitait avoir un enfant. Il y a quelques années, son mari qui souffrait d'une affection cancéreuse avait, avant de subir des traitements aux effets potentiellement stérilisants, effectué un dépôt de sperme à la Fondation de recherche en hormonologie (FRH). Laboratoire d'analyses biologiques de renom, la FRH, dirigée par le docteur Robert Scholler, s'était, depuis une vingtaine d'années, spécialisée dans la conservation du sperme humain. Placée en redressement judiciaire depuis juin 1994, la FRH a, sur décision du tribunal de Créteil (Val-de-Marne), dû interrompre toute activité au mois d'avril.

Comme tous ceux qui avaient fait appel aux services de cet établissement, M. et M^{me} Rousseau n'ont pas été informés de ces événements juridiques et financiers. Quand ils ont demandé, avec leur médecin, la restitution des paillettes de sperme afin de tenter une insémination artificielle, M^{me} Gilles Pellegrini, « mandataire judiciaire à la liquidation des entreprises », leur a expliqué qu'« il ne pouvait accéder à leur demande ». « Le ministère de la santé m'a indiqué qu'en aucun cas les paillettes

ne pouvaient être restituées », précise-t-il dans un courrier daté du 7 septembre, adressé au gynécologue-obstétricien. « C'est invraisemblable, s'indigne M^{me} Rousseau, je viens de subir une stimulation hormonale préalable à l'insémination artificielle et voilà que l'on refuse de nous rendre des paillettes qui nous appartenent : de quel droit ? Pourquoi un tel abus de pouvoir ? »

Au ministère de la santé, on ne cache pas un certain embarras devant la dimension prise par cette affaire. M. et M^{me} Rousseau ne sont pas, tant s'en faut, les seuls couples stériles en attente d'une réponse thérapeutique auxquels on oppose cette fin de non-recevoir. De nombreuses demandes sont, depuis peu, adressées au cabinet Pellegrini, où l'on confie être dépassé par la nature et l'ampleur du problème. Pour autant, procréation médicalement assistée ou pas, la mission du liquidateur judiciaire n'a pas varié : il s'agit avant toute chose de « réaliser les actifs ».

« Je vous précise, à toutes fins utiles, qu'il est envisagé d'opérer le transfert de la banque de sperme de la FRH au Cecos (Centre d'étude et de conservation du sperme) de l'hôpital

Cochin », souligne M^{me} Pellegrini à l'adresse du gynécologue de M^{me} Rousseau. On voit mal pourtant, aujourd'hui, un Cecos acquiescer les stocks d'une banque de sperme privée qui n'a jamais partagé les principes éthiques de la fédération des Cecos, se refusant à imaginer que l'on puisse « acquiescer » un stock de paillettes de sperme issu de donneurs célibataires plus ou moins rémunérés alors que les Cecos ont bâti leur éthique sur le don de sperme anonyme et gratuit. La pénurie croissante des donneurs et, corollaire, l'allongement des listes des couples stériles en attente d'un don de sperme, justifient-ils que l'on revienne aujourd'hui sur ces principes ? Pour l'heure, M. et M^{me} Rousseau ont le sentiment d'avoir été trahis. Pauline et Adrien, puissante association de défense des patients en quête de remède à leur stérilité, envisage, si aucune solution heureuse n'est trouvée, d'organiser un spectacle *sur le thème de la banque de sperme en liquidation judiciaire*.

Jean-Yves Nau

Les angoisses de la nouvelle Allemagne

LES FAITS sont là, palpables : cinq ans après la réunification soennellement proclamée par le chancelier Kohl, le 3 octobre 1990 à Berlin, l'ex-RDA a changé de visage. Il suffit de parcourir les villes et les villages de Saxe ou du Mecklembourg pour le constater : il faut vraiment avoir l'œil percant pour repérer les traces laissées dans le paysage par un demi-siècle de communisme. Les fameuses Trabants, symboles dérisoires d'une économie de pénurie, rouillent toujours, certes, mais bien isolées dans un flot impressionnant d'automobiles flamboyantes. Les Galeries Lafayette vont bientôt ouvrir leur succursale sur la Friedrichstrasse, la grande rue commerçante de Berlin-Est, dont on a oublié les tristes vitrines de l'ère Honecker.

Le défi lancé par le chancelier Kohl, au mois de mars 1990, lors de la première campagne électorale démocratique de ce qui était encore la RDA, « ici vont naître des paysages florissants », est en passe d'être gagné. On n'a pas lésiné sur les moyens, et l'autre pari du chancelier, qui affirmait imprudemment que la mise à niveau de l'est du pays se ferait sans augmentations d'impôts, est passé à la trappe : entre 1991 et 1995, ce sont 780 milliards de deutschemarks (environ 2730 milliards de francs) qui ont été transférés d'ouest en est, soit

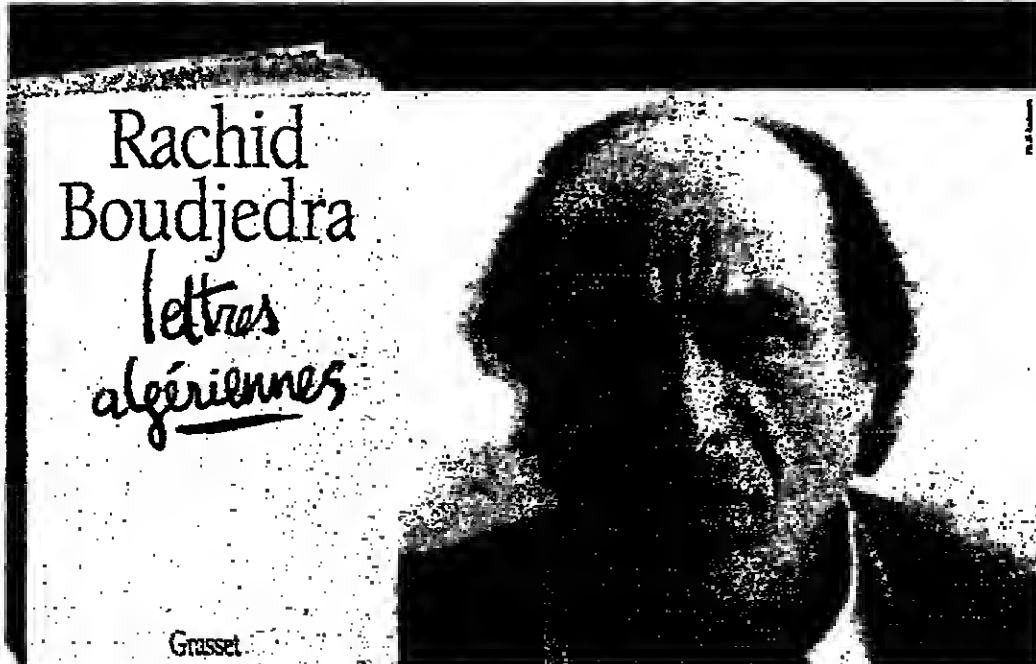
175 000 francs par habitant de l'ex-RDA. A quatorze reprises en cinq ans, impôts et taxes ont été relevés pour financer ce gigantesque effort national. La croissance annuelle s'est stabilisée autour de 7 % à 8 % dans les nouveaux Länder, mais la

consommation y représente encore près du double du produit intérieur brut. La Bundesbank, gardienne sourcilieuse de l'orthodoxie économique outre-Rhin, met les autorités en garde, en demandant la suppression des aides publiques

dès 1998, « afin de ne pas encourager une mentalité d'assistés dans l'ex-RDA ».

Luc Rosenzweig

Lire la suite page 14



La rentrée universitaire

Plus de deux millions d'étudiants commencent, en ce mois d'octobre, une nouvelle année. Malgré la hausse du nombre des bacheliers, la rentrée se déroule dans un calme peut-être trompeur. Une concertation doit s'engager entre le ministère de l'éducation nationale et les organisations d'étudiants sur des dossiers dont certains sont sensibles : la réforme des premiers cycles et l'aide sociale aux étudiants. p. 10

Un entretien avec Jean Gandois

Dans un entretien au *Monde*, le président du CNPF, commentant le projet de budget pour 1996, met en garde le gouvernement contre les effets d'une croissance insuffisante, qui provoque, selon lui, « un sentiment de frustration ». p. 6

Le commerce continue avec l'Algérie

Les risques sont énormes mais les bénéfices sont assurés, car, en dépit de la situation politique, le commerce avec l'Algérie n'a jamais été aussi florissant. Des patrons se muent en James Bond pour éviter les meurtriers écueils sur la route des contrats. p. 13

Echecs : victoire en vue pour Kasparov

Garry Kasparov a remporté une nouvelle partie, lundi 2 octobre, contre l'Indien Vishwanathan Anand, au championnat du monde d'échecs à New York. Sauf surprise, le Russe devrait conserver son titre. p. 23

Les éditoriaux du « Monde »

Incertitudes nucléaires ; Légitime défense ? p. 14

voyée sur place avant le second tir par l'Union européenne estime par ailleurs qu'elle n'a pas eu accès à toutes les informations. (Lire notre éditorial p. 14.)

« L'un des plus proches alliés européens ». Il a indiqué que la question des essais nucléaires figurerait à l'ordre du jour de la rencontre entre le président Clinton et le président français, lors de sa visite officielle que Jacques Chirac fera à Paris, dans les premiers jours de novembre, deux mois prochain aux Etats-Unis. L'apôtre a évoqué le communiqué de Greenpeace, publié le jour même à Washington, demandant au président Clinton d'annuler la visite du président Chirac. A propos de l'arrondissement, le 1^{er} octobre, du navire de Greenpeace *Manutia*, battant pavillon américain, il a demandé à la France de « faire preuve de retenue, pour s'assurer qu'il n'y ait pas de dommages corporels ou de destruction de biens ».

En Nouvelle-Zélande, le premier ministre, Jim Bolger, s'est déclaré « scandalisé » et a qualifié le nouvel essai de « pied de nez à l'opinion mondiale ». L'ambassadeur de France à Wellington a été très choqué par ces déclarations. Le ministre. En Australie, le premier ministre, Paul Keating, a déploré l'essai, qui va « ternir la renommée de la France dans le Pacifique et le monde entier ». Le syndicat des employés des transports a en outre annoncé qu'il n'assurerait pas le plein de kérosène des avions d'Air France qui se poseraient en Australie.

Des manifestations ont eu lieu lundi devant plusieurs ambassades de France, notamment à Well-

Le Parti communiste triomphe aux élections dans l'ex-Stalingrad

Il semble bien placé pour remporter le scrutin législatif de décembre

La victoire des communistes à l'élection du Parlement local de Volgograd, le 1^{er} octobre, confirme leur retour sur la scène politique russe. Crédité

par les sondages de 14 % des intentions de vote aux législatives de décembre, le Parti communiste de Russie, dirigé par Guennadi Ziouganov,

un ancien fonctionnaire du Comité central du PCUS, cristallise les frustrations d'un peuple las de subir le contrecoup des « réformes ».



MOSCOU
de notre correspondant
Le Parti communiste, en gagnant 21 des 24 sièges de la Douma (Parlement de la ville de Volgograd), a clairement montré sa nouvelle force en Russie, à trois mois des élections législatives. Mais ce scrutin local, tenu dimanche 1^{er} octobre, a aussi confirmé à son poste, avec 60 % des voix, le maire sortant de la ville, Iouri Tchekhov, un membre de l'élite locale des apparatchiks, désigné en son temps par Boris Eltsine, mais qui a choisi de se présenter comme « indépendant ».

Ces résultats combinés confirment une tendance générale en Russie, même si beaucoup d'analystes se sont empressés de relativiser la montée en puissance des communistes. Ville industrielle, située à 900 kilomètres au sud-est de Moscou, l'ex-Stalingrad ressemble à ces régions « centrales » de la Russie, à l'agriculture en déshérence, et dont les ouvriers sont frappés plus qu'ailleurs par le chômage et des mois de salaires non payés. A Orel également, la ville du chef du Parti communiste de Russie, Guennadi Ziouganov, un récent scrutin local avait donné 10 sièges sur 11 à ce parti.

TRAVAIL DE TERRAIN

Le parti a aussi connu un succès imprévu (12 sièges sur 20) à Vladimir, une des villes de Russie où des programmes de privatisations « pilotes » ont été menés avec les conseils d'organismes étrangers. Et, dans l'ensemble, les sondages

s'accroissent pour mettre les communistes en tête des intentions de vote (14 %) ; avec leurs alliés du parti agraire (celui des chefs de kolkhoze), ils pourraient compter sur 25 % des votants, admet le plus connu des instituteurs de sondages, le Vnitsiom. Face à la profusion des partis et blocs électoraux en lice – plus de soixante – voilà qui met les communistes et apparentés en position d'augmenter très largement leur représentation à la future Douma.

Les raisons n'en sont nullement mystérieuses, semblables d'abord à celles qui ont amené au pouvoir les partis communistes « réformés » en Europe de l'Est. Mais, en Russie, le parti n'a pas changé de

nom, il reste officiellement « anti-capitaliste » et prône un rétablissement de l'URSS. Il fut le premier, la semaine dernière, à présenter les 200 000 signatures nécessaires pour entrer en lice. Avec 500 000 adhérents annoncés, il est certes loin des 20 millions de « communistes » proclamés à l'époque de l'URSS. Ses réunions locales ressemblent beaucoup à des clubs du troisième âge, même si elles commencent à attirer aussi des jeunes.

Le PC reste pourtant le parti le mieux organisé de Russie, avec un travail militant mené régulièrement dans les quartiers et les usines. Sur le terrain, il est en concurrence avec le mouvement

de Vladimir Iirinovski, dont les succès électoraux lors des scrutins partiels ont en revanche baissé. En outre, contrairement aux deux autres grands courants de l'opposition – les démocrates et les patriotes –, les communistes sont unis derrière leur chef, Guennadi Ziouganov, qui a réussi à marginaliser ses groupuscules « orthodoxes ».

PRIORITÉ SOCIALE

Mais les communistes, malgré leur éducation, tiennent un discours qui se distingue fort peu de ceux des autres courants d'opposition. Ils se réfèrent aux valeurs religieuses, patriotiques et démocratiques censées vaincre bientôt un régime représentant le « capitalisme mafieux imposé par l'étranger ». Guennadi Ziouganov figurait parmi la demi-douzaine d'opposants reçus par Bill Clinton en mai 1995 à Moscou. Egor Gaidar, le père des réformes russes, avait alors déclaré en sortant que « si le chef du PC tenait ses promesses faites au président américain, les démocrates russes n'auraient plus qu'à aller se reposer ». Enfin, ce parti communiste compte dans ses rangs des directeurs de banque et des chefs d'entreprise qui ont parfaitement compris les avantages de l'économie de marché.

Le succès électoral annoncé des communistes s'expliquerait donc surtout par leur plus grande crédibilité dans certains milieux quand ils affirment leur orientation « sociale ». Celle-ci, dans l'état actuel de la Russie, est une priorité oblige dans tous les programmes électoraux, du pouvoir comme de l'opposition. Mais le désir de changement des Russes n'aurait pas jusqu'à présent été le seul facteur de l'élection présidentielle – « la seule qui compte », dit-on en Russie – et qui, reste, théoriquement, prévue en juin 1996. Les sondages le montrent actuellement en troisième position derrière le nouveau champion des « patriotes », le général Alexandre Lebed, et Grigori Iavlinski, le mieux placé des « démocrates ». Mais une autre leçon du scrutin de Volgograd est que l'étoile des militaires en Russie qui ont des représentants sur toutes les listes politiques et veulent, eux aussi, avoir leur lobby à la Douma ne brillerait pas autant que le pensaient les médias. Tous les officiers qui briguaient une place à la Douma locale ont été battus, ainsi que le colonel qui voulait être maire.

Sophie Shihab

Divergences sur la création d'une zone de libre-échange entre l'Europe et les Etats-Unis

Les Allemands sont pour, les Français contre

LUXEMBOURG
(Union européenne)
de notre correspondant
Les Quinze sont divisés sur l'opportunité d'encore resserrer les liens commerciaux entre l'Union européenne et les Etats-Unis pour s'engager, comme le suggère la Commission de Bruxelles, dans une phase susceptible de conduire à terme à la création d'une zone de libre-échange transatlantique. C'est ce qui ressort des délibérations, lundi 2 octobre, des ministres des affaires étrangères chargés de préparer le sommet transatlantique, qui réunira, le 3 décembre à Madrid, Bill Clinton, Felipe Gonzalez et Jacques Santer, président de la Commission.

Le souci des deux parties est de donner quelque lustre à une alliance euro-américaine vieillissante. L'Union a ainsi conclu des accords de coopération avec pratiquement la terre entière mais n'est liée aux Etats-Unis que par une vague déclaration politique datant du début des années 80.

Il est acquis qu'à Madrid, les présidents Clinton, Gonzalez et Santer signeront une nouvelle déclaration politique, ainsi qu'un plan d'action décrivant les nouveaux axes de la coopération transatlantique. Quel contenu lui donner ? C'est là que les Quinze se divisent.

RÉDUCTIONS TARIFAIRES

Sir Leon Brittan, commissaire chargé des questions commerciales, propose que soit lancée une étude conjointe (UE-Etats-Unis) sur les bienfaits à attendre d'une zone de libre-échange transatlantique. Il suggère encore que soit examinée la possibilité d'appliquer de manière anticipée les réductions tarifaires sur les échanges de produits industriels décidés lors du cycle de l'Uruguay et, éventuellement, d'aller au-delà. Leon Brittan se défend de poursuivre ainsi un but précis, de vouloir imposer cette zone de libre-échange dont il rêve : « Ce n'est pas du tout le cas, nous sommes ouverts, l'étude proposée n'engage à rien », explique-t-il, sans forcément convaincre. Les pays les plus libéraux le soutiennent : Grande-Bretagne, Allemagne, Danemark, Pays-Bas, Finlande, Suède, Irlande. Klaus Kinkel l'a fait avec vivacité : « Il faut créer une zone de commerce et de sécurité transatlantique ; il faut que la libéralisation des échanges demeure inscrite dans le document », a ainsi martelé le ministre allemand, après qu'Hervé de Charette eut

manifesté ses réticences. Il est vrai qu'il y a quelques mois, M. Kinkel avait été le premier, devant la Commission, à mettre sur la table l'idée d'une zone de libre-échange.

« L'Union européenne attache beaucoup d'importance au multilatéralisme. Nous ne sommes pas favorables, ou reste les Américains non plus, à une zone de libre-échange, et la majorité des pays de l'Union trouvent prématuré d'engager une étude sur ce thème ou encore sur celui des réductions tarifaires anticipées », a déclaré le ministre français. Ce dernier, sans trouver apparemment beaucoup d'écho, s'est déclaré partisan d'une

Washington critique la décision des Européens de dialoguer avec Cuba

A peine annoncée à Luxembourg, la décision de l'Union européenne d'ouvrir un dialogue avec Cuba en vue de négocier un éventuel accord économique a été vivement critiquée par le gouvernement américain, lundi 2 octobre. « Nous demandons instamment à nos partenaires européens de réfléchir avant de normaliser leurs relations avec l'une des dernières dictatures du monde », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Nicholas Burns. Les Etats-Unis maintiennent un embargo contre Cuba depuis 1960. L'Union européenne a chargé une délégation de trois pays – la France, l'Espagne et l'Italie – de mener des discussions exploratoires en vue de la signature d'un accord-cadre avec La Havane.

coopération sur les moyens à mettre en œuvre pour limiter les fluctuations monétaires, en particulier celles du dollar.

Cette question sensible avait été abordée par Jacques Chirac lors du sommet du G7, en juin à Halifax, et le président de la République avait indiqué son intention d'en faire un des thèmes prioritaires du prochain G7, au printemps 1996 à Lyon. A quoi bon, en effet, de nouvelles réductions tarifaires ou d'autres mesures de libéralisation si l'effet attendu peut être annulé voire inversé par les mouvements de yoyo du billet vert ?

Philippe Lemaître

L'OCDE reste perplexe sur l'économie russe

UN « RECOUVREMENT DES IMPÔTS extrêmement problématique », des autorités régionales qui « ne traversent plus à la Fédération l'intégralité des recettes qu'elles doivent lui verser », une « augmentation spectaculaire des taux d'homicides et de suicides », un Etat où « l'administration et les services répressifs ne sont probablement pas exempts de pratiques criminelles », le rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), publié lundi 2 octobre, le premier consacré à la Fédération de Russie, ne mâche pas ses mots. Analysant sans précautions de langage cette économie où « la corruption sévit largement », l'Organisation ne cache pas la difficulté d'analyse et de prévision de la conjoncture.

La période, il est vrai, est particulièrement complexe. Moscou a engagé un très sérieux effort de stabilisation depuis le début de l'année, en limitant ses dépenses publiques, remettant un peu d'ordre dans son tissu industriel et son système fiscal, stabilisant sa monnaie. Le Fonds monétaire international (FMI) a apporté en avril un crédit de confirmation (stand-by) de 6,5 milliards de dollars et pourrait discuter bientôt de l'octroi d'une « facilité d'urgence » sur trois ans. Le FMI, comme d'autres institutions financières internationales, estime que l'économie russe a touché le fond et que la croissance pourrait revenir en 1996.

UN SCÉNARIO MÉDIAN

Il est cependant trop tôt pour tirer de solides conclusions, d'autant que les élections législatives de décembre pourraient ébranler le fragile édifice des réformes. L'OCDE présente plusieurs hypothèses pour les mois à venir. Elle s'attend pas, sur la base des indicateurs positifs des derniers mois, que la croissance atteigne 10 % en 1996. Cependant, si l'inflation s'accroît de nouveau (les prix augmentent actuellement de 4,5 % environ par mois, contre 18 % en janvier), et si la production n'était pas cor-

rectement stimulée, le PIB pourrait se contracter de nouveau l'an prochain.

Finalement, l'OCDE table sur un scénario médian, et retient une hypothèse de croissance du PIB de 2 %. Selon Sergueï Ignatieff, vice-ministre de l'économie, présent à Paris à l'occasion de la publication de l'étude, la hausse des prix de détail sera limitée à 2 % ou 3 % par mois d'ici la fin de l'année, et à 15 % en glissement annuel de décembre 1995 à décembre 1996. L'OCDE, elle, est nettement moins optimiste, et prévoit pas moins de 60 % pour la même période.

L'OCDE rappelle qu'au-delà de la lutte contre l'inflation, le gouvernement russe doit impérativement restructurer le système bancaire, déjà victime d'une grave crise de liquidités en août. L'entreprise privée doit également être stimulée ; la privatisation de masse a permis un transfert massif de propriété, mais « au-delà du transfert nominal des droits de propriété, il est difficile de dire si les incitations et les comportements commencent à changer ».

Analysant des aspects structurels de l'économie russe, l'étude de l'OCDE met aussi en cause quelques clichés. La chute de la production, par exemple : il est communément admis qu'elle a atteint 50 % depuis 1989. Or, remarque le rapport, la consommation d'électricité n'a baissé, elle, que de 20 %. L'OCDE met en relief la précarité des statistiques, et les difficultés d'accès à des institutions clés comme le ministère des finances ou la banque centrale.

De même, on affirme fréquemment que l'apparition de mafias a accompagné le développement de l'économie de marché. Or, la moitié des hommes d'affaires russes reconnaissent avoir participé à l'économie souterraine déjà du temps de l'URSS : selon l'OCDE, cela « peut expliquer les liens entre les entreprises et le crime organisé dans certains secteurs ».

R.L.

Forte poussée populiste lors des élections en Lettonie

STOCKHOLM
de notre correspondant
en Europe du Nord

Les Lettons sont mécontents de la situation économique et sociale, difficile, de leur pays, et Maris Gailis, le chef du gouvernement de centre droit, a fait les frais de ce malaise général lors des élections législatives qui se sont déroulées le 30 septembre et le 1^{er} octobre. Son parti, « La voie lettonne », a recueilli 14,6 % des voix, soit environ 18 % de moins que lors des premières élections libres de 1993. Les deux autres formations « établies », à savoir l'Union des paysans et le Mouvement pour l'indépendance nationale (conservateur), n'ont obtenu respectivement que 6,1 % des suffrages (-4,6 %) et 6,2 % (-7,7 %). Dans ce contexte, le prochain gouvernement sera très difficile à former.

Les électeurs ont exprimé leur

colère en votant pour des partis nationalistes, ou plus exactement populistes, dont il est parfois difficile de définir l'idéologie. Les deux vainqueurs du scrutin sont deux formations nouvelles, qui ne siègent pas dans le Parlement sortant : le « Seimnieks » (15,3 %) – en français « Le chef de famille » – et le « Mouvement populaire pour la Lettonie » (15 %). Le premier regroupe notamment des petits entrepreneurs, plutôt protectionnistes et partisans du rétablissement des liens commerciaux avec la Russie, et certains politiciens actifs sous l'ancien régime soviétique.

Le Mouvement populaire pour la Lettonie est animé par un Letton originaire d'Allemagne, Joachim Siegerist, nationaliste et populiste à souhait. Agé d'une quarantaine d'années, cet ancien publicitaire s'est installé à Riga en 1991, au len-

demain de la restauration de l'indépendance. Il comprend le letton mais ne le parle pas. En Allemagne, il fréquentait les milieux proches de l'extrême droite et avait été condamné à deux reprises pour avoir tenu des propos calomnieux à propos de Willy Brandt et des Tsiganes. Durant la campagne électorale, il avait sillonné la province en distribuant médicaments et vivres à la population. Le « parti des siegeristes », comme on l'appelle, a donc réussi à canaliser le mécontentement général mais il n'est pas sûr que les Lettons qui ont voté pour lui soient tous aussi nationalistes que cet homme qui souhaite des relations « normales » avec la Russie. Détail cocasse : ne maîtrisant pas suffisamment le letton, Joachim Siegerist ne pourra siéger au Parlement.

Alain Débove

RECHERCHE

fête ses 25 ans

AVEC UN GRAND BOSSIER :
Les médicaments de l'esprit
Neuroleptiques, anxiolytiques
et antidépresseurs changent
la vie de millions de gens...
Et les idées sur les rapports
entre le corps et l'esprit.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :
● Une nouvelle interprétation
de la mécanique quantique
● De la gauche à l'homme,
un même gène pour l'œil
● La pharmacopée
des chimpanzés
● Un entretien
avec François Jacob

ET AUSSI :
toute l'actualité scientifique,
un portrait, des chroniques,
un rendez-vous d'histoire
des sciences, des jeux, etc.

NUMÉRO 280 - OCTOBRE 1995 - EN KIOSQUE - 38 F

La Côte-d'Ivoire est en proie à de violentes manifestations avant l'élection présidentielle

Les deux principaux partis d'opposition refusent de participer au scrutin

Salon du quotidien gouvernemental *Fraternité-Matin*, deux manifestants ont été tués, lundi 2 octobre, l'un à Bouafle et l'autre à Ouagogo-

dougou. En outre, à Abidjan, un gendarme a été tué accidentellement lors des manifestations. Les deux principaux partis de l'opposition n'ont

pas présenté de candidats. Le président Henri Konan Bédié devait recevoir, mardi, les dirigeants de toutes les formations politiques.

ABIDJAN

Depuis près de deux semaines, l'opposition s'efforçait de braver l'interdiction de manifester décidée par le gouvernement, mais, lundi 2 octobre, le mouvement de protestation, organisé cette fois dans l'ensemble du pays par les partis réunis au sein du Front républicain, a pris une tout autre ampleur. L'opposition dénonce le nouveau code électoral qui, selon elle, ne garantit pas des élections « claires et transparentes », et empêche notamment la candidature d'un rival potentiel du président Bédié, l'ancien premier ministre Alassane Ouattara.

Après que l'opposition eut décidé, en septembre, de multiplier défilés et réunions de protestation, les autorités ont, dans un premier temps, brutalement dispersé plusieurs petits rassemblements pacifiques. Depuis dix jours, elles ont interdit toute manifestation sur la voie publique pour une période de trois mois, afin de ne pas « perturber l'activité économique du pays » pendant la période électorale.

UN GENDARME TUÉ

Lundi, dans plusieurs villes de l'intérieur du pays, les manifestations ont fait deux morts, selon le quotidien gouvernemental *Fraternité-Matin*, et plusieurs blessés par balles, tandis que le mouvement affectait plusieurs quartiers de la capitale, Abidjan.

Un gendarme a trouvé la mort accidentellement dans la banlieue populaire de Yopougon, écrasé par le véhicule d'un collègue qui en

avait perdu le contrôle après des jets de pierres.

Le quartier d'Abobo, théâtre de petites échauffourées les jours précédents, était paralysé par les combats de rue. Des jeunes en colère ont érigé des barricades, avec des états de marché et des pneus enflammés. Les forces de l'ordre ont répondu aux jets de pierres par des tirs de gaz lacrymogènes, alors qu'un milieu de la grande place de la gare routière brûlait une voiture bâchée de la gendarmerie. Le domicile du maire d'Abobo a été saccagé.

A Dabou, dans le centre-ouest du pays, le tribunal et la mairie ont été incendiés. S'il y a eu des dé-

bordements à cause des pillards et des « casseurs », il est clair que souvent les manifestants visaient bien les symboles du pouvoir en place.

Pendant ce temps-là, au Palais des congrès de l'Hôtel Ivoire, à Abidjan, s'ouvrait, sous haute surveillance, un forum pour encourager les investissements étrangers dans le pays. Parmi les participants figuraient le ministre français de la coopération, Jacques Godfrain, qui a estimé que tout commentaire sur ces troubles serait « hors sujet ».

« L'opposition perd la tête », a déclaré le premier ministre, Daniel Kablan Duncan, en sifflant

qu'« il faut éviter les comportements de désespoir ».

Dimanche soir, le délai pour le dépôt des candidatures à l'élection présidentielle est passé sans que les principaux opposants - Laurent Gbagbo, chef du Front populaire ivoirien (FPI), et les partisans de M. Ouattara au sein du Rassemblement des Républicains (RDR) - ne déposent de dossier. Le secrétaire général du RDR, Diény Knia, a parlé de « boycottage actif du scrutin ». « Nous allons continuer à manifester, a-t-il ajouté, jusqu'à ce que les conditions pour des élections régulières soient réunies. »

François Picard

Itzhak Rabin s'en prend au « lobby juif » américain

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les juifs de la diaspora, qui sont nettement plus nombreux que les juifs israéliens - 8,6 millions au lieu de 4,6 millions - et qui soutiennent l'Etat hébreu de leurs deniers depuis sa création, ont-ils le droit de s'opposer à la politique d'un gouvernement démocratiquement élu en Israël? Aussi ancien que l'Etat, le débat a soudainement rebondi, la semaine dernière, à l'occasion d'une « attaque sans précédent » - titre retenu, dimanche 1^{er} et lundi 2 octobre, par les principaux journaux israéliens - lancée par Itzhak Rabin contre « une partie de la communauté juive américaine ».

Retenir dimanche de Washington, où avaient été signés, jeudi, les accords israélo-palestiniens de Tabba, et fortement irrité par les efforts de certains milieux juifs conservateurs américains pour contrer sa stratégie de paix avec les Palestiniens, le premier ministre a répété des attaques lancées aux Etats-Unis. Mettant en cause la « routzpa » - le culot - de « ceux qui osent faire pression sur le Congrès contre la politique suivie par le gouvernement légitime d'Israël alors qu'ils n'envoient même pas leurs enfants servir dans Tzahal », M. Rabin a jugé cette attitude « inconcevable et inacceptable ». « La critique est une chose, mais aller jusqu'au Congrès, c'est franchir une ligne rouge que nous n'acceptons pas », a-t-il ajouté.

« ERREUR HISTORIQUE »

Au moins trois organisations juives américaines, dont deux qui groupent des orthodoxes et des ultra-orthodoxes, sont ouvertement opposées à la restitution aux Palestiniens de certains territoires conquis en 1967. Membres officiels, parmi une cinquantaine d'autres organisations plus petites, du Comité des affaires publiques américano-israéliennes (Alpac), le principal groupe de pression juif aux Etats-Unis, ces trois organisations ont tenté d'empêcher le Congrès de voter l'aide limitée - 100 millions de dollars - promise à Yasser Arafat. Elles ont réussi à imposer de

telles conditions au versement de cette aide qu'il se ra vraisemblablement difficile à faire.

L'aide gouvernementale américaine à Israël - au moins 3 milliards de dollars par an - n'est pas remise en cause. Mais les juifs conservateurs américains ont réussi, depuis la signature des accords israélo-palestiniens, en septembre 1993, à freiner considérablement l'ampleur des donations privées à diverses institutions israéliennes. « Pour intégrer les juifs russes en Israël, s'est fâché M. Rabin, le judaïsme américain, plus nombreux - 5,8 millions de personnes - et plus riche que nous, parle beaucoup moins nous aide peu. Sa contribution ne dépasse pas 7 % des 11 milliards de dollars que nous devons dépenser, chaque année, pour cette mission. »

En réalité, de 1 milliard de dollars environ chaque année, la contribution privée américaine aux divers organismes bés à Israël est tombée aux alentours de 650 millions en 1994 et pourrait être encore plus basse cette année.

Comme en France, où le phénomène prend de l'ampleur, les organisations conservatrices américaines découragent une bonne part de l'aide naissante destinée à l'Etat juif vers des projets d'agrandissement et de renforcement des colonies juives dans les territoires occupés.

Il n'empêche, a répliqué Avraham Bourg, président de l'Agence juive, organisme semi-gouvernemental qui cherche à favoriser l'immigration du maximum de juifs en Israël, « l'attaque d'Itzhak Rabin constitue une erreur de dimension historique car la majorité des juifs américains sont avec lui ». M. Bourg est d'autant plus furieux que, depuis son élection à la présidence de l'organisme, il y a quelques mois, il a entrepris, sur place, de « mobiliser la diaspora américaine pour obtenir, pour la première fois depuis des années, une augmentation des donations à Israël ». Et à son institution à reçu des Etats-Unis, en 1994, 264 millions de dollars.

Patrice Claude

Aux Comores, l'opposition au coup de force s'organise

MORONI

de notre envoyé spécial

L'opposition au coup de force du 28 septembre s'organise. Lundi, quelques heures après que Bob Denard eut fait désigner deux co-présidents intérimaires en leur enjoignant de former un gouvernement et de mener le pays vers des élections, le premier ministre, Caambi El-Yachourti, réfugié à l'ambassade de France, annonçait qu'il assurait, conformément à la Constitution, l'intérim de la présidence, compte tenu de l'incapacité du président Djobar, détenu par les putschistes. Mais, contrairement à ses rivaux - les coprésidents Mohamed Taki, de l'Union nationale pour la démocratie aux Comores (UNDC), et le prince Saïd Ali Kemal, du parti Chima -, M. El-Yachourti, soutenu par le Forum pour le redressement national (FRN) d'Abbas Djoussour et la gendarmerie comorienne qui ne s'est toujours pas ralliée aux mutins, jure de la légalité constitutionnelle.

M. El-Yachourti cherche aussi à

se démarquer de l'impopulaire président Djobar, « définitivement sur la touche ». Chaque camp réclame des élections supervisées par l'ONU, mais se bat pour en être l'organisateur. En attendant, le pays risque de se retrouver avec deux gouvernements, et Paris va probablement devoir trancher. Si la France, qui demande le rétablissement de la légalité, aurait pu être tentée d'accepter un « retour » du pouvoir aux civils orchestré par Bob Denard, aujourd'hui elle devrait logiquement se ranger du côté du premier ministre.

Rien n'indique, pour le moment, que les navires français qui croisent, depuis lundi, au large de Moroni, n'aient incité Bob Denard et ses mercenaires à piler bagages. Devant toutes les menaces, les commentateurs se font alarmistes jusque dans les milieux expatriés, où « Bob » est soudain présenté comme un élément stabilisateur de la crise qu'il a provoquée : « S'ils l'obligent à quitter le pays, c'est la guerre civile ! » Il est vrai qu'en quelques jours, le chef des « af-

freux » a recréé une solide petite armée. Avec ses anciens soldats qui ont accouru de tous les coins de l'archipel, la garnison de Kandani abrite aujourd'hui plus d'un millier d'hommes, contre quatre cents à la veille du coup d'Etat.

LE RÔLE DU MAROC

Les Comoriens n'en finissent pas de discuter des origines du coup. S'il était acquis que la famille de l'ancien président Abdallah a sollicité Bob Denard - qui estimait, dit-on, avoir une « dette d'honneur » envers l'épouse de l'ex-chef de l'Etat assassiné, pour lui prouver qu'il n'est pas le meurtrier de son mari -, on évoque de plus en plus un soutien financier marocain. Hassan II a été un ami intime d'Abdelkader, et a plaidé plusieurs fois, auprès du président Djobar, la libération des fils de M. Abdallah. Hypothèse alimentée par les rumeurs selon lesquelles, parmi la trentaine de mercenaires présents ici, les deux tiers sont marocains. La France, par égard pour le souverain chérifien, aurait accepté de fermer les yeux, car personne ne s'explique autrement comment les services secrets français aient pu ignorer les préparatifs du coup d'Etat.

La France, suspectée de complaisance, prendra-t-elle le risque de débarquer aux Comores ? Quoi qu'il en soit, le capitaine Combo Ayoub, chef du comité militaire de transition, a averti qu'en cas d'intervention, ses hommes sont prêts à mourir pour leur pays.

Jean Hélène

Au procès d'O.J. Simpson, le jury est parvenu à un verdict

LOS ANGELES. Moins de six heures après le début des délibérations, le jury du procès d'O.J. Simpson est parvenu, lundi 2 octobre, à un verdict, a annoncé, à Los Angeles en Californie, le juge Lance Ito. La décision unanime des douze jurés, à l'issue d'un procès de près d'un an, ne devait toutefois pas être rendue publique avant mardi 3 octobre, vers 20 heures (heure française), afin de permettre de rassembler les familles et les avocats sur place. Ce délai devrait permettre à la police de mettre sur pied un dispositif de sécurité. S'il est reconnu coupable, O.J. Simpson risque une peine allant de quinze ans de prison à la réclusion à perpétuité. - (AFP, Reuters.)

Washington maintient ses sanctions contre le pouvoir nigérien

WASHINGTON. Les Etats-Unis ont critiqué, lundi 2 octobre, les décisions annoncées, la veille, par la junte nigérienne, qui projette un retour par étapes à la démocratie, mais n'envisage de céder la place à des civils que dans trois ans. Ces décisions sont « incomplètes et ambiguës sur nombre de sujets importants », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, Michael McCurry, indiquant que « pour souligner leur mécontentement, les Etats-Unis allaient maintenir en vigueur toutes les sanctions » prises contre le Nigéria. La Maison Blanche dénonce aussi le « refus persistant » de libérer Moshood Abinla, arrêté, en 1994, pour s'être proclamé président sur la base des résultats, contestés, de l'élection présidentielle de juin 1993. L'Union européenne a estimé que « la transition devrait durer moins de trois ans ». - (AFP)

EUROPE

■ AZERBAÏDJAN : le président américain Bill Clinton a fait savoir, lundi 2 octobre, au président azerbaïdjanais Gueidar Aliev qu'il était favorable à la construction de deux oléoducs - l'un vers la Russie et l'autre vers la Turquie, par la Géorgie - pour l'acheminement du pétrole de la Caspienne. - (AFP)

■ SLOVAQUIE : Michal Kovac junior, fils du président slovaque, enlevé, fin août, en Slovaquie, et transféré en Autriche en raison d'une affaire de fraude, a été libéré, lundi 2 octobre, contre le versement d'une caution d'un million de schillings (environ 500 000 francs). - (AFP)

■ POLOGNE : la commission électorale a rejeté, lundi 2 octobre, la candidature de Boleslaw Tejkowski - un ultra-nationaliste antisémite - à l'élection présidentielle du 5 novembre. La commission électorale, qui a déjà enregistré la candidature de dix-sept personnes, a estimé que la liste de 100 000 signatures déposée par M. Tejkowski était falsifiée. - (AFP)

■ ITALIE : le parquet de Milan a demandé, lundi 2 octobre, que soient jugées 127 personnalités du monde politique et économique italien, dont le socialiste Bettino Craxi et le démocrate-chrétien Arnaldo Forlani, dans le cadre d'une affaire de caisses noires de sociétés de l'ENI (hydrocarbures) et de Montedison (chimie). - (AFP)

■ GRANDE-BRETAGNE : Rosemary West, l'épouse de Frederick West, l'un des plus grands criminels de Grande-Bretagne, comparait, depuis ce mardi 3 octobre, à Winchester (Hampshire) pour répondre du crime de complicité active dans le meurtre de dix femmes, dont celui de sa propre fille. Son époux, Frederick West, s'est suicidé, le 1^{er} janvier, dans sa cellule. Le procès devrait durer deux mois. - (Corresp.)

ASIE

■ CHINE : Jiang Zemin rencontrera Bill Clinton, son homologue américain, le 24 octobre, à New York, a annoncé, lundi 2 octobre, le secrétaire d'Etat américain. La Chine souhaitait une « visite d'Etat » pour son président, mais a accepté « une simple rencontre », a expliqué Warren Christopher. - (AFP)

■ JAPON : le premier ministre M. Murayama a accepté, lundi 2 octobre, la démission du ministre des affaires étrangères Yobei Kono de son poste de vice-premier ministre, annonçant les médias japonais. Ce mouvement était attendu pour permettre l'arrivée dans cette position de Ryutaro Hashimoto, ministre du commerce international et de l'industrie, qui a remplacé, le 22 septembre, M. Kono à la tête du Parti libéral démocrate, principal parti de la coalition dirigée par M. Murayama. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ CISJORDANIE : le général Uzi Dayan, chef du département de planification, a indiqué, lundi 2 octobre, que « l'armée israélienne fera tout son possible pour finir son redéploiement avant le 30 décembre 1995, dans toutes les villes » de Cisjordanie, prévues par les accords de Tabba. Il a fait une exception pour « Hébron, où il ne sera achevé qu'en mars ».

■ ÉGYPTE : le pape Chénouda III, patron des chrétiens d'Egypte, a invité ses quelque huit millions de fidèles, lundi 2 octobre, à participer aux élections législatives, prévues en novembre. Selon lui, « certains copistes réviseront cette fois-ci » à entrer au Parlement en dépit du mauvais climat politique qui règne depuis le début de la vague de violence intégriste dont sont victimes les coptes.

ÉCONOMIE

■ ÉTATS-UNIS : l'activité manufacturière s'est améliorée en septembre, selon l'indice des directeurs d'achats américains : celui-ci a atteint 48,3 points, au lieu de 46,9 points en août, mais reste inférieur à la barre des 50 points qui marquerait une véritable croissance. - (AFP)

■ MEXIQUE : 2 milliards de dollars de capitaux auraient quitté le pays, entre le 14 et le 27 septembre, selon un rapport d'experts du cabinet IXE, cité par le quotidien *La Jornada* du lundi 2 octobre. La nouvelle a provoqué une chute de la Bourse de Mexico, lundi, à la clôture. - (AFP)

ÉTVDÉS

Vive l'enseignement technique !

Alain CADIX

Les croyances des Français

Jacques ROLLET

octobre 1995

Le numéro : 55 F

14, rue d'Alsace - 75006 PARIS - Tél : 01 42 50 15 15
Ouvert sur rendez-vous : 36 15 S'ETUDES

سكننا من الامل

Les zapatistes mexicains ont en partie perdu l'appui des Indiens

Encerclés militairement dans la province du Chiapas, les rebelles du « sous-commandant Marcos » participent aux négociations de paix qui ont repris le 2 octobre

A l'issue de sa première apparition publique depuis février, le chef de l'armée zapatiste de libération nationale (EZLN) a suscité, vendredi 29 septembre, la plus grande perplexité : il a appelé à un « dia-

logue avec la société civile », sans le gouvernement, tout en confirmant la participation de la guérilla aux négociations de paix, qui ont effectivement repris, lundi 2 octobre, sur les « problèmes de fond » à

l'origine du soulèvement armé du 1^{er} janvier 1994. L'explication de ces paradoxes tient sans doute à un affaiblissement de la position des rebelles armés, qui ne sont guère plus de trois cents, encerclés par l'ar-

mée dans le Chiapas, et ont perdu, en partie, l'appui des Indiens. Politiquement, le « sous-commandant Marcos » a dû tenir compte des résultats du référendum qu'il a proposé fin août : les participants se sont

prononcés, à une faible majorité, pour la conversion de l'EZLN en force politique. La « société civile » est restée jusqu'à présent silencieuse devant les appels des zapatistes à « débordement » les institutions.

LA SULTANA (CHIAPAS)

de notre envoyé spécial
« Le conflit du Chiapas n'est pas un problème militaire. La rébellion zapatiste mérite une solution politique et sociale qui sera trouvée dans le cadre des négociations en cours (NDLR : elles ont repris lundi 2 octobre). La guérilla disparaîtra peu à peu avec le retour des réfugiés dans leurs villages d'origine, même s'il est vrai qu'il restera toujours un petit groupe de rebelles décidés à en découdre. » Les propos de ce général mexicain révèlent un changement d'attitude radical de la part des autorités qui, après l'humiliation provoquée par le soulèvement des paysans indigènes du Chiapas, le 1^{er} janvier 1994, estimaient avoir repris la situation en main.

Malgré les protestations des diverses organisations de gauche à la suite de l'offensive militaire du 9 février, qui a permis à l'armée de récupérer, sans affrontement, la quasi-totalité du terrain occupé pendant plus d'un an par l'armée zapatiste de libération nationale (EZLN), les militaires sont convaincus d'avoir gagné la « guerre psychologique » que leur avait imposée le « sous-commandant Marcos » par le biais de ses communiqués publiés dans la presse nationale.

Encerclés par plusieurs milliers de soldats dans son refuge de la forêt lacandone, le principal dirigeant de l'EZLN a en effet perdu l'appui d'une grande partie de sa base sociale et n'est plus en mesure de négocier les autorités.

« Deux cent soixante familles zapatistes sont venues nous voir pour demander leur réintégration dans leur village d'origine, affirme le général. Ils nous ont remis leurs armes, des simples carabines pour la plupart. Ils



disent qu'ils ont été trompés par leurs dirigeants ou sont simplement déçus par l'absence de résultats d'une lutte à laquelle ils ont consacré plus de dix ans. »

L'EZLN avait réussi à mobiliser plusieurs milliers de paysans, les « miliciens », qui souvent ne possédaient pas d'armes à feu et servaient d'appui au noyau dur, les « insurgés ». « Il ne reste plus que trois cents insurgés au maximum, concentrés dans une dizaine de petits camps, assure le général. On sait parfaitement où ils sont, mais notre mission ne consiste pas à les éliminer. Nous devons simplement garantir la libre circulation et la sécurité de la population, qui collabore avec nous malgré la présence des camps de la paix. » Une quinzaine de ces camps de la paix, en général constitués de deux ou trois volontaires désignés par diverses organisations de défense de droits de l'homme, se sont en effet installés dans les villages de la zone d'intervention militaire pour protéger les indigènes contre les

abus éventuels de l'armée. La piste qui mène d'Ocosingo, le chef-lieu occupé durant plusieurs jours par l'EZLN en janvier 1994, au village de La Sultana, se faufile entre deux chaînes de montagnes, la Corralchen et la Livingston, couvertes d'une végétation tropicale exubérante. Les barages des « miliciens » zapatistes ont disparu depuis le 9 février, avec l'arrivée des militaires. Le premier se trouvait, à San Miguel, à trente kilomètres d'Ocosingo. Un peu plus loin, l'armée a établi ses quartiers à l'est de Patulul, un village d'indigènes tzotzils où les rebelles n'avaient pas l'appui massif de la population.

La piste torrentielle transforme en un véritable borbier la piste qui mène ensuite à Prado-Pacayal, l'ancien quartier général de « Marcos », le professeur d'arts graphiques devenu dirigeant révolutionnaire et dont la véritable identité, Rafael Guillén, fut tardivement découverte par les autorités.

Cet ancien QG se résume aujourd'hui à quelques pauvres mal-

« SOUS CONTRÔLE »

Le camion est le seul moyen de transport en mesure d'affronter, avec de grandes difficultés, les rigueurs du trajet jusqu'à San Juan, où une compagnie militaire s'est installée sur les bords du fleuve. Un sergent affirme que « la situation est sous contrôle » et qu'il n'a « aucun problème avec les zapatistes : nous sommes tous mexicains, après tout ». Il finit de s'étonner de l'attitude des habitants du hameau voisin, La Sultana : « Ils ne veulent pas qu'on entre dans le village et ils refusent de recevoir les surplus alimentaires qu'on leur propose. Je ne comprends pas pourquoi. »

L'explication est simple, répond Pedro, un des dirigeants zapatistes de La Sultana. En février, nous nous sommes tous réunis à l'approche de l'armée et nous avons dû vivre un mois cachés dans la montagne. Quand nous sommes revenus au village, l'armée avait tout saigné, y compris nos réserves de maïs et les quatre-vingt-dix sacs de café que nous avions vendus. »

La plupart des quatre-vingts familles de La Sultana appartiennent à l'EZLN et plusieurs rebelles, notamment le « capitaine Hogo », sont morts dans les combats d'Ocosingo. « Notre lutte n'aura pas été inutile, ajoute Pedro, même si pour l'instant nous sommes dans une situation terrible. Nous ne nous battons pas seulement pour La Sultana, mais aussi pour le pays tout entier qui exige liberté, justice et démocratie. » Comme la plupart des commo-

L'opinion de « Marcos »

Dans un entretien récemment accordé au quotidien mexicain *La Jornada*, le « sous-commandant Marcos » a volontiers admis que ses troupes s'étaient « enfuyées » au plus profond de la forêt tropicale du Chiapas, devant l'avancée des militaires, en février. Cependant, a-t-il estimé, « le potentiel militaire de l'EZLN est intact, c'est-à-dire qu'elle a toujours son armement, qu'elle possède l'expérience des combats et qu'elle n'a pas été vaincue ».

« Il y a une divergence évidente, ajoute-t-il, entre les ambitions politiques nationales de Marcos et le projet des Indiens zapatistes qui sont effectivement prêts à mourir pour obtenir des terres et une vie meilleure pour leurs enfants. Parmi ceux qui ne désistent pas, la révolution allait tout résoudre, beaucoup renouent aujourd'hui avec l'Eglise. C'est encourageant. »

Bertrand de la Grange

Les salons Club Europe valent pas mal de techniques de relaxation.



Méitez-vous des salons Club Europe. On s'y sent tellement bien qu'on pourrait rater son avion. Tout y est fait pour que vous puissiez vous relaxer au maximum. Espace, confort, tranquillité. Vous disposez également d'un

choix de boissons et de snacks légers. 13 salons Club Europe sont à votre disposition dans les grandes métropoles européennes et il existe 180 salons Executive Club dans le monde. En plus des avantages du Club Europe,

British Airways offre une semaine de vacances de rêve dans une résidence en Floride, Espagne, Portugal, Californie ou Massachusetts. A vous de choisir. Il suffit d'être Membre de l'Executive Club et d'effectuer 3 aller-retour en

Club Europe avant le 31 mars 1996. Pour tout complément d'information, appelez-nous au 05 905 979 (numéro vert) ou tapez 36 15 BA (1.29F/min). Offre soumise à des conditions particulières et limitée à 500 gagnants.

CLUB EUROPE

BRITISH AIRWAYS

La compagnie que le monde préfère

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 4 OCTOBRE 1995

PATRONAT Jean Gandois, qui a sévèrement critiqué le gouvernement lors de la présentation du projet de budget pour 1996, en l'accusant de manquer de « courage » dans la ré-

duction des dépenses de l'Etat, précise, dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, que son propos ne visait pas personnellement Alain Juppé. Mais le président du CNPF maintient

son point de vue. ● AU PREMIER MINISTRE, qui s'était indigné d'entendre les patrons se plaindre, alors que leurs charges auraient diminué de 13 % au total, M. Gandois répond

qu'il ne connaît aucune entreprise dans ce cas. Il s'inquiète, en outre, des ombres qui pèsent sur la monnaie unique européenne. ● LES SYNDICATS, avec lesquels le CNPF a re-

noué le dialogue, s'inquiètent de l'axe privilégié qui s'est établi entre la centrale patronale et la CFTD, grâce notamment à la bonne entente entre Nicole Notat et Jean Gandois.

Jean Gandois réclame un effort de relance de la consommation

Le président du CNPF renouvelle, dans l'entretien qu'il nous a accordé, ses critiques sur la « philosophie » du projet de budget pour 1996. Il met en garde le gouvernement, en outre, contre les effets d'une croissance insuffisante, qui provoque « un sentiment de frustration »

« Pourquoi avez-vous déclaré, le 20 septembre, que le gouvernement accusait un « très grave problème de courage » en matière budgétaire ?

« J'ai réagi avec colère, mais ce n'est pas une polémique personnelle avec Alain Juppé, qui est un homme que j'estime et qui a à faire face à de graves difficultés. Ce que je n'ai pu accepter, c'est la présentation qui a été faite des conséquences du budget sur les entreprises : je ne connais aucune entreprise dont le coût salarial global ait diminué de 13 % ! Pour la plupart d'entre elles, le solde entre les nouvelles taxes et les allègements se traduit par un alourdissement de leurs coûts.

« De combien ?

« Compte tenu du fait que certaines entreprises sont amenées à absorber une partie de la majoration de TVA, l'alourdissement des coûts est de 1 % à 1,5 % en moyenne.

« On ne peut pas traiter les chefs d'entreprise comme des enfants, en leur disant : « On vous a donné en juillet un cadeau ; maintenant allez jouer dans votre bac à sable et embauchez ! » Je sens grandir le malentendu sur le terrain. Je peux comprendre les petits patrons qui ont des angos. Ils sont prêts à se mobiliser pour l'emploi, mais ils veulent être traités en adultes et en partenaires.

« Voilà pour la raison de ma colère, mais je suis aussi inquiet de la philosophie du budget. Premièrement, l'effort de réduction des dépenses de l'Etat est grand, mais insuffisant, car l'Allemagne fait mieux que nous. Deuxièmement, l'incitation à la réduction des dépenses des collectivités territoriales est trop faible ; elles ont dérapé de 5 % à 7 % par an depuis un certain nombre d'années. Troisiè-

mement, on affiche la volonté de réformer les régimes sociaux, mais on ne s'y attaque vraiment qu'au premier trimestre 1996.

« Prenons un exemple : le Parlement aura à déterminer comment il conçoit la solidarité entre les générations. Etais-il raisonnable de commencer par mettre en place une allocation-autonomie, que je ne critique pas en tant que telle, mais dont l'utilité ne peut s'apprécier que dans le cadre d'une politique globale de la vieillesse ? Dans ce domaine comme dans d'autres, le choix ne consiste pas à décider aujourd'hui des dépenses et à renvoyer les économies à demain.

« La grève des fonctionnaires annoncée vous semble-t-elle une preuve du blocage des esprits en France ?

« Elle est dans la tradition française. Il me paraît justifié que le gouvernement ait décidé une pause en 1996 pour les rémunérations des fonctionnaires, qui ont eu un taux d'augmentation de leur pouvoir d'achat sensiblement plus important que celui du secteur privé au cours des dernières années. Il me semble que, au moment où l'on demande à tout le monde des sacrifices, celui demandé aux fonctionnaires reste dans des limites raisonnables. Je précise que je respecte tout à fait les fonctionnaires, étant fils de petit fonctionnaire.

« Sous l'effet des turbulences budgétaires et financières, la France semble se fermer à l'Europe. Qu'en pensez-vous ?

« La France est redevenue nominaliste et, pourtant, nous vivons dans un monde de plus en plus ouvert. Quand je vais voir un petit patron, il me dit : « J'exporte, mais avec les niveaux de la lire, de la peseta, du dollar et la concurrence du

Sud-Est asiatique, j'ai de plus en plus de mal », et il met en cause la politique du franc fort. Je lui explique que la politique monétaire de la France ne peut se décrire seule, que dévaluer le franc ne résoudrait rien. La solution de ce problème passe par notre projet politique concernant l'Europe.

« Il est bon que le président Chirac et le chancelier Kohl réaffirment leur attachement à la monnaie unique, mais tout le monde a l'impression que celle-ci peut succomber sous les réticences des uns et des autres. Depuis plus d'un an, je vois monter les réserves allemandes, car, après avoir cru que la monnaie unique serait un moyen d'affirmer leurs principes économiques, nos voisins ont peur qu'elle ne contamine leur mark par la faute de partenaires peu sérieux.

« Nous risquons - et c'est grave - un effritement de l'Europe. La tension qui sous-tend celle-ci, c'est la marche vers la monnaie unique. Si cette marche devient de moins en moins crédible, il n'y aura plus de tension ; donc, plus du tout de projet. Si, par malheur, l'Europe venait à se fracasser, nous assisterions à sa dilution dans la mondialisation ou à son sous-développement dans la provincialisation. Il est indispensable qu'il y ait une relance politique pour combler ce déficit de crédibilité. Seule l'Europe permettra de construire un monde libéral dans lequel l'homme ne soit pas une simple variable d'ajustement. Je ne vois pas qui d'autre que la France peut prendre l'initiative de cette relance.

« Lorsque le gouvernement dit que, pour créer des emplois, il va falloir faire des sacrifices autrement partagés, c'est très important, mais ce n'est pas un projet.

Créer de nouveaux emplois n'est pas un projet. Quelle conquête voulons-nous faire ensemble ? Quelle Europe désirons-nous ? Quelle réforme du système éducatif, de la protection sociale, de l'Etat, des collectivités territoriales, des conservatismes patronaux ou syndicaux ? Ça, ce sont des projets et on peut mobiliser les gens pour les défendre, mais on ne fera jamais rêver les jeunes sur un critère de convergence, si ambitieux soit-il !

« Les entreprises font-elles le maximum pour créer des emplois ?

« Les entreprises embauchent. Entre le 1^{er} juillet 1994 et le 30 juin 1995, elles ont créé 210 000 emplois. En 1986, année où le taux de croissance a été le même qu'en 1994, ce chiffre s'élevait à 62 000, soit trois ou quatre fois moins. On me rebat les oreilles au sujet des entreprises qui embaucheraient peu : c'est faux.

« Une enquête récente a été menée auprès des PME pour connaître les motifs d'embauche. 76 % ont répondu que cela dépendait de la croissance, 48 % des baisses de charges et 3 % du contrat initiative-emploi. Cela marque que, sans croissance, il ne peut pas y avoir de création d'emplois. Il est inquiétant de constater que la croissance est en train de ralentir au Japon, aux Etats-Unis, en Europe. Cela ne veut pas dire que nous allons vers une récession, mais vers un ralentissement. Or la reprise a concerné l'amont du processus économique : l'export, la reconstitution des stocks. Elle n'a pas vraiment atteint la consommation. Le bâtiment, notamment, est en panne. De cette reprise inachevée naît un sentiment profond de frustration. Il faudra faire quelque chose pour

relancer la consommation, mais pas n'importe quoi...

« Etes-vous toujours hostile à la diminution généralisée du temps de travail ?

« L'aménagement du temps de travail joue un rôle important, mais la durée du travail est multiforme. On peut agir sur la durée journalière ou hebdomadaire, mais aussi annuelle et sur toute la vie professionnelle par les prétraitements, par exemple, ou par le temps partiel. Il reste des gisements d'emplois dans cet aménagement, mais cela passe par une



JEAN GANDOIS

réforme de l'organisation du travail, ce qui ne se décrète pas au niveau national. Il a été signé un accord remarquable qui limite la durée mensuelle du travail du chauffeur routier à 240 heures ; il est évident que cela ne peut concerner la secrétaire de direction qui veut consacrer son mercredi à ses enfants.

« Nous avons ouvert une négociation à l'échelle nationale avec les syndicats. Elle doit nous permettre d'élaborer des orientations et des méthodes applicables au niveau des branches professionnelles et des entreprises. Pas question de donner des recettes à la fois à la sidérurgie, à la restauration et au commerce. Qu'on ne se fasse pas d'illusion là-dessus !

« Le CNPF gère le 1 % du logement ; la CFTC, les allocations familiales ; FO, l'assurance-maladie. Certains patrons estiment que ce paritarisme est malsain. Pourquoi avez-vous décidé de le poursuivre ?

« Le paritarisme n'est pas une panacée, et son exercice n'est pas exempt de critiques. S'il consiste à gérer des « fromages », il doit être épuré. La rigueur est plus nécessaire encore dans le domaine de la protection sociale que dans les autres domaines.

« Je ne crois pas qu'on puisse condamner la gestion paritaire en elle-même. A l'Unedec, elle a porté ses fruits et conduit à des excédents qui permettront un jour de réduire les cotisations chômage. Le paritarisme a toutes ses chances lorsque les partenaires sont légitimes pour définir une politique sans interférence de l'Etat. En revanche, je ne suis pas certain qu'il soit possible dans l'assurance-maladie, mais nous devons tout faire pour essayer. C'est la raison pour laquelle j'ai souhaité que le CNPF revienne à

la Caisse nationale d'assurance-maladie, mais avec un programme et un délai d'épreuve de trois ans.

« Le conflit qui a opposé le CNPF et certaines de ses fédérations, comme l'UIMM au sujet de la collecte des fonds de la formation en alternance, s'est conclu par votre défaite. Comment concevez-vous la réorganisation de l'action du patronat ?

« Ma responsabilité en matière de formation en alternance et d'apprentissage est de trouver le système le plus performant pour les jeunes et pour les entreprises. Les chambres de commerce, la CGPME, les fédérations patronales ont développé des actions de formation qu'elles considèrent chacune comme les meilleures du monde. Le problème est qu'elles sont conflictuelles. J'ai essayé de trouver un compromis qui a échoué. Je vais essayer de faire marcher ce système boiteux pendant quelques mois, mais on ne clarifiera la situation qu'en le remettant à plat.

« A ce problème de formation s'ajoute la question de la décentralisation de l'organisation patronale. Les responsables patronaux, qui sont les interlocuteurs des pouvoirs publics locaux, doivent avoir les moyens de ce dialogue. Les structures professionnelles et les structures territoriales du patronat doivent être rééquilibrées.

« Quel est le rôle que doit jouer le CNPF dans la société française ? Et quel rôle entendez-vous y jouer comme président ?

« Si le CNPF devait être une sorte de super-lobby, il ne servirait à rien car il existe déjà d'excellentes organisations pour ça et on ferait des économies de frais généraux en le supprimant. Le CNPF n'a de sens que s'il crée une valeur ajoutée par rapport aux autres composantes du monde patronal et s'il exprime ce qu'elles ont de commun et de fort : l'importance de l'entreprise.

« Je suis ici parce qu'en France la place de l'entreprise n'est pas reconnue et, aussi, parce que les jeunes n'arrivent pas à entrer facilement dans la vie professionnelle. L'image de l'entreprise doit être corrigée, et, compte tenu de l'opinion publique, l'entreprise ne sera respectée que si elle joue son rôle social.

« Vous voyez donc comment je conçois mon rôle. Ce qui m'intéresse, c'est que l'entreprise soit partie prenante au projet de société dont je parle et où l'homme soit pris en considération. Je ne suis pas un homme de consensus. Dans un patronat très divers, cela conduirait à ne dire que des banalités. L'espérance est suivie par le plus grand nombre pour réaliser ce que je dois réaliser. Sur plusieurs points importants je suis prêt à entendre les « cénarurs ». Sur les options essentielles, qui sont aussi celles de ma vie, il n'est pas de transaction possible. »

Propos recueillis par Alain Faujas

Le CNPF pour quoi faire ?

LORSQUE Jean Gandois déclare que le CNPF, qu'il préside depuis le début de l'année, ne servirait à rien s'il était cantonné dans une fonction de « super-lobby », c'est le rôle de l'organisation patronale qui est en question.

Comme il l'a été au cours de la partie de bras de fer qui a opposé l'organisation patronale et l'une de ses composantes, l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), président par Arnaud Leenhardt, ami de M. Gandois, au sujet de la collecte des fonds de la formation en alternance. Poser la question de la vocation du CNPF concerne la répartition des pouvoirs au sein du monde patronal.

Une partie du patronat juge que le CNPF est un organe nécessaire pour le « standing », mais encombrant et coûteux (120 millions de francs par an). Ces patrons-là estiment que moins il entend, mieux ils se portent. Ils lui assigneraient volontiers un simple rôle d'influence au plus haut niveau des sphères gouvernementales. L'UIMM, organisation beaucoup plus ancienne que le CNPF, verrait assez bien celui-ci, par exemple, l'épauler dans sa préparation de textes réglementaires avec le ministère du travail ou féliciter en faveur de réductions d'im-

positions auprès du ministère de l'économie et des finances. A la limite, certains trouveraient utile que le CNPF fédère les innombrables clubs et associations qui regroupent le patronat par cercles d'intérêts consacrés à un intérêt particulier. Par exemple, l'Association française des entreprises privées (AFEP), animée par Ambroise Roux, s'est battue avec énergie sur certains dossiers fiscaux, notamment, pour obtenir l'étalement des pertes dans les comptes des entreprises. L'Association syndicale des moyennes entreprises patrimoniales (ASMEP) d'Yvon Gattaz défend, elle, la diminution des droits de transmission des PME.

OYNAMISER OU OYNAMITER

Il n'est ni dans le caractère, ni dans les projets de Jean Gandois de se plier à ces désirs de chapeaux patronaux qui se haïssent et se déchirent à qui mieux mieux sur certains dossiers. Au cours de la campagne électorale qui avait précédé son élection à la tête du CNPF, en décembre 1994, M. Gandois avait annoncé son désir d'œuvrer pour que « l'opinion ne perçoive pas le patronat comme un groupe de pression qui demande des cadeaux, mais comme une organisation dynamique qui, à travers la défense de ses intérêts, vise l'intérêt général » (Le Nouvel Observateur daté 10-16 novembre 1994). Il avait énuméré, à plusieurs reprises, les thèmes sur les-

quels l'intérêt bien compris des entreprises et l'intérêt général se recoupent : le niveau excessif des prélèvements obligatoires, la modernisation du système éducatif, l'absence de contrôle de la protection sociale, l'intégration européenne, la poussée inacceptable du chômage.

Certes, l'organisation de l'avenue Pierre-1^{er} de Serbie a produit, depuis six mois, nombre de rapports techniques sur le gouvernement des entreprises, les stock-options, les télécommunications ou les produits dérivés. Elle n'a pas dédaigné, non plus, jouer les lobbies traditionnels en publiant le rapport annuel *Cartes sur table* de son vice-président, Denis Kessler, plaçant, avec chiffres et tableaux, que les particuliers et les entreprises ont fait le ménage chez eux et qu'il est temps que l'Etat fasse de même.

Cependant, le « patron des patrons » entend que le CNPF se soude d'abord d'élaborer un corps de doctrine cohérent, pour être efficace et uni. Il a confié à un autre de ses vice-présidents, Victor Scherer, la mission de proposer une réorganisation du CNPF. Le cinquantième anniversaire de l'organisation sera, en 1996, l'occasion de « dynamiser au dynamisme » le Conseil national du patronat français.

Alain Faujas

L'« axe » établi entre l'organisation patronale et la CFTD inquiète les autres syndicats

DEPUIS L'ARRIVÉE de Jean Gandois à la tête du CNPF, la politique contractuelle connaît une seconde jeunesse. Après l'ère Perigot, qui s'était caractérisée par un quasi-gel de la négociation entre les partenaires sociaux, deux accords majeurs ont été signés en l'espace de six mois : l'un sur l'insertion des jeunes, conclu le 14 juin ; l'autre, le 6 septembre, narrant la création du fonds d'intervention en faveur de l'emploi, dont la première mesure permet aux salariés ayant cotisé pendant quarante ans de partir en retraite anticipée, en contrepartie de l'embauche d'un jeune salarié. Cette relance de la politique contractuelle a contrainst les syndi-

cats à se « repositionner » et a brusqué les frontières jusqu'à présent fixées.

Première conséquence : le retour en force de la CGT sur le devant de la scène contractuelle. Au cours des négociations syndicats-patronat, la CGT a veillé à ne pas se laisser marginaliser par les autres centrales syndicales et elle a apprécié, le 6 septembre, de ne pas être tenue à l'écart des discussions finales sur le fonds d'intervention. Louis Vianet repète toutefois qu'« il n'a pas le culte de la signature à la différence de certains », même s'il refuse « l'image du syndicat du refus systématique ». La CGT reste cantonnée sur des positions très figées et qui sont les plus

éloignées du CNPF, mais M. Gandois, à qui revient le mérite d'avoir remis en selle la CGT, pourra jouer de cette revitalisation syndicale. Lorsqu'il dirigait Pechiney, il avait comme interlocuteur la CGT, qui était le syndicat majoritaire.

La CFTD et Force ouvrière (FO) se battent, depuis le 28 février, pour obtenir le leadership des rel-

ations avec le CNPF. Forte de son ancien statut d'interlocuteur privilégié du patronat, FO tente de regagner le terrain perdu au profit de la CFTD. Dans cette guerre d'influence, Nicole Notat, secrétaire générale de la CFTD, a très nettement l'avantage. Elle entretient des rapports cordiaux avec M. Gandois. Marc Blondel (FO),

qui avait fait connaître sa préférence pour Jean-Louis Girard, candidat malchanceux à la présidence du CNPF, n'a pas l'oreille de son vainqueur.

Sur l'organisation du temps de travail, les positions de M. Gandois, qui se situent à la pointe des conceptions patronales, et celles de la CFTD ne sont pas extrêmement éloignées. Alors que, le 5 octobre, doivent reprendre les discussions sur les heures supplémentaires, le temps de travail et le compte épargne-temps, ce « flirt » entre une organisation syndicale et la direction du CNPF n'est pas sans créer quelques tensions. Dans l'organisation patronale, certaines fédérations se

sentent menacées par des accords qui leur passeraient au-dessus de la tête. Au sein des petites centrales syndicales, la CFE-CGC et la CFTC ont peur de se voir court-circuiter.

Qualifiée tour à tour de « bon élève » ou de centrale « ouverte » et « compréhensive », la CFTD est devenue le pivot inévitable des négociations. Toutefois, le 6 septembre, contestée par les autres centrales, elle a dû reculer. Comme le précise un observateur, « le point de rupture serait atteint si la CFTD signait seule un accord avec le CNPF », mais les choses n'en sont pas encore là.

Alain Beau-Méry

صبرنا من الاميل

René Monory a été réélu président du Sénat sans faire le plein des voix de droite

La session unique de neuf mois s'est ouverte au Parlement

René Monory a été réélu, lundi 2 octobre, président du Sénat. Sur les 321 sénateurs, il y a eu 315 votants, dont 28 bulletins blancs et nuls.

M. Monory a obtenu 186 voix, contre 78 à M. Estier (socialiste) et 18 à M. Luc (communiste). MM. Pasqua et Poncelet, qui n'étaient pas candi-

dates, ont obtenu respectivement 3 et 2 voix. Le président du Sénat n'a donc pas obtenu la totalité des voix des 225 sénateurs RPR et UDF.

C'ÉTAIT jour de rentrée, lundi 2 octobre, pour les parlementaires. Une rentrée inhabituelle, qui ouvrait une longue session de neuf mois, la première du genre, avec ses vacances de Noël et de Pâques et sa date de fin, déjà fixée au 28 juin, en même temps que les écoliers et les collégiens. Et, une fois n'est pas coutume, c'est vers le Sénat que tous les regards étaient tournés.

Averti de cette concurrence inégale, Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, a limité au strict minimum la lecture de l'ordre du jour - l'ouverture formelle de la session au Palais Bourbon. Les témoins attendus, Édouard Balladur et ses ministres d'hier, avaient manifestement préféré réserver leur retour à la première séance de questions au gouvernement, mardi après-midi.

CIVILIS
Au Palais du Luxembourg, en revanche, personne ne manquait à l'appel. Michel Barnier, quoique ministre chargé des relations européennes, était venu essayer un instant le fauteuil de sénateur de Savoie qu'il cédera à son suppléant. Son collègue en charge des PME, du commerce et de l'artisanat, Jean-Pierre Raffarin, était très courtois. Le socialiste Henri Weber, tout juste sorti du « cul des vaches » puisqu'il fait campagne,

en ce moment, dans le canton d'Eu, en Seine-Maritime, observait, un peu éberlué, ses futurs collègues sénateurs. Michel Rocard ne savait trop comment éconduire la représentante, sur place, de la Caisse des dépôts et consignations, Robert Badinter, en grande conversation avec Alain Peyrefitte, se réjouissait des richesses de la bibliothèque. Charles Pasqua, de retour, redisait, sans toujours conviction, son plaisir de jurer les « sénateurs de base ».

Doyen de l'assemblée par le « copriche du destin », Maurice Schumann mit un terme à ces civilités. Toujours vibrant, comme il l'a dit lui-même, des « restes d'une voix qui ne tombe pas encore d'une ardeur qui ne s'éteint pas », il mela Chateaubriand et Péguy, les enfants d'Ys qui « partaient vers la mort en chantant la Marseillaise » et le terrassien qui, aujourd'hui, « se juge lui-même en prenant d'autres enfants pour cible », avant de lancer cette question en forme de mise en garde : « Est-il logique que nous siégeons pendant neuf mois et que, sur ces neuf mois, vingt jours à peine soient consacrés à ce qui, du moins en principe, constitue la tâche essentielle du Parlement, c'est-à-dire l'examen et le vote du budget ? J'en tends d'un vrai budget », qui ne serait pas maquillé par « des annulations et des gels prémédités ». Et de conclure : « Il me semble plus

conforme à la dignité d'une majorité de partager, s'il le faut, le risque de déployer avec le gouvernement qu'elle soutient ».

Restait, comme une formalité, à élire le président du Sénat. On ne prit pas même la peine d'annoncer qu'il y avait trois candidats, René Monory, le sortant, Claude Estier, président du groupe socialiste, et Hélène Luc, son homologue communiste, tant le premier, seul candidat de la majorité, était assuré de se voir confier un deuxième mandat de trois ans.

« BEAUCOUP DE DÉCHETS »
Comme prévu, le sénateur de la Vienne l'a emporté largement dès le premier tour. Mais comme certains, faussement inquiets, le murmuraient avant le scrutin, cette victoire n'a pas tourné au triomphe. Avec 186 voix, M. Monory n'a pas fait le plein des voix de la majorité, qui regroupe 225 sénateurs RPR et UDF.

« Le score de René Monory n'est pas fameux. Il y a beaucoup de déchets. La majorité doit avoir quelques petits problèmes à régler », a commenté l'ancien premier ministre socialiste Pierre Mauroy. « M. Monory n'a pas eu toutes les voix sur lesquelles il pouvait compter », notait également le président du groupe RPR, Josselin de Rohan.

Et chacun spéculait sur l'origine

de ces défections : pour certains, les Républicains et indépendants avaient trouvé là l'occasion d'exprimer leur amertume après l'éviction de Roger Chénaut (UDF-PR) de la liste de la majorité aux sénatoriales à Paris ; d'autres faisaient la même analyse à propos de la mise à l'écart de M. de Vincenti (UDF-CDS), à qui la majorité avait préféré Jean-Dominique Giuliani, directeur de cabinet de M. Monory. Ce dernier, pourtant, ne voulait pas entendre ces mauvaises langues. « J'ai été élu au premier tour, dans des conditions merveilleuses », assurait-il.

La stabilité des instances du Sénat devrait également être confirmée, dans les prochains jours, avec le renouvellement des postes de « dignitaires ». Après avoir imaginé, la semaine dernière, tous les changements possibles - pour les présidences de commissions et les vice-présidences notamment - chacun semble s'être convaincu qu'il était bien préférable de ne bouleverser en rien le délicat équilibre actuel.

Plusieurs responsables de la majorité sénatoriale soulignent en outre que le message leur aurait été transmis de manière très claire depuis l'Élysée : « Ce n'est pas le moment de faire des vagues au Sénat ».

Gérard Courtois

Le gouvernement planifie une baisse des dépenses

SI LE GOUVERNEMENT mène toujours une politique budgétaire plutôt expansive, avec des dépenses en hausse, en 1996, de 3,9 % par rapport à la loi de finances initiale pour 1995, il a planifié, pour les années suivantes, un changement de cap. Selon le rapport économique et financier, dont les principales conclusions sont publiées dans *Les Echos* du 3 octobre, le déficit budgétaire devrait être ramené de 289 milliards de francs en 1996 à 254 milliards en 1997, puis 218 milliards en 1998 et enfin 180 milliards en 1999.

Dans le même temps, la charge nette de la dette devrait passer de 226 milliards en 1996 à 260 milliards de francs en 1999. Pour tenir les engagements de Maastricht, le rapport indique que les dépenses budgétaires (hors charge de la dette) devraient baisser de 1 % en 1997, puis de 0,9 % en 1998 et, enfin, de 0,7 % en 1999.

DÉPÊCHES

PROTECTION SOCIALE : la commission des comptes de la Sécurité sociale se réunira le 31 octobre pour arrêter le résultat de l'ensemble des régimes de Sécurité sociale pour 1994, et actualiser les prévisions. Outre le régime des salariés du secteur privé, son rapport détaillera la situation des régimes des agriculteurs et des indépendants, et celle des régimes particuliers (fonctionnaires, militaires, marine, cultes, SNCF, EDF, etc.). Il servira de support au rapport du gouvernement sur les perspectives financières des régimes obligatoires, qui fera l'objet d'un vote au Parlement à la mi-novembre.

BUDGET : le président du Sénat, René Monory, a suggéré, mardi 2 octobre, au premier ministre de décider « un moratoire d'un an » sur les dépenses nouvelles. « Aujourd'hui, on a davantage besoin de faire des économies que des recettes nouvelles », a-t-il expliqué sur RTL. Philippe Auberger, rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, a estimé, lundi 2 octobre sur RTL, qu'il faudra « proposer des sacrifices peut-être encore supérieurs à ceux que le gouvernement avait envisagés en septembre », afin de « boucler » les budgets de 1995 et de 1996. Parmi les économies possibles, le député (RPR) de l'Yonne a cité « un ralentissement de certains investissements pas encore engagés », « des efforts sur le fonctionnement des administrations » et « un effort sur le budget militaire ».

GACHIS : Michel Rocard a affirmé, lundi 2 octobre sur LCI, que Jacques Chirac « a gâché sa chance » en ne faisant « rien depuis cinq mois », notamment dans la lutte contre le chômage. L'ancien premier ministre a également critiqué l'éclatement des affaires sociales en cinq ministères.

SONDAGES : Philippe Méchet remplace Jérôme Jaffré à la direction des études politiques de la Sofres. Directeur depuis 1990 de Louis Harris France, M. Méchet, trente-cinq ans, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, est nommé directeur général adjoint de la SOFRES. M. Jaffré, quarante-six ans, vice-président exécutif du groupe, supervisera les départements ressources humaines, médias et communication corporate.

Le maire FN d'Orange entre en conflit avec les Chorégies et le centre Mosaïques

Jacques Bompard supprime les subventions municipales aux deux principales institutions culturelles de la commune

MARSEILLE
de notre correspondant régional
Après avoir tenté, sans succès, d'en prendre le contrôle, Jacques Bompard, le maire Front national d'Orange, a engagé une épreuve de force avec les deux principales institutions culturelles de sa ville, le centre culturel Mosaïques et l'association des Chorégies. Lors de sa dernière réunion publique, mardi 26 septembre, le conseil municipal a décidé de résilier l'ensemble des conventions liant la commune à l'association Mosaïques. Cette initiative équivaut à une véritable condamnation à mort du centre culturel orangeois créé, en 1991, sous l'ancienne municipalité de gauche. Elle le prive de la subvention municipale dont il bénéficiait (1,5 million de francs, soit la moitié de son budget annuel), ainsi que de l'usage des locaux et de la salle de spectacles précédemment mis à sa disposition par la commune. La délibération, contre laquelle ont voté les onze représentants de l'opposition de droite et de gauche, précise que la délégation de gestion de service public accordée à Mosaïques « porte atteinte à l'intérêt général dans la

mesure où elle prive la commune de la définition, de sa politique d'animation culturelle ».

Elle « dégrade » également « de graves irrégularités dans les méthodes de gestion mises en place par le centre culturel ». Cette accusation vise les conditions de création, au début de l'été, d'une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL). Celle-ci avait pris le relais d'une société privée qui organisait les Nuits du Théâtre antique mais qui était tombée en déconfiture.

UN APPEL AUX POUVOIRS PUBLICS

L'association Mosaïques était l'actionnaire unique de cette entreprise à laquelle elle avait consenti une avance remboursable de 50 000 francs et qui a déposé son bilan en raison, notamment, de l'échec de la Nuit de la Méditerranée. M. Bompard a qualifié l'association exploitant le centre de « malsaine » et de « malséant ». Il l'a, de plus, suspectée d'avoir commis un « abus de biens sociaux ».

Les responsables de Mosaïques ont déposé un recours auprès du préfet du Vaucluse, lui demandant de surseoir à l'exécution de

la délibération du 26 septembre, qu'ils jugent, « illégale », en faisant valoir que la convention de gestion liant la commune au centre ne peut être dénoncée qu'avec un préavis d'un an. Le président, Marc-Henri Jeangéard et le directeur du centre, Liberté Valls, vont déposer une plainte contre M. Bompard pour diffamation et injures publiques. L'association a lancé un appel à l'état, à la région et au département, « pour que des moyens ex-

M. Le Pen prie les jeunes de cesser leur « folklore politique »

Jean-Marie Le Pen, qui entend faire du Front national « un parti de gouvernement », a expliqué, dimanche 1^{er} octobre à Caen, en intervenant au quatrième congrès des jeunes du Renouveau étudiant, syndicat créé en 1990, ce qu'il attend d'eux. M. Le Pen a prié les jeunes d'envoyer à la remise leur « folklore politique ». « Il y a un certain nombre de jeunes qui, par défi, font ce qu'ont fait leurs pères avant eux (...) et se croient maîtres de lever le bras (...) ». Qu'ils aillent le faire ailleurs ! « Vous avez dans notre histoire suffisamment de modèles héroïques sans avoir à emprunter au futur des hédonismes à scandales », a-t-il ajouté, en soulignant que, s'il peut « avoir pour la jeunesse beaucoup d'indulgence », il n'en a pas « quand la cause et le succès sont menacés ». Le président du FN a donné consigne aux jeunes du Renouveau étudiant de devenir des « exemples » pour « entraîner, par le prestige, des camarades, filles et garçons ». Il leur a demandé de se faire « chasseurs de têtes », car le parti, qui souhaite présenter des candidats à toutes les élections, a besoin de sang neuf.

exceptionnels et urgents permettent à Mosaïques d'assurer la survie d'un « espace mental d'espérance (...) face aux populismes ». L'association a demandé aux sympathisants du centre culturel nancéens « d'apporter, d'urgence, par souscription, les moyens financiers » nécessaires. Lundi à Paris, le Syndicat des directeurs des entreprises artistiques et culturelles (Sytaec) a appelé « l'ensemble des artistes et professionnels du spectacle à manifester leur solidarité ».

rité ». M. Bompard a nettement durci sa position, à l'égard des Chorégies, le prestigieux festival d'art lyrique organisé, chaque été, à Orange dont il avait en vain tenté de prendre la présidence le 28 juillet.

« MORALEMENT INACCEPTABLES »

Lors d'une entrevue, jeudi 28 septembre, avec le nouveau président, Thierry Mariani, député (RPR) et maire de Valréas, il a confirmé la suppression de la subvention annuelle de 1 million de francs (sur un budget de 20 millions) versée par la commune. Il exige une indemnité d'occupation du théâtre antique d'environ 1 million et réclame un contingent considérable de places gratuites pour les générales et le quadruplement des invitations accordées au conseil municipal pour chaque représentation. Il entend disposer du théâtre antique pour intercaler deux spectacles de son choix pendant le déroulement des Chorégies, quitte à ce que celles-ci « montent des opéras sans décors... » (déclaration de M. Bompard à Radio-France Vaucluse). Selon M. Mariani, ces exigences

se traduiraient par un surcoût de l'ordre de 2,5 à 3 millions de francs. Avant de les soumettre à son conseil d'administration, jeudi 5 octobre, M. Mariani estime qu'elles sont « financièrement et moralement inacceptables » et parle d'une « crise très grave susceptible d'entraîner la disparition des Chorégies ou son transfert dans un autre lieu ». A Orange, on évoque la possibilité de les déplacer dans les arènes d'Arles.

Dans un autre domaine, M. Bompard a décidé de supprimer la subvention versée par la commune à la mission locale de l'emploi (300 000 francs, soit 20 % du budget de fonctionnement de cette structure).

L'opposition au maire tente, cependant, de s'organiser, comme en témoigne la réunion d'information, à laquelle participait le maire de Rastatt - ville allemande qui a dénoncé son jumelage avec Orange - samedi 30 septembre. L'appel de l'association Faire face, pour débattre de la situation politique locale et de la montée de l'extrême droite en France.

Guy Porte

« Je ne sais pas comment ils font, mais moi je m'y retrouve »



LES ANTILLES 2 070 F

LA CORSE	790 F
ABIDJAN	2 400 F
LE KENYA	2 850 F
LA REUNION	2 970 F
CAYENNE	3 260 F
TAHITI	5 950 F

réduction de 50 % sur Tahiti pour 12 personnes et pour une 4^e personne, une 6^e personne... voyageant ensemble à l'aller

- vols aller retour
- à certaines dates
- hors taxes aériennes
- 160 agences en France
- (1) 41 41 58 58
- 3615 NF

NOUVELLES FRONTIÈRES

Tout le monde s'y retrouve

Lundi 21 août 15h25

Abdelkrim Denèche est interpellé en Suède dans le cadre de l'enquête sur les attentats parisiens.

(Source Europe 1)

Les élections cantonales partielles sont de mauvais augure pour la droite

La gauche a emporté un siège en Seine-et-Marne et peut en espérer un autre en Dordogne, après en avoir gagné trois en septembre lors de scrutins provoqués par la loi sur le cumul des mandats

Les huit élections partielles, organisées dimanche 1^{er} octobre, se sont soldées, pour la majorité, par la perte du canton de Perthes-en-Gâtinais, en Seine-et-Marne. Le canton de Bergerac-2, en Dordogne, jusqu'alors dé-

tenu par le RPR, semble également à la portée de l'opposition. Ce revers intervient après d'autres déconvenues de la majorité, qui ont marqué les cantonales partielles des trois dernières semaines. Sur six cantons

qu'elle détenait, la droite en a perdu trois les 17 et 24 septembre : Albi-sud (Tarn), Valence-2 (Drôme) et Mont-de-Marsan-nord (Landes). Ce bilan est d'autant plus préoccupant pour la majorité que trois des quatre

cantons perdus à ce jour étaient détenus par des députés RPR touchés par le cumul des mandats après les municipales. Pour deux d'entre eux, les sortants étaient des députés élus pour la première fois en 1993 et qui

avaient conquis des maires de gauche en juin. L'impuissance de la majorité à conserver ces cantons peut alimenter l'inquiétude des nouveaux députés de 1993 songeant aux élections législatives de 1998.

LES HUIT ÉLECTIONS cantonales partielles du dimanche 1^{er} octobre se sont conclues par de nouvelles difficultés pour la majorité. Sur les cinq résultats acquis dimanche, le RPR a en effet perdu le canton de Perthes-en-Gâtinais, en Seine-et-Marne, au profit d'un candidat de gauche. La majorité a conservé les cantons de Bourges-2 (Cher), Brive-Centre (Corrèze) et Doulevant-le-Château (Haute-Marne), tandis que le PS conserve à la gauche celui de Sommières, dans le Gard, face à un député RPR. En outre, parmi les trois cantons où ballottage, tous détenus par la droite, celui de Bergerac-2, en Dordogne, semble à la portée d'un candidat de gauche.

Ces revers de la majorité ne sont pas les premiers. Au cours des trois dimanches précédents, huit autres cantons avaient été soumis à re-

nouvellement. Dans six d'entre eux, le sortant appartenait à la majorité. Or, la moitié de ces cantons sont passés au PS : ceux d'Albi-sud (Tarn), de Valence-2 (Drôme) et Mont-de-Marsan-Nord (Landes). A l'inverse, l'opposition a conservé les deux cantons qu'elle détenait, ceux de Grenoble-3 (Isère) et Clermont-Ferrand-Nord (Puy-de-Dôme), en améliorant ses scores antérieurs.

Ce bilan est d'autant plus préoccupant pour la majorité que trois des quatre cantons perdus ces dernières semaines étaient devenus vacants à la suite de la démission de députés RPR qui, devenus maires en juin, étaient atteints par la loi sur le cumul des mandats. C'était le cas, le 1^{er} octobre, pour le canton abandonné par Jean-Claude Mignon (RPR, Seine-et-Marne), nouveau maire de Dammarie-les-Lys. C'est surtout le cas des anciens can-

tons de deux députés qui ont en commun d'avoir été élus à l'Assemblée nationale pour la première fois en 1993 et d'avoir enlevé des municipalités à la gauche en juin : Philippe Bonnet-Carrère (RPR, Tarn), maire d'Albi, et Patrick Labaune (RPR, Drôme), maire de Valence.

L'échec de leurs dauphins à conserver les positions acquises ces deux dernières années par la droite est de nature à alimenter l'inquiétude de la vague de nouveaux députés de 1993 face à l'échéance des législatives de 1998. La tendance serait encore plus marquée si le canton de Bergerac-2, laissé vacant par Daniel Garrigue, député (RPR) de Dordogne depuis 1993, qui avait enlevé Bergerac au PS en juin, devait lui aussi passer à gauche le 8 octobre.

Cécile Chambraud

Barraud, UDF, 242 (8,11 %); Jean Signoret, MDC, 43 (1,44 %).
27 mars 1994 : L, 8 077; V, 4 431; A, 45,14 %; E, 4 284; Serge Lepeltier, RPR, d. c. c. m., 2 303 (54,65 %); Michel Berthot, PC, adj. m., 1 911 (45,35 %).

CORRÈZE
Canton de Brive-centre (2^e tour)
L, 5 629; V, 2 152; A, 63,08 %; E, 2 047.

Jean Dupuy, RPR, 1 362 (66,53 %); ÉLU.
Philippe Nauche, PS, 685 (33,46 %).

IM Dupuy l'emporte logiquement dans ce canton sociologiquement à droite. Son adversaire socialiste, M. Nauche, obtient plus que le total des voix de gauche du premier tour.

24 septembre 1993 : L, 5 830; V, 2 199; A, 62,28 %; E, 2 104; Jean Dupuy, 1 116 (53,04 %); Philippe Nauche, 514 (24,42 %); Jean-Pierre Nadin, UDF, 322 (15,30 %); Christian Lhomond, PC, 152 (7,22 %).
29 mars 1992 : L, 5 570; V, 2 789; A, 49,92 %; E, 2 233; Bernard Murat, RPR, 2 233.

GARD
Canton de Sommières (2^e tour)
L, 14 287; V, 7 177; A, 49,76 %; E, 6 775.

Christian Valette, PS, m. de Congénies, 4 220 (62,28 %); ÉLU.
Alain Danile, RPR, d., 2 555 (37,71 %).

[M. Valette succède à Maurice Boisson (divers gauche), décédé. Arrivé en tête du premier tour, le candidat socialiste a mieux mobilisé que son adversaire au second, puisqu'il rassemble au-delà des voix de gauche du premier tour.]

24 septembre 1993 : L, 8 142; V, 3 056; A, 62,46 %; E, 2 982; Franck Thomas-Richard, 1 473 (49,39 %); Michel Berthot, 856 (28,70 %); Bernadette Clumet, PS, 368 (12,34 %); Jean

DORDOGNE
Canton de Bergerac-2 (1^{er} tour)
L, 11 307; V, 5 329; A, 52,86 %; E, 5 147.

Jean Chagneau, div. g., 1 393

(27,06 %); Alain Quilbeuf, RPR, 1 390 (27,00 %); Bernard Delmaires, PS, 1 142 (22,18 %); Claude Lhaumond, PC, 504 (9,79 %); Mauricette Faure, FN, 319 (6,19 %); Pascal Fievez, UDF-CDS, 212 (4,11 %); Christian Fossegrive, div., 187 (3,63 %).
BALLOTAGE.

[M. Chagneau, ancien socialiste, arrive en tête du scrutin destiné à remplacer Daniel Garrigue, député (RPR), frappé par le cumul de mandats après son élection à la mairie de Bergerac. Remportant la « primaire » qui l'opposait au candidat officiel du PS, M. Delmaires, M. Chagneau a de bonnes chances de retrouver le siège de conseiller général dont l'avait privé M. Garrigue en 1992, d'autant que M. Delmaires, qui pourrait se maintenir au second tour, a choisi de se désister en sa faveur. Le basculement de ce siège renforcerait la majorité de gauche au conseil général, qui est actuellement de 26 sièges contre 24.]

22 mars 1992 : L, 17 545; V, 13 708; A, 21,86 %; E, 12 817; Jean Chagneau, c. s., PS, 4 733 (36,92 %); Daniel Garrigue, RPR, 3 908 (30,49 %); Georges Boninque, Vers, 1 522 (11,87 %); Claude Le Solleu, FN, 1 339 (10,41 %); Claude Lhaumond, PC, 1 319 (10,29 %).

HAUTE-MARNE
Canton de Doulevant-le-Château (1^{er} tour)
L, 2 083; V, 1 247; A, 40,19 %; E, 1 200.

Hubert Saget, RPR, m. de Doulevant-le-Château, 623 (51,91 %); ÉLU.

Jean-Marc Fèvre, RPR, m. de Flammerécourt, 429 (35,75 %); Maurice Gallet, RPR, m. de Dommarin-le-Saint-Père, 148 (12,33 %).

[Des trois maires RPR du canton qui briguent le siège laissé vacant par la démission de Jacques Delong, sénateur (RPR), conseiller général depuis 1973, c'est M. Saget, maire du chef-lieu de canton depuis juin et dauphin déclaré de M. Delong, qui l'emporte très aisément dès le premier tour.]

22 mars 1992 : L, 2 103; V, 1 541; A, 26,72 %; E, 1 406; Jacques Delong, c. s., RPR, sén., 829 (58,13 %); Jean-Marc Fèvre, div. d., 315 (22,08 %); Jany Huguet, PS, 198 (13,88 %); Serge Collin, PC, 84 (5,89 %).

HAUTE-RHIN
Canton de Neuf-Brisach (1^{er} tour)
L, 9 118; V, 4 683; A, 48,64 %; E, 4 473.

Georges Trescher, RPR, 1 456 (32,55 %); André Sieber, div. d., m. d'Algersheim, 1 026 (22,93 %); Fernand Spatz, PS, 913 (20,41 %); René Engasser, div. d., 795 (17,77 %); Roger Splesser, FN, 283 (6,32 %).
BALLOTAGE.

[Le second tour de ce scrutin, destiné à pourvoir au remplacement de Gilbert Meyer, député (RPR), maire de Colmar, opposera Georges Trescher, soutenu par M. Meyer, et André Sieber, investi à la dernière minute par l'UDF. Fernand Spatz (PS), arrivé troisième, ne peut se maintenir en dépit d'une contestation sur le nombre des électeurs, portée devant le tribunal administratif.]

20 mars 1994 : L, 8 958; V, 6 456; A, 27,59 %; E, 6 277; Gilbert Meyer, c. s., RPR, d. c. m. de Colmar, 4 319 (68,80 %); Fernand Spatz, PS, 1 034 (16,47 %); Isabelle Anzole, FN, 465 (7,40 %); Christophe Hartmann, Écol., 389 (6,19 %); Gérard Bonvillain, PC, 70 (1,0 %).

SEINE-SAINT-DENIS
Canton de Montfermeil (1^{er} tour)
L, 17 693; V, 5 200; A, 70,60 %; E, 5 107.

Rosine Bellanger, div. d., adj. m. de Montfermeil, 1 380 (27,02 %); Raymond Coëgne, div. d., m. de Coubron, 1 127 (22,06 %); Gilbert Péréas, FN, 987 (19,32 %); Pierre Girault, PC, 848 (16,60 %); Gilles Guillard, PS, 765 (14,97 %).
BALLOTAGE.

[M^{me} Bellanger arrive en tête du premier tour de l'élection organisée pour désigner un successeur à Pierre Bernard (divers droite), maire de Montfermeil, touché par la loi sur le cumul des mandats après son accession à l'Assemblée nationale en remplacement d'Eric Raoult (RPR), ministre de l'Intégration et de la lute contre l'exclusion. Elle devra affronter au second tour M. Coëgne, également divers droite, qui a devancé le candidat du Front national de près de 140 voix.]

22 mars 1992 : L, 16 664; V, 11 506; A, 30,95 %; E, 11 105; Pierre Bernard, div. d., m. de Montfermeil, 4 803 (49,23 %); Pierre Dufour, FN, 1 938 (17,44 %); Jean-Claude Walter, PS, 1 375 (12,37 %); Isabelle Goussard, PC, 1 151 (10,36 %); René Magne, CE, 950 (8,55 %); Maurice Le Calvez, Vers, 891 (8,02 %).

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01

75 LA VILLE DE PARIS vend LIBRES
En la Chambre des Notaires de PARIS, Place du Châtelet le MARDI 24 OCTOBRE 1995, à 15h30 - 21 LOTS - à PARIS (16^e)
Entre le Bd. Suchet et le Champ de Courses d'Auteuil.
- 1 APPARTEMENT de 7 PIÈCES - 165 m² env. avec terrasse de 132 m² environ
- 2 APPARTEMENTS de 5 PIÈCES - 118 m² env.
- 1 APPARTEMENT de 4 PIÈCES - 110 m² env.
- 7 APPARTEMENTS de 3 PIÈCES - entre 69 et 76 m² env. dont 1 avec terrasse de 142 m² environ.
- 7 APPARTEMENTS de 2 PIÈCES - 55 et 58 m² env. dont 1 avec terrasse de 139 m² environ et 3 CHAMBRES - 13 et 15 m² env.
Pour tous renseignements : Tél. : 45.63.52.94
- VISITES sur place, au 25, Avenue du Maréchal Lyautey les 12, 14, 16, 18, 21 et 23 Octobre 1995, de 10h à 13h.
- Me BELLARGENT, Notaire associé à PARIS (75001), 14, Rue des Pyramides - Tél. : 44.77.37.34 ou 44.77.37.48
- Ma BOURGES, Notaire associé à PARIS (75008), 77, Bld Malesherbes - Tél. : 44.90.14.14

92 Vte Pol de Just de NANTERRE, le 12 OCTOBRE 1995 à 14 H. PAVILLON à COLOMBES (92)
24, Rue du Général Ferrié
élevé sur sous-sol total et garage - Rez-de-chaussée : entrée, cuisine, séjour, salon, salle de bains, - 1^{er} étage : 3 chambres, salle d'eau
Sur terrain de 223 m².
MISE A PRIX : 175.000 Frs
S'adresser à Me Michel POUCHARD, Avocat au Barreau des Hauts de Seine, 9, Rue Robert Laverne (92800) ASNIÈRES.
Tél. : 47.98.94.14 - Sur les lieux pour visiter le LUNDI 9 OCTOBRE 1995 de 11 h à 12 h.

92 Vente au Palais de Justice de NANTERRE LE JEUDI 12 OCTOBRE 1895 à 14 Heures. APPARTEMENT à NEUILLY-SUR-SEINE (92)
215, Boulevard Bineau
de 3 PIÈCES PRINCIPALES, Bâtiment 1, 2^{ème} étage - CAVE -
MISE A PRIX : 150.000 Frs
S'adresser à Maître Michel POUCHARD, Avocat au Barreau des Hauts de Seine, 9, Rue Robert Laverne (92800) Asnières.
Tél. : 47.98.94.14. Sur les lieux où une visite sera organisée le LUNDI 9 OCTOBRE 1995 de 12h30 à 13h30

92 Vente sur saisie immobilière, Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 12 OCTOBRE 1995, à 14 heures. MAISON à BOULOGNE-BILLANCOURT (92)
5, Rue des Menues et 1, Rue du Bac
à us. d'habit. élevée sur cave et terre-plein, rez-de-ch. et 4 étg.
MISE A PRIX : 550.000 Frs
S'edr. à Me MALLAH-SARKOZY, Avocat à Neuilly-sur-Seine (92) 184, av. Charles de Gaulle - Tél. : 46.24.02.13.
Me B-C LEBEVRE Avocat à PARIS (75001), 20, Quai de la Mégisserie. - Tél. : 40.39.07.39.

92 Vente sur saisie immob. au Palais de Justice de NANTERRE LE JEUDI 12 OCTOBRE 1995 à 14 HEURES. PAVILLON à BOURG LA REINE (92)
20, Rue Géo Vallot
de 2 Pièces Principales avec JARDIN - Contenance 610 m²
MISE A PRIX : 700.000 Frs
S'adr. à Me C. RANJARD-NORMAND, Avocat à BOIS-COLOMBES (92), 5, Rue des Bourguignons - Tél. : 47.80.75.18 - Me D. PAQUET, Avocat à PARIS (7^{ème}), 27, Bd Raspail - Tél. : 45.44.52.85
Sur les lieux pour visiter LUNDI 9 OCTOBRE 95 de 14h30 à 15h30

LA MUSIQUE QUI RYTHME LA VIE !



PARIS 105,9 FM - BORDEAUX 106,8 FM - LILLE 89,2 FM - GRENOBLE 93,7 FM
LYON 93,3 FM - NANCY 94,8 FM - NANTES 97,7 FM - RENNES 92,7 FM
TOULOUSE 88,7 FM - TOULON 106,2 FM - ST ETIENNE 100,5 FM ...

ET TOUTES LES AUTRES FREQUENCES SUR 3615 RTL2

صوتنا من الامم

M. Emmanuelli est mis en cause dans l'affaire Destrade

Un ancien député du PS accuse son parti d'avoir perçu des commissions occultes

Dans une lettre écrite le 29 août au juge Jean-Louis Lecué - dont Le Monde publie d'abord des extraits -, l'ancien député (PS) des Pyrénées-Atlantiques Jean-Pierre Destrade, alors incarcéré, accuse son parti d'avoir bénéficié de commissions occultes versées après la loi d'amnistie de 1989 par les grands groupes de distribution.

SEPT PAGES manuscrites, rédigées le 29 août d'une écriture régulière, légèrement penchée : la pièce à conviction majeure de l'affaire Destrade est une lettre, écrite par l'ancien député socialiste des Pyrénées-Atlantiques dans sa cellule de la maison d'arrêt de Pau et adressée au juge d'instruction Jean-Louis Lecué. Mis en examen pour « escroquerie, recel d'abus de biens sociaux, faux en écriture privée et usage, dénonciation de délit imaginaire », puis pour « trafic d'influence », Jean-Pierre Destrade était alors en détention provisoire depuis près de neuf mois, soupçonné d'avoir monnayé ses interventions en faveur de plusieurs groupes de distribution pour l'implantation de grandes surfaces commerciales (Le Monde des 3 et 9 août).

Rédigée le jour de son cinquante-quatrième anniversaire, la lettre de Jean-Pierre Destrade se veut une confession. L'ancien député, qui fut aussi porte-parole du Parti socialiste, y raconte, parfois en détail, comment il devint, de 1988 à 1992, l'« intermédiaire » du PS chargé de collecter des fonds auprès des « grands distributeurs », qui désiraient ouvrir de nouveaux hypermarchés. Sollicité par les trésoriers successifs de son parti, il finit, assure-t-il, par accepter cette mission en 1988, lorsqu'après avoir perdu son siège de député - et conquis un mandat de conseiller général dans le canton de Saint-Pierre d'Irube -, il fut approché par Henri Emmanuelli, trésorier national du PS de 1988 à 1992, qu'il qualifie d'« ami de vingt ans ». « J'ai permis d'apporter au PS quelque trente trois millions de francs de financement occulte », écrit M. Destrade.

Semblables confessions, faites devant le juge d'instruction le 31 août, puis réitérées le 6 septembre, battent en brèche le discours des dirigeants du PS sur son financement. Depuis le vote de la loi, en janvier 1990, sur le financement des partis politiques et la déconfiture d'Urbia, bureau d'études qui, avant 1990, assurait les rentrées d'argent, les dirigeants du PS ont toujours affirmé s'en tenir strictement à la nouvelle réglementation. Si les révélations de Jean-Pierre Destrade devaient être confirmées par l'enquête du juge Lecué, le PS pourrait avoir à affronter les ténors de la loi, sans être cette fois couvert par l'amnistie. Dans sa lettre, puis sur procès-verbal, M. Destrade affirme en effet avoir « tenu ce rôle d'intermédiaire » jusqu'en mars 1992, date à laquelle Henri Emmanuelli est devenu président de l'Assemblée nationale. Or l'amnistie des infractions liées au financement des partis ne couvre, elle, que les faits commis avant le 15 juin 1989.

Les premières vérifications effectuées par les policiers semblent attester de la fiabilité du témoignage de Jean-Pierre Destrade, au moins en ce qui concerne ses « contacts » avec les géants de la grande distribution. L'ancien député a fourni au

magistrat instructeur la liste de ses interventions, en indiquant à quelles implantations de grandes surfaces elles correspondaient : une vingtaine au total, au profit, notamment, des groupes Promodès, Continent, Auchan, Rallye, Euromarché, Carrefour. Or certains de ces éléments « recourent les découvertes issues de l'enquête », d'une date où M. Destrade ignorait l'état d'avancement du dossier, affirme-t-on de source judiciaire.

Dix-huit dirigeants de sociétés ont, à ce jour, été mis en examen par le juge Lecué. Si aucun n'a reconnu avoir versé des fonds au PS, via M. Destrade, plusieurs ont implicitement admis qu'un lien pouvait être établi entre leurs versements et l'ouverture de tel ou tel établissement. Des documents saisis chez la secrétaire de l'ancien député attestent en outre de la réalité de ses interventions. Les enquêteurs ne peuvent cependant écarter l'hypothèse d'une confession accusatoire destinée à minimiser les responsabilités de son auteur. Soupçonné d'avoir sacrifié l'orthodoxie financière aux exigences d'un train de vie mirifique, M. Destrade se débat, depuis 1993, entre la justice, les banques et les créanciers. Se présenter comme un simple exécutant aux ordres de M. Emmanuelli ne peut que servir sa défense. M. Destrade fut d'ailleurs remis en liberté par le juge Lecué moins de quarante-huit heures après avoir écrit sa confession.

Depuis l'amnistie de 1989, les dirigeants du PS ont toujours affirmé respecter la nouvelle réglementation sur le financement des partis

S'il affirme, à une exception près, n'avoir « jamais joué le porteur de valises », il déclare avoir convoyé un million de francs d'argent liquide entre le siège de l'entreprise lyonnaise de travaux publics GRC et le bureau de M. Emmanuelli. Jean-Pierre Destrade assure aussi avoir représenté Henri Emmanuelli à certaines réunions de la direction générale d'Urbia-Gracco, dont l'ancien président de l'Assemblée nationale, dit-il, était « le véritable patron ». Membre, de 1981 à 1988, de la commission nationale d'urbanisme commercial (CNUC), instance qui délivre les autorisations d'implantation des grandes surfaces, M. Destrade explique qu'il poursuivit ensuite sa « collaboration » avec Henri Emmanuelli « à l'égard de la grande distribution ».

C'est ce dernier qui, affirme-t-il, lui organisait directement des rendez-vous avec les chefs d'entreprise ayant sollicité des autorisations. C'est également M. Emmanuelli, insiste-t-il, qui demandait « d'exiger des contreparties en faveur de la trésorerie du PS » : « De un à six millions de francs selon les dossiers », précise M. Destrade. La liste des « opérations souhaitées » était alors remise au directeur du cabinet de François Doubin, membre du Mouvement des radicaux de gauche (MRG) et ministre délégué chargé du commerce et de l'artisanat de 1988 à 1991. Le parti du ministre était d'ailleurs associé aux profits dégagés. Selon M. Destrade, la « règle de partage », était la suivante : « un tiers pour le MRG, deux tiers pour le PS ». Toujours selon les déclarations de l'ancien député, qui affirme s'appuyer sur « les confidences d'Henri Emmanuelli », l'argent était ensuite remis soit en espèces, soit par virement des comptes à Luxembourg et à Panama. Les enquêteurs, qui ont saisi des extraits de la comptabilité des grands distributeurs concernés, sont à la

recherche de ces mouvements de fonds occultes, qui pourraient leur permettre de remonter la piste d'une éventuelle « caisse noire » du PS, alimentée après la loi d'amnistie.

Les confidences de M. Destrade sur ce dernier point semblent en revanche devoir s'arrêter là. Interrogé par le juge d'instruction, le 6 septembre, l'ancien député a indiqué qu'il avait remis la comptabilité de ses opérations à Henri Emmanuelli, et que les modalités des versements étaient directement convenues entre ce dernier et les « pourvoyeurs ». Ainsi affirme-t-il avoir été « écarté » d'une négociation entre le groupe Auchan, le PS français, Silvio Berlusconi et le président du conseil italien de l'époque, Bettino Craxi - lui-même en délicatesse avec la justice de son pays -, à propos du rachat d'une partie du groupe transalpin Euromercato. « Henri Emmanuelli et la direction d'Auchan, écrit dans sa lettre M. Destrade, ont traité ce problème en direct et très secrètement. »

Hervé Gattegno

« J'ai permis d'apporter au PS 33 millions de financement occulte »

Dans une lettre au juge d'instruction Jean-Louis Lecué, Jean-Pierre Destrade se présente comme le « correspondant » du Parti socialiste auprès des dirigeants de la grande distribution

DANS SA LETTRE en date du 29 août 1995, Jean-Pierre Destrade écrit notamment : « Henri Emmanuelli, devenu numéro deux du PS et trésorier national, à la suite du remplacement de Lionel Jospin par Pierre Mourey comme premier secrétaire, me propose ce que j'avais refusé d'André Laignel [ancien trésorier du PS] : être le correspondant du PS pour tout ce qui concerne l'implantation des grandes surfaces. Il me promet de m'aider par ce biais [à faire face] aux difficultés financières que je rencontre (...), étant le seul à faire vivre le PS sur la partie basque des Pyrénées-Atlantiques. H. E. [Henri Emmanuelli] est un ami de vingt ans, en qui, je l'avoue, je place toute ma confiance. Après mûre réflexion, et sans abandonner mon poste d'UAP (ce qu'il souhaitait), j'accepte. » En un premier temps, il me demande de le représenter aux réunions de la direction générale d'Urbia-Gracco (...).



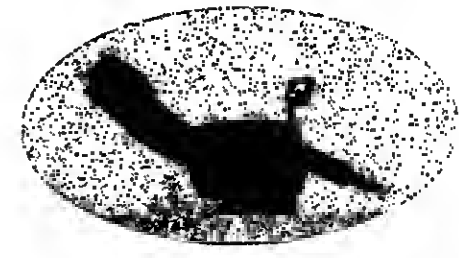
VERBATIM

Deux réunions me suffisent pour constater la totale illégalité de ce système, pire, sa « dé-mence ». J'en fais part à H. E. (...) Je lui suggère même de fermer au plus vite ces officines. Il m'écoute attentivement. Il suivra mon avis. Trop tard. Il aura déjà été attrapé dans le filet judiciaire qui s'est emparé du système. En revanche, je poursuis ma collaboration auprès de lui à l'égard de la grande distribution. C'est lui-même qui me fixe des rendez-vous avec les principaux responsables de ce secteur. Je fais ainsi pour la première fois (de ce point de vue) connaissance avec les pourvoyeurs du financement occulte du PS et... des autres formations politiques (RPR et PR notamment). En fonction de l'importance des dossiers dont l'avis favorable du ministre François Doubin [chargé du commerce et de l'artisanat] est attendu, H. E. me demande d'exiger des contreparties (de 1 à 6 millions de francs selon les dossiers) de mes interlocuteurs en faveur de la trésorerie du PS. Mon rôle consiste donc de bien connaître l'évolution des dossiers d'implantation sur le territoire, de cerner leur date de passage en CNUC et de fournir la

liste des opérations « souhaitées » [au] directeur du cabinet de François Doubin, ministre du commerce - radical de gauche. La règle de partage est de un tiers pour le MRG, deux tiers pour le PS. Mon pouvoir de négociation sur les montants exigés est excessivement limité, il m'est arrivé deux à trois fois de corriger ces montants à la baisse. » Je n'ai jamais joué le porteur de valises, sauf une fois, à mon insu - mais en ayant compris - entre le siège du GRC [Groupement rhodanien de constructions, une entreprise de BTP], tour Gamma, proche de la gare de Lyon, et le bureau de H. E. Je n'ai jamais assisté aux transactions financières. Cela se passait uniquement entre H. E. et les pourvoyeurs, soit en espèces, soit, selon les confidences de H. E., par virement sur des comptes d'étranger (Luxembourg, Panama, etc.). J'ai tenu ce rôle jusqu'en mars 1992, date à laquelle H. E. est devenu président de l'Assemblée nationale, et au cabinet duquel j'ai participé, comme conseiller technique, sur les questions d'équipement. J'ai ainsi permis d'apporter au PS quelque 33 millions de francs de financement occulte. »



Ne cherchez plus la position la plus reposante pour le corps, elle est désormais disponible sur nos sièges.



Lorsque l'on est mal assis, un voyage peut très vite devenir pesant. C'est pourquoi, le nouvel ESPACE 127 vous propose un fauteuil incliné à 127 degrés : l'angle exact que prend le corps humain en état d'apesanteur. Conçu pour vous assurer une relaxation optimale, le nouvel ESPACE 127 favorise aussi l'occupation de l'esprit.

NOUVEL ESPACE 127
127°. L'angle naturel du corps en apesanteur

Vous trouverez en effet dans l'accoudoir un téléphone ainsi qu'une vidéo avec écran individuel. Cela faisait bien longtemps que vous n'aviez pas été aussi bien. Misez sur le service progressif. Premières lignes concernées : Asie/Pacifique et Amériques.

AIR FRANCE
LES DROITS DU PASSAGER.

La réaction de l'ancien président de l'Assemblée nationale

Sollicité à deux reprises par Le Monde, lundi 2 et mardi 3 octobre, l'ancien président de l'Assemblée nationale n'a pas souhaité répondre à nos questions, mais nous a fait parvenir le texte suivant : « Des accusations portées par un ancien député mettent en cause le Parti socialiste à travers son financement à la fin des années 80. Je ne souhaite pas plus comment les propos de Jean-Pierre Destrade tels qu'ils sont rapportés aujourd'hui que je n'ai fait de commentaires sur les déclarations qu'il a faites hier. Je tiens simplement à répéter que, comme il l'a déjà affirmé, le PS n'a jamais reçu de financement en espèces et que, à la connaissance de celui qui fut son trésorier, il n'a jamais eu de compte à l'étranger. »

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 4 OCTOBRE 1995

ENSEIGNEMENT Plus de deux millions d'étudiants effectueront leur rentrée d'ici à la fin du mois d'octobre. Une rentrée « difficile mais pas impossible », selon un res-

pensable syndical, alors que le ministre François Bayrou et son secrétaire d'Etat, Jean de Boishue, se sont gardés de toute déclaration. ● LE MONDE universitaire attend plu-

sieurs réformes urgentes, portant sur les premiers cycles et sur un « statut de l'étudiant », promis par Alain Juppé. Des discussions s'engageront sur ce dossier à la mi-octobre.

● POUR L'ACCUEIL des nouveaux bacheliers, plus nombreux que prévu cette année, la plupart des établissements ont mis en place une « semaine d'accueil », destinée

à faciliter l'orientation des nouveaux étudiants. A Caen, outre la visite des locaux, un système de tutorat par des étudiants de deuxième et troisième cycles est expérimenté.

L'université effectue sa rentrée dans l'attente de nouvelles réformes

Au-delà des problèmes d'effectifs et de locaux, l'organisation des premiers cycles et l'épineux dossier du « statut de l'étudiant » seront au centre des discussions à venir. M. Bayrou annonce d'ores et déjà une concertation plutôt que des « mesures ficelées d'en haut »

QUELLE IMAGE retenir de la rentrée qui doit s'échelonner jusqu'à la fin du mois d'octobre pour plus de deux millions d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur ? Celle de ces nouveaux bacheliers qui occupent récemment des locaux, à Nanterre ou au Panthéon, pour obtenir une place « dans l'université de leur choix » ? Celle de ces candidats campant aux portes des universités de la filière sportive (lire ci-dessous) ? Ou celle d'un amphithéâtre peuplé de jeunes attendus et stupéfaits à Caen (lire ci-dessous) ? Cette année encore, la rentrée universitaire présente un paysage contrasté.

Au printemps, les prévisions du ministère de l'éducation nationale laissent espérer un répit dans la croissance des effectifs. Elles tablent sur une augmentation de 0,8 %, tenant compte de la baisse des entrées en premier cycle et d'une hausse inévitable des deuxième cycles en licence et maîtrise. Mais, avec 75 % de réussite et plus de 17 000 lauréats supplémentaires, toutes séries confondues, les résultats du bac 1995 ont bousculé ces attentes. Après avoir absorbé une augmentation de 50 % des effectifs entre 1985 et 1993, les universités semblent néanmoins pouvoir faire face à ce nouvel afflux, qui n'a jusqu'à présent provoqué que quel-

ques remous - traditionnels - dans les établissements parisiens.

Le ministère de l'éducation nationale se garde toutefois de tout optimisme prématuré. Sans doute faudra-t-il attendre la fin des procédures d'inscription en deuxième et troisième cycles pour découvrir, ici ou là, les situations intenablement de locaux exigus, d'amphis et de salles de TD surchargés, du manque d'enseignants, de la pénurie de personnels administratifs.

« La rentrée sera difficile, mais pas impossible », note toutefois un responsable syndical. A l'université de Nice où, l'an dernier, les étudiants avaient observé un long mouvement de grève, « la perspective d'ouverture d'un nouveau campus permet de tenir encore un an dans des conditions provisoires », relève son président, Jean-Pierre Lahure, qui a pourtant enregistré 9 % d'inscriptions supplémentaires en premier cycle.

Pour régler les urgences, le ministère dispose d'une réserve de secours d'environ 30 millions de francs assortie de quelques emplois obtenus au collectif budgétaire de 1995. Une bonne partie a déjà été engagée pour doubler les capacités d'accueil des formations d'activités sportives. Avec une certaine satisfaction, on note toutefois, rue de Grenelle, une reprise très nette des inscriptions dans les



classes préparatoires aux grandes écoles. Pour la mise en œuvre de leur réforme, elles enregistrent, selon les premiers sondages, une augmentation de 9,7 % des effectifs, à un niveau jamais atteint de 74 000 élèves.

Après une chute les années précédentes, les sections de techniciens supérieurs (STS) des lycées et, dans une moindre mesure, les instituts universitaires de techno-

logie (IUT), qui ouvrent 22 départements supplémentaires, ont procédé à des inscriptions de dernière minute. A la suite de « vigiles » initiées par le ministère, ces établissements auraient, il est vrai, assoupli leur sélection et ouvert un peu plus leurs portes aux bacheliers des séries technologiques. Pour tenter de gommer les effets négatifs des manifestations du printemps dernier, le ministère

a, par ailleurs, « gelé » une partie de la réforme de la filière technologique mise en œuvre précédemment, en attendant la « remise à plat » d'un cycle de formation qui doit être envisagé, indique-t-on, de la seconde à bac + 5. Pour rassurer les directeurs des instituts universitaires professionnalisés (IUP), 52 nouvelles formations - en plus des 123 existantes - devraient être habilitées durant l'année.

Cette apparente sérénité est-elle le résultat d'une gestion « en douceur », ou n'est-elle que la manifestation d'un « état de grâce » dont bénéficient, depuis leur ins-

tauration, François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, et son secrétaire d'Etat, Jean de Boishue ? Sur l'ensemble des questions universitaires, le ministre, visiblement plus à l'aise dans les affaires scolaires, s'est abstenu de toute déclaration intempestive. « J'ai décidé de laisser passer la rentrée », nous déclarait-il, lundi 2 octobre. A quelques nuances près, le budget 1996 reproduit les tendances précédentes, sans inflexions profondes.

Le ministre entend mettre en œuvre pour l'enseignement supérieur la méthode utilisée pour l'élaboration du nouveau contrat pour l'école

généralement, sur l'adoption de l'université aux nouvelles conditions économiques et sociales », nous a-t-il précisé. En indiquant que « ces questions ne se régleront pas, à la voilure, en quinze jours », le ministre entend mettre en œuvre pour l'enseignement supérieur la méthode utilisée pour l'élaboration du nouveau contrat pour l'école.

Indépendamment de la commission Fauroux, invitée à se pencher sur l'avenir des premiers cycles universitaires, M. Bayrou devrait préciser d'ici peu les modalités et le calendrier de ces négociations. Elles sont d'autant plus attendues que les syndicats d'étudiants ont, de leur côté, préparé leurs propositions et attendent un engagement financier significatif de l'Etat, ne serait-ce que pour corriger les effets de mesures techniques sur l'attribution de l'allocation de logement social (A.L.S.). Adoptées en juillet 1994 mais entrées en application cet été, elles correspondent, indiquent les syndicats, à une diminution d'un milliard de francs, soit 20 % du montant versé aux étudiants allocataires. En indiquant que « les contraintes budgétaires s'imposent à tous », le ministre de l'éducation nationale a pourtant fixé les limites de la discussion.

Michel Delberghe

Activités sportives et arts plastiques en vedette

À CHAQUE RENTRÉE sa mode. Après la psychologie, après la médecine, les bacheliers ont, cette année, plébiscité les activités physiques et sportives, ainsi que les arts plastiques et les arts du spectacle. En juillet dernier, près d'un bachelier sur dix - soit 45 000 d'entre eux - avait formulé une demande d'inscription en DEUG de sciences et techniques d'activités sportives pour 3 500 places disponibles ! Depuis, les capacités d'accueil ont été doublées, des sections ont été ouvertes en catastrophe dans des antennes délocalisées ; 7 000 étudiants ont obtenu une inscription, auxquels s'ajoutent les redoublants de l'année. Mais les tribunaux administratifs devront statuer sur les recours présentés par plusieurs centaines de recalés. La question est donc loin d'être réglée puisque, selon la loi Savary de 1984, les universités sont tenues d'accepter toutes les demandes.

Face à cette situation « obérée », des directeurs d'UFR ont « sélectionné » les candidats sur dossier. D'autres ont choisi de limiter les places, dans l'ordre d'arrivée le jour d'inscription. Et on a vu des étudiants, à Grenoble en juillet et à Créteil récemment, camper devant les grilles, parfois plusieurs jours

avant les inscriptions. D'autres, enfin, ont accepté toutes les demandes, quitte à offrir aux étudiants des conditions d'accueil désastreuses en attendant le coup de la fin de première année.

« Le ministre ne peut pas ne pas intervenir », souligne André Menaut, président de la conférence des directeurs d'UFR. Il s'explique mal cet engouement pour une filière qui, comme la médecine, reste très sélective. Certes, reconnaît-il, « la formation s'est élargie à l'ensemble des métiers du sport, avec des débouchés réels », et elle ne se limite plus à la préparation du professeur d'EPS pour lequel 880 postes ont été ouverts l'an dernier.

Dans des proportions moindres, le même phénomène a été constaté dans les arts plastiques et les arts du spectacle. Il a fallu ouvrir des places en urgence, notamment dans la région parisienne, où plus de 1 000 demandes étaient enregistrées pour à peine plus de 200 places disponibles dans chaque section. L'effet bac avec sa spécialité artistique a fort coïncidé dans la série littéraire y est sûrement pour quelque chose. Mais l'université n'a pas suivi.

M. De.

Les derniers conseils avant d'entrer dans la fosse aux lions

CAEN de notre envoyé spécial
Ils ne posent guère de questions, rient à peine, bavardent peu. La plupart n'ont pas de pages, l'un d'eux dort, la tête entre les bras. Pour cette séance d'information du lundi 2 octobre, destinée aux étudiants entrant en première année de DEUG, la filière de langues étrangères appliquées (LEA) de l'université de Caen a fait le plein. Les 500 places de l'amphithéâtre Copernic sont occupées par de jeunes bacheliers de la cuvée 1995, sur le point d'en découvrir avec modeste ou options de plonger dans l'aquarium. L'aquarium est une immense galerie vitrée qui relie le bâtiment de droit à celui des sciences, où les étudiants pourront, la semaine prochaine, s'inscrire dans les travaux dirigés, comme le leur indique le directeur du département, Alain Labau.

« Pour beaucoup d'étudiants, la première année en université est une année initiatrice et de tâtonnements. Alors que la quasi-totalité des enseignants-chercheurs voudraient qu'elle soit la première marche vers l'excellence universitaire. » C'est ce qu'écrivent les inspecteurs généraux de l'administration de l'éducation nationale, qui viennent de mener à bien deux années de travaux sur les premiers et les deuxième cycles. Néanmoins, comme ils le soulignent eux-mêmes, on ne jette plus les étudiants désarmés dans la fosse aux lions. La « semaine d'accueil », rendue obligatoire par la rénovation de 1992, existe désormais à peu près partout. De forme et de contenu variables, cette semaine est le signe que les universités ont pris en compte l'importance de la prise de contact avec le premier cycle. Sans

pour autant mesurer l'efficacité réelle des dispositifs mis en place.

Les enseignants alignés sur l'estrade font tomber une pluie de conseils. Pour améliorer l'oral, c'est la porte LE032 (le laboratoire) ; pour retrouver son « port d'attache » (le secrétariat), c'est LE433 ; les enseignements obligatoires sont toujours codés LE14 et les optionnels LE16 - « retenez bien les codes pour les examens » ; en allemand, il faudra fréquenter la salle de travail, où se trouve la presse - « vous trouverez la clé chez la concierge ». Le professeur d'économie s'engage, en présentant son programme, à ce que les étudiants sachent « tout sur les systèmes de taux de change ». Celui d'espagnol assure que son cours magistral leur donnera « un niveau acceptable ». Surtout, « n'oubliez jamais de joindre une enveloppe timbrée lorsque vous demandez un renseignement », conclut la responsable de la scolarité.

UN SYSTÈME JUGÉ INSUFFISANT

Une pincée de conseils rappelle à une salle silencieuse que « l'apprentissage de la liberté est difficile à l'université » et qu'il ne faut pas en abuser. Ce vademecum, précédé, fin septembre, par une réunion d'information sur la bibliothèque, l'infirmerie, les examens, la photocopieuse, sera suivi d'une rencontre avec les tuteurs - des étudiants de deuxième ou troisième cycle - vers la mi-octobre.

Carole, Karine, Marc et Sylvain, qui sont là « par amour des longues », ne cachent pas leur enthousiasme à la sortie et s'estiment « bien informés ». Mais Sylvain et Marc, qui veulent tous deux devenir professeurs, sont-ils vraiment à leur place dans cette filière qui

ne destine pas à l'enseignement ? Sophie, responsable d'un BEP d'hôtellerie, savoure la satisfaction d'avoir trouvé sa voie. Trop timide pour poser une question, elle a renoncé à savoir « s'il y a ou non des maths dans l'enseignement de cette filière » et s'en accommodera quoi qu'il arrive. Aurélie, partie deux fois en Angleterre grâce aux P.T.T., où travaille son père, rêve d'aller passer une année à l'étranger. Toutes les deux tombent d'accord pour s'estimer « contentes de ne pas avoir opté en BTS : deux ans, ce n'est pas assez ».

« Entre les journées d'information pour présenter les locaux et les services, les réunions pédagogiques, les livrets d'accueil et le système du tutorat, à peu près toutes les universités ont un système d'accueil », estime Bernard Alluin, président de Lille-III et vice-président de la Conférence des présidents d'université (CPU). Les systèmes d'accueil - jugés très insuffisants par les syndicats étudiants, qui en organisent eux-mêmes - trouvent paradoxalement leur limite dans le nombre d'étudiants. A Grenoble, on leur fait visiter, par groupes de 25, la piscine et la bibliothèque avant de les aider à pratiquer des tests d'auto-évaluation. Mais, à Toulouse, impossible de faire du coussin main : avec 4 500 nouveaux bacheliers, la réunion d'accueil « ne peut pas être interactive ». « Cet effort ne devrait pas se limiter à la rentrée, comme c'est encore trop le cas, relève Jean Lejeune, professeur de mathématiques à l'université de Caen. Le problème est que cette tâche d'information et d'orientation n'est absolument pas valorisée dans la carrière des enseignants. »

Béatrice Gurry

Alain Lottin, administrateur de l'université d'Artois « L'urgence concerne les deuxième cycles »

« Quelles sont pour vous les urgences de la rentrée ? »

« Pour une université nouvelle qui a atteint 9 500 étudiants en cinq ans, la principale difficulté réside dans l'accueil et les problèmes de locaux, parce que le programme de développement Université 2000 est en cours et que certains travaux n'ont toujours pas commencé. Cette année, nous ne disposerons d'aucune capacité nouvelle pour 1 200 à 1 500 étudiants supplémentaires. Il faut travailler avec des salles provisoires de documentation et de restauration surchargées. »

« Les bons résultats du baccalauréat se sont-ils traduits par une nouvelle croissance des effectifs ? »

« La pression ne vient pas telle-

ment des nouveaux bacheliers, en augmentation d'environ 10 %. L'urgence concerne plutôt les poursuites de formations en deuxième et troisième cycle au fur et à mesure de leur ouverture. En plus de nos propres étudiants, nous récupérons ceux des universités voisines, qui ont intérêt à rejoindre les nouvelles formations que nous proposons. C'est une caractéristique des universités nouvelles. Nous enregistrons également une forte demande des étudiants des filières courtes des STS et d'IUT qui ne trouvent pas de travail. »

« Avez-vous obtenu les postes d'enseignants et de personnels administratifs nécessaires ? »

« Nous rencontrons les plus difficultés en langues ou en ges-

tion, où nous sommes contraints de faire appel à des vacataires déjà débordés. Le ministère nous a promis quelques emplois. Dans une académie déficitaire comme celle de Lille, nous ne trouvons pas les personnes pour les occuper. Nous manquons terriblement de professeurs d'anglais, par exemple. La situation est plus dramatique encore pour le personnel administratif et de service, les Atoss. Selon les normes, il faudrait une centaine de postes nouveaux. »

« Le statut de l'étudiant et les premiers cycles vous paraissent-ils figer parmi les réformes prioritaires ? »

« Nous avons perçu une grande écoute sur les problèmes concrets que le ministère cherche à régler dans l'immédiat. Mais nous ne sentons pas d'orienta-

tion vers une politique de réforme dans de grands domaines. Depuis que je suis à l'université, on n'a cessé de réformer les premiers cycles. Se pencher sur les filières professionnalisées, sur le développement des deuxième et troisième cycles me paraît tout aussi important. C'est là qu'il faut réfléchir à une meilleure adéquation entre la vie professionnelle et l'emploi. La solution réside sans doute dans la multiplication de formations conçues avec les milieux professionnels. Mais elles sont plus coûteuses, et, parce qu'elles sont mieux encadrées pour de petits nombres d'étudiants, nécessitent infiniment plus de moyens. »

Propos recueillis par Michel Delberghe

صوتنا من الامم

L'injonction « Finis-le ! » a bien été enregistrée par M 6 lors de la mort de Khaled Kelkal

Réfutant toute censure, la chaîne justifie son choix de couper le reportage

La direction de la chaîne de télévision M 6 a décidé de couper le début du reportage sur la mort de Khaled Kelkal tourné par son correspondant

lyonnais en arguant de l'ambiguïté de la bande-son et de l'impossibilité de déterminer si les gendarmes étaient ou non en état de légitime

défense. Patrick de Carolis, directeur de l'information, dit avoir « agi en conscience » et « en toute indépendance ».

LA CHAÎNE de télévision M 6 s'est défendue, lundi 2 octobre, lors d'une conférence de presse, d'avoir « censuré » un reportage de son correspondant lyonnais qui avait filmé vendredi 29 septembre la fusillade et la mort de Khaled Kelkal. Une accusation formulée par le journal suisse *Le Nouveau Quotidien*, qui affirmait que le reportage diffusé par M 6 avait été amputé d'une séquence où l'on entendait une voix crier « Finis-le ! Finis-le ! » (*Le Monde* du 3 octobre). « Nous avons été attaqués de façon ignoble », a déclaré Patrick de Carolis, directeur de l'information de M 6. « Il ne s'agit pas de censure mais d'un choix responsable », a-t-il précisé.

Dans la version intégrale du film tourné par M 6 lors de la fusillade — que nous avons pu visionner — l'action dure environ quelques dizaines de secondes. La nuit tombée, le cameraman est réfugié derrière une voiture. Une silhouette git sur le sol. On entend une voix hors champ qui crie « Finis-le ! Finis-le ! » puis le bruit d'un coup de feu, une voix dit

« Attention », nouveau coup de feu, suivi d'un « O.K., c'est bon ! ». Un ralenti permet de voir pendant cette séquence Khaled Kelkal couché sur le sol qui réussit à lever un bras et à pointer son arme en direction d'un des gendarmes situés derrière lui.

UNE VERSION PLUS LONGUE

Patrick de Carolis a indiqué que le début du film, et notamment l'interpellation « Finis-le ! Finis-le ! », avait été supprimé par ses soins. Il a justifié sa décision et les circonstances dans lesquelles il a été amené à agir ainsi : « Je regardais le journal de France 2, et notamment le reportage sur la fusillade, suivi du commentaire d'un journaliste sur place qui précisait que les gendarmes avaient agi en état de légitime défense. Je reçois alors un appel de notre correspondant à Lyon qui me dit qu'il était présent et qu'il dispose d'un document filmé qu'il me transmet immédiatement par le « fax ». Je le reçois à 20 h 45. Le journaliste m'explique au téléphone qu'il n'a pas pu tourner le début de la scène, mais me

précise qu'avant qu'il enclenche sa caméra [et donc avant qu'on entende « Finis-le ! »], un gendarme a crié « Halte au feu ! ».

Après avoir coupé le film, la rédaction de M 6 décide de diffuser un flash spécial, vendredi 29 septembre à 22 h 35. Le document montré ce soir-là est racheté par France 2 et LCI notamment, qui l'ont diffusé le lendemain. Mais les chaînes savent que M 6 dispose d'une version plus longue de la fusillade : lors de la transmission d'un document par faisceau, les régies des chaînes ont la possibilité de capter toutes les images qui y circulent. Nicolas de Tavernost, directeur général, a précisé que M 6 a dû « résister à une forte demande ». « Il aurait été tellement plus intéressant pour nous, y compris financièrement, de diffuser le document intégral ! », a-t-il déclaré.

Patrick de Carolis rappelle pour sa part les récentes mises en garde du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) lors des attentats récents : « On reçoit tous les jours des lettres

comminatoires du CSA pour nous dire d'arrêter de faire du sensationnel », s'insurge-t-il, précisant qu'il n'avait eu aucun contact « de quel que nature que ce soit ni avec la justice, ni avec les ministères, ni avec le CSA ».

La plupart des autres médias audiovisuels ont réagi positivement à la décision de M 6. « Il s'agit d'une décision de M 6, et je la respecte », note par exemple Olivier Mazerolle, directeur de la rédaction de RTL. A France 2, un responsable se refuse toutefois à commenter la position de M 6, indiquant que « n'ayant pas fait d'enquête, il est difficile de commenter cette décision ». Pour sa part, Gérard Carreyrou, directeur de l'information de TF1, nous a indiqué qu'il avait « pas de goût pour édifier les documents ».

Personnellement, ajoute-t-il, je l'aurais diffusé, mais je comprends la décision de M 6.

Sylvie Kerviel

Lire aussi notre éditorial page 14.

Au procès Carignon, l'accablante subornation de témoins

L'ancien ministre met en cause les pratiques douteuses de l'ensemble de la classe politique

LYON

de notre envoyé spécial
« Le délit de subornation de témoins jette un jour très désagréable sur cette affaire. » Cette phrase a d'autant plus de poids qu'elle vient des bancs de la défense. Pourtant ce n'est que le prélude d'une plaidoirie

PROCES

avant l'heure que M^{re} François Gibault, avocat de Jean-Louis Dutaret, impose au tribunal pour tenter d'effacer les effets dévastateurs produits par l'évocation des pressions dont plusieurs témoins auraient fait l'objet. Le président le laisse faire, mais il est trop tard. Malgré les efforts de l'avocat, l'audience a subi une rotation.

Le débat avait pourtant commencé par une série de lectures rapides des dépositions faites par les témoins lors de l'instruction. Leur absence à l'audience à cet instant était plutôt favorable à la défense, dans la mesure où la simple lecture d'accusations aussi graves laisse la porte ouverte à toutes les contestations. Mais c'est surtout la réponse ou l'absence de réponse des prévenus à ce jérémy trouble irréparable. Autant les arguments utilisés dans le débat sur la corruption avaient souvent le mérite d'apporter un éclairage différent de celui de l'accusation, autant le discours des prévenus sur la subornation manque de conviction.

PRESSIONS ?

La principale accusation est portée par Patrick Thull, ancien secrétaire de la mairie de Grenoble, qui a changé sa déposition entre le 12 avril et le 13 juillet 1994. Dans ses premières auditions, il donnait à Jean-Louis Dutaret un rôle effacé et dégageait la responsabilité d'Alain Carignon dans la reprise du passif du Dauphiné News par la Lyonnaise des eaux. Entendu à nouveau au mois d'octobre, il revenait sur ses déclarations en affirmant avoir subi des pressions. A l'audience, la semaine dernière, il refusait d'utiliser un mot aussi fort.

Jean-Louis Dutaret prend la balle au bond et répond : « Dans le procès-verbal de confrontation, il dit aussi qu'il n'a pas subi la moindre pression. En fait, M. Thull n'était pas très à l'aise parce que j'avais en ma possession la note de synthèse signée par le procureur général de Lyon et qui circulait au-delà de la chancellerie. J'y suis désigné par M. Thull comme le vice-maire. Je dis à M. Thull : « Décris ton rôle et limite le mien. » Je lui demande seulement de rétablir la vérité. » Mais M. Thull avait aussi mis en cause Alain Carignon, qui serait intervenu auprès de Gérard Looguet. Ce dernier aurait ensuite demandé à M. Thull, alors employé par le conseil général de Lorraine, de ne pas « charger » un ministre du même gou-

vernement « par solidarité politique ». « J'ai eu une conversation avec M. Longuet, admet M. Carignon, mais sans le solliciter. On en a parlé au hasard de la conversation, mais je ne lui ai jamais demandé de faire des pressions. » Une partie civile lui demande si c'est lui qui a remis la note de synthèse du parquet général à M. Dutaret, mais l'avocat n'obtiendra de l'ancien ministre que cette seule réponse : « La note m'a été remise par mon cabinet, elle circulait dans le cabinet. »

Aux témoignages d'un chauffeur et d'une ancienne secrétaire qui font également état de pressions, Alain Carignon oppose l'état de « panique » dans lequel se seraient trouvés « ces personnes, malmenées de toutes parts, et qui voulaient sortir d'un bureau de police ». Et les débats deviennent confus lorsque l'on évoque le rôle trouble tenu par certains avocats qui se sont retirés du dossier et qui n'ont pas fait l'objet de poursuites.

QUELQUES AVANTAGES

La subornation paraissait un délit mineur par rapport au vaste dossier de la corruption. Mais, à la lumière d'un débat pourtant relativement court portant sur ce délit, l'infraction reprochée peut avoir pour effet de consolider une thèse qui présentait des aspects fragiles ou tout au moins laissés dans l'ombre par l'application de la procédure correctionnelle, qui n'impose pas que chaque détail du dossier soit examiné à l'audience. Ainsi, la défense avait promis de fournir un dossier justifiant que les vols de avions-taxi n'étaient pas tous imputables à M. Carignon. Ce volumineux dossier, remis aux juges lundi matin, n'a fait l'objet que d'un bref échange entre les parties et sera examiné par le tribunal au cours de son délibéré selon une méthode certes légitime mais préjudiciable à l'audience publique.

A la fin des débats proprement dits, avant les plaidoiries des parties civiles, Jean-Louis Dutaret a déclaré : « Je ne suis ni un Mazarin ni une éminence grise, je suis seulement quelqu'un qui a mis ses intérêts au service de la politique » ; de son côté, Alain Carignon a affirmé : « Je peux avoir commis des erreurs, mais j'ai cru prendre en toute bannière une bonne décision pour la ville. Mais, en aucune manière, je n'ai directement ou indirectement sollicité une contrepartie. »

Et tout en admettant avoir bénéficié de « quelques avantages », sans pour autant avoir renoncé à son indépendance, l'ancien ministre lançait cette phrase inquiétante : « Dans la dernière décennie, il n'y a pas un homme politique qui n'ait pas utilisé des avions privés, des bureaux à Paris, ou qui n'ait pas tenté d'influencer un journal, mais aucun d'entre eux ne s'est senti lié par une contrepartie. »

Maurice Peyrot

La gendarmerie ouvre une enquête administrative

PATRICE MAYNIAL, directeur général de la gendarmerie nationale, a demandé au lieutenant-colonel Gilles Janvier, commandant du Groupement de sécurité et d'intervention de la gendarmerie nationale (GSIGN), d'ouvrir une enquête administrative après le décès de Khaled Kelkal. En effet, le journal suisse *Le Nouveau Quotidien* a pu affirmer dans ses éditions du 2 octobre que la chaîne de télévision M 6 a diffusé un film tronqué sur les conditions de la mort du jeune Algérien soupçonné d'avoir participé à la vague d'attentats de cet été (*Le Monde* du 3 octobre). Les enquêteurs recueilleront le témoignage des gendarmes parachutistes présents sur les lieux afin d'établir la matérialité des faits durant la fusillade.

En particulier, le lieutenant-colonel Janvier doit élucider les circonstances dans lesquelles ont été entendus deux reprises, selon la bande-son du reportage de M 6, l'injonction « Finis-le ! ». Plusieurs hypothèses sont envisageables. S'agit-il, de la part d'un membre de l'escadron parachutiste, d'un « dérapage verbal », pour reprendre la formule d'un officier de gendarmerie, ou d'une injonction délibérée dans le feu de l'action ? Si l'enquête devait répondre positivement à cette dernière interrogation, il resterait à établir précisément quel lance une telle injonction, à qui elle est adressée, à quel moment elle est donnée ? Des gendarmes rappellent, à cette occasion, que la légitime défense — invoquée par le procureur de la République de Lyon pour expliquer l'échange de feu entre les membres de l'EPIGN et Khaled Kelkal — peut avoir deux justifications : la défense de soi-même, par un gendarme qui s'estime menacé, et la défense d'autrui, c'est-à-dire la défense par un gendarme de l'un de ses collègues qui serait impliqué dans le même incident et qui aurait, lui aussi, été menacé. Cette légitime défense implique l'usage, en riposte, de

moyens proportionnés à une agression qui s'exprime de manière constante, permanente et qui devient immédiate. Cepeudant, ces mêmes gendarmes, qui n'étaient pas présents sur les lieux, s'approuvent pas la façon dont les représentants de l'ordre ont, après l'injonction qui fait l'objet de la demande d'enquête administrative de M. Maynial, bousculé le corps de Khaled Kelkal pour le retourner sur le dos et constater sa mort. Ils se disent choqués. En revanche, un officier supérieur, qui a l'habitude de ce type d'intervention, estime que le comportement des gendarmes parachutistes n'a rien d'anormal. « Il relève du réflexe professionnel », dit-il, en ajoutant qu'il s'agit, par ce geste du pied, « de faire sauter l'arme que continue de tenir la personne » pendant sa neutralisation.

J. I.

Karim Koussa va être entendu par le juge Le Vert

LE JUGE D'INSTRUCTION parisien Laurence Le Vert devait se rendre à l'hôpital de Lyon-sud, mardi 3 octobre, pour interroger et mettre en examen le complice de Khaled Kelkal, Karim Koussa, grièvement blessé, mercredi 27 septembre, lors d'une fusillade avec les gendarmes au col de Malval (Rhône). Karim Koussa, originaire de Vaulx-en-Velin, a été jugé « intransportable » en raison de ses blessures. Le juge antiterroriste Le Vert a été chargé par le parquet de Paris de l'information judiciaire concernant les trois

complices arrêtés de Kelkal, Karim Koussa, Abdelkader Boudhjar et Abdelkader Maameri. Ces deux derniers ont été transférés dimanche de Lyon à Paris.

Le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, avait assuré, samedi, que « Karim Koussa est le complice de Khaled Kelkal dans l'assassinat de l'imam Saïraoui », le 11 juillet à Paris. M. Debré avait également indiqué que « la même équipe » était impliquée, selon lui, dans l'attentat de la station de RER Saint-Michel, le 25 juillet. Une accusation accueillie avec surprise

par les milieux proches de l'enquête (*Le Monde* du 3 octobre). Alain Brillat, secrétaire général de la Fédération nationale autonome de la police (FNAP), majoritaire chez les policiers en civil, a jugé les déclarations du ministre « un peu hâtives et anachroniques » et affirmé qu'elles avaient sans doute été faites « pour des raisons politiques », pour rassurer la population.

« L'INEXPERIENCE » DE M. DEBRÉ
L'ancien premier ministre Michel Rocard a estimé que M. De-

Le Cap-d'Agde veut sélectionner sur fiches ses touristes

MONTPELLIER

de notre correspondant
Avec l'automne, la station du Cap d'Agde se vide de ses touristes. Mais derrière cette apparente tranquillité se cache une tension perceptible liée aux « événements de l'été ». De nombreux jeunes des banlieues de la région parisienne et de l'agglomération lyonnaise avaient été envoyés au Cap-d'Agde, dans le cadre des opérations « Ville, vie, vacances ». Plusieurs incidents s'étaient produits en août, bris de glaces de voitures, vols dans les commerces, et un climat d'agressivité s'était rapidement développé. Ces jeunes étaient-ils vraiment responsables de tous les maux que les vacanciers ont voulu leur imputer ? Il est difficile de le savoir précisément. Après avoir manifesté, les commerçants ont exigé que des mesures soient prises. Le préfet de l'Hérault Charles-Noël Hardy souhaite aujourd'hui qu'une réglementation des opérations du type « pré-vention été » soit effectuée. Il a « suggéré au ministre de l'Intégration que les préfets et les communes exportateurs de jeunes informent les préfets récepteurs. Une cellule de la direction interministérielle à la ville (DIV) pourrait être chargée de la coordination de ces opérations ».

Un tel mécanisme permettrait d'identifier les groupes de jeunes et d'éviter de les concentrer dans une même ville.

Ces propositions n'ont pas suffi à apaiser les inquiétudes des habitants. Une trentaine de gérants de campings, d'hôtels, et des loueurs d'appartements se sont récemment réunis pour mettre sur pied un dispositif de contrôle de la clientèle : un système de fiche de renseignements mentionnant nom, adresse, et âge. Rédigée avant la location, cette fiche permettrait le cas échéant de refuser l'accès d'hébergements à des personnes jugées indésirables. Et consigne sera donnée de veiller plus strictement à ce que les occupants des logements correspondent bien à ceux qui en ont fait la demande.

« Lorsqu'on a à faire à des jeunes non accompagnés d'adultes, ou à des concentrations importantes de personnes, on risque de se trouver confronté à des problèmes de nuisances et à des difficultés de cohabitation », explique Jean-Pierre Cheu-rou, le directeur de l'office du tourisme du Cap d'Agde qui gère une importante centrale de réservation. L'objectif de ce contrat type de « pré-réservation » serait de prévenir ces difficultés en opé-

rant « une sorte de sélection » dans une station qui souhaite se « réserver plutôt à une clientèle familiale ».

« Un tel dispositif peut entraîner des dérives ségrégationnistes », reconnaît le préfet Hardy, « et cela ce n'est pas admissible ». Régis Passerieux, le maire socialiste, a rencontré une partie des professionnels du tourisme : « Je leur ai dit : tout ce que vous pouvez faire, c'est veiller à ce que les gens ne soient pas en surnombre dans les appartements, mais vous ne devez pas regarder leurs noms. Toute sélection serait illégale et raciste ». Il s'est engagé à veiller à ce qu'il n'y ait pas de dérives à l'office municipal du tourisme. « Certains regardent peut-être si le client s'appelle Mohamed, reconnaît Pierre Constant, porte-parole des bébégisseurs du Cap d'Agde. Mais le problème n'est pas une question de nationalité. Ce que nous cherchons nous, c'est avant tout à éviter les bandes. En ce sens, si racisme il y a, c'est plutôt du racisme anti-jeunes ». En fait, beaucoup confessent que la pratique du « filtrage » existe déjà de manière informelle dans la station, mais elle n'avait jusqu'ici jamais été institutionnalisée.

Jacques Monin

Jeudi 24 août 7h45

Alain Madelin exprime son point de vue sur les réformes. Ses propos l'amènent à présenter dès le lendemain sa démission du gouvernement.

(Source Europe 1)

DISPARITION

Jean-Luc Lagarce

Les félures de l'âme d'un auteur et metteur en scène

LE METTEUR EN SCÈNE, auteur et parfois acteur Jean-Luc Lagarce est mort du sida, samedi 30 septembre, alors qu'il répétait *Lulu*, de Wedekind. Il était âgé de trente-huit ans.

La force de vie était quelque chose d'admirable chez ce grand garçon mince à la voix douce un peu brisée, cet homme discret jusqu'au secret au sourire timide, tellement chaleureux. D'aspect fragile, Jean-Luc Lagarce a toujours fait preuve d'une formidable énergie. Depuis *Carthage* encore en 1979, il a écrit vingt pièces, la plupart éditées par Théâtre Ouvert, quelques-unes présentées au Jardin d'Hiver, dont les dimensions et l'ambiance s'accroissent au ton d'un langage intime, à la fois concret et

révélant, qui dit avec une pudeur élégante, proche de la désinvolture, les félures de l'âme. La dernière, *J'étais dans ma maison et j'attendais que la pluie vienne* y a été présentée en 1994 par Robert Cantarella.

Les félures de l'âme, la souffrance, et pour s'en défendre, un humour incisif et tranquille - qui apportait sa saveur au grand mélo baroque de John Ford, *Dommage qu'elle soit une putain* (1987). Jean-Luc Lagarce a monté *Crébillon* (Les Égarés du cœur et de l'esprit) et *Marivaux* (*L'île des esclaves*), mais aussi *Phédre* dont, en 1981, il a donné une version de féerie noire, et *Kafka, Instructions aux domestiques*, l'un des textes les plus cyniques de Swift, *Les Chroniques*

maritales, de Jouhandeau... La délicatesse du metteur en scène n'affaiblissait pas la virulence des auteurs, elle la mettait en lumière. Il a monté Feydeau (*On purge bébé*), Labiche (*La Cagnotte*) et Ionesco (*La Cantatrice chauve*). Dans ses dernières pièces (*Histoire d'Amour*, *Les Solitaires intertemporels*), dans ses derniers spectacles, le sourire, le rire et la mort étaient étroitement unis comme dans sa mise en scène du *Malade imaginaire* en 1993, farce nocturne, quasiment hoffmannienne.

Jean-Luc Lagarce travaillait « en décentralisation » - Besançon et Belfort où il était accueilli avec sa compagnie. Il se préoccupait des gens, acteurs et spectateurs, il al-

lait les saltimbanques dont les rêves naïfs lui ont inspiré deux textes : *Hollywood* (1985), que n'aurait pas renié Fitzgerald, et *Music-Hall* (1989). En 1990, il a passé plusieurs mois à Berlin, en « résidence d'écriture ». Il se savait malade, a visité la ville comme pour se faire des souvenirs éternels. Son dernier spectacle s'appelle *Les Règles du savoir-vivre dans la société moderne*. On y apprend comment s'habiller quand on se marie après quarante ans et autres pratiques tout aussi importantes. Jean-Luc Lagarce savait regarder, détecter faiblesses et cruautés, il savait en rire, et vivre. Il a eu la chance de pouvoir le faire jusqu'au bout.

Colette Godard

NOMINATION

SONACOTRA

Michel Desmet, préfet hors classe, a été nommé, au conseil des ministres du mercredi 27 septembre, président du conseil d'administration de la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs (Sonacotra), en remplacement de Michel Rolant.

Né le 28 août 1933 à Dunkerque (Nord), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, Michel Desmet a été chef de cabinet du préfet des Hautes-Alpes (1956-1957), des Ardennes (1957-1958), de Bône, en Algérie (1960-1961) et du Var (1961-1963), avant de devenir secrétaire général de la Lozère (1963-1965), puis directeur de cabinet du préfet de la Somme (1965-1967). Nommé chef de cabinet du ministre de l'Agriculture Jacques Duhamel, en 1969, il conserve ces mêmes fonctions auprès de lui au ministère des affaires culturelles en 1972. Secrétaire général du Val-de-Marne en mars 1972, directeur de cabinet du secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, Aymar Achille-Fould, en 1976, M. Desmet est chargé de la sous-direction de l'équipement et

du développement à la direction générale des collectivités locales au ministère de l'Intérieur. Conseiller du gouvernement pour l'Intérieur auprès du ministre d'Etat de la principauté de Monaco en 1977, il est nommé préfet d'Indre-et-Loire en 1986, des Pyrénées-Atlantiques en 1987, puis du Maine-et-Loire en 1990. Nommé préfet de région Picardie le 5 mai 1993, il avait été placé pré-fet hors cadre le 30 août 1993.

JOURNAL OFFICIEL

Au journal officiel daté lundi 2-mardi 3 octobre sont publiés :

- **Accession à la propriété** : un arrêté relatif aux conditions d'octroi de l'avance aidée par l'Etat pour l'acquisition d'une résidence principale en accession à la propriété (*Le Monde* du 8 septembre).
- **Jeunes agriculteurs** : un décret et un arrêté définissant les conditions et les modalités d'attribution des aides à l'installation versées par l'Etat aux jeunes agriculteurs ainsi que des bourses pour ceux qui réalisent un stage de six mois.

AU CARNET « DU MONDE »

Décès

- L'AITEC (Association Internationale des techniciens, experts et chercheurs), L'ASPI (Association des journalistes scientifiques de la presse d'information), Le CIDEIM (Centre d'études en d'initiatives de solidarité internationale).

4 D (Dossiers et débats pour le développement durable), Forum Plurimond, El Global Chance,

expriment leur émotion et leur très grande tristesse devant la disparition de

Martine BARRÈRE,
journaliste scientifique.

et s'associe à la douleur de sa famille et de ses amis.

Sa forte personnalité, alliant professionnalisme, rigueur intellectuelle et liberté de pensée, a profondément marqué nos associations et leurs membres.

La cérémonie aura lieu mercredi 4 octobre 1995, à 14 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise.

Adresse des associations : 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris.

- Notre amie

Martine BARRÈRE,
journaliste scientifique,
nous a quittés le 30 septembre 1995, à l'âge de cinquante-quatre ans.

Notre chagrin est immense. Que sa gentillesse, son rire, sa joie de vivre et son courage face à la maladie restent dans la mémoire de ceux qui l'ont aimée.

Les sociétés Act Consultants et Cassiope, Sciences Informations.

17 bis, rue Richard-Lenoir, 75011 Paris.

- La filière d'enseignement ICST de l'université Paris-VII-Denis-Diderot s'associe à la douleur de la famille et des amis de

Martine BARRÈRE,
prématurément disparue.

Nous gardons le souvenir d'une collaboratrice exigeante et chaleureuse, ayant su pressentir les mutations que réclamait le journalisme scientifique, sa profession.

Paris, le 2 octobre 1995.

Le Monde du 3 octobre, 1

Nos abonnés et nos colporteurs, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence

- M^{me} Jean Bauchet, son épouse, Elisabeth et Jamil Bauchet-Boulhal, Marie-Claude et Luc Richard, ses enfants, Jean-Alexandre, Marlène, Jean-Luc, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Jean BAUCHET,
officier de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre avec palmes, médaille de la Résistance, officier de l'Ordre du Mérite.

survenu dans son domaine de Beaubec-la-Rosière (Seine-Maritime), le 2 octobre 1995, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 5 octobre, à 15 h 30, en l'église Sainte-Trinité, place d'Estienne-d'Orves, Paris-9^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montmartre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

140, boulevard de Clichy, Paris-18^e,
Hôtel Es Saadi,
Marrakech (Maroc),
Domaine de l'Abbaye,
76140 Beaubec-la-Rosière.

Jean BAUCHET,
était le dernier grand témoin du monde du spectacle, plus particulièrement celui du Music-Hall.

Artiste lui-même, dans les années 1930, c'est au lendemain de la guerre, après les mois de Résistance, qu'il entreprend la création de revues célèbres au bal du Moulin-Rouge, avec notamment la première Revue japonaise à Paris.

Parallèlement, il crée en 1952 les casinos de Marrakech et de Mahommédia, au Maroc.

En 1962, le fabuleux Casino de Beyrouth.

Forges-les-Eaux s'ajoute aux autres casinos.

En septembre 1976, c'est la reprise du Casino de Paris avec la *Revue Paris Line*, menée par Line Renaud.

Il consacra six ans à la rénovation du Théâtre du Châtelet, entreprenant de considérables travaux.

Il est attentif aux jeunes artistes qui trouveront auprès de lui conseils et soutien.

Jean et Henriette Bauchet créent dès 1946 avec Francis Cover « Les Voix d'Or ».

Prix annuel pour découvrir de nouveaux talents de chanteurs et chanteuses d'Opéra.

- Cholet, Xanton-Chassenon.
Jacques Bigorne, son épouse, Elisabeth et Jamil Bauchet-Boulhal, Marie-Claude et Luc Richard, ses enfants, Jean-Alexandre, Marlène, Jean-Luc, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Odette BIGORNE,
née Carboneau,

pleinement survenue le 1^{er} octobre 1995, à l'âge de soixante-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 4 octobre, à 10 heures, en l'église Saint-Pierre de Cholet, suivie de l'inhumation au cimetière de Cholet.

Le corps repose à l'amphithéâtre de l'hôpital de Cholet.

« Les Pins »,
16, parc Bertheod,
49300 Cholet,
« La Tabatière »,
85240 Xanton-Chassenon.

- M^{me} Jean Blanchet, son épouse, M. et M^{me} Alfons Hantusch, M. et M^{me} Jean-Claude Bensoussan, M. et M^{me} Philippe Blanchet, ses enfants,

Yann, Stéphane, Jérôme, Milan, ses petits-enfants, M^{me} Pierre Delcroix et ses enfants, sa belle-sœur et ses neveux, M. et M^{me} Pierre Bocquet et leurs enfants, M. et M^{me} Yves Bocquet et leurs enfants, ses consœurs,

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Jean BLANCHET,
officier dans l'ordre national du Mérite, avocat à la Cour.

survenu le 1^{er} octobre 1995, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 4 octobre, à 11 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, 17, rue Ampère, Paris-17^e.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale au cimetière de Cambrai (Nord).

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue Gustave-Flaubert, 75017 Paris.

- Le président du conseil d'administration.

La direction et le personnel de la SOCRAM (Société de crédit des sociétés d'assurances à caractère mutuel) ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Dominique BON,
directeur adjoint,

survenu dans sa quarante-huitième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 4 octobre 1995, à 16 heures, en l'église Saint-Hilaire à Niort.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue du 24-Février, 79000 Niort.

M^{me} Daniel Camus, son épouse, M. Frédéric Sommes, son beau-fils, sa belle-sœur et son beau-frère, ont la douleur de faire part du décès de

M. Daniel CAMUS,
croix de guerre TOE, médaille militaire,

survenu le 30 septembre 1995.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 5 octobre, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

90, avenue du Roule, 92200 Neuilly-sur-Seine.

- Le président et le conseil d'administration de « Saadi chante Mozart », ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul CHRISTIN,
vice-président de l'association.

Les obsèques ont lieu ce mardi 3 octobre 1995, à 16 heures, en l'église de Beaulieu (Haute-Loire).

- Act Up-Paris a la douleur d'annoncer le décès de

Nathalie DAGRON,

qui s'est éteinte des suites d'un sida le 30 septembre 1995. Elle aurait eu trente-cinq ans le 6 octobre prochain.

Sans le petit Dragon on n'imaginait pas la commission Traitements et Recherche, le groupe TRT-5, ni tout simplement Act Up-Paris.

- **Laure FELICI**,
née Graus

nous a quittés, le 25 septembre 1995.

De la part de Noël-J. Felici, Laurent Felici, Vincent et Françoise Felici, et Laura, Isabelle Felici, Marianne Felici.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Revel (Ariège), le 30 septembre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, rue Charles-Péguy, 38100 Grenoble.

- Le collectif Piri-Elles-Algérie, Les Nanas-Beurs et le CISFA, ont la grande tristesse d'apprendre la mort de leur amie

Monique GADANT,

survenue le 30 septembre 1995.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marc GUÉRIN,

survenu à Paris, le 30 septembre 1995. La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 5 octobre, en l'église Saint-Joseph, 161, rue Saint-Maur, à Paris-11^e, à 9 heures.

L'inhumation aura lieu le même jour au cimetière de Joinville-le-Pont (Seine-Maritime).

M. et M^{me} Pierre Guérin, 940, rue Mainberte, 76480 Joinville-le-Pont.

- Le Père provincial et la Communauté jésuite de la rue Monsieur, à Paris. Tous ses parents et amis, recommandant à vos prières le

P. Abel JEANNIÈRE s.j.,

décédé le 1^{er} octobre 1995, dans sa soixante-quinzième année.

La messe des funérailles aura lieu à l'église Saint-Étienne, 33, rue de Sévres, Paris-8^e, le mercredi 4 octobre, à 15 heures.

- On nous prie d'annoncer le décès de

Marie-Christine LE FRANC,

survenue le 30 septembre 1995, dans sa cinquante-cinquième année.

De la part des familles Le Franc, Lemoussin, Dreux, Et de ses nombreux amis.

La cérémonie religieuse sera célébrée par le Père Jean-Marie Revillon, eo l'église Saint-Pierre de Chaillet, 31 bis, avenue Marceau, à Paris-16^e, le mercredi 4 octobre, à 9 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière de Fontainebleau.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Le tribunal de grande instance de Créteil a la tristesse de vous faire part du décès de

M^{me} Agnès MONTIÈRES,
épouse Billelte de Villeneuve, juge aux affaires familiales.

La juridiction assure son époux, ses enfants et tous ses proches de sa plus sincère sympathie.

- Paris, Saint-Amand-Montrond.

« Ô Seigneur, si l'on a un Seigneur, sauvez mon âme, si j'ai une âme. » (E. Renan)

M^{me} Jacques Maudieu, née Monique Dénieu, son épouse, Valérie et Pascale, ses filles,

Louis et Joséphine, ses petits-enfants, Oscar Borillo et Patrick Mougu, ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques MAUDIEU,

survenu le 30 septembre 1995, à Paris.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, à Paris, le mercredi 4 octobre, à 15 h 30.

Laissons les fleurs au jardin, là où Jacques les aimait.

M. Gaston Meunier Pison, M. et M^{me} Bernard Meunier, M. et M^{me} Gilles Meunier, Le Père Michel Meunier, et leurs enfants,

confient à votre prière

M^{me} Gabrielle MEUNIER PISON,
née Saint-Olive,

pleinement décédée, le lundi 2 octobre 1995.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 octobre à 9 heures, en l'église Saint-Pierre du Gros Caillou, 92, rue Saint-Dominique à Paris 7^e.

Une messe sera dite à son intention le samedi 7 octobre à 10 heures, à La Terrasse (Isère), suivie de l'inhumation.

277, bd Raspail, 75014 Paris.
45, rue des Evénements, 78120 Rambouillet.
21, avenue Guibert, 78170 La Celle Saint-Cloud.
4, rue Corot, 75016 Paris.

- Claude Petit, son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, sa famille, ont la douleur de vous faire part du décès de

Jean PETIT,

survenu le 29 septembre 1995 à Paris, dans sa soixante-seizième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

27, rue de la Cour-des-Nonnes, 75020 Paris.

- Le V^o M^{me} et tous les Membres de la R^o A^o L^o « Les Zélés Philanthropes » du Grand Orient de France

ont la douleur de vous annoncer le passage à l'Orient Éternel de leur

T^o C^o F^o Jean PETIT,
ancien V^o M^o de l'Arellet.

Les obsèques ont lieu le 29 septembre 1995.

G. O. D. F., 16, rue Cadot, 75009 Paris.

- M^{me} Jacques Pincet, M. et M^{me} Christophe Lorgnier du Mesnil, Jérôme et Constance, M. et M^{me} Jean-Marc Pincet, Laurence et Arnaud, M. et M^{me} Christian Doumet, et Louis-Nicolas, ses enfants et petits-enfants,

font part du rappel à Dieu de

Jacques PINCET,

survenu le 28 septembre 1995, dans sa soixante-troisième année.

Le service religieux sera célébré le 4 octobre à 9 heures, en l'église réformée de l'Étoile, 54, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris.

« Maintenant donc ces trois choses demeurent, la foi, l'espérance, l'amour » 1. Corinthiens, XIII, 13.

237, bd Péreire, 75017 Paris.

- M. et M^{me} Jean-Marie Poirier, M^{me} Jacqueline Gouin-Poirier, ses enfants,

M. François Poirier et Felicity, M. Thomas Poirier, Jean-Philippe et Guylène Gouin-Loubet,

François et Anne-Claire Gouin-Galligani, Vincent et Isabelle Thibault-Gouin, Florence Gouin, ses petits-enfants,

Pierre-Louis Gouin, Lucie Thibault, ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. René POIRIER,
professeur honoraire à la Sorbonne, membre de l'Institut, officier de la Légion d'honneur,

survenu, muni des sacrements de l'Église, le 23 septembre 1995, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

Les obsèques religieuses et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale, le lundi 2 octobre, à Bourg-la-Reine (Hauts-de-Seine).

5, rue de Luynes, 75007 Paris.
2, avenue Georges-Pompidou, 94370 Sucy-en-Brie.
23, rue Bertron, 92330 Sceaux.

Le Monde du 3 octobre, 1

- M. Jean Thiellet, son épouse, Claire Thiellet, Anne et Benoît Chalmrin, François et Nolalia Thiellet, ses enfants,

Sonia, Martin, Adrien, Grégoire et Christina, ses petits-enfants, M. et M^{me} Paul Vriout, son frère et sa belle-sœur, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de vous faire part du décès de

M^{me} Jean THIELLET,
née Paulette Vriout, agrégée de l'université,

survenu le 30 septembre 1995, dans sa soixante-quinzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le jeudi 5 octobre, à 9 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, rue de l'Ammonition, Paris 16^e.

Une absoute sera donnée le même jour à 14 h 30, en l'église de Sainte-Radegonde à Tours, suivie de l'inhumation au cimetière de Sainte-Radegonde.

13, rue Eugène-Manuel, 75116 Paris.

Avis de messe

- Une messe sera célébrée, le samedi 7 octobre 1995, à 11 heures, en la chapelle Saint-Bernard de Montrouge, 34, place Raoul-Dautry, à Paris 15^e sous l'horloge de gauche en façade de la gare, à l'intention de

Jean de MONÈS del PUJOL,
décédé le 5 septembre 1995, à Muret (Haute-Garonne).

- Une messe sera célébrée à la mémoire de

Philippe VENIN-BERNARD,
artiste-peintre,

décédé à Paris le 8 septembre 1995.

Samedi 7 octobre, à 11 heures, en l'église Saint-Eustache, chapelle de la Vierge.

Communications diverses

- Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris 13^e, ce jeudi 5 octobre 1995, à 20 h 30 :

« L'ex-Yougoslavie » fin de chapitre 7 : M. Lazare, membre du bureau Sarajevo, et Falk Dizdarevic, ambassadeur honoraire.

THÈSES
Tarif Étudiants
65 F la ligne H.T.

Notre supplément mensuel
« Le Monde Poche »
reprendra sa parution
le vendredi 6 octobre
(daté samedi 7)

Le Monde POCHE Le premier vendredi de

HORIZONS

ENQUÊTE

Elle a quarante-cinq ans et dirige une petite entreprise de produits pharmaceutiques. On ne l'identifiera pas, « pour des raisons de sécurité évidentes ». Déjà, elle

tremble de parler. Comme tous ans interlocuteurs, qui vivent depuis un an avec la routine des menaces anonymes - jusqu'à vingt coups de fil par jour ! Elle va chercher son fils à la fac, à Paris, par peur d'un enlèvement. Pourtant, elle s'accroche. L'Algérie, c'est son pactole, son marché de cocagne. Plus de la moitié de son chiffre d'affaires, l'essentiel de ses bénéfices. Alors, tant pis pour les intimidations islamistes, les menaces de mort à tous ceux qui commercent avec la France. Tant pis pour les avertissements répétés des autorités françaises à leurs ressortissants ! Elle « y va » quand même, à Alger, bravant les queues de six heures aux avions « hariblement pleins », déjouant les annulations, les pièges, les trasseries, défilant attentats, kidnapping, racket, etc.

« J'ai peur, mais je ne peux pas faire autrement : le courrier marche très mal, le poste est infiltré par le FIS [le Front islamique du salut], et le téléphone écoute par la police. Mes clients ne peuvent venir que rarement, à cause des visas. Et je n'ai pas le droit, humillement, d'exposer quelque chose d'autre. » Alors, elle essaie, comme tout le monde, de limiter les risques. Ne jamais prévenir à l'avance par téléphone de son jour d'arrivée ou de son lieu de séjour. Pas d'hôtel, pas de taxi. Une voiture avec chauffeur « et on s'écrase au fond ». Des déplacements limités au minimum et « plutôt en 2 CV qu'en voiture blindée ». Elle y va, mais ne le dit pas. « A cause de mes parents. Ils en seraient malades d'angoisse. » Et aussi à cause de la société d'assurance crédit, la COFACE, qui a prévenu qu'elle ne garantirait aucun contrat impliquant la présence de Français sur place.

Qui a dit que les patrons français manquaient d'audace ? Ils sont courageux, nos exportateurs, ces risque-tout de la mécanique, des aventuriers du négoce, dès lors que leurs intérêts - et la survie de leur entreprise - sont en jeu ! Car ils ne sont pas un, ni dix, mais des centaines à jouer ainsi leur vie en cachette. Un bon millier de PME, estime la chambre de commerce franco-algérienne, ne « vivent » pratiquement que du marché algérien, sur un total de 9 500 exportateurs recensés par les douanes (dont un millier de grands groupes et 8 500 PME). Tous ne se risquent pas à Alger, heureusement. Les plus prudents se débrouillent pour rencontrer leurs clients en France ou en Tunisie - seul endroit où les Algériens peuvent se rendre sans visa - voire sur les bateaux à quai à Marseille. Les plus gros payent des représentants algériens sur place ou des intermédiaires qui font le va-et-vient. Mais si tous se cachent, aucun, pourtant, ne se plaint. Ils n'ont même pas le sourire, ces derniers temps, les spécialistes du marché algérien : « Les affaires n'ont jamais été aussi bonnes depuis dix ans. »

En Algérie, on s'égorge tous les jours ; mais le business continue. « La situation y est dramatique, pas le commerce ! », résume cyniquement un haut fonctionnaire. L'an dernier, les exportations françaises ont augmenté de plus de 12 %, avec des pointes à plus de 30 % ou plus 40 % dans l'alimentation, la pharmacie, l'acier, etc. Et 1995 s'annonce encore meilleur : les ventes des six premiers mois dépassent largement celles de l'an dernier à même période, et la situation s'améliore de mois en mois. Au port de Marseille, les sorties de marchandises vers l'Algérie ont augmenté d'un huitième l'an dernier et encore de 50 % au premier semestre.

Depuis le rétablissement de sa dette, qui a reporté après l'été 2000 le plus gros de ses remboursements, l'Algérie a de l'argent et peut même, pour la première fois depuis longtemps, se permettre de payer comptant. Elle importe donc, en masse : céréales, sucre, lait, médicaments, pièces détachées, machines, matières premières, etc. Après trois années de vaches maigres et de pénuries, les besoins de la population et de l'industrie sont énormes. Elle importe d'autant plus que la libéra-

lisation du commerce a multiplié les filières, en réduisant le poids des grands organismes d'Etat, jadis passage obligé et laborieux. Fini les autorisations préalables ; il suffit aujourd'hui, pour importer, d'avoir de l'argent, soit en devises, soit en dinars, que l'on dépense à la banque en échange d'une lettre de crédit. Aussi, à côté des entreprises publiques pulvérisées, les importateurs privés : aux gros commerçants traditionnels, aux ex-contrebandiers (« trabendistes ») rangés se mêlent les utilisateurs finaux (médecins, garagistes, etc.) et même quelques fonctionnaires reconvertis, qui créent leurs propres affaires parallèlement à l'administration où ils travaillent.

Cette rage d'achats se matérialise dans les magasins d'exposition ouverts par les importateurs « multiservices » aux quatre coins du pays : « De véritables cavernes d'Ali Baba », raconte un Algérien ; on trouve de tout, du jeu de pneu

au rouge à lèvres et aux kiwis. Bien sûr, il faut rajouter quelques zéros aux prix... » Les Français, premiers fournisseurs du pays, avec un gros tiers du marché, en sont les premiers bénéficiaires. L'Algérie est redevenue le treizième client de la France, et le premier parmi les pays en développement. L'an dernier, les échanges ont dégagé un solde positif pour l'Hexagone de 5 milliards, le sixième dans le monde, tous pays confondus. Dans la pharmacie, le marché algérien représente à lui seul plus que toute l'Afrique. Dans les semences, il dépasse désormais en volume le marché français...

On n'oublie trop souvent : l'aide française à l'Algérie, dénoncée par le FIS et les opposants au pouvoir, ces 5 milliards de crédits sur lesquels on s'interroge depuis peu dans les couloirs du Quai d'Orsay et de Matignon, est avant tout une aide intéressée. Même si, à l'évidence, certains dignitaires algériens profitent de la manne via quelques très importants contrats, même si certains soutiens publics se perdent dans les méandres du budget, le plus gros des crédits consentis par la France sert quand même à soutenir les exportations et les investissements d'avenir dans le pétrole - gage de rentrées futures et donc des capa-



Les risques sont énormes, mais les bénéfices sont assurés, car, en dépit de la situation politique, le commerce avec l'Algérie n'a jamais été aussi florissant. Régulièrement, des patrons se muent en James Bond pour éviter les meurtriers écueils sur la route des contrats

Algérie le business continue

« On fait des crédits à l'Algérie parce que c'est notre voisin et notre débiteur, résume un haut fonctionnaire, il faut bien, si on veut qu'ils nous remboursent un jour. » En attendant, l'industrie et la balance commerciale françaises en profitent largement.

Bienfaits de la géographie... et de l'acharnement. « Pour travailler en Algérie, il faut être un vrai exportateur ; ailleurs, il suffit d'être un distributeur ! », assure l'un de

profite vraiment - et les vols - des camions entiers sont détournés à l'arrivée des bateaux, sous l'œil des dockers complices ou paralysés par la peur. Sans oublier, pour faire bon poids, les réticences des banques françaises, échaudées par le rééchelonnement de leurs créances, qui rechignent à confirmer la moindre lettre de crédit et pratiquent des tarifs prohibitifs.

Le parcours de l'exportateur est, au sens propre, un parcours du combattant. Premier piège :

« Il faut une ligne directe avec la douane, le président de la banque, le patron du port ; sans ça, on vous vide les containers, c'est la jungle »

ces bérns anonymes du commerce extérieur français. Car tout se mêle pour multiplier les embûches. A l'insécurité, aux difficultés de contacts s'ajoute le désordre, exaspéré par la guerre et la libéralisation économique. Les ports, la poste, les douanes, les banques et l'administration algériennes sont autant de chausse-trappes. Ajoutons le racket - pardon, l'impôt révolutionnaire -, que beaucoup acquittent sans s'en vanter ni même savoir à qui il

les communications. Tout nu presque se fait par fax et téléphone. Quand il marche, et avec mille précautions, à cause des écoutes. Certains parlent en code, d'autre passent du français à l'anglais, puis à l'allemand ou à l'espagnol - « ça dérouté ». « Il faut une ligne directe avec la douane, le président de la banque, le patron du port ; sans ça, on vous vide les containers, c'est la jungle », explique un négociant en produits alimentaires. Au fond de la co-

quette villa anonyme qui lui sert de siège, il dispose d'un équipement de transmission à faire pâlir d'envie le Pentagone.

Secunde épreuve : les contacts directs. Même les kamikazes limitent leurs déplacements à Alger. Et seuls les très grands groupes ont les moyens d'entretenir sur place un bureau. Quant aux « intermédiaires » qui multiplient les offres de services via l'ambassade et la chambre de commerce, la plupart s'en méfient. « Nos meilleurs agents, ce sont nos clients », répètent les exportateurs. Tout l'art consiste à les faire venir régulièrement en France. Après mille avatars, un circuit de délivrance des visas pour les hommes d'affaires a fini par s'établir par l'intermédiaire de la Chambre de commerce franco-algérienne. Mais tous les prétextes sont bons pour des rencontres discrètes : congrès médicaux, symposium d'affaires, colloques officiels, etc.

Troisième épreuve : le camouflage. Il ne suffit pas d'avoir de bons contacts, encore faut-il les protéger. Clients ou représentants algériens, ils sont en première ligne. Les exportateurs français déploient donc des trésors d'imagination pour se faire oublier. Pour les petits, c'est facile : il suffit de se taire. Les

grands, plus connus donc plus exposés, trichent : faux noms, fausses nationalités (par association avec des sociétés italiennes ou belges), fausses origines (les marchandises transitent par Gènes ou Barcelonne), faux « bureaux scientifiques » abritant, derrière une porte de communication, le vrai bureau de représentation, faux dépôts de « matériel en réparation » servant de centre de stockage, faux « indépendants » (en réalité salariés de la société), faux pavillons et navires anonymes - « ça ne trompe personne, mais ce n'est pas provocateur », etc. Un groupe a conservé plaque et pignon sur rue : ses bureaux jouxtent le commissariat central... Mais ils sont souvent vides : les salariés, par prudence, ne viennent pas à heures régulières.

Seuls les pétroliers affichent franchement la couleur. Ils n'ont pas le choix : impossible dans ce secteur de ne pas envoyer des expatriés sur place. Mais ils ont les moyens et l'habitude de se protéger. Surtout, ils bénéficient d'une priorité absolue des deux côtés de la Méditerranée, les ressources pétrolières et gazières qu'ils développent gageant les recettes futures. Des charters relient directement Paris et Hassi Messanoud, sans passer par Alger. Comme les petits avions privés desservant les

champs, comme les voitures et les chantiers eux-mêmes, ils sont extrêmement surveillés. Par l'armée algérienne et par des « sociétés de sécurité françaises privées », émanations plus ou moins camouflées de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure, les services de renseignements français).

Tout cela a un prix. Si les exportateurs s'accrochent, c'est que les bénéfices sont à la hauteur des risques. « On gogne de l'argent plus facilement qu'ailleurs, avoue naïvement un spécialiste de la maintenance, la concurrence est moins forte, donc les prix et les marges sont plus élevés. » Bref, l'Algérie, ça « craint », mais ça paye. Et même de mieux en mieux. « Avant, ils nous demandaient de leur trouver des financements. On faisait beaucoup de trac - viande contre dérivés de pétrole ou engrais. Maintenant, ils ont cash le plupart du temps. Si vous avez choisi un partenaire solide financièrement, vous n'avez aucun problème », explique un négociant marseillais.

Car, malgré la guerre et le chaos, l'économie algérienne, assurent nos exportateurs, a enfin entamé sa mue vers un système de marché. Chacun y va de son exemple. Les entrepreneurs privés locaux ne sont certes pas tous irréprochables, mais ils discutent désormais plus de prix que de qualité que du montant de leur commission. La contrebande et le marché noir des devises disparaissent, tués par la libéralisation. La petite corruption diminue (au profit de la grande, hélas !). Les banques miment un professionnalisme croissant dans l'appréciation des risques.

MIEUX : de timides courants d'exportations algériennes apparaissent, aidés par la dévaluation du dinar - meubles, dattes, poisson, céramique et petits appareils ménagers commencent à traverser la Méditerranée dans l'autre sens. « Pour la première fois depuis des années, on a même transporté du vin algérien en France », note un armateur. Autre symbole : en octobre ouvrira à Alger la première banque privée, l'Union Bank. Elle a déjà, de Paris, commencé à faire trembler la place en proposant de casser de moitié le taux de commissions.

Bref, pour beaucoup, l'optimisme l'emporte sur l'horreur. « Si la paix revient, il y aura un boom extraordinaire », assure le président du port de Marseille, qui va jusqu'à rêver de devenir le « Hongkong de l'Algérie ». Une antienne reprise partout. « Il ne faut pas oublier que l'Algérie a le premier outil industriel africain », note un expert. Certains vont plus loin qui préparent le terrain. Discrètement. Pas question, pour le moment, d'investir directement là-bas. Mais des contacts se nouent, des sociétés commencent à se monter en France, des structures relais se créent. « Entre l'association financière et le simple commerce, il y a de la marge », assure un spécialiste du partenariat. « Je ne conseillerais pas d'y aller de façon cloire, mais ce ne sont ni l'ingénierie ni les faux nez qui manquent », ajoute un banquier. On en oublierait presque le FIS.

Vous avez dit le FIS ? Il y a beau temps que son arrivée au pouvoir n'effarouche plus les milieux d'affaires. Ce qui les gêne, c'est la violence. Pour le reste... Récemment, un cabinet de conseil a même offert par écrit aux grandes entreprises de les rapprocher des « futurs décideurs » du pays, sous couvert d'une « rencontre d'investisseurs » dans la banlieue de Paris. Renseignements pris, elle aurait finalement été annulée. Trop officielle...

Véronique Maurus

Luc Rosenzweig

A quoi bon les essais ?

par Emma Bonino

COMME si les explosions s'étaient produites dans notre tête, les essais nucléaires français ont au moins un mérite, mais un seul : celui de nous contraindre à réfléchir. Et de réfléchir pour une fois à autre chose qu'à des futilités : l'homme et l'environnement, la construction de l'unité européenne, l'avenir de la dissuasion nucléaire. C'est à cette réflexion que je voudrais contribuer, et ce à titre personnel, en tant que simple citoyenne européenne.

Les aspects écologiques de l'événement nous placent à nouveau devant le dilemme entre le court et le long terme, ce qui est le propre de ces questions. En dépit de la grande incertitude qui pèse sur les données disponibles, je crois que l'on peut raisonnablement affirmer que les essais nucléaires souterrains n'ont en général qu'un faible impact sur l'environnement des régions, qu'il s'agisse de l'atmosphère ou de la mer. A Mururoa, par exemple, la concentration d'isotopes radioactifs de strontium et de césium est aujourd'hui inférieure à celle que l'on a relevée en moyenne en Europe après l'accident de Tchernobyl. Il n'en va pas de même pour le plutonium, mais cela semble dû aux expériences dans l'atmosphère qui ont été conduites sur ce même site par les Français jusqu'en 1974.

Par ailleurs, personne n'est en mesure d'exclure, précisément à long terme, une fuite d'éléments radioactifs des sites d'explosion à la suite d'une rupture inattendue de la structure géologique de l'atoll. C'est pourquoi un seul essai pourrait être « la goutte d'eau qui fait déborder le vase ». C'est ce qui, j'en suis sûre, conduira les Français à reconsidérer le reste du programme.

En tant que fédéraliste, je trouve frustrant que l'Union européenne n'ait pas voix au chapitre en ce qui concerne la décision française.

Dans l'Union, l'englobement évident de l'institution dont je fais partie, la Commission, c'est-à-dire l'exécutif de l'Union européenne. Certes, deux articles (34 et 35) du traité Euratom disposent que, en cas d'expériences « particulièrement dangereuses », l'Etat membre concerné, en l'occurrence le gouvernement français, doit consulter la Commission et lui donner accès aux « installations de contrôle » afin d'en vérifier le fonctionnement et l'efficacité. Même si, à l'évidence, il estime que ces essais dans le Pacifique ne sont pas « particulièrement dangereux », Paris eût été bien inspiré de suivre cette procédure, du moins pour des raisons d'opportunité politique. De son côté, la Commission a rappelé mercredi dernier aux autorités françaises

de ressources, est inutile, surtout lorsqu'il s'agit de la dissuasion nucléaire, domaine dans lequel de telles initiatives ont manifestement un air de déjà-vu.

Je précise ma pensée : le passage de la force de dissuasion française du niveau national au niveau européen (faisons abstraction, pour plus de simplicité, de la force de dissuasion britannique) ne pourra figurer à l'ordre du jour de l'Union que lorsque celle-ci disposera d'une année et d'un mécanisme de décision uniques. En somme, ce transfert ne pourra être inscrit à l'ordre du jour que lorsque l'Europe sera vraiment fédérale. Le faire avant revient à mettre la charrue devant les boeufs.

Voulons-nous vraiment relancer les controverses quasi théologiques

elles à celui qui les possède ? Ont-elles servi à résoudre la crise européenne la plus grave depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, en ex-Yugoslavie ? Contribuent-elles ou au contraire font-elles obstacle à la solution des problèmes intérieurs et extérieurs de la Russie ? Les Américains qui les possèdent réussissent-ils à obtenir des Japonais qui en sont dépourvus qu'ils adoptent une attitude plus souple dans les seuls différends qui comptent, les différends commerciaux ? De quelle manière ont-elles aidé les Israéliens à résoudre le problème palestinien ?

Finalement, la seule raison plausible de posséder des armes nucléaires est qu'elles permettent de dissuader les autres d'y avoir recours. C'est un raisonnement vicieux : les armes nucléaires existent parce qu'il existe les armes nucléaires. Le moment ne serait-il pas venu de s'en débarrasser en bloc ?

Antinucléaire depuis toujours, j'espère que l'Europe fédérale pour laquelle je me bats pourra se passer d'une force de dissuasion nucléaire. Comment ? Au terme de la même procédure grâce à laquelle les Etats membres ont renoncé aux autres armes de destruction massive, c'est-à-dire par la signature d'un traité global d'interdiction complète de tels engins. Cette route peut sembler longue, plus longue encore que celle qui reste à parcourir pour construire l'Europe. Mais, avec la fin de la guerre froide, on ne peut nier que nous l'avons empruntée. Et si la France et les autres puissances nucléaires respectent leurs engagements de parvenir à une interdiction totale et définitive des essais d'ici à 1996, nous aurons au moins parcouru une nouvelle étape.

Emma Bonino est commissaire européen (Italie) chargée de la pêche, de l'aide humanitaire d'urgence et des consommateurs.

Pour en finir avec le colonialisme nucléaire

par Jean-Marie Gustave Le Clézio

DEPUIS 1966, la France a fait exploser plus de 130 bombes nucléaires - certaines à l'air libre - dans les deux atolls de Mururoa et de Fangataufa. En 1986, le Forum des Etats du Pacifique sud, réuni à Suva, capitale des Fidji, a rédigé le traité de dénucléarisation de l'Océan Pacifique (continuant ainsi l'action des Etats riverains de l'Océan Indien et le traité de Tlatelolco), qui a rassemblé les signatures de tous les représentants des Etats souverains du Pacifique sud, Cook, Fidji, Kiribati, Nive, les Iles Salomon, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, et Oust-Samoa. Naturellement étaient absents de la liste des signataires la Grande Bretagne, la France et les Etats-Unis, puissances nucléaires.

Pourtant, cinq ans plus tard (novembre 1991) le Congrès des Etats-Unis, ému par le plaidoyer du sénateur Faleomavaega, des Samoa, a tenu compte de l'inquiétude grandissante des populations du Pacifique - crainte de fissurations des atolls entraînant la contamination des eaux, rapports des pêcheurs de Mangrove faisant état de la mort anormale des baleines et des poissons à proximité des sites des essais - et a voté la résolution 243 par laquelle le gouvernement américain renonçait implicitement aux tirs nucléaires dans le Pacifique et appelait le gouvernement français à faire de même : « Malgré l'affirmation des autorités françaises que leur programme d'essais nucléaires est absolument sans danger, nous avons la certitude qu'il s'est produit des fuites radioactives autour des sites plus graves que ce qu'on craint dans un avenir compris entre dix et cent ans ».

La reprise des essais nucléaires par la France, à la fin de cet été, est à la fois un désastre écologique

et une indignité morale. On peut comprendre que le gouvernement dédaigne les intérêts économiques de la France dans cette région du monde (3 % des exportations !). Il est plus difficile d'admettre que ce même gouvernement ne tienne aucun compte de l'avis des spécialistes de la protection de l'environnement, et, dans sa superbe, ignore le tollé général que sa décision a suscité. Cette indignation que le monde ressent devant le viol d'un des écosystèmes les plus fragiles de notre planète, l'archipel des Gambier, que Dumont d'Urville comparait à l'Eden. Mais comment justifier le mépris dans lequel le gouvernement français tient les populations du Pacifique, ces nations qui depuis dix ans affirment leur volonté de se libérer

La reprise des essais par la France est à la fois un désastre écologique et une indignité morale

du colonialisme nucléaire et du joug du militarisme ? Parce qu'ils sont peu nombreux, que leur domaine est la vastitude de l'Océan, parce qu'ils ont accueilli avec bienveillance la tutelle des Etats puissants, cela rend-il la voix de ces peuples négligeable, et leur survie sans importance ?

En 1956, quelques mois avant sa mort, le grand peintre mexicain Diego Rivera, devant la menace que faisaient peser sur le monde les deux géants de la guerre froide, lançait un appel aux hommes de bonne volonté afin qu'ils « crient et exigent, et obtiennent l'arrêt immédiat des essais de bombes atomiques » et qu'ils parviennent « à une interdiction totale de la fabrication et de l'utilisation des engins thermonucléaires de destruction collective de l'humanité ».

Quarante ans plus tard, le poète Homero Aridjis reprend le même combat, soutenu par les hommes de bonne volonté du monde entier. Dans un texte émouvant paru dans *Reforma* du 16 juillet, Chirac, le guerrier froid, l'écrit son indignation devant le projet : « Celo n'est pas juste pour les milliards d'êtres humains, ni pour les autres espèces qui partagent avec nous l'air, la terre et l'eau de notre planète. Il n'est pas juste de bombarder notre terre dans son intérieur, ni dans son atmosphère. La responsabilité morale devant les générations présentes et futures, en reprenant les essais nucléaires, est très grande, Monsieur Chirac. Le président saura-t-il entendre la voix des nations sans importance, écouter leur désespoir jusqu'à maintenant négligé ? »

Jean-Marie Gustave Le Clézio est écrivain.

L'Europe à l'assaut commercial de la Méditerranée par Sami Nair

LA CEE a-t-elle une politique économique en Méditerranée ? A examiner les relations entre les deux rives depuis les années 60, force est de constater qu'en dehors des accords strictement commerciaux aucune vision stratégique ne se dégage qui pourrait ouvrir la voie vers une réelle coopération. Pourtant, ce ne sont pas les occasions qui ont manqué. Tout d'abord, lors de la mise en place, entre 1972 et 1980, de la politique dite « globale » de la CEE vis-à-vis des pays tiers méditerranéens (PTM), des accords de coopération ont été signés avec le Maghreb en 1976, avec le Machrek en 1980 et avec la Yougoslavie en 1980.

Mais, au lieu que le contenu de ces accords fût articulé sur un projet d'aide cohérent et de renforcement du flanc sud et est de la Méditerranée, on a eu affaire à des propositions de gré à gré, à court terme et sans effets d'entraînement.

L'objectif aurait pu être de favoriser ne fût-ce que l'émergence d'un marché au Sud. Il a été de tirer des bénéfices immédiats, si possible en espèces sonnantes et trébuchantes. De là plusieurs conséquences : faiblesse globale, inégalité et baisse des échanges, d'où l'accroissement de la dépendance et un déficit commercial permanent au Sud.

Quant à l'aide financière accompagnant chaque protocole d'accord, elle s'est révélée aussi inefficace qu'inadéquante. Les prêts de la Banque européenne d'investissement (BEI) ont été accordés aux conditions du marché privé. Les aides non remboursables (1/5 du total), utilisées en grande partie pour des bonifications d'intérêts, et enfin un pourcentage élevé de prêts ont en réalité surtout bénéficié aux entreprises européennes (2/3 des crédits alloués aux marchés publics). Ce bilan négatif ne provient d'aucune officine tiers-mondiste. Il a été établi par l'une des institutions de la Communauté elle-même : le Comité économique et social européen !

D'où le second ajustement,

conçu en 1990 et mis en œuvre sur la période 1992-1996 sous le nom significatif de « politique méditerranéenne révisée ». Deux domaines sont concernés. D'abord celui de l'approche conceptuelle : on voit apparaître désormais les notions de « développement » et de « partenariat », qui laissent croire à la mise en œuvre d'objectifs de développement communs, mais qui, en réalité, ne modifient rien les relations strictement mercantiles existantes. Ensuite, celui des projets concrets :

L'espace de libre-échange prévu, assis sur une sorte de radicalisation du dogme libéral, apparaît comme un habillage savant pour un simple élargissement au Sud du marché européen

programmes sectoriels tels que Med-Infra, Med-campus, Med-médias et Med-invest, dont l'objectif est d'impliquer directement les structures intermédiaires des sociétés concernées (autorités régionales, collectivités locales, monde associatif), ainsi - et c'est semblable - il le plus important - que le secteur privé dans le « développement des deux rives ».

L'efficacité de ces programmes reste à prouver. Il est cependant illusoire de penser que l'initiative privée, désormais invoquée pour toutes les causes, pourra à elle seule répondre aux besoins vitaux des sociétés du Sud, particulièrement ceux des secteurs lourds en investissements et peu rentables à court terme (eau, routes, etc.). Ce dernier point n'est pas secondaire.

Il traduit en fait un tournant stratégique de la Commission dans son rapport au Sud. La tactique de la plupart des Etats de la CEE, qui ont, pour des raisons géographiques et historiques, des relations nécessaires avec les pays du Sud, a consisté, dans les années 80, à se décharger sur la Commission de Bruxelles de certaines de leurs obligations. Celle-ci a pris le relais, mais, devant l'ampleur de la tâche et le volume des besoins financiers, l'a déplacé vers le secteur privé, se déchargeant ainsi progressivement à son tour. Or, le secteur privé, lui, n'a de comptes à rendre à personne. Résultat : au milieu des années 90, la situation demeure préoccupante.

D'où le troisième ajustement, au début de cette année. On parle maintenant d'une nouvelle « impulsion », décisive cette fois, de l'Union européenne pour le « renforcement » de la politique méditerranéenne. L'objectif est clairement défini : « la création d'un espace méditerranéen à l'horizon 2010 ». Les axes aussi : soutien à la « transition » économique pour l'établissement d'une zone de libre-échange d'ici dix ou quinze ans ; appui pour un meilleur équilibre socio-économique dans les sociétés du Sud ; soutien, enfin, à l'intégration régionale.

Or, avant même l'application de ce plan d'action, il est possible d'en repérer les vices cachés. Tout d'abord, la notion d'espace méditerranéen ne postule rien quant au contenu et à la nature de cet espace. Contrairement à la stratégie de coopération déployée vis-à-vis des pays d'Europe centrale et orientale (PECO), il n'y a ici aucun objectif annoncé d'intégration. Aucun concept fort d'association non plus, aucune projection concrète de partenariat. Ensuite, tout semble indiquer que la zone de libre-échange souhaitée va surtout profiter à l'Europe. Les relations étant déjà inégales, il est pratiquement certain que, dans un premier temps, les pays du Sud vont subir une forte détérioration de leur balance commerciale, la réduction de leurs recettes fiscales

et, surtout, par suite de la situation de concurrence ouverte qu'implique une telle zone, la destruction sectorielle du marché du travail.

Ajoutons que, si l'Europe est ouverte aux produits industriels méditerranéens, peu concurrentiels il est vrai, elle demeure fermée aux produits agricoles, et ceux-ci ne sont pas pris en compte dans l'actuelle négociation pour la zone de libre-échange. C'est donc en réalité l'Europe qui va tirer profit de l'ouverture des marchés méditerranéens pour ses produits industriels et de services.

Plus encore : la construction de cette zone va s'effectuer dans le cadre des accords de Marrakech sur le commerce mondial. Or la baisse générale des tarifs et l'élimination des barrières non tarifaires vont contribuer à réduire la marge préférentielle dont bénéficient les pays tiers méditerranéens. On prévoit notamment que la libéralisa-

tion du commerce mondial entraînerait une chute des exportations de produits manufacturés de l'ordre de 40 % pour la Tunisie et 22 % pour le Maroc. Enfin, l'augmentation de l'aide financière - 4,5 milliards d'euros pour cinq ans - reste très éloignée de celle attribuée aux pays de l'Est (PECO).

L'espace de libre-échange prévu aujourd'hui, assis sur une sorte de radicalisation du dogme libéral, ne va pas améliorer la situation. Loin de poser les bases d'un véritable développement, il apparaît surtout comme un habillage savant pour un simple élargissement au Sud du marché européen. Et tout se passera comme dans le meilleur des mondes, car le Sud épuisé ne peut refuser l'offre, dût-elle signifier l'accroissement des inégalités.

Sami Nair est professeur de sciences politiques à l'université Paris-VIII.

Mardi 19 septembre 12h30
L'affaire Carlos relancée par de nouvelles révélations sur les liens du terroriste avec Jacques Vergès.

(Source Europe 1)

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 4 OCTOBRE 1995

SUCCESSION Le mandat de Jean Saint-Geours à la présidence de la Commission des opérations de Bourse (COB) arrive à échéance le 3 octobre. Son successeur, Michel

Prada, devrait être nommé en conseil des ministres mercredi 4 octobre. Le bilan de Jean Saint-Geours, qui a été le premier à bénéficier des pouvoirs renforcés par la loi du 2 août 1989,

est mitigé. ● L'INSTITUTION a su asseoir son pouvoir en se forgeant une jurisprudence solide qui lui permette de moraliser les marchés. Le pouvoir de sanction de la COB permet de pal-

lier la lenteur extrême de la justice pénale. En revanche, la COB n'a rien pu faire pour améliorer la qualité de l'information des sociétés en décon-

fiture. ● LA PLACE DE PARIS a voulu minimiser la crise immobilière et n'a pas su remédier à l'absence de normes comptables strictes, qui nuit à la qualité de l'information financière des sociétés.

La Commission des opérations de Bourse n'a pas su imposer son autorité

Jean Saint-Geours achèvera son mandat de six ans à la tête de la COB le 3 octobre et laissera derrière lui un bilan mitigé. Le gendarme des marchés a su utiliser les nouveaux pouvoirs qui lui ont été confiés mais n'a pas pu éviter les grandes déconforts boursiers

EUROTUNNEL, Eurodisney, Crédit lyonnais, Comptoir des entrepreneurs, Gan, Suez... La liste des sociétés tombées en déconfiture sous le mandat de Jean Saint-Geours, président de la Commission des opérations de Bourse (COB) depuis octobre 1989, est considérable au cours d'une récession et d'une crise immobilière sans précédent. A l'heure où Michel Prada prend le relais de M. Saint-Geours, les interrogations se multiplient sur l'utilité de la COB et des pouvoirs qui lui ont été confiés. La COB est aujourd'hui sous le feu des critiques. Elle n'aurait pas été capable d'as-

surer sa première mission : la protection de l'épargne. Pourtant, la COB dispose aujourd'hui de pouvoirs considérables : elle édicte ses règlements qu'elle fait ensuite appliquer, elle peut diligenter des enquêtes et dispose d'un pouvoir de sanction. Il a été instauré par la loi du 2 août 1989, suite aux affaires Pechiney et Société générale, dans lesquelles deux directeurs de cabinet du ministre des finances Pierre Bérégovoy ont été inculpés. Il fallait pouvoir frapper vite et fort, pour moraliser la place de Paris.

Six ans après, le pouvoir de sanction se révèle indispensable. La justice pénale, trop lente, ne saurait servir à réguler les marchés : Olivier Spire, président de Concept, une société informatique qui s'est écroulée en 1990, s'est vu infliger une amende de 1 million de francs par la COB dès 1991. Le président de Ciments français, Pierre Cnso, qui avait caché à ses actionnaires des engagements financiers d'un montant supérieur à 2 milliards de francs, a été condamné à verser 400 000 francs dès l'été 1993. La COB s'est prononcée rapidement, tandis que, des années après les faits, ces dossiers n'ont toujours pas été examinés par les tribunaux.

Pour protéger les justiciables, les décisions de la COB sont susceptibles de recours auprès de la cour d'appel de Paris. La sanction infligée à Christian Derveloy, ancien président de VEV, a été annulée en janvier 1993, la COB ayant porté atteinte à la présomption d'innocence en publiant un communiqué tenant pour acquis les griefs notifiés à M. Derveloy. La COB n'a pas exercé uniquement ses pouvoirs pour protéger l'épargnant. Son snobisme a été de se forger - avec succès - une jurisprudence pour assenir son autorité. C'est un motif de satisfaction légitime pour Jean Saint-Geours. Cette jurisprudence s'est parfois faite sur des cas, certes pénalisables, mais mineurs : un obscur analyste financier qui avait réalisé des opérations boursières en sortant d'une réunion d'information du groupe Schneider a été condamné pour délit d'initié, tout comme un administrateur de Linnéa des Eaux-Dumetz, M. Fournier, qui avait écrit avant la publication de mauvais résultats une partie de ses actions. Certains en déduisent que la COB traque le petit gibier, pas le gros.

La raison d'être de la COB est en partie infondée. Lorsque les grandes entreprises commencent des infractions manifestes, elles font l'objet de remontrances publiques de la COB, comme Pinault-Printemps, Eurotunnel, Matra-Hachette ou Michelin en ont fait l'expérience. En revanche, la COB s'est révélée impuissante pour lutter contre l'effondrement de sociétés prestigieuses de la place. L'institution se retranche derrière la raison d'Etat pour excuser son silence face à la déroute du Crédit lyonnais. « Il s'agit d'un établissement de crédit qui repose sur la confiance. Il est toujours délicat de rendre publique une inépuisable », déclarait Jean Saint-Geours le 26 avril 1994, se défendant sur d'autres organes de contrôle. « Le premier surveillant du Crédit lyonnais est à l'évidence la commission bancaire, d'autant

que la société n'est que faiblement cotée. » La COB n'a pas non plus ouvert les yeux des banques et sociétés d'assurance, qui ont voulu ignorer pendant des années la crise immobilière révélée dès l'été 1992. Comment justifier que Gérard Worms, président de Suez, ait découvert seulement en février 1995 la crise immobilière et annoncé des pertes abyssales de personnellement je pense que jamais on n'aurait dû engager une gestion et un financement privés d'Eurotunnel », déclarait, un peu tard, Jean Saint-Geours à La Vie Française le 6 mai 1995. La COB risque de payer son manque de courage : l'institution pourrait perdre une partie de ses prérogatives dans le cadre de la transposition en droit français de la directive européenne concer-

Michel Prada devrait être le nouveau président

Michel Prada devrait être nommé, mercredi 4 octobre, en conseil des ministres, président de la Commission des opérations de Bourse (COB) et succéder à Jean Saint-Geours. M. Prada occupe aujourd'hui les fonctions de président du Crédit d'équipement aux petites et moyennes entreprises (Cepme).

Agé de 55 ans, ce haut fonctionnaire, inspecteur général des finances, a accompli la plus grande partie de sa carrière dans la comptabilité publique. Soucieux de moderniser l'administration des finances, Michel Prada a été à l'origine de la mise en place d'un réseau informatique reliant entre eux les milliers de postes comptables et destiné à accélérer l'encaissement des recettes de l'Etat.

Directeur général de la comptabilité publique en 1978, Michel Prada est devenu directeur du budget sous le gouvernement de Laurent Fabius. Il avait conservé ce poste sous le gouvernement de cohabitation de Jacques Chirac. C'est en mai 1988 qu'il avait été nommé à la présidence du Cepme.

Les étapes d'une montée en puissance

- 28 septembre 1967 : à l'initiative du ministre de l'économie et des finances Michel Debré, le général de Gaulle crée, par ordonnance, la Commission des opérations de Bourse (COB).
- 11 et 14 juillet 1985 : deux lois étendent ses pouvoirs sur les marchés financiers.
- 31 janvier 1989 : la publication du rapport sur l'affaire Pechiney par la COB est un premier pas vers une coopération internationale contre les délits d'initié.
- 1^{er} février 1989 : la COB ouvre une enquête concernant le raid sur la Société générale effectué par Georges Pébereau, président de Marceau Investissement et publie un rapport le 31 juillet.
- 2 août 1989 : la loi sur la sécurité et la transparence des marchés de la COB de nouveaux pouvoirs de sanctions : enquêtes administratives et sous autorité judiciaire, pouvoir d'injonction et de sanctions financières.
- 4 octobre 1989 : Jean Saint-Geours est nommé président de la COB et succède à Jean Farge, qui occupait ce mandat depuis le 27 juillet 1988.
- 17 juillet 1990 : dans son rapport annuel, la COB signale qu'elle a transmis vingt et un dossiers à la justice en 1989. Parmi les sociétés épinglées : Bernard Tapie Finances,

- Bouygues, Banque de l'Union européenne et Darty.
- 24 janvier 1991 : nomination de Pierre Fleuriot au poste nouvellement créé de directeur général de la COB et départ de son secrétaire général Patrick Mordacq.
- 18 avril 1991 : la Cour d'appel de Paris conteste pour la première fois deux décisions de la COB concernant la SCPI Europe Pierre 1 et la Compagnie diamantaire d'Anvers.
- Septembre 1991 : pour la première fois, la COB sanctionne la Compagnie fondrière de la Banque d'arbitrage et de crédit (CFB), pour pratique contraire au règlement relatif à l'utilisation d'information privilégiée.
- 6 novembre 1992 : La COB met le titre Yves Saint Laurent sous surveillance. Au début de l'année 1993, après l'annonce de la fusion-absorption de la société par Sanofi, la COB examine de nouveaux mouvements de titre. Au mois d'avril, cette dernière émet des observations sur l'importance des rémunérations des associés commanditaires (MM. Bergé et Saint Laurent) et transmet le dossier au parquet qui ouvre en novembre une information judiciaire pour délit d'initié.
- 18 avril 1994 : la COB critique la pacte retenue pour la fusion

- Pinault-Printemps avec La Redoute. Le 20 avril, les actionnaires minoritaires de la Redoute assignent cette dernière devant le tribunal de commerce de Roubaix ; dans un entretien au *Figaro*, Jean Saint-Geours estime que la loi ne donne pas raison dans leur action en justice. Le 3 mai, la COB et le parquet réfutent les arguments des actionnaires minoritaires devant le tribunal de commerce de Roubaix, qui déboute ces derniers le 6 mai. Le 7 juillet, la Cour d'appel de Douai confirme ce jugement.
- 4 mai 1995 : dans son 27^e rapport, la COB évoque les « dysfonctionnements du capitalisme financier moderne », souhaite garantir la sécurité des nouveaux marchés, mieux contrôler les intermédiaires et anticiper les évolutions européennes.
- 25 juillet 1995 : après plus d'un an d'enquête, la COB s'en prend à Eurotunnel pour deux motifs : délit d'initié et qualité de l'information. Des banques, garants de l'augmentation de capital du 26 mai 1994 d'Eurotunnel, ont agi en tant qu'initié. Le 28, la Société de banque suisse et la firme Salomon Brothers reconnaissent être soupçonnées par la COB d'avoir commis un délit d'initié, le scandale implique d'autres établissements bancaires.

LA RAISON D'ETAT
Cette accusation est en partie infondée. Lorsque les grandes entreprises commencent des infractions manifestes, elles font l'objet de remontrances publiques de la COB, comme Pinault-Printemps, Eurotunnel, Matra-Hachette ou Michelin en ont fait l'expérience. En revanche, la COB s'est révélée impuissante pour lutter contre l'effondrement de sociétés prestigieuses de la place. L'institution se retranche derrière la raison d'Etat pour excuser son silence face à la déroute du Crédit lyonnais. « Il s'agit d'un établissement de crédit qui repose sur la confiance. Il est toujours délicat de rendre publique une inépuisable », déclarait Jean Saint-Geours le 26 avril 1994, se défendant sur d'autres organes de contrôle. « Le premier surveillant du Crédit lyonnais est à l'évidence la commission bancaire, d'autant

4,7 milliards de francs pour 1994, quelques semaines seulement après avoir annoncé que les résultats de son groupe seraient « très modestes ». La COB se défend sur les commissions aux comptes, responsables avec les chefs d'entreprise de la sincérité des comptes. Faute de normes comptables crédibles, les entreprises peuvent présenter habilement leurs comptes ; à l'image de sociétés récemment privatisées comme la Seita, Elf ou Usinor-Sacilor, sans que la COB puisse réellement protester. Dernier reproche, la COB n'a pas pu empêcher le financement de projets aussi risqués qu'Eurodisney ou Eurotunnel, sponsorisés par le gouvernement, qui ont eu droit à des dérogations pour s'introduire en Bourse. « Tout le monde savait bien que c'étaient là de grands projets atypiques qui comportaient de grands risques.

nant les services d'investissements. Il semble au contraire nécessaire de renforcer l'autorité de contrôle des marchés. Car la COB souffre d'être seule à défendre l'épargne. Les actionnaires minoritaires ne peuvent pas contester les opérations financières inéquitables qui restent dans les limites de la légalité, à l'image des opérations de François Pinault. Une solution consisterait à introduire en droit français un devoir fiduciaire imposant aux dirigeants de prendre soin de fonds qui leurs sont confiés, il faudrait aussi permettre aux actionnaires lésés de se grouper, comme aux Etats-Unis, dans une procédure judiciaire commune pour amortir les frais d'un procès. Cette possibilité a pourtant été rejetée par le législateur français en 1994.

Arnaud Leparmentier

Le gouvernement ne pourra pas faire plus d'une privatisation avant la fin de l'année

LE CALENDRIER a tranché. Compte tenu de la lenteur des procédures à mettre en œuvre, il est désormais impossible de mener plus d'une privatisation d'ici la fin de l'année. « Mais nous n'avons pas de quota à faire », ajoute-t-on au ministère des finances. L'heure n'est pas à la privatisation à tout prix. « Je ne souhaite pas que l'Etat brade son patrimoine », a déclaré le ministre de l'économie, Jean Arthuis, dans un entretien publié par *Optim Finance* le 2 octobre.

Dans cette optique « patrimon-

iale », le gouvernement se refuse à envisager toute cession hâtive de Renault. L'action, qui a été mise sur le marché à 165 francs en novembre 1994, s'échangeait lundi 2 octobre à 141 francs. C'est encore beaucoup trop bas. Le ministre des finances ne désespère pas de voir remonter le cours dans les prochaines semaines : la seule annonce de nouvelles primes en faveur de l'automobile a fait gagner plus de 7 % au titre la semaine dernière. Si cette tendance se confirme, la privatisation du constructeur automobile pourrait être à nouveau envisagée pour la fin de l'année.

En concurrence avec Renault, Pechiney est lui aussi sur les rangs. Décidé à profiter des cours élevés de l'aluminium, le groupe s'active pour être prêt en novembre. Seul, le dossier d'une éventuelle fusion entre Pechiney et Pechiney International complique un peu l'opération.

L'HYPOTHÈSE ELF
Entre Renault et Pechiney, le ministère des finances estime avoir le choix jusqu'au dernier moment. Pour des raisons techniques, sa décision devrait être arrêtée au alentours du 21 octobre. Sans nul doute, il préférerait lancer la privatisation de Renault. « Si nous ne menons pas l'opération maintenant, quand pourrions-nous la faire ? », confie une source proche. Toutefois, Bercy pourrait être contraint de ne rien décider du tout. La Bourse de Paris offre depuis plusieurs semaines le spectacle d'une telle déprime qu'aucune privatisation ne semble

possible. Les investisseurs étrangers cherchent plutôt à se désengager des actions françaises qu'à investir. Les petits actionnaires, échaudés par les résultats des dernières entreprises privatisées, semblent résolus à se tenir à l'écart. « La seule vente possible pour l'Etat, c'est les 10 % qu'il détient encore dans Elf. C'est l'action la plus liquide, la plus attractive », note un analyste de la société de Bourse Dupond-Denat. Mais cette cession aussi paraît compliquée. Si le ministère des finances est favorable à une vente

rapide des actions du groupe pétrolier, qui pourrait lui rapporter 10 milliards de francs, d'autres membres du gouvernement y sont hostiles, au nom des intérêts stratégiques de l'Etat. De plus, le cours d'Elf a lui aussi beaucoup baissé. Introduit à 385 francs, il est revenu autour de 333 francs. « De nombreux étrangers commencent à se désengager d'Elf pour se porter sur le groupe pétrolier italien ENI, qui est lui aussi en train d'être privatisé », constate un analyste.

Le programme de privatisation semble bien compromis. Le mi-

nistre des finances minimise l'événement. « Je voudrais faire établir un état des plus ou moins-values dégagées par les privatisations. On a souvent dit que l'Etat avait gagné beaucoup d'argent grâce à elles, cela demande à être vérifié », explique-t-il dans *Optim Finance*. Lorsqu'il était rapporteur général des finances au Sénat, Jean Arthuis avait fait déjà quelques comptes. Selon son rapport sur les entreprises publiques, l'Etat a réincité 114,3 milliards de francs de recettes de privatisation, entre janvier 1993 et avril 1995. Dans le

même temps, il a versé 33,35 milliards de francs de dotation de capital aux entreprises publiques. Cette année, le gouvernement attendait encore 40 milliards de francs de la vente d'entreprises publiques. Il n'en a réalisé que 16,6 milliards. Prudent, celui-ci avait toutefois décidé d'affecter ces sommes sur un compte spécial indépendant. Le manque à gagner ne s'inscrit pas dans le déficit budgétaire mais est directement porté au compte de la dette publique.

Martine Orange

Des actionnaires hésitants

Le constat dressé par l'Observatoire des privatisations n'est pas très encourageant sur l'état d'esprit des actionnaires. La dernière étude semestrielle, rendue publique le 3 octobre, souligne la fin d'un certain engouement pour les privatisations.

Convaincus que les « bonnes » entreprises publiques n'ont été vendues que pour des raisons techniques, les actionnaires hésitent à s'engager plus avant. Soupçonnant les banques de vouloir vendre à tout prix, ils estiment n'avoir qu'une information tronquée au moment de la mise sur le marché. Seule tendance positive notée par l'observatoire pour les prochaines privatisations : les actionnaires sont persuadés que l'Etat sera toujours obligé de vendre ses entreprises à bon prix, tant il a besoin de fonds pour financer sa politique économique.

Le parquet de Milan s'intéresse aux comptes de la holding financière italienne Gemina

TOUJOURS CE QUI TOUCHE de près ou de loin au groupe Ferruzzi-Montedison est-il destiné à attirer l'attention de la justice italienne ? Lundi 2 octobre, le parquet de Milan a demandé que soient jugées 127 personnes du monde politique et économique italien, dont le socialiste Bettino Craxi et le démocrate-chrétien Arnaldo Forlani, dans le cadre d'une affaire de caisses noires. Cette dernière a été mise à jour à la suite de la tentative de rapprochement en 1991 entre Montedison et le groupe public Enicem, la filiale de l'ENI spécialisée dans la chimie de base, pour former le premier pôle chimique italien Enimont.

Le scandale financier, révélé par le plus célèbre ex-magistrat italien Antonio Di Pietro, concernant des détournements de quelque 90 millions de dollars (440 millions de francs), avait provoqué le suicide de l'homme d'affaires italien Raul Gardini, auteur du projet de rapprochement. Il a déjà donné lieu à un retentissant procès, celui de Sergio Cusani, conseiller financier de Ferruzzi-Montedison, et avait vu défilé à la barre, comme témoins, toute l'ancienne classe politique italienne.

UN MILLIARD DE FRANCS DE PERTE
Sergio Cusani a été condamné à huit ans de prison en avril 1994, tandis que son procès en appel a commencé en juillet dans l'indifférence générale. Cette fois-ci, ce sont les hommes politiques les plus importants des dix dernières années qui sont accusés directe-

ment de corruption et notamment l'ancien président du conseil Bettino Craxi, l'ancien responsable de la Démocratie-chrétienne Arnaldo Forlani, l'ancien ministre démocrate-chrétien Paolo Cirino Pomicino. Il sont tous déjà sous enquête et pour certains (Craxi) déjà condamnés dans d'autres affaires de corruption. La holding financière italienne Gemina contrôlée conjointement par la banque d'affaires Mediocredito et par Fiat est à son tour prise dans la tourmente. A peine plus d'un mois après avoir annoncé un plan de fusion avec Ferruzzi-Montedison, qui doit prochainement donner naissance à un deuxième groupe privé italien avec un chiffre d'affaires de 38 000 milliards de lire (116 mil-

Ba. S.

Michel Bon veut rassurer France Télécom sans s'engager sur le calendrier des réformes

La Commission européenne reste réservée sur le projet d'alliance avec Deutsche Telekom

Bien que la date du changement de statut de France Télécom soit, selon son président, « avant tout le problème de l'actionnaire », l'évolution de la forme juridique de l'établissement public et l'ouverture de son capital devront être réalisées avant 1998. L'alliance Atlas

permet de faire croître le marché et de devenir ainsi plus fort », a-t-il déclaré. Selon lui, la productivité de France Télécom n'est « pas mauvaise du tout », estimant que, « en termes d'emploi, nous n'avons pas devant nous le chemin que d'autres opérateurs, à l'instar de BT (ex-British Telecom), ont pu avoir à parcourir ».

Van Miert, le commissaire européen chargé de la concurrence, ont d'abord accepté la mise en place d'un groupe d'experts chargé d'évaluer les conséquences d'une fusion de Transpac et de Dete-R. Les réseaux français et allemand de transmission de données. Mais, surtout, ils se sont clairement engagés en faveur d'une libéralisation anticipée des infrastructures alternatives de télécommunications. Cela en échange d'un feu vert préalable octroyé à Atlas. « La principale hypothèque est en passe d'être levée », souligne-t-on chez France Télécom. Jusqu'à présent, le gouvernement allemand s'était montré plutôt réticent sur la question des infrastructures alternatives. Cette fois, le principe de leur libéralisation anticipée étant retenu, reste le calendrier. La date du 1^{er} juillet 1996 avait été avancée côté français par le ministre des technologies de l'information, François Fillon.

plutôt pour le 1^{er} octobre 1996. « Pour libérer les infrastructures alternatives, il faut un texte de loi. Et le faire voter par les Parlements nationaux. Or, la procédure allemande est plus complexe que la nôtre », a expliqué Michel Bon. « Tout dépend de la date du feu vert d'Atlas; plus il tarde, plus la libéralisation des infrastructures alternatives risque d'être retardée. » Aussi, à Bruxelles, dans l'entourage de Karel Van Miert, la réserve est de rigueur. On estime que la date du 1^{er} juillet 1996 pour l'ouverture à la concurrence de leurs infrastructures alternatives « n'est pas une condition suffisante pour obtenir un feu vert définitif de la Commission européenne », et que le feu vert pourrait ne pas intervenir avant mai ou juin 1996.

Entendue à Phoenix, c'est-à-dire l'alliance avec l'américain Sprint, la société commune créée autour d'Atlas par France Télécom et Deutsche Telekom devrait pouvoir afficher dès son démarrage un chiffre d'affaires de 750 millions de dollars, porté à plusieurs milliards de dollars à échéance de cinq ans.

Caroline Monnot

GENÈVE

de notre envoyée spéciale

Lundi 2 octobre à Genève, à l'occasion des manifestations du Salon mondial des télécoms, Michel Bon, le nouveau président de France Télécom, a réaffirmé la nécessité d'un changement de statut de l'opérateur sans pour autant fournir de calendrier. « France Télécom a devant lui une formidable mutation à conduire, celle du passage d'un monde de monopole à un monde de concurrence mondiale », a-t-il indiqué. Énumérant les priorités de l'opérateur, M. Bon a cité, outre l'échéance de 1998 et le développement international, « l'évolution de la forme juridique de France Télécom et l'ouverture de son capital ou public ». Interrogé sur la date du changement de statut, il a souligné que « c'était avant tout le problème de l'actionnaire ». Pour autant, affirme-t-il, ce changement de statut doit en tout état de cause être engagé avant le 1^{er} janvier 1998. Répondant aux craintes exprimées par les syndicats quant à d'éventuelles réductions d'effectifs, M. Bon a souligné que la concurrence n'était pas une « menace » mais une « chance ». « Elle

permet de faire croître le marché et de devenir ainsi plus fort », a-t-il déclaré. Selon lui, la productivité de France Télécom n'est « pas mauvaise du tout », estimant que, « en termes d'emploi, nous n'avons pas devant nous le chemin que d'autres opérateurs, à l'instar de BT (ex-British Telecom), ont pu avoir à parcourir ».

ATLAS EN QUESTION

Atlas, autre dossier qui attendait le nouveau président, ne sera pas le plus simple à régler. Le projet de partenariat stratégique entre France Télécom et Deutsche Telekom pourrait devenir opérationnel en janvier 1996. Les deux opérateurs qui se sont exprimés sur le sujet, lundi 2 octobre, se sont montrés résolument optimistes. « Nous nous rendons à nouveau à Bruxelles dans quinze jours », a indiqué Ron Sommer, le président de Deutsche Telekom, qui se dit désormais « très confiant » quant à l'issue de ce dossier.

Le projet Atlas a, semble-t-il, franchi un obstacle significatif vendredi 29 septembre. Les deux opérateurs et leurs ministres de tutelle respectifs qui rencontraient Karel

Van Miert, le commissaire européen chargé de la concurrence, ont d'abord accepté la mise en place d'un groupe d'experts chargé d'évaluer les conséquences d'une fusion de Transpac et de Dete-R. Les réseaux français et allemand de transmission de données. Mais, surtout, ils se sont clairement engagés en faveur d'une libéralisation anticipée des infrastructures alternatives de télécommunications. Cela en échange d'un feu vert préalable octroyé à Atlas. « La principale hypothèque est en passe d'être levée », souligne-t-on chez France Télécom. Jusqu'à présent, le gouvernement allemand s'était montré plutôt réticent sur la question des infrastructures alternatives. Cette fois, le principe de leur libéralisation anticipée étant retenu, reste le calendrier. La date du 1^{er} juillet 1996 avait été avancée côté français par le ministre des technologies de l'information, François Fillon.

PRUDENCE ALLEMANDE

Lundi 2 octobre, à Coëvo, Ron Sommer, le président de Deutsche Telekom, s'est montré plus prudent. Côté allemand, on plaide

Le comité des « sages » donne de nouvelles marges de manoeuvre à Air France

LE COMITÉ DES « SAGES », formé le 8 septembre par Christian Blanc, PDG d'Air France, pour tenter de déboucher la situation entre la compagnie et ses personnels navigants commerciaux (PNC), a rendu quelques marges de manoeuvre aux négociateurs. Jean-François Debevoise, président de Sanofi, Georges Beauchamp, vice-président du Conseil économique et social, et Simon Nora, président de Lehman Brothers, ont estimé dans leur rapport, remis à la direction, lundi 2 octobre, que « l'écart de cotés des hôtesses et stewards d'Air France » est d'au moins 45 % avec ceux de sa concurrente allemande Lufthansa. Environ 10 % provenant d'effets structurels tels les charges sociales, il reste néanmoins 35 % de surcoût que la compagnie doit, selon eux, réduire d'elle-même.

Jugeant « cohérent » l'objectif de 30 % de gain de productivité fixé par le plan Blanc adopté en juin 1994 pour redresser la compagnie, le Comité rejoint le président de la compagnie sur son analyse économique, estimant comme lui qu'un problème de performance se pose : d'ici à fin 1996, les PNC ne semblent pouvoir améliorer leur productivité que de 20 %, soit seulement les deux tiers du chemin à parcourir.

En revanche, les trois administrateurs d'Air France divergent sur la méthode à adopter pour atteindre l'objectif. Sur les vols long-courriers, le problème ne se pose pas en termes de productivité (les gains seraient en voie de réalisation), mais de pénibilité à cause de la réorganisation de la compagnie sur le mode de la décentralisation. En revanche dans le moyen-courrier, un véritable problème de productivité, selon eux, est posé. Le Comité ne conteste pas la volonté exprimée par

Christian Blanc d'une remise à plat de la profession de PNC pour atteindre ses objectifs, le soutient dans sa décision de rajouter la pyramide des âges pour abaisser la masse salariale, et approuve la banalisation de la profession par des passerelles avec les services commerciaux au sol. Mais les trois « sages » préconisent une recentralisation de la gestion des PNC long-courriers, et suggèrent au président d'Air France de dissiper le doute qui a pu naître sur la pérennité de la profession de PNC. Il propose également d'évacuer le malentendu sur la mutation au sol des hôtesses et stewards après dix à quinze ans de carrière : elle devrait être volontaire et non obligatoire comme tout le monde - syndicats et observateurs - avaient cru le comprendre.

Alors que le blocage s'était aggravé après l'utilisation par la direction d'écrans publicitaires pour prendre l'opinion publique à témoin contre les grévistes à Air France, le rapport du Comité des sages ouvre de nouvelles pistes en évitant tout manichéisme. Il confirme l'analyse de Christian Blanc tout en demandant qu'il soit aux syndicats sur la pénibilité et en légitimant leur besoin de considération. Les négociateurs d'Air France peuvent aménager leur copie sans sembler céder à la pression des syndicats, et ces derniers reprendre la discussion sans paraître passer sous les fourches caudines de la direction. Les deux parties devraient se retrouver mardi 3 octobre autour du rapport du Comité. En revanche, la réunion du comité central d'établissement prévue le 2 octobre a été reportée de quelques jours.

Gilles Bridier

Renault et PSA trouvent un compromis sur Chausson

A 23 HEURES, dimanche 1^{er} octobre, Louis Schweitzer, président de Renault, et Jacques Calvet, son homologue chez PSA, signaient, dans les locaux du ministère de l'Industrie, un protocole d'accord valable jusqu'au 27 octobre - sur leurs engagements respectifs à l'égard de leur filiale commune Chausson, en dépôt de bilan depuis deux ans. En conséquence, le tribunal de commerce de Nanterre a reporté le jugement qu'il devait rendre, le 2 octobre, dans le cadre de la procédure de comblement de passif (portant sur 870 millions de francs plus arriérés) engagée le 30 juin dernier contre les deux constructeurs actionnaires.

L'accord de la rue de Grenelle comporte un premier volet finan-

cier : chacun des deux actionnaires contribuerait au comblement de passif à hauteur de 100 millions de francs et abandonnerait 72,5 millions de francs de créances. Renault rachèterait le site de Gennevilliers pour 116 millions de francs et celui d'Asnières pour 40 millions de francs. Soit au total 18 hectares pour près de 160 millions. « En 1991, une parcelle de 8 hectares participant du site de Gennevilliers a été vendue à la commune pour 141 millions de francs », remarque un proche du dossier. Peugeot reprendrait le site de Mendon pour 65 millions de francs. Une excellente affaire immobilière également, selon des proches du dossier.

PSA et Renault participeraient au reclassement des quelque 1 031

salariés de l'usine Chausson de Creil, qui fermera ses portes fin mars 1996. L'ex-Régie maintiendrait à Creil un atelier sellerie et câblage qui emploierait 150 personnes. Elle répartirait 150 « Chausson » à Batilly (Meurthe-et-Moselle), où elle monte ses Trac (auparavant produits à Creil), et 100 autres à l'usine Chausson de Gennevilliers. Enfin, une centaine de salariés creillois seraient assurés de trouver un emploi au sein du groupe Renault. Mots gênés, PSA propose d'embaucher 100 « Chausson » à Sochaux et d'en placer 50 chez ses fournisseurs. L'administration judiciaire et les syndicats, qui trouvent ces engagements trop flous, sont sur le point de s'entendre sur les mesures d'accompagnement destinées à compenser les préjudices engendrés par un déménagement.

L'intégralité de cet accord est suspendu à la contribution de l'Etat, à hauteur de 100 millions de francs sur un total de 340 millions, au plan social de Creil. Il devrait également financer l'intégralité des 277 FNE prévus, alors que la règle voudrait que Chausson en finance au moins 15 %. Le Trésor abandonnerait 58 millions de francs de créances sur Chausson, le FNE 8 millions.

Virginie Maillyre

EDF étend la garantie de services aux PME/PMI

DEUX-HUIT MOIS après avoir lancé la garantie de services auprès des particuliers, EDF étend ce principe aux entreprises. Mardi 3 octobre, l'établissement public a présenté sept services (Energie, Fiabilité, Prévenance, Echo Réseau, Facilis, Diapason, Electro process) destinés à améliorer la qualité de ses prestations auprès des 270 000 PME/PMI (petites et moyennes entreprises et industries) françaises.

En 1989, Jean Berpognon, alors directeur général de l'entreprise, déclenchait une véritable révolution culturelle en préconisant de s'intéresser à la clientèle. Il s'agissait de prouver que le service public pouvait avoir une gestion moderne et n'était pas éternel des préoccupations courantes. Cette réflexion débouchait en mai 1994 avec le lancement d'une garantie aux particuliers portant sur neuf prestations. En parallèle, une étude était menée chez les clients industriels et tertiaires dont les besoins sont autres et portent sur la qualité de l'électricité fournie. Le principe retenu repose sur la concertation : EDF s'engage à limiter les défaillances en termes de coupures tandis que l'entreprise protège ses installations.

QUALITÉ RENFORCÉE

« C'est un double partenariat en amont avec le client et en aval avec les professionnels de l'électricité », explique François Allenet, directeur général d'EDF. L'établissement public assure la prestation jusqu'au compteur et les installateurs prennent ensuite le relais. Ainsi avec le contrat Émeraude testé depuis 1992 auprès de différentes sociétés, EDF garantit une qualité électrique déterminée. A cela s'ajoute Fiabilité. Né d'une association avec la FNER (Fédération nationale de l'équipement électrique) et le SERCE (syndicat des entrepreneurs de réseaux et de constructions électriques) ce contrat propose de désensibiliser les équipements de l'entreprise et d'en assurer la maintenance.

Proposé progressivement dès l'automne, cette palette de prestations devrait mettre trois ans pour toucher l'ensemble des PME-PMI. Dans le même temps, l'établissement public se penche sur un autre secteur, celui des artisans, commerçants et professions libérales, et devrait proposer une gamme de services dès 1996.

Dominique Gallots

La Fed restreint les activités de marché de Daiwa Bank

LA RÉSERVE fédérale américaine et le département des banques de l'état de New York ont ordonné lundi 2 octobre à la succursale new-yorkaise de la banque japonaise Daiwa Bank de réduire ses activités de marché « ou minimum ». Cette décision fait suite à la découverte le mois dernier d'une fraude attribuée à un ancien vice-président de la filiale new-yorkaise de Daiwa, qui est accusé d'avoir falsifié des documents comptables pour dissimuler des pertes de 1,1 milliard de dollars (5,4 milliard de francs) encourues pendant onze ans lors de transactions non autorisées sur le marché obligataire. Dans son communiqué, la Fed ote que la non-détection de cette fraude pendant plusieurs années reflète « une situation défallante » et a été permise par la non-application par Daiwa et sa succursale des procédures normales de contrôle et de supervision de ses opérations de marché. Elle accuse la banque de n'avoir pas annoncé cette perte aux autorités dès sa découverte et la soupçonne d'avoir « sciemment transmis un rapport trompeur et inexact de la condition de cette succursale en date du 30 juin 1995 ».

DÉPÊCHES

■ **USAIR** : la cinquième compagnie aérienne américaine a annoncé le 2 octobre avoir engagé des discussions avec les deux premières compagnies du pays, American Airlines et United Airlines, sur l'établissement éventuel de liens stratégiques, qui pourraient aller jusqu'à son acquisition par l'une de ces deux compagnies. USAIR s'attend à être en bénéfice après six années de pertes. UAL, actionnaire majoritaire de USAIR aux côtés de British Airways qui détient 24 %, souligne que l'actionnariat du groupe est complexe et qu'il « faudra du temps » pour évaluer l'intérêt d'un regroupement éventuel.

■ **DEUTSCHE POSTBANK** : la banque allemande, qui propose ses services financiers dans les bureaux de poste, s'oppose à l'offre d'achat de 75 % de son capital pour 3,075 milliards de marks, faite par la Deutsche Post, son partenaire commercial actuel, la Deutsche Bank et un assureur suisse, Schweizerische Rück. Son président a, cependant, dû reconnaître que la décision finale revenait à l'Etat allemand, propriétaire de la Deutsche Postbank.

■ **INFORMATIQUE** : le président Bill Clinton a décidé de réduire les contrôles limitant l'exportation des ordinateurs américains les plus puissants, a annoncé lundi 2 octobre le porte-parole de la Maison Blanche, Michael McCurry. Cette initiative, très discutée par des experts qui craignent l'utilisation de ces ordinateurs à des fins militaires, a pour but de permettre aux « fabricants américains d'accroître leur présence sur les marchés internationaux ».

■ **MOBIL** : la compagnie pétrolière américaine a annoncé le 2 octobre la cession de son activité plastique pour 1,27 milliard de dollars (6,35 milliards de francs) à la division emballage du conglomerat américain Tenneco. Cette vente effective d'ici la fin de l'année une fois requies les autorisations nécessaires, se traduira par un bénéfice net exceptionnel de 0,5 milliard de dollars pour Mobil.

■ **THOMSON-CSF-SIEMENS** : les deux groupes ont décidé d'associer leurs compétences techniques et industrielles pour la réalisation de réseaux de radiotéléphonie mobile, a annoncé, lundi 2 octobre, Siemens dans un communiqué. Ce partenariat couvrira le transfert en France de la fabrication des éléments de réseaux de normes DCS 1800 et GSM 900, ainsi la planification radio, la recherche de sites, l'installation et la mise en service de sites radio, en DCS 1800 ou GSM 900.

■ **AUTOMOBILE** : les immatriculations ont enregistré une baisse de 15,1 % en septembre par rapport au même mois de l'année précédente; pour atteindre 116 500 unités, selon le Comité des constructeurs français d'automobiles. Les immatriculations de marques françaises ont reculé que de 13,3 %, contre 17,8 % pour leurs homologues étrangères. Sur les neuf premiers mois de l'année, le marché français a progressé de 1,3 %.

Absence de candidat pour la présidence de l'Institut français du pétrole

Prévue pour mercredi 4 octobre, la réunion du conseil d'administration de l'Institut français du pétrole (IFP), devant désigner le successeur de Francis Gutzmann à la présidence de cet organisme public, a été reportée faute de candidat. Aucune nouvelle date n'a été arrêtée, car elle dépend du sort réservé à Gilles Ménage, le président actuel d'EDF, qui devrait en théorie laisser son siège à Edmond Alphandéry le 24 novembre. Soucieux de ne pas être accusés de « chasse aux sorcières », les pouvoirs publics ont décidé de retrouver un poste à l'ancien directeur de cabinet de François Mitterrand. Ils ont alors pensé à l'IFP, son président ayant atteint la limite d'âge de soixante-cinq ans. Mais, cette proposition n'a pas rencontré l'adhésion de l'intéressé.

AVIS FINANCIER DES SOCIÉTÉS

RESULTATS SEMESTRIELS 1995

Le Conseil d'administration de GLM SA, réuni le 28 septembre 1995 sous la Présidence de Monsieur Alain AUBRY, a examiné les comptes consolidés arrêtés au 30 juin 1995.

Millions de francs	30/06/95	30/06/94
Chiffre d'affaires	315,7	306,7
Résultat d'exploitation	6,7	18,6
Résultat courant	10,7	21,7
Résultat net consolidé	7,5	12,4
Dont part du Groupe	7,5	12,3

Dans un marché de la vente par correspondance en recul de 2,4 % sur le premier semestre, qui a été notamment marqué par des difficultés conjoncturelles comme l'augmentation du prix du papier non accompagnée d'une reprise de la consommation, comme on l'observe ailleurs, le Groupe GLM enregistre des résultats en retrait sur ceux réalisés au 30 juin 1994.

La VPC produits culturels a été particulièrement affectée par cette situation. Le succès des nouveaux services ne compense pas la perte de marge sur l'activité livres, soumise à une baisse du prix de vente moyen et à une hausse de prix de revient. Il est à noter toutefois que les fichiers d'adhérents actifs et la consommation par adhérent sont en légère progression.

Par ailleurs, le niveau élevé des dépenses de recrutement et le coût de mise en route d'une chaîne de conditionnement dans la branche logistique ont également pesé sur le résultat d'exploitation. La branche VPC vins confirme son rétablissement à la fois en terme d'activité et de résultat.

Dans un environnement économique devenu plus difficile depuis le deuxième trimestre, les mesures gouvernementales n'étant pas destinées à relancer la consommation, il n'est pas attendu de redressement de tendance d'ici la fin de l'exercice 1995.



MASTER

Les étudiants de niveau DEUG, DUT, BTS, Licence, Maîtrise peuvent intégrer directement le 2ème Cycle d'Etudes de l'Institut Supérieur de Communication.

3ème année de Spécialisation en 1 an
Marketing direct, édition publicitaire et PAO • Relations publiques et presse, promotion • Chef de publicité • Communication d'entreprise et des collectivités locales

Master en 2 ans
Communication audiovisuelle et multimédia • Communication globale

ISCOM Enseignement Supérieur Privé
PARIS - LILLE - LYON - NICE - STRASBOURG

Dernières inscriptions
44 64 80 84

AUJOURD'HUI

SPORTS

CHAMPIONNAT En match avancé de la 12^e journée de la compétition, le FC Nantes devait recevoir, mardi 3 octobre, l'AS Monaco pour une rencontre entre

deux favoris à la recherche d'un second souffle. ● LE FC METZ, nouveau leader, s'efforcera de rester invaincu et de confirmer la qualité du jeu produit depuis le

début de la saison à l'occasion d'un difficile déplacement à Nice, mercredi 4 octobre. Parmi la jeune génération des joueurs lorrains, Robert Pires est le plus convoité,

notamment par la Juve, mais il ne paraît pas pressé de répondre aux sollicitations. ● EN DEUXIÈME DIVISION, le leader Caen recevra Le Mans, mercredi 4 octobre, pour le

compte de la 14^e journée, tandis que Marseille, déjà relégué à dix points au classement, effectuera, le lendemain, un périlleux déplacement à Nancy.

Les footballeurs du FC Metz découvrent l'ambition

Animé par une génération de jeunes joueurs, le club lorrain, leader surprise du championnat de France, se déplace à Nice, mercredi 4 octobre, pour préserver son invincibilité

METZ
de notre envoyé spécial
Ces derniers jours, le téléphone s'est mis à sonner plus qu'à l'habitude au siège du club. Le beau début de championnat du Football Club de Metz, leader invaincu après onze journées, excite la curiosité du pays. Les demandes d'interviews, de participation à des émissions télévisées, tombent comme obus à Gravelotte. Tant de sollicitations font sourire dans un club et une région habitués à plus d'anonymat et de clichés : équipe « sympathique » d'une Lorraine maussade et sinistrée par la disparition de sa sidérurgie et de son industrie textile.

« Nous nous sommes assez plaints d'être laissés à l'écart, de ne pas attirer l'attention, qu'aujourd'hui on ne va pas gémir, annonce Charles Molinari, dit Carlo, soixante-deux ans, président du FC Metz depuis 1967. Il est quand même dommage que certains ne sachent pas où nous situent en France. Dans ce pays, on ne reconnaît pas les provinces. »

La réussite de Metz, c'est d'abord la sienne. L'équipe grenat - les mêmes couleurs que le Torino, le club préféré de Carlo Molinari, d'origine italienne - est en première division depuis vingt-sept années. Deux Coupes de France (1984 et 1988) et une Coupe de la Ligue (1986) ont récompensé cette

longévité. Des cinq aventures européennes, c'est l'élimination de Barcelone qui a frappé les mémoires.

Battue 4-2 à domicile par les Catalans, Metz s'était qualifiée en l'emportant 4-1 au Nou Camp. Les supporters s'en souviennent avec délectation. Le fanion rouge et bleu de Barcelone est en bonne place dans l'entrée du siège messin. L'année dernière, pour célébrer les dix ans du fait d'armes (le 3 octobre 1984), le nouveau restaurant, sous la tribune d'honneur du stade Saint-Symphorien, fut baptisé « Le Barça ».

A Metz, l'histoire du club alimente son présent. Carlo Molinari, en chef d'entreprise patrimoniale, a su s'entourer d'anciens joueurs, fidèles entre les fidèles d'une maison messine qui cultive l'esprit de famille. Michel Ettore entraîne les gardiens, Philippe Hirschberger dirige le centre de formation, Bernard Zénier supervise des matches, et Albert Cartier, qui tenait encore sa place en défense la saison dernière, est devenu entraîneur adjoint.

70 JOUEURS SUR ORDINATEUR
« Il y a vraiment une âme ici », explique Sylvain Kastendeub, refusant le cliché. Le capitaine messin, trente-deux ans, s'est exilé quatre années, à Saint-Etienne, puis à Toulouse. Il a vu « autre chose », a été international dans l'équipe d'Henri Michel. Il est revenu l'année dernière. « Je savais que je reviendrais. Nulle part je n'ai

trouvé le même esprit, les mêmes rapports humains entre les gens, y compris chez les Verts. »

Joël Müller, l'entraîneur des leaders du championnat, a lui aussi fini sa carrière de joueur à Metz. Aux commandes de l'équipe depuis 1989, il a résigné jusqu'en 1998, malgré une proposition de Lens. « On essaie d'entretenir une sincérité des relations, que l'on soit premier ou dix-huitième. » S'il va au terme de son contrat, il atteindra une longévité rare dans un milieu où la valse des entraîneurs est de rigueur. Guy Roux excepté. Lens, Auxerre : similitude de parcours, même philosophie du football.

« Ici, on attend que les joueurs se défendent sur un stade », assure un supporter penché, comme

presque tous les matins, sur la main courante du terrain d'entraînement.

Comme Auxerre, le FC Metz a misé sur la deuxième division et les jeunes pour rebâtir une équipe ambitieuse. L'année dernière, les informateurs de Carlo Molinari ont supervisé une cinquantaine de matches de D2. Soixante-dix joueurs ont été repérés, puis fichés sur ordinateur.

UNE DÉFENSE HERMÉTIQUE

Certains ont été approchés, en fonction des besoins poste par poste. Pour le recrutement aussi, on prend son temps : Isalas, le petit stratège brésilien de Seraing, était dans le collimateur lorrain depuis deux ans. Trop cher la saison der-

nière, il s'est blessé cette année et sa cote a baissé.

Le résultat est un effectif considérablement rajeuni. La défense, autour de Kastendeub, n'a pas été remaniée. Elle est la plus hermétique du championnat, avec cinq buts encaissés seulement. Devant, des feux follets d'une vingtaine d'années déboulent en contre. Et Metz est en tête. Pour combien de temps ? « On est en surrégime, reconnaît Joël Müller. Mais on est heureux, simplement. Il faudra voir comment ce jeune groupe se comporte face aux sollicitations, aux revets et à la fatigue due à notre participation à la Coupe Intertoto. »

Metz veut savourer son plaisir, sans se mettre martel en tête. « L'équipe a été bâtie pour trois

ans », dit-on ici. L'avenir se dessine à deux pas. Un centre de formation est sorti de terre, en septembre, dans l'ilot Saint-Symphorien entouré par la Moselle : quarante garçons sont accueillis aux portes du stade des grands. Peu à peu, grâce à un budget assaini après douze années de déficit, le FC Metz se dote des structures qui lui manquaient pour devenir un club « compétitif », comme Auxerre et Lens, les exemples. « D'ici deux ans, nous aurons tout sous la main, sept hectares rien qu'à nous, prévoit Patrick Razurel, le directeur sportif et administratif. Si nous ne réussissons pas, on ne pourra plus se plaindre. C'est qu'on aura failli. »

Stéphane Joby

Robert Pires l'enchanteur

LA NOUVELLE coqueluche de Saint-Symphorien donne l'air de courir avec des sabots. Robert Pires est un faux lent qui traîne les jambes comme si tout son football était ramassé dans ces deux segments trop lourds. A Metz, on a abandonné depuis longtemps l'idée de lui faire lever les genoux. Surtout quand ses accélérations et ses dribbles enchantés font basculer des rencontres qui tournaient à l'impasse. Face à Auxerre, samedi 30 septembre, il a provoqué l'expulsion de Goma et amené deux buts. Le public messin l'a ovationné. « Il ne faut pas forcément de grands matches, mais il a une influence déterminante sur notre jeu », explique son entraîneur, Joël Müller.

Robert Pires, vingt-deux ans et à peine deux sa-

sons en division 1, veut prendre son temps. Benfica ou la Juventus de Turin pensent à lui ? « Je n'ai pas envie de partir, pas encore. Je me sens bien ici et j'ai encore beaucoup à prouver. »

Pas vraiment mercenaire, il a quitté la mort dans l'âme le Stade de Reims de son enfance, en 1992, parce qu'il ne pouvait pas espérer jouer au plus haut niveau dans un club qui s'éteignait à petit feu. Pour chaque match à domicile, ses parents font le court voyage en Lorraine. Ils racontent parfois que Robert, à deux ans, se réveillait la nuit pour taper dans un ballon en forme de paire de chaussettes.

Aujourd'hui avec Metz, il rêve de l'Europe, un peu. Et beaucoup d'Atlanta, avec l'équipe de France espoirs. Son fan-club, créé cette saison par une jeune supportrice, le verrait bien aller plus haut encore.

S. J.

RÉSULTATS

FOOTBALL
CHAMPIONNAT D'ANGLETERRE
9^e journée (match en retard)
Southampton-West Ham
Classement
1. Newcastle, 21 pts ; 2. Aston Villa, 17 ; 3. Manchester United, 17 ; 4. Liverpool, 16 ; 5. Leeds, 15 ; 6. Arsenal, 15 ; 7. Middlesbrough, 11 ; 8. Nottingham Forest, 11 ; 9. Tottenham, 10 ; 10. Chelsea, 10 ; 11. Wimbledon, 10 ; 12. Queens Park Rangers, 9 ; 13. Sheffield Wednesday, 8 ; 14. Blackburn, 7 ; 15. Everton, 7 ; 16. Coventry, 6 ; 17. West Ham, 6 ; 18. Southampton, 5 ; 19. Bolton, 4 ; 20. Manchester City, 1

TENNIS
TOURNOI DE TOULOUSE
Premier tour : 5. Prizmicola (Ita.) b. D. Prizmicola (Ita.) 7-6, 7-6 ; 1. Falner (Eu.) b. J. Prizmicola (Ita.) 7-6, 7-6 ; 3. Yanga (Per.) b. 1. Gilmard (Fra.) 6-4, 6-7, 6-4 ; C. Poline (Fra.) b. G. Rabour (Fra.) 4-6, 6-4, 6-4.

Les effets de l'altitude seront la clé des championnats du monde cyclistes sur route

PAIPA (Colombie)
de notre envoyé spécial

Un humoriste avait fait croire, un premier jour d'avril, qu'il y avait en France plus de montagnes que de descentes. A écouter les coureurs tricolores revenant de leur séance d'entraînement sur le circuit du championnat du monde, à Duitama, cette aberration topographique devient plausible en Colombie. Comment expliquer cette impression de toujours grimper sur une route qui ramène au point de départ tous les 17,7 kilomètres ? Il y a bien cette descente vertigineuse de 3 kilomètres vers la Gruta. Mais est-il possible qu'elle compense des pentes au-delà de 10 %, avalées pendant près de 10 kilomètres ?

Les spécialistes promettent l'écatombe et les coureurs français prédisent moins d'une trentaine de rescapés au fin de course. Les dames s'élanceront samedi 7 octobre au matin pour cinq tours (88,5 kilomètres), les amateurs l'après-midi pour dix (177 kilomètres) et les professionnels dimanche 8 octobre pour 15 tours (266,5 kilomètres). Mercredi 4 octobre, le tracé des contre-la-montre féminin et masculin ne sera pas moins éprouvant.

« Au niveau de la mer, le parcours aurait dû être sélectif, explique Gérard Porte, médecin de l'équipe de France. Mais nous n'y sommes pas. C'est bien de cela qu'il s'agit : la pleine cordillère des Andes, au nord de Bogota, entre 2 550 et 2 950 mètres d'altitude. Les côtes ne manquent pas, c'est l'oxygène qui fera considérablement défaut. »

En montagne, la zone aérobie est atteinte plus vite, analyse le docteur Porte. Les muscles des jambes produisent plus de toxines et les douleurs aiguës ou les crampes surviennent. Pour amener plus d'oxygène dans les muscles, il

convient d'augmenter dans le sang les globules rouges qui « transportent » l'oxygène. Chacun apporte aux muscles moins d'oxygène, mais ce handicap est compensé par l'augmentation du nombre des « véhicules » dans le sang.

Pour faire proliférer leurs globules, les Français et les équipes nationales nantaises s'entraînent depuis trois semaines en altitude, principalement dans le Colorado. L'incertitude concerne les inscrits qui, comme Richard Virenque, ont terminé le Tour d'Espagne le 24 septembre et n'ont pas eu le temps d'adaptation nécessaire. Seuls les Colombiens sont assurés que leur organisme supportera les effets de l'altitude sur un parcours choisi à dessein. Leurs adversaires s'attendent à ce qu'ils durcissent très vite la course.

Benoît Hopquin

Le handball yougoslave retrouve son rang

BELGRADE
correspondance

Dans une salle bondée de plus de 7 500 personnes hurlant « Serbia, Serbia, Yugoslavia », les champions du monde français ont fait les frais du retour des handballeurs yougoslaves, dimanche 1^{er} octobre, lors du match retour comptant pour la qualification aux prochains championnats d'Europe (18-25). Déjà la veille, au 11 de la Pariska Ulica, le drapeau tricolore de l'ambassade de France s'était soigneusement enroulé autour de sa hampe. C'était l'œuvre du vent, l'obsédant kachava qui entraine les Belgradois. Mais la délégation française, reçue en catimini, y avait vu un signe. Une missive de la Fédération française au président Chirac avait pas aidé à l'apaisement. Inquiètes, les autorités du handball français avaient demandé un avis sur un déplacement jugé risqué. Interrogation immédiatement interprétée par la presse serbe comme une injure à un peuple avide de prouver son hospitalité sportive. L'équipe de Zoran Zivkovic -

première équipe nationale serbe à avoir évolué en match officiel devant son public - avait bien préparé ce que la presse qualifiait de « finale des championnats du monde ». C'est bien de cela qu'il s'agissait pour des joueurs et un public servis de grands rendez-vous depuis mai 1992 pour cause d'embargo de l'ONU. « Pour nous, commentait le gardien Goran Stojanovic, chaque match est une finale, mais celui-ci plus que les autres. »

« Si nous gagnons, avait prévenu Vezelin Vojovic, l'ancien meneur de jeu des champions du monde 1986, reconverti en entraîneur adjoint, nous prouverons ce que tout le monde pense ici : que nous méritons ce titre mondial et que la face du handball international aurait été changée ces trois dernières années sans l'embargo. » Pendant les trois ans de mise au ban, les juniors champions du monde 1991, serbes pour la plupart, qui forment l'ossature de l'équipe actuelle, ont été encouragés à fuir vers des championnats plus rémunérateurs et caacuratiels. L'Espagne, la

France, l'Allemagne ont permis aux parias serbes de garder la main. Aucun d'eux n'a saisi l'occasion pour changer de nationalité : « Par patriotisme, dit-on dans le camp yougoslave, parce que nous nous sentons, sur le plan sportif, de race supérieure. Chez nous on dit : "Soulève une pierre, tu trouveras un sportif". Pourquoi aurions-nous fui ce pays merveilleux ? »

Le pays a déjà vu revenir cinq internationaux dans les clubs de Belgrade - Partizan et Epole rouge -, désormais aussi lucratifs que la plupart de leurs homologues. Les Serbes n'ont plus rien à envier à l'Europe. Ni argent, ni titres. Battue au match aller à Marseille, mais victorieuse chez elle, la République fédérale de Yougoslavie (Serbie-Monténégro) a signé son rachat sportif face à la France. Les deux pays, favoris d'un groupe qui comprend aussi la Biélorussie et la Belgique, devraient se retrouver lors de l'Euro espagnol, du 23 mai au 1^{er} juin 1996.

Françoise Jubin

FOUR UNIVERSAL
FONDATION DU FORUM
M A L T A

La Fondation Forum et le Gouvernement de Malte organisent une réunion internationale avec le soutien officiel du Conseil de l'Europe, la Commission de l'Union européenne, l'ONU, ainsi que de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement.

LE MEDITERRANEAN CRANS-MONTANA FORUM
12 OCTOBRE 1995-15 OCTOBRE 1995
MALTE

Ci-dessous figurent les noms de hautes personnalités qui ont confirmé leur présence au Forum

M. Sali Berisha Président de la République d'Albanie	M. Kiro Gligorov Président du Y.F.R. de la Macédoine
M. Ahmed Benbitour Ministre des Finances d'Algérie	M. Hassan Kettani Ministre des Postes et Télécommunications du Royaume du Maroc
M. Levon Tar Petrossian Président de la République d'Arménie	M. Valeriu Bulgaru Premier Ministre délégué de la Moldavie
M. Yasser Arafat Président de l'Autorité palestinienne	M. C. Kerkolov Premier Ministre délégué et Ministre des Finances de la Pologne
M. Muhammad Sacirbey Ministre des Affaires étrangères de la Bosnie-Herzégovine	M. Ion Iliescu Président de la Roumanie
M. N. Valentic Premier Ministre de la Croatie	M. Andrei Korynev Ministre des Affaires étrangères de la Russie
M. M. Mahmoud Bayoumi Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur d'Egypte	M. J. Djindjic Premier Ministre de la Slovaquie
M. Lemnart Meri Président de la République d'Estonie	M. M. Gilmard Ministre pour la Coopération internationale et les Investissements de la Tunisie
M. Alain Juppé Premier Ministre de la République française (par satellite)	M. Zoran Ljilic Président de la République fédérale de la Yougoslavie
M. E. Alphonse Ancien Ministre de l'Economie et des Finances de la République française	M. A. Napolitano Ambassadeur extraordinaire de l'Union européenne et de l'OSCE
M. Jean D. Tordjman Ambassadeur délégué aux investissements internationaux auprès du Ministère de l'Economie et des Finances de la République française	M. H. Strasser Secrétaire général de la Commission internationale Danube
M. O. Rasmussen Premier Ministre de la Grèce	M. M. de Manja y Campos Directeur général d'Urduo
M. D. Quidor Premier Ministre de l'Islande	M. Federico Mayor Directeur général de l'UNESCO (par satellite)
M. Ali A. Valart Ministre des Affaires étrangères de la République d'Iran	M. Jacques Attali Président de A&A France
M. J. M. Al-Oun Ministres des Télécommunications, de l'Electricité et de l'Eau du Koweït	
M. Adelfas Slivskis Premier Ministre de la Lituanie	

Pour information et inscriptions contactez :

Fondation du Forum Universale
3, Cours-de-Rive - 1204 Genève (Suisse)
Téléphones : 41 022 31093 95 Télécopie : 41 022 310 99 05

De plus amples informations disponibles sur Internet
<http://www.u-net.com/mcfmforum>

صكرا من الامل

Le budget de la recherche entre apurement et disette

Les laboratoires ne pâtiront pas de la baisse globale des crédits grâce à la fin de certains programmes de l'aéronautique civile

COMPARÉE à d'autres secteurs, la recherche semble relativement épargnée par le projet de loi de finances adopté par le conseil des ministres du 20 septembre (Le Monde du 22 septembre). Avec 53,093 milliards de francs contre 52,361 l'an dernier, le budget civil de recherche et développement (BCRD) croît de 1,4 % par rapport à la loi de finances initiale pour 1995. Cette augmentation, légèrement inférieure à celle des crédits du budget national (+1,8 %), se situe au-dessous de l'inflation prévisible (+2,2 %). Pourtant, la plupart des responsables des instituts ou organismes ne cachent pas leur soulagement.

En dépit de cette progression très modeste, une baisse de certains crédits – notamment de ceux affectés à l'aéronautique civile (–35,37 %), du fait de l'achèvement de plusieurs programmes de recherche – a permis, en effet, de favoriser d'autres secteurs. Grâce à ce système de vases communicants, les dotations aux organismes pour les dépenses ordinaires (DO) et les crédits de paiement (CP) enregistrent une hausse de 5,08 %. Celle du CNRS – qui, avec 13,303 milliards de francs, représente plus de la moitié de ce poste budgétaire – augmente de 4,79 %.

Certains secteurs considérés comme stratégiques sont favorisés. C'est le cas, notamment, de l'agriculture et de l'agroalimentaire (+6,22 % pour l'INRA et +4,80 % pour le Cemagref) et de la santé (+5,42 % pour l'Inserm et +4,9 % pour la recherche médicale en général), ou des technologies de l'information (+5,46 % pour l'INRA). En revanche, la coopération a été sacrifiée (+0,93 % pour l'Orstom et +1,57 % pour le CIRD), ainsi que la recherche polaire (+0,99 % pour l'Ifremer) et les études démographiques (+0,74 % pour l'INED). Avec une augmentation de sa dotation de 1,95 %, l'Ifremer aura beaucoup de mal à ne pas se laisser submerger par l'inflation.

COMPLÈTE LE TROU AU CNRS

Le ministre précise qu'il entend « amplifier » sa « politique d'assainissement », et l'étendre « à la situation des organismes de recherche, notamment celle du CNRS ». Ce dernier est, il est vrai, dans une situation critique. Depuis 1992, un différentiel d'environ 1 milliard de francs s'était creusé entre les autorisations de programme (AP), permettant d'engager des dépenses, et les crédits de paiement (CP) destinés à les couvrir. L'an dernier, le gouvernement avait « rayé » 200 millions de francs d'autorisations très anciennes et ajouté à la dotation du CNRS 300 millions de crédits destinés à couvrir partiellement ce déficit. Un nouveau supplément de 227 millions, cette année, permet donc de réduire l'écart entre AP et CP à 273 millions.

La même opération a été réalisée pour les crédits affectés aux personnels. La direction du CNRS

ayant surestimé les capacités – ou le désir – de mobilité de ses chercheurs, un trou d'environ 200 millions est apparu dans ce poste budgétaire. Un supplément de 200 millions en dépenses ordinaires devrait permettre de le régler, pour cette année. « Mais, estime un porte-parole de la direction du CNRS, nous n'embaucherons probablement pas, en 1996, au niveau habituel de 3 %, soit environ 400 chercheurs. Toutefois, quel qu'en soit le nombre, ces embauches ne permettent que de couvrir plus ou moins les départs en retraite. En effet, le budget prévoit la création de huit postes seulement en 1996 pour l'ensemble des organismes publics de recherche.

SOUTIEN AU CEA

L'écart excessif entre les autorisations et les crédits n'est pas l'apanage du seul CNRS. Sur l'ensemble du BCRD, il s'élevait à 3 milliards de francs en 1992. Il a été ramené à 2,2 milliards en 1993 et à 0,9 milliard en 1994. Le projet de budget pour 1995 prévoit un excédent de 700 millions des CP par rapport aux AP afin de combler partiellement cette différence. Par ailleurs, les dépenses ordinaires enregistrent une hausse de 5,7 % pour tenir compte des problèmes de crédits de personnel – du CNRS, mais aussi d'autres organismes. L'INRA et l'Inserm reçoivent, à cet effet, des suppléments s'élevant respectivement à 80 et 24 millions de francs.

Le Fonds de la recherche et de la technologie (FRT) – censé servir d'interface entre recherche publique et privée – bénéficie du même effort de renforcement, avec une ligne de crédits de paiement portée à 800 millions de francs, contre 525 millions pour les autorisations de programme. Ce qui devrait permettre de réduire un déficit évalué par le ministère à 1 milliard de francs.

La dotation globale pour le CEA fait apparaître un montant de 2,64 milliards de francs représentant une croissance de 10,73 %. La distribution d'une telle manne a de quoi surprendre en période de disette budgétaire. En fait, il s'agit d'une sorte d'artifice. Elle a pour origine une ligne budgétaire nouvellement créée de 400 millions de francs, qui est abondée pour moitié par le ministère de l'Industrie et pour moitié par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'insertion professionnelle.

Cette progression spectaculaire est donc le fruit d'une redistribution de crédits à l'intérieur du budget du Commissariat à l'énergie atomique, qui, globalement, ne progresse que de 1,6 %. Cela reflète néanmoins la volonté du gouvernement de soutenir les projets inscrits dans le contrat d'objectifs que le CEA a signés avec l'État en mars 1995.

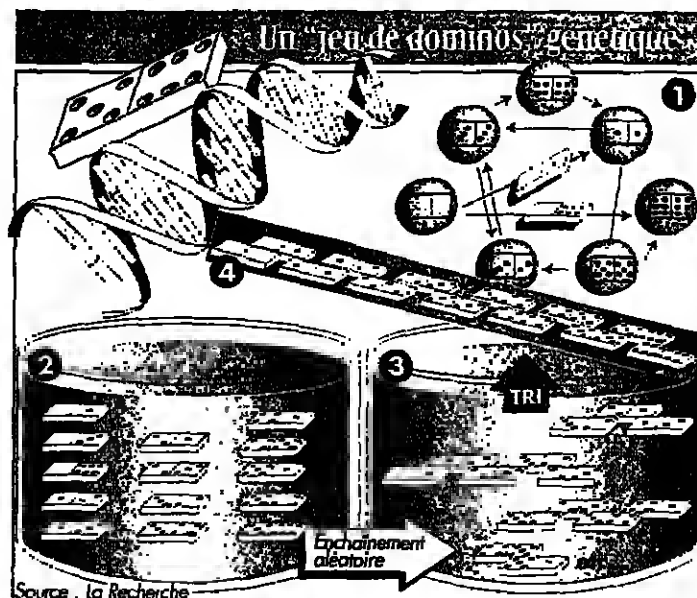
Jean-François Augereau
et Jean-Paul Dufour

Un chercheur américain jette les bases de l'ordinateur moléculaire

Les propriétés de l'ADN pourraient faciliter la résolution de problèmes mathématiques complexes

Un informaticien américain a eu l'idée d'utiliser des fragments d'acide désoxyribonucléique (ADN) pour s'attaquer à une catégorie de problèmes mathématiques figurant parmi les plus ardues. Sa méthode ouvre des perspectives nouvelles dans le champ encore largement inexplo-

ré de l'électronique biomoléculaire. Controversée, elle ne pourra rivaliser avant longtemps avec les ordinateurs classiques.



Le problème du « chemin hamiltonien » consiste à vérifier s'il existe un itinéraire allant, dans cette expérience, de 0 à 6, en passant une seule fois par chacun des autres points et en empruntant les seules voies autorisées. Cet itinéraire peut être figuré par des portions de nucléotides qui ont été choisies pour être complémentaires par moitié, comme des jetons de dominos. Ce qui leur permet de se combiner et, de proche en proche, de former des chaînes dont la composition est aléatoire. L'étape suivante consiste à trier, si elles existent, les bonnes chaînes. Elles vont de 0 à 6, comprenant six bits, et sept « sommets ».

capacité d'effectuer simultanément un très grand nombre d'opérations.

« Les ordinateurs les plus rapides peuvent actuellement exécuter environ mille milliards d'opérations par seconde, estime Adleman. Si l'on considère qu'une liaison entre deux nucléotides constitue une opération élémentaire, on peut considérer que cent mille milliards d'entre elles ont été réalisées, presque instantanément, au cours de la première phase de l'expérience. L'énergie dépensée serait infiniment moindre et le stockage d'informations sous forme d'ADN plus dense qu'avec des moyens courants.

Mais cet enthousiasme est loin d'être partagé par l'ensemble de la

communauté scientifique. Début avril, suite au premier article d'Adleman, paru en novembre 1994, l'hebdomadaire américain Science a publié plusieurs lettres très critiques. Dans sa démonstration, le chercheur a en effet omis un détail : le nombre de molécules à utiliser croît de façon exponentielle en fonction du nombre de points du graphe. « Pour relier de façon optimale 70 points, souligne ainsi Michel et Nathan Linial, de l'Hebrew University de Jérusalem, il faudrait 10 000 milliards de milliards de tonnes de nucléotides... » Un peu dispendieux, lorsqu'on sait que les ordinateurs classiques ont déjà permis de résoudre des

graphes comportant jusqu'à 7 397 points. C'est que, dans ces machines, l'intelligence s'est allée à la puissance, pour forger des algorithmes qui réduisent sensiblement le nombre des opérations.

L'ordinateur moléculaire ne serait-il donc qu'une curiosité de laboratoire de plus ? « Dans ces domaines, il faut raisonner à très long terme. Même si le dispositif d'Adleman s'apparente au mortier-pilon écrasant une mouche, il a le mérite de mettre en lumière les potentialités de l'électronique moléculaire », affirme André Barraud, qui en a fait sa spécialité au Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Lui-même a fait fonctionner des transistors à base de molécules – avec des performances un million de fois moins bonnes que celles des transistors classiques –, précise-t-il. En avril dernier, un modèle de diode moléculaire a été mis au point par une équipe allemande, et un autre chercheur d'outre-Rhin, Hans Kuhn, a fabriqué un fil électrique moléculaire (Le Monde du 21 avril 1995). Cette panoplie est encore sans véritable objet. Mais André Barraud estime que l'électronique moléculaire a besoin de ces « démonstrateurs » pour progresser, pas à pas. Il s'agit là que des premières briques au service d'une architecture qui reste encore à édifier.

« Dans ces domaines, il faut raisonner à très long terme »

Les molécules ont en effet cet avantage, par rapport aux 0 et 1 du langage binaire utilisé en informatique, de véhiculer en grande quantité des informations extrêmement riches. Envers de la médaille : ces composants biologiques sont relativement fragiles – sans parler de leur coût. Rien ne garantit, en outre, qu'ils ne commettent aucune « erreur » lors de leurs recombinaisons multiples, comme le souligne Adleman lui-même.

Est-ce une raison pour renoncer ? Certes non, répondent ses émules. De fait, un autre chercheur américain, Richard Lipton, de l'université de Princeton, a montré, en avril, que l'ADN pouvait s'attaquer à une autre forme de problème mathématique, toujours grâce à son « immense parallélisme ». « Même s'il ne s'agit là que de balbutiements, il pourrait y avoir quelque raison de s'inspirer de la chimie combinatoire, souligne pour sa part Thomas Simonson, du laboratoire de biologie structurale de l'Institut Max-Planck (Bas-Rhin). Elle est à l'origine d'un certain nombre de systèmes qui, dans la nature, ont fait leurs preuves. » L'ordinateur moléculaire ultime, encore inimitable, n'est-il pas le cerveau humain ?

Hervé Morin

Les « satisfactions » de l'ADN

Richard Lipton, de l'université de Princeton (New Jersey), a emboîté le pas à Leonard Adleman pour tenter de montrer que l'ADN pouvait servir à résoudre une autre classe de problèmes mathématiques appelés « problèmes de satisfaisabilité ». Il s'agit, explique La Recherche de septembre, de « satisfaire » des formules logiques dont les variables ont pour valeur 0 ou 1 (vrai ou faux). Il faut, par exemple, trouver les valeurs de x, y et z telles que la formule « (x OU z) ET (y OU x) » ait pour valeur 1.

Dans cet exemple, purement académique, Richard Lipton propose de représenter par six séquences d'ADN les valeurs 0 ou 1 de x, y et z. Mélangées, elles se combinent pour former notamment des chaînes xyz qui présentent les huit combinaisons possibles (000, 001, 010, 011, 100, 101, 110, 111). Le procédé consiste à sélectionner dans une série de tubes à essai les molécules qui correspondent à la première clause (x OU z) qui veut que x=1 ou z=1. On extrait successivement les séquences d'ADN qui satisfont cette clause (001, 011, 100, 101 et 111). On procède ensuite par élimination pour ne retenir, parmi celles-ci, que celles qui satisfont la seconde clause.

L'intérêt de la méthode moléculaire, c'est que, contrairement aux ordinateurs classiques, le nombre d'opérations, et donc le temps de calcul, ne croît pas exponentiellement avec le nombre de variables envisagées. Mais Lipton prend soin de préciser qu'il reste à vérifier si sa construction, purement théorique, fonctionne réellement.

La science en débat

Conférence
Mercredi 11 octobre 1995 à 17 h

Représentation de l'espace
dans les mathématiques et les arts

Jean-Pierre Bourguignon, Institut des Hautes Etudes
Scientifiques, Bures-sur-Yvette.

Jean Brette, Palais de la Découverte, Paris.

Animation :

Philippe Boulanger, magazine « Pour la science ».

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Corentin-Cariou 75019 Paris
Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 72 99

Jeudi 28 septembre 7h45
Jacques Médecin s'exprime en
direct sur Europe 1 quelques heures
après sa libération.

(Source Europe 1)

TABLE

L'Europe fromagère

Rude bataille en perspective entre les producteurs du Sud et ceux du Nord, entre les « fermiers » au lait cru et les « industriels » au lait pasteurisé

LA FRANCE, de par la variété de ses terroirs, offre la gamme la plus riche de fromages en Europe. Ces variétés sont créées au hasard de fermentations microbiennes propres à chaque région géographique. Il existe des fromages célèbres comme le roquefort, servi avec un sauternes et quelques grains de raisin, ou bien le cantal, l'un des plus vieux fromages français, connu au temps de Pléne. Il y a bien d'autres fromages, qui ne sont jamais sortis de leur village. Les fromages de chèvre, qui ne sont pas les moins appréciés des amateurs et choyés par les fromagers, comme le sainte-maure ou le valençay.

Aucun fromage n'échappe aux contrôles de santé, maintenant accordés aux normes européennes : une « qualification listeriale » assure que ces produits laitiers, à tous les stades de la fabrication, sont exempts de bactéries pathogènes. Mais cette exigence, si elle est maniée sans discernement, peut nuire à la production artisanale. La production artisanale de qualité devient l'exception, comme pour le camembert, dont les groupes industriels, vigilants gardiens de la norme communautaire, s'efforcent même d'avoir le contrôle.

« Les fromages de qualité sont les danseuses de la grande production », dit sans ambages Henry Voy, fromager encore passionné, et qui vient d'ouvrir un second restaurant à l'enseigne de *La Ferme Saint-Hubert* (19, rue d'Antin, 75002 Paris. Tél. : 42-65-42-74), pour nous faire partager et connaître les bons fromages artisanaux. Une association d'ailleurs été créée, en 1988, par Anne-Marie Cantin, qui tient également boutique (12, rue du Champ-de-Mars, 75007 Paris), pour « respecter les traditions fromagères ». Nombreux sont ceux, comme Henry Voy, qui ont rejoint ses rangs.

Le débat est ouvert entre les pays de l'Europe du Nord et ceux du Sud - France, Italie, Espagne - entre fromages industriels faits au lait pasteurisé et fromages fermiers au lait cru ; arguments sanitaires contre saveurs et terroirs. Certains pays de la Communauté s'abritent derrière la prétexte hygiéniste et le refus du « lait cru », interdisant l'entrée au « fromage fermier », fabriqué sur place, avec le seul lait de la petite exploitation. La nouvelle réglementation européenne établit un subtil distinguo entre « appellation d'origine protégée » - appliquée à un terroir - et « indication géographique protégée », notion plus vague destinée à identifier une tradition régionale.

Ce qui n'empêche pas certains pays de la Communauté de protéger leur production nationale par une réglementation restrictive.

La Hollande enveloppe son gouda d'un film de caséine solide de la croûte. Le stilton anglais est fait avec du lait de la région d'origine, mais pas obligatoirement du lait cru. L'Espagne, en revanche, se préoccupe de la survie de ses troupeaux historiques d'ovins « manchegos », « manchés » et autres. Gorgonzola, grana padano, parmigiano-reggiano sont, en Italie, l'objet d'un classement rigoureux. La France, déjà celle des rois, accorde un privilège, en 1993, aux habitants de Roquefort-sur-Saulzon. Le bon roi Charles VI garantit l'appellation roquefort. Aujourd'hui, trente-trois fromages bénéficient de l'appellation d'origine contrôlée dispensée par l'INAO.

« Les fromages de qualité sont les danseuses de la grande production »

La seule question qui intéresse les amateurs de fromages est le maintien, en France comme en Europe, d'une tradition artisanale capable de transmettre un savoir-faire qui a donné aussi bien le stilton cher aux Anglais que le maroilles, inventé voilà plus de dix siècles par les bénédictins. Le camembert « de ferme » est devenu un produit rare et coûteux. Petites quantités, traites récentes, égouttage, ensemencement, autant de savoirs transmis et de soins que ne peut procurer l'industrie agroalimentaire. Qui oserait, même au Danemark, imaginer que le château d'Iquem, sous la pression de réglemements communautaires, puisse être issu de raisins indifférents et élaborés dans une quelconque coopérative vinicole ? Pourtant, dans l'Orne, quelques grands groupes tiennent le camembert et produisent un fromage hygiéniquement impeccable mais bien peu caractéristique. Un fromage « fermier » sera artisanal et de faible production ou ne sera pas ! Jusqu'au 1^{er} janvier 1998, un statut quo fragile a été établi entre les

autorités fromagères du Nord et celles du Sud. Mais après ?

Saluons l'heureuse initiative de Gérard Poulet, l'excellent maître fromager du Montpommès 25, qui présentera, le 11 octobre à partir de 19 h 30, sa « collection de fromages automne-hiver », soit plus de 200 variétés offertes à la dégustation (Réservation au restaurant Justine de l'hôtel Méridien, 19, rue du Commandant-Mouchotte, 75014 Paris. Tél. : 44-36-44-00). Dîner vins et fromages : 230 francs. Un marché existera toujours, souhaitons-le, pour ce type de fromages. Il n'est que de constater, en France, le regain de la vente « à la coupe » en grandes surfaces, qui compense l'attitude passive des consommateurs face à la distribution fromagère de masse.

Reste à maintenir de bonnes conditions d'élevage des animaux, et la transmission familiale

du savoir-faire. La bonde des Gâtines, un chèvre fermier affiné qui n'est jamais aussi bon qu'à la saison des laits de printemps, survivra-t-il à son producteur, si les enfants sont partis à la ville ? En attendant, on le dénicher chez Pascal Trotte (97, rue Saint-Antoine, 75004 Paris).

Où trouve-t-on les meilleurs fromages en Europe ? A Streatley-on-Thames, dans le Berkshire. Patrick Rance, auteur de *The Great British Cheese Book*, a ouvert un magasin de fromages désormais célèbre. A Londres, une visite au *food hols* de Harrods s'impose, ou bien chez le célèbre Paxton & Whitfield (93, Jermy Street - W1) qui, depuis 1797, propose le plus grand choix de fromages anglais, notamment une gamme de stiltons et de vieux cheddars. A Milan, le bon choix de grana (parmesan), de tallegio et de gorgonzola se fait à

la Casa del formaggio (via Speri-nari, Milan). A Bruxelles, deux fromagers tiennent le haut du pavé : Langhendries (41, rue de la Fourche) et Le Cabricbon (83, rue de Wayer).

Puissent les fonctionnaires de la Communauté y prendre leurs habitudes et apprécier le fameux herve, un puissant fromage de vache fermenté qui parfume le palais d'Aix-la-Chapelle, capitale de l'Europe unie, au temps de Charlemagne, « l'empereur à la barbe fleurie » !

Jean-Claude Ribaut

★ A lire : *Le Goût du fromage*, Gérard Nantet, Flammarion, 340 F. *Guide des fromages de France et d'Europe*, Sélection du Reader's Digest 1995. *Fleurbaey et Roquefort*, Elan Da Silva et Dominique Laurens. Editions du Rouergue, 200 F.

TOQUES EN POINTE

■ LA TOURAINE CHAMPENOISE. C'est à Charles le Chauve que l'on doit cette petite enclave tourangelaise, où il installa une communauté religieuse, en vignoble champenois. La famille Schlosser accueille les voyageurs depuis trois générations. Aujourd'hui, l'établissement est un Logis de France, dix chambres, une table rustique et soignée. Bernard Barbier présente une carte régionale (gigot de volaille sauce champagne) et de bons plats du dimanche (brochet au beurre blanc ou filet de bœuf périgourdine). Nous avons goûté une aumônière de pétoncles au vinaigre, un magret de canard à la purée de céleri, des fromages régionaux accompagnés de l'épatant bouzy rouge de Paul Bara. Menu à 169 et 255 francs.

★ Tours-sur-Marne, 2, rue du Magasin, 51150. Tél. : 26-58-91-93.

■ LE TOURNEBRIDE. On a vu Victor Bride à l'œuvre au Casino d'Enghien, chef saucier puis second de Michel Kerleber. Dans ce bistrot, il propose quelques entrées savoureuses : filets de sardine marinés au basilic, poivrons à la grecque. Le fole gras maison, poêlé à cru et pressé en terrine, est servi en tranches épaisses. Nous avons goûté le sauté d'agneau aux légumes d'automne, à la sauce courte et sapide. Délicieuse dorade grillée au sel de Guérande, tête de veau roulée sauce gribiche et pot-au-feu de canard et crème de raifort. Le plat du jour était une fricassée de pintade fermière. Ces modestes agapes furent célébrées avec un grives 1990, château Mayne-d'Imbert, bien typé (112 francs). Menu : 98 francs. A la carte entre 160 et 180 francs.

★ Paris, 52, rue de Douai, 75009. Tél. : 48-74-77-79. Fermé le samedi midi et le dimanche.

VIN

Les mélanges de cépages donnent un léger mal de tête à l'Alsace

BROUHAHA sur nos frontières orientales : le vignoble alsacien vit aujourd'hui une nouvelle crise d'identité. Au départ, tout était simple. A la différence de toutes les grandes appellations françaises, la clef des vins d'Alsace était celle des cépages. L'amateur pouvait ainsi planoter sur les plus célèbres : gewurztraminer, sylvaner, riesling et tokay - pinot gris. Sur place, entre Colmar et Wolbsheim, le curieux peut, s'il le souhaite, aller beaucoup plus avant sur les sentiers de l'ampélographie gustative, avec les muscats blancs et roses à petits grains, le muscat ottonel, les pinos blancs et noirs ou encore les chasselas, le blanc et le rose.

Onze cépages pour huit appellations, la signature de la plante associée à celle de sa province : que pouvait demander de plus le

peuple alsacien ? Pourtant, certains entrepreneurs une nouvelle quête afin de développer mieux encore l'expression des substances aromatiques de leurs raisins. Loin des excès diluatoires de la plaine, on vit ainsi naître - c'était il y a vingt ans - l'appellation « alsace grand cru », dispositif réglementaire beaucoup plus contraignant et toujours synonyme de vins de grande qualité.

On compte aujourd'hui, répartis sur quarante-sept communes, cinquante grands crus, de surfaces très variables (de 3 à 80 hectares), définis par leurs critères géologiques. Dans ces grands crus, il ne reste plus que quatre cépages : gewurztraminer, pinot gris, riesling et muscat. C'est là que quelques-uns, à la recherche d'une Alsace sublimée, osent de

merveilleuses sélections de grains nobles et des vendanges plus tardives, version française des vins blancs allemands *Eiswein*.

UNIONS CONTRE NATURE

C'est dans ce paysage qu'apparaît une belle controverse, celle dite de l'assemblage. Elle peut aisément se résumer : faut-il ou non autoriser les associations de cépages, réunir dans une même bouteille des vins qui, aujourd'hui, ne peuvent vivre que séparés ? Et que résultera-t-il de telles unions que beaucoup jugent contre nature ? « L'enjeu de ce débat est considérable, puisqu'il s'agit de modifier l'orientation de l'ensemble du vignoble alsacien », écrit Didier Bonnet dans le dernier numéro du *Magazine de l'omnium de vins d'Alsace*.

« Partisans et adversaires de l'assemblage mettent en avant des arguments séduisants, précise-t-il. Côté pour, on observe que de grands vignobles comme le Bordelais ou les Côtes du Rhône pratiquent l'assemblage. Pourquoi, dès lors, l'Alsace devrait-elle conserver une politique de cépages qui ne mène nulle part ? », interrogent les partisans de l'assemblage.

A quoi les « contre » répondent : « Pourquoi copier les autres ? » D'un point de vue commercial, le problème n'est pas simple, puisque le principal assemblage alsacien connu - l'edelzwicker - ne peut être tenu pour un grand vin. Peut-on penser qu'il en ira différemment avec les grands crus ? Certains le pensent, qui annoncent ouvertement leur volonté de se libérer du joug des cépages et d'établir des appellations fondées sur le seul terroir. Distanciant à tout jamais

le peloton grossissant des vins de cépage, ils rejoindraient ici leurs homologues du Bordelais, de la Loire et de Bourgogne. La tentation est grande. Et les premières expériences réalisées dans les plus beaux sites du vignoble laissent penser que le pari peut raisonnablement être tenté.

A l'inverse, on peut, avec raison, soutenir que la promotion de l'assemblage constituera une difficulté supplémentaire pour ceux qui cherchent à saisir la réalité alsacienne. Comment, sans tâtonner trop longtemps, établir les règles de ces associations et comment faire pour que celles-ci ne soient possibles que dans les terroirs d'exception ? Dans l'attente des décisions vigneronnes, on sait déjà que le débat dépasse la seule technique œnologique et les préférences gustatives. Sans doute n'est-il que le dernier témoignage des inquiétudes d'un vignoble en quête de son identité, de sa place dans l'Hexagone.

Jean-Yves Nau

★ *Format Raisin*, le magazine de l'amateur de vins d'Alsace, trimestriel édité par le syndicat des vignerons récents d'Alsace, 8P 1541, 68015 Colmar Cedex, tél. : 89-41-97-41. Parmi les grands noms du vignoble alsacien, on peut citer les célèbres domaines Schlimberger, 100, rue Théodore-Deck, 68501 Guebwiller, tél. : 89-74-27-00 ; la maison Gustave-Lorentz, 35, Grand-Rue, 68750 Berghelm, tél. : 89-73-22-22 ; Jean Hugel, 3, rue de la 1^{re} Armée, 68340 Riquewihr, tél. : 89-49-00-10 ; ainsi que la cave vinicole de Ribeauvillé, 2, route de Colmar, 68150 Ribeauvillé, tél. : 89-73-61-80.

Gastronomie...

PARIS 5^e

L'INDE SUCCULENTE
ou
MAHARAJAH
72, bd St-Germain 5^e
Menus 127 F - 169 F
43.54.26.07 / T.L.J.

PARIS 8^e

ALSACE A PARIS T.L.J.
43.26.89.36
9, pl. St-Audré-des-Arts, 8^e - SALONS
CHOUKROUTES, GRILLADES
FLAMMEKUECHE, POISSONS
BUTIRS & COQUILLAGES

PARIS 8^e

Ristorante GABRIELE
- Produits frais - Cuisine familiale
- Anti-Pasti - Pâtes fraîches maison
Entre place de la Concorde et la Madeleine
7, rue Richemont - 75008 PARIS - F.O.M.
Tél. : 42.60.10.27

PARIS 11^e

8^e FELLINI A VOTRE TABLE
Un décor typiquement milanais créé par un designer italien et voué à la dolce vita, pour savourer les spécialités du chef Umberto Crestini, dont la cuisine, au fil des saisons, est restée simple et authentique. Un nouveau rendez-vous gastronomique situé au cœur de l'espace culturel Klor. A découvrir !
Menu 150 F, carte env. 200 F.
(Fermé sam. midi et dim.)
1, rue Maitland - Tél. : 44.64.11.92

PARIS 14^e

LE MONIAGE GUILLAUME
SALONS PARTICULIERS 25 Pers.
Spécialité de Poissons et Bouillabaisse.
Menu carte : 185 F / 245 F - F.D.
Chambres confort ++
88, rue Toulon-Scène, 14^e Tél. 43.22.96.15

ALFORTVILLE

GD CHINAGORA
粵 粵 王 朝
L'unique restaurant de cette
ambassade culinaire chinoise.
Menus de 55 à 460 francs
pour le repas traditionnel.
1, Place du Confluent France-Chine
94140 Alfortville - Tél. 45.18.33.09
Ouvert tous les jours...

MARLY-LE-ROI

**Déjeuners
dîners
d'affaires**
Banc d'Huîtres
Spécialité de Coquillages
et Crustacés - Poissons
Place de l'Abreuvoir
78160 Marly-le-Roi
Tél. (1) 39.58.42.21
7/7 - Service valetier

Sur nos plateaux, c'est elle la star !

**PROMOTION
FRUITS DE MER
à PLATEAUX**
79^e à 240^e
Menus et
Formules rapides
119 - 149^e

LA CHAMPAGNE
GRANDE BRASSERIE DE LA MER
10 bis, place Clichy - 75009 Paris
Tél. 45 74 44 78 - Fax 42 80 63 10

CHEZ HANSI
GRANDE BRASSERIE ALSACIENNE
3, place du 18-Juin-1940 - 75006 Paris
Tél. 45 48 95 42 - Fax 45 44 85 45

• GRANDES ECOLES DE COMMERCE - HEC & ESC.
• Séminaires et admissions parallèles (bac+2, +3).
• SCIENCES PO - entrée en 1^{re} et 2^e années.
• DROIT/SC.ÉCO - soutien méthodologique universitaire.
• Expertise comptable et entrée en MSTGE.
• Grands concours juridiques - C.F.P.A. ENM.

La confiance - La performance
L'enseignement Supérieur

صكرا من الامم

CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 4 OCTOBRE 1995

ENCYCLIQUE L'encyclique cachée de Pie XI : sous ce titre sort, jeudi 5 octobre, un livre de deux historiens belges, Bernard Suchecky, ancien professeur à Bruxelles et à

New York, et Georges Passelecq, moine bénédictin, ancien déporté, secrétaire de la commission catholique belge pour les relations avec le judaïsme. ● LA PUBLICATION de ce

document signe la fin d'une longue intrigue autour du sort réservé à une encyclique contre le racisme qui avait été commandée par Pie XI en 1938 mais n'avait jamais été publiée. C'est

l'histoire d'une occasion manquée par l'Eglise de se mobiliser, à la veille de la guerre et du génocide, contre l'antisémitisme. ● LE « SILENCE » de Pie XII pendant la guerre et l'histoire

de la Compagnie de Jésus, confrontée à des choix difficiles dans une période dominée par l'affrontement du fascisme et du communisme, sont de nouveau en débat.

Le rendez-vous manqué de l'Eglise dans la lutte contre l'antisémitisme

Dans un ouvrage qui sort à La Découverte, deux historiens publient un projet d'encyclique du pape Pie XI, écrit en 1938, qui était resté dans le secret des archives. Ils relancent ainsi le débat sur l'attitude de Rome face à la persécution des juifs

JAMAIS UNE ENCYCLIQUE, restée secrète, n'avait autant fait parler d'elle. Au début des années 70, aux Etats-Unis, le *National Catholic Reporter* en avait publié des extraits. Mais c'est un document intégral que publient aujourd'hui Bernard Suchecky, historien juif, et Georges Passelecq, moine bénédictin, complété par le récit des circonstances de la commande, de la rédaction et surtout de la non-publication de cette encyclique du pape Pie XI sur l'antisémitisme, rédigée en 1938 par trois jésuites et intitulée *Humani generis unitas* (L'Unité du genre humain). Ce faisant, cet ouvrage devient une pièce à conviction pour comprendre l'attitude du christianisme, à la veille de la seconde guerre mondiale, face au racisme et à l'antisémitisme.

La recherche de ce document ressemble à une enquête policière. Elle a duré, pour les deux auteurs, près de dix ans. Ils se sont heurtés à des portes fermées aux archives de la Compagnie de Jésus, à Rome et au Vatican. C'est grâce à une documentation microfilmée retrouvée aux Etats-Unis qu'ils ont pu obtenir la version française de l'encyclique et reconstruire son histoire.

Juin 1938. L'Europe est au bord de la guerre. Sous les applaudissements du cardinal Inuitzer, archevêque de Vienne, Hitler a annexé l'Autriche et s'apprête à envahir la Tchécoslovaquie. Depuis les lois de Nuremberg sur les juifs (1935), l'antisémitisme du régime nazi n'est ignoré de personne. En Italie même, moins de dix ans après les accords du Latran, la tension monte entre Pie XI et Mussolini avec la mise en place d'une législation qui protège la « pureté » de la race italienne.

Pie XI avait bien publié, le 14 mars 1937 – et en allemand –, sa fameuse encyclique *Mit brennender Sorge* (Avec une inquiétude brûlante), visant le régime national-socialiste. Elle précédait de cinq jours *Divini Redemptoris*, également célèbre pour sa condamnation du communisme « intrinsèquement pervers ». Mais le raz-de-marée, à travers l'Europe, du fascisme, du racisme et de

l'antisémitisme hante les jours de ce pape volontaire. Le 22 juin 1938, il confie ses tourments à un jésuite américain de passage au Vatican, John LaFarge, un spécialiste de la question noire et du racisme aux Etats-Unis, à qui, tout de go, il confie la rédaction d'une encyclique. Avec cette seule consigne, outre celle du secret pontifical : « Dites simplement ce que vous diriez si vous étiez pape vous-même. » Pour l'Américain, « c'est comme si le roc de Saint-Pierre [lui] était tombé sur la tête ».

Avec Gustav Gundlach, un Allemand, et Gustave Desbuquois, un Français, tous deux spécialistes de la doctrine sociale de l'Eglise et également jésuites – la Compagnie de Jésus jouissait alors de privilèges analogues à ceux de l'Opus Dei aujourd'hui –, John LaFarge se met au travail d'arrache-pied, à Paris, dans la touffeur de l'été 1938 et la crainte de dénonciations. Moins de trois mois après, ils livrent leur « copie » à leur supérieur général à Rome, le Père Wladimir Ledochowski, chargé de remettre ce projet d'encyclique entre les mains du pape. Mais, à l'excitation des débuts, succède la déception, puis l'inquiétude. Le général des jésuites fait trainer les choses. Il confie le document à de prétendus experts, alors qu'au Vatican des intrigues se nouent autour d'un pape octogénaire et malade. Quand Pie XI meurt, le 10 février 1939, les trois jésuites ne sont même pas assurés qu'il ait lu leur esquisse.

« SABOTAGE »

Le cardinal Eugenio Pacelli lui succède, le 2 mars, sous le nom de Pie XII, et les espoirs du trio de jésuites s'effondrent. Un nouveau pape n'est jamais engagé par les projets de son prédécesseur. Ancien nonce en Allemagne et secrétaire d'Etat de Pie XI, Pacelli est beaucoup plus « diplomate », c'est-à-dire plus souple que le précédent pontife. Fin mars 1939, l'assistant du général des jésuites informe, pour la première fois, ses auteurs que l'encyclique a bien été transmise avant sa mort à Pie XI, mais que son suc-



cesseur n'a pas eu le temps d'en prendre connaissance. Autrement dit, le projet meurt presque aussitôt qu'il est né. Malgré leur vœu d'obéissance, LaFarge, Gundlach et Desbuquois murmurent. L'un d'eux va jusqu'à parler de « sabotage ».

Plus d'un demi-siècle après ce rendez-vous manqué à l'histoire, resurgissent donc les questions sur l'aveuglement des autorités vaticanes devant la catastrophe imminente pour les juifs. L'encyclique de 1938 qui, pour la première fois, condamnait l'antisémitisme et les persécutions est-elle restée volontairement ou oon « cachée »,

comme l'affirme le titre de l'ouvrage de Passelecq et Suchecky ? Sa non-publication, de même que les étonnantes mises, si longtemps après, pour en percer le mystère sont-elles dues à la routine ecclésiastique ou à une consigne claire de dissimulation ? Même si les formulations de ce projet d'encyclique paraissent aujourd'hui bien timides, on imagine l'impact qu'aurait pu avoir un tel texte du magistère pontifical dans les chancelleries européennes et l'opinion publique.

Dans l'ouvrage publié aujourd'hui, on trouvera sans doute matière à relancer le procès sur le

« silence » de Pie XII (lire ci-dessous), à dénoncer ses finasseries diplomatiques pour sauver – par la signature de concordats avec l'Italie de Mussolini, l'Allemagne de Hitler ou l'Espagne de Franco – son influence politique. On est frappé, en effet, par la succession des embûches placées pour retarder la publication de cette encyclique de Pie XI par le général de la Compagnie de Jésus, plus inquiet par les progrès du bolchevisme à la frontière de son pays, la Pologne, que par l'ascension du diable nazi. Et si Pie XI était physiquement trop diminué pour aller au bout de son combat, son secrétaire d'Etat, le cardinal Pacelli, ne pouvait pas ignorer l'existence d'un tel projet. Or, devenu pape à son tour, s'il en cite des passages entiers dans sa première encyclique d'octobre 1939, *Summi pontificatus*, il ne reprend pas ceux qui touchent à l'antisémitisme et aux juifs.

Et pourtant, sans certitude formelle sur le parcours accompli par ce projet d'encyclique, Georges Passelecq et Bernard Suchecky se gardent d'être accablants. Ils ne concluent pas nettement à la dissimulation volontaire. A travers ce projet mort-né, son circuit incertain, les correspondances échangées, ils témoignent surtout de la grande faiblesse de la réflexion chrétienne de l'époque vis-à-vis de l'antisémitisme. Si monte, alors, une exigence de respect pour les juifs (« Nous sommes tous spirituellement des sémites », dit Pie XI à des pèlerins belges en 1936), la défiance et la conversion du juif restent la norme.

Au oom de l'« unité du genre humain », l'antisémitisme « racia », il-

lustré par les lois d'exception en Allemagne et en Italie, est farouchement rejeté. Mais l'antijudaïsme religieux demeure la règle. L'encyclique cite saint Paul et tout ce qui, après l'apôtre, a pu justifier la théologie de la « substitution » (le Nouveau Testament remplaçant l'Ancien, etc.). On tolère, enfin, un antijudaïsme « sociologique » destiné à restreindre l'action des juifs dans la société, à combattre « par des moyens moraux et légaux, dit un article de 1930 précisément rédigé par le Père Gundlach (l'un des trois auteurs de l'encyclique), l'influence néfaste du judaïsme économique et intellectuel ».

Au-delà d'un nouveau « scandale Pie XII », qu'il aurait été facile de soulever, le livre de Georges Passelecq et de Bernard Suchecky reprend donc la réflexion en amont sur « le silence » de l'Eglise et l'élargit. Depuis 1938, le discours catholique sur les juifs a changé. Mais à quel prix ! Il aura fallu Auschwitz, le retour des juifs en Israël, la dénonciation de l'« enseignement du mépris » par Jules Isaac devant Jean XXIII, le concile Vatican II et le voyage de Jean Paul II à la synagogue de Rome. Tous les nuages se sont pas, pour autant, dissipés. En pleine polémique sur le carme d'Auschwitz, en 1987, le pape actuel avait promis un texte sur l'Holocauste et... l'antisémitisme. L'attente dure depuis huit ans.

H. T.

* L'Encyclique cachée de Pie XI, de Georges Passelecq et Bernard Suchecky. Préface d'Emile Poulat. Ed. La Découverte, 323 pages, 135 F.

La controverse sur le « silence » de Pie XII

LES RELATIONS de Pie XII avec le III^e Reich et son quasi-toutisme face à l'extermination des juifs ont toujours fait l'objet de controverses. Avant d'être élu pape le 2 mars 1939, Eugenio Pacelli avait été nonce à Munich (1917-1920) et à Berlin (1920-1929). Puis, comme secrétaire d'Etat de Pie XI, c'est lui qui avait signé le Reichskonkordat avec le régime nazi. Dès le lendemain de son élection, Pie XII reçoit un message chaleureux de Hitler, auquel le nouveau pape répond dans les mêmes termes, rapporte Saul Friedlander dans *Pie XII et le III^e Reich* (1964). Peu après, le 15 mars 1939, quand l'armée allemande franchit la frontière tchèque, il ne proteste pas. Il n'intervient pas davantage quand, le 1^{er} septembre, la Pologne est à son tour agressée. Dans sa première encyclique, *Summi Pontificatus*, en octobre 1939, il s'en prend à l'idolâtrie de l'Etat et déplore les souffrances des Polonais catholiques, mais il ne dit rien de la politique d'extension militaire du Reich ni des crimes de guerre de Hitler.

Dès le début de 1942, le Vatican est informé

de la mise en œuvre de la « solution finale ». Il est alerté par les organisations juives, par les milieux diplomatiques, par les ambassades militaires, par le nonce de Slovaquie. Y compris par des officiers allemands, comme le colonel Kurt Gerstein, mis en scène dans la pièce *Le Vicaire*, de Rolf Hochhuth (1963), qui avait été écarté par le nonce à Berlin, M^r Osenigo, alors qu'il disposait de témoignages oculaires sur les camps de la mort en Pologne.

La seule allusion publique de Pie XII à l'extermination des juifs se trouve dans son message de Noël 1942, quand il parle « des centaines de milliers de personnes qui, sans aucune faute de leur part, ont été vouées à la mort ou à une progressive extinction ». Mais il ne mentionne pas les victimes juives, encore moins les bourreaux nazis.

Sans doute d'autres témoignages viennent-ils corriger un portrait trop souvent caricatural de Pie XII. On ne peut pas oublier ses certaines d'allocutions dénonçant le nationalisme, le to-

talitarisme et le mépris des engagements internationaux. Ni recenser toutes les actions menées, à l'initiative du Vatican et de ses représentations diplomatiques, en vue de sauver des juifs. Un expert israélien, Pinchas Lapide, dans son livre *Rome et les Juifs*, note même que Pie XII aurait sauvé plus d'un demi-million de juifs.

Le pape craignait-il, en parlant plus fort, d'aggraver le sort des victimes et d'encourager des représailles, telles que celles qui suivirent, aux Pays-Bas, la dénonciation de l'occupant nazi par l'évêque hollandais ? L'attitude de Pie XII était dictée à la fois par la lutte contre le communisme – condamner l'Allemagne revient à affaiblir le seul rempart face à l'expansion du bolchevisme – et par la défense de l'Eglise, qui supposait que le pape ne dise rien qui puisse aggraver ses divisions, mettre en cause son statut et risquer des persécutions pour son clergé.

H. T.

Henri Madelin, directeur de la revue « Etudes »

« Le communisme était l'adversaire principal »

« Le livre de Georges Passelecq et Bernard Suchecky ouvre une page de l'histoire de l'Eglise, mais aussi de la Compagnie de Jésus... »

En effet, leur ouvrage montre des jésuites aux premières loges de l'affrontement entre les deux totalitarismes dominants de l'entre-deux-guerres : d'une part, le totalitarisme de la « race », que connaissent bien, malgré des expériences différentes, les deux principaux rédacteurs de cette encyclique de Pie XI, John LaFarge, fils d'immigrants aux Etats-Unis, et l'Allemand Gustav Gundlach ; d'autre part, le totalitarisme de la « classe », qui fonde les extrémismes communistes ; dans le climat de l'époque, celui-ci est bien l'ennemi numéro un, comme le prouve l'attitude du supérieur général de la Compagnie de Jésus, le Père Ledochowski, et celle de Pie XII.

Les analyses modernes des totalitarismes montrent que le fascisme et le communisme se rejoignent, mais à la veille de la

deuxième guerre mondiale, c'est loin d'être l'opinion dominante. On croit encore, dans l'Eglise notamment, qu'il est possible d'obtenir des concessions de la part des fascismes, face à l'adversaire principal qui est le communisme. Il faudra la persécution et la déportation de prêtres ou de laïcs chrétiens pour que les yeux commencent à s'ouvrir.

Aussi comprend-on mieux la déception des auteurs jésuites après l'« enterrement » de leur encyclique. Car que proposent-ils dans le document publié aujourd'hui ? Une reconstruction de la société sur un modèle chrétien, en référence aux encycliques sociales, fondée sur le respect de la personne et des corps intermédiaires, sur la conception d'un Etat garant du bien commun. Ils comprennent que c'est la seule alternative possible face aux totalitarismes, et ils ressentent comme un échec le silence qui est imposé à leur document.

— A la lecture, n'est-on pas

frappé aussi par le décalage entre l'état d'avancement de la réflexion de l'Eglise sur les questions sociales ou politiques et son retard sur l'antisémitisme ?

— L'est-elle toujours sur le plan politique ? Je ne peux pas relire ces pages sur l'avant-guerre sans penser au climat actuel. Une religion ou une Eglise qui n'ont pas de critères d'analyse politique suffisants sont toujours piégées par les puissants, par les dictateurs, par les « prophètes de néant », comme disait Pie XI. C'est le cas des Eglises « nationales », de celles qui sont coupées du siège romain ou qui s'en écartent. Telle était objectivement l'attitude de l'Eglise autrichienne au moment de l'Anschluss : elle est remise à sa place à la fin par le jésuite Gundlach à Radio-Vatican en 1938 – le principal auteur de l'encyclique – et par Pie XI, qui refuse l'abaissement de l'Eglise devant le tyran. Mais c'est le même Gundlach qui, au début des années 30, dans un article très éclairant, établit des distinctions

entre un antisémitisme juridique condamnable parce que contraire à l'Etat de droit, un antijudaïsme « religieux » et un antijudaïsme sociologique, lié à l'observation de la vie professionnelle et partiellement légitime.

C'est un vrai travail d'historiens que viennent de faire Georges Passelecq et Bernard Suchecky, au sens où ils analysent les différents « possibles » d'une action déjà accomplie et disent que, dans l'attitude de l'Eglise à la veille de la deuxième guerre mondiale, ce n'est pas la solution la plus favorable aux juifs qui a été choisie. Il faudra attendre Jean XXIII et le concile pour que Rome adopte une autre façon de se positionner par rapport aux problèmes du monde. La défense de l'institution-Eglise n'occupe plus un espace démesuré. La vision s'est élargie. Au nom de l'Evangile, c'est le respect de tout homme qui devient dominant.

Propos recueillis par Henri Tincq

Avec Béjart à Chaillot !

**Maïa Plissetskaïa
Patrick Dupond
Maguy Marin
Jean Babilée
Shantala, NDT 3
Mats Ek, Jiri Kylian
Luciana Savignano
Marco Pierin**

**jusqu'au 22 octobre
location 47 27 81 15**

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT

ECOUTEZ VOIR

صوتك من الامم

Le théâtre national de Chaillot
47 27 81 15

Une exposition à La Villette retrace l'âge d'or et la décadence de la fête foraine

Une rétrospective spectaculaire et ludique de la période 1850-1950

La Grande Halle de La Villette accueille, jusqu'au 14 janvier, une exposition pensée pour un large public, pour les jeunes et moins jeunes, autour

de la fête foraine. Loin d'une présentation désincarnée, cette exposition se veut ludique, spectaculaire, tout en apportant nombre d'informations sur l'histoire des saltimbanques, de 1850 à 1950. Un siècle qui retrace l'ascension, l'âge d'or et la décadence d'un art populaire.

IL ÉTAIT UNE FOIS LA FÊTE FORAINE. Grande Halle de La Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris. Du lundi au dimanche, de 10 h à 19 h 30 (le samedi jusqu'à 22 h). Jusqu'au 14 janvier 1996. 55 F. Catalogue édité par la RMN, 256 pages, 120 F. Numéro spécial de *Connaissance des arts*, 68 p., 55 F.

Pour pénétrer dans la Grande Halle de La Villette, il faut franchir une haie de roulettes bleues. Le volume de la musique augmente. Déjà on ne s'entend plus. Le son est un autre sens à franchir. Le visiteur est alors immergé dans un kaléidoscope où le rouge domine, architecture éphémère traversée par un assemblage de poutrelles de bois. Au milieu s'élève une sorte de monument à base de chevaux de bois, de vaches en carton-pâte et de cocons roses qui semblent sortir d'un album de Benjamin Rabier. Ils viennent en fait des ateliers de Gustave Bayol, roi de la sculpture animalière au début du siècle, spécialiste des manèges à thème, « carrousels » à vapeur où sont alignés cinq ou six rangs d'animaux qui montent et descendent.

Tout autour de la pyramide, les affiches claquent, les balançoires tournoient, les organes mécaniques mugissent, les marionnettes dansent au bout de leurs fils. Sur un écran, des rivaux anonymes de Méliès jouent avec leurs têtes.

Pourtant le somptueux décor imaginé par Raymond Sarti pour cette exposition « Il était une fois la fête foraine » est loin d'être réaliste. Il ne verse pas, non plus, dans l'idéalisation « beaux-arts ».

Si tous les ingrédients de la fête sont en place, le scénographe a installé une distance pour que le public sente bien qu'il est dans une exposition « historique », calée entre deux dates – 1850 et 1950 – marques de l'ascension et de l'entrée en décadence d'une institution née de la ville, pour la ville. On est également loin de la muséographie désincarnée, suspendue dans le temps et dans l'espace, chère au Musée des arts et traditions populaires (ATP), dont est pourtant issu le commissaire de l'exposition, Zeev Gourari.

Pour rendre l'atmosphère désordonnée de la fête foraine, il fallait retrouver la logique. Zeev Gourari et Raymond Sarti ont calqué leur dispositif sur celui des forains. À droite, les « banques », à gauche les « tournants », au fond les « trésors ». La banque à longtemps régné sur la fête foraine. Sous ce nom sont en effet regroupés l'ensemble des spectacles de la foire : au Moyen Âge, sous le banc de la foire (l'estrade), on trouvait les baigneurs qui faisaient à leurs opérations de change. Sur le banc se produisaient les saltimbanques qui présentaient leurs numéros. Ceux-ci se renouvelaient à heures fixes : pantomimes, fairs, animaux dressés (du lion à la puce), lutteurs.

Ils sont d'habitude précédés d'une parade animée par un « bonisseur ».

Les tournants sont des attractions mécaniques qui, comme leur nom l'indique, tournent pratiquement sans interruption : manèges, tourbillons, grandes roues, dragons... Depuis les années 50, ce sont eux qui ont pris le pouvoir dans les fêtes foraines. Les entrées sont des baraques où le public canalisé se déplace de façon continue pour contempler un spectacle fixe (animaux exotiques, monstres, cirques anatomiques, maquettes...) en entrant d'un côté pour ressortir de l'autre. Viennent ensuite les tirs et d'autres baraques : celles où on lit l'avenir et celles où l'on se restaure.

LE CINÉMA BALBUTANT

À la veille de la première guerre mondiale, avec comme arme secrète le cinéma balbutiant et ambulatoire, la fête foraine connaît une apothéose dont Raymond Queoau s'est souvenu en écrivant *Pierrot mon ami*, roman à la gloire du Luna-Park de la porte de Chailot avec son palais de la Rigolade et son peuple de « philosophes », voyeurs qui guettent les jupes des jeunes femmes retournées par un violent courant d'air.

Pour nous raconter en trois dimensions l'histoire de cette fête, Zeev Gourari a soigneusement évité un autre écueil : présenter son exposition comme le reflet d'un âge d'or où toutes les couches de la population communiaient dans

une forte odeur de frites au son des roulements de tambour et de l'aboiement des bonisseurs. Il a préféré s'attacher à une archéologie sensible de la fête foraine dont on peut visiter les strates à des rythmes très divers. On peut s'attarder à la lecture des cartes qui détaillent les origines de telle attraction ou déambuler devant les affiches géantes qui vantaient un train fantôme, écarter le rideau qui abrite la « véritable » strène ou manger une gaufre au son d'un b-monaire.

Au-delà du succès qu'elle mérite, cette exposition peut avoir plusieurs conséquences. D'abord encourager le musée des ATP à sortir de sa torpeur et à ouvrir massivement ses collections au public. On aimerait que le partenariat qui s'est oué avec la Grande Halle de La Villette soit renouvelé. Inciter la direction des musées de France (DMF), qui a donné à Zeev Gourari les moyens de monter son exposition (le budget de 23 millions de francs vient, à part, de la DMF et de la Grande Halle), à poursuivre ce type d'opération avec les musées de société qu'elle oégile trop souvent. Zeev Gourari affirme enfin que les forains, grâce à cette exposition, ont pris conscience de leur histoire. Et qu'ils seraient disposés à favoriser l'ouverture d'un musée de la fête. Un musée que plusieurs municipalités se disputent désormais.

Emmanuel de Roux

Plusieurs villes souhaitent créer un musée des arts de la fête

A LONDRES, en 1996, doit s'ouvrir le Fairy Ground Heritage Trust, qui va permettre aux Anglais de découvrir leurs arts forains. Et pour la France ? Plusieurs villes, Paris, Lens, Gérardmer (Vosges), Nice, Fréjus et Lyon envisagent de créer un musée. Cette boucoulade est liée à l'éclatement des collections, publiques ou privées, qui sont souvent importantes.

Le fonds du Musée des arts et traditions populaires, à Paris, a pu acquérir la collection Henri Lemonnier, mais, faute de place, elle est habituellement en caisses. Si le Musée (privé) de la mécanique, installé derrière le Centre Pompidou, a été dispersé, il en existe un autre sur le même thème, aux Gets (Haute-Savoie). Un Musée du théâtre forain a également ouvert, le 30 septembre, à Artenay (Loiret) (*Lire ci-dessous*). Par ailleurs, deux gros ensembles ont été constitués : le premier par François et Fabienne Marchal à Gérardmer, dans les Vosges ; le second par Jean-Paul Favand à Paris, 50, rue de l'Eglise (dans le XV^e arrondissement). Ces deux collections pourraient servir de base à un musée. La première, sur place. La seconde, celle de

Jean-Paul Favand, qui est à vendre depuis des années, près de Lens.

L'installation dans le Pas-de-Calais d'un palais permanent de la fête est une idée du sous-préfet du département, Henry Feral. Dans cette région sinistrée, une vaste friche minière est disponible aux portes de Lens, à Hémin-Beaumont. Sur un terrain de 70 hectares, ponctué de deux terils de plus de cent mètres de haut, dix hectares pourraient être consacrés à un musée d'art forain. « Pour implanter un musée, il faut qu'il se greffe sur une culture locale. Or la tradition de la fête – la *Ducasse* – est toujours très vivante dans cette région », explique Henry Feral.

Il faut aussi une collection, et celle de Jean-Paul Favand ferait l'affaire. Encore faut-il l'acheter. En totalité ? La question se pose. Une partie du fond des ATP pourrait également se retrouver ici. Si la région et le département se disent intéressés, la direction des Musées de France, à qui l'on demande de financer la moitié des investissements, est nettement plus prudente. Car le projet est lourd : entre 90 millions et 130 millions de francs selon le sous-préfet, qui table sur

400 000 à 500 000 visiteurs et 30 millions de francs de recette par an. Ces chiffres semblent optimistes à la DMF, déjà échaudée par le dépôt de bilan du Port-musée de Douarnenez, basé lui aussi sur une excellente idée et sur une oon moins bonne collection, mais dont la gestion fut catastrophique et le nombre des visiteurs surestimé. Le Palais de la fête compte sur le mécénat d'une entreprise – Auchan – qui pourrait installer une grande surface à proximité. Mais les ATP, à qui l'on demande de déposer une partie de leurs collections, voient ce voisinage d'un assez mauvais oeil : « Le Palais de la fête risque de n'être que le faire-valoir d'une entreprise commerciale », redoute Zeev Gourari.

Pourtant la délégation à l'aménagement du territoire (Datat) a donné un avis favorable en soulignant l'exceptionnelle densité de population, le bon réseau de communication et l'opportunité de relancer en France la construction de matériels forains, aujourd'hui particulièrement implantée en Allemagne.

E. de R.

Les saltimbanques font halte à Artenay

MUSÉE DU THÉÂTRE FORAIN, quartier du Paradis, 45410, Artenay. Tél. : 38-80-09-73.

Marie-Claude Grohens est, incontestablement, la mère du musée du théâtre forain, inauguré le 30 septembre à Artenay, petite bourgade beauceronne de 2 000 habitants, à 20 kilomètres d'Orléans. Pourquoi Artenay ? Parce que la municipalité offrait un bâtiment de 1 500 m² (une ancienne ferme). Et parce que les collections sont venues de trois familles habitant le Loiret – les Créteur, les Créteur-Cavalier et les Cavalier – qui achevaient là une vie passée sur les routes.

Marie-Claude Grohens, qui, en 1975, enseignait la sociologie à l'université de Nanterre, a débarrassé ces nomades. Et, avec ses étudiants, a filmé ces derniers des Mohicans. Outre des entretiens croisés, cinq pièces du répertoire ont été enregistrées. Un répertoire qui va de la *Passion de Notre-Seigneur Jésus-Christ* aux *Deux orphelins d'Adolphe Dennery*, du Bossu de Paul Féval au *Pied de mouton* de Pixérécourt en passant par les *Misérables* de Victor Hugo.

« Des spectacles d'essence populaire, entre cirque et théâtre, ex-

plique Marie-Claude Grohens. Du cirque il y avait les acteurs, qui mariaient tous les genres : danse, pantomime, marionnettes. Du théâtre, il a un répertoire, adopté d'ailleurs plus ou moins connus, souvent écrit, qui n'excluait ni le vaudeville ni le comique troupière. Au lendemain de la guerre, il y avait encore une vingtaine de troupes en France : des petits entrepreneurs qui se déplaçaient de ville en ville. A la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, elles ont été peu à peu repoussées des grandes cités et des bordières vers les zones rurales. A la fin, elles ne travaillaient plus qu'en famille. Elles ont disparu au début des années 60. »

Si les collections (2 000 pièces, allant des costumes aux décors et affiches) n'ont pas coûté très cher (400 000 francs environ), la réhabilitation du bâtiment s'est élevée à 17 millions de francs dont 40 % ont été financés par le ministère de la culture. Reste à savoir comment la petite commune va pouvoir gérer seule cet établissement dirigé par une conservatrice à mi-temps, assistée d'un gardien et d'une hôtesse. Et si le choix d'Artenay, en dépit de la bonne volonté de la municipalité, s'imposait pour l'implantation d'un tel musée.

E. de R.

Robert Frank accueilli à Amsterdam

L'accrochage confus du Stedelijk Museum n'arrive pas à traduire la force et la cohérence de l'œuvre du grand photographe américain

MOVING OUT, de Robert Frank, Stedelijk Museum, Paulus Potterstraat 13, 1071, Amsterdam. Tél. : 19-31-20-573-29-11. Jusqu'au 29 octobre. Catalogue, National Gallery de Washington et Scala (diffusion Interart), 338 p., 420 F.

AMSTERDAM

de notre envoyé spécial

La première photographie donne le ton : un migrant anonyme, photographié de dos, observe l'océan tumultueux depuis le bateau qui le mène, en 1947, d'Anvers à New York. Ce n'est pas lui, mais ce pourrait être Robert Frank, Suisse de vingt-trois ans, qui abandonne un pays étouffant pour gagner l'Amérique, afin « de conquérir la liberté d'être soi-même ». Ainsi s'ouvre autour du plus mythique des Américains la rétrospective imaginée, en octobre 1994, par la National Gallery de Washington – Frank y a déposé la majeure partie de ses négatifs, planches de contact et des tirages –, qui a fait escale en juin à Zurich, pour s'arrêter, en ce début d'automne, dans la cité portuaire d'Amsterdam.

Cette image de fuite ou de départ donne le ton, tant l'autobiographie, le dialogue entre la réalité et la fiction, les espoirs et les douleurs intimes de Robert Frank sont au centre d'une œuvre qui s'apparente à une « boîte à mémoire », un « grenier à souvenirs ». Plus de cent cinquante « fragments », comme il aime les définir, sont rassemblés au Stedelijk Museum. Ils sont présentés dans leur chronologie et mêlent photographies, mots, vidéos, films, Polaroid, assemblages, montages.

Le visiteur découvre les premières images prises autour de Zurich dominées par un montage de vingt-cinq contacts cadrés – des vaches, la rue, la montagne enneigée. Suivent les photographies prises à son arrivée à New York, les séries comme *Black White and Things* (1952), ses livres expérimentaux (*Le Pétrole*), ses journaux intimes en images.

UN CHAOS D'IMAGES

Dans la salle la plus vaste, se déploient *Les Américains* (le livre avait été édité par Robert Delpre en 1958), et la rétrospective se termine avec les montages et la vidéo *Moving Pictures* (sorte de bilan personnel et de convictions), des grands formats, où la figure meurtrie de l'artiste, celles de ses proches et de sa femme, la douleur affichée après la perte de sa fille, ses amis disparus, s'entrechoquent dans un chaos d'images. Le matériel d'Amsterdam est le même que celui de Washington : même mélange de tirages anciens et récents, planches de contact instructives pour constater que Frank prenait peu de vues d'une même scène – « La première photo est souvent la bonne ». Mais Washington était plus exemplaire qu'Amsterdam. Au Stedelijk, l'exposition se déroule en huit salles exiguës et basses de plafond quand les espaces généreux de la National Gallery offraient à Robert Frank l'air et la liberté qu'il appelle dans ses images.

Surtout, Sarah Greenough, à qui l'on doit l'accrochage de Washing-

ton, proposait une interprétation radicale et cohérente de l'œuvre – avec le plein accord du photographe : non pas montrer une suite de belles images – « ce qu'on appelle l'esthétisme en photographie me donne des oignons d'estomac » –, mais montrer combien Frank hésite, expérimente, revient, détourne, multiplie les correspondances et associations d'images anciennes et nouvelles.

Dans un entretien qu'il nous avait accordé au moment de l'ouverture à Washington (*Le Monde* du 17 novembre 1994), Robert Frank justifiait ainsi le titre de l'exposition : « *Moving Out* signifie que j'ai toujours cherché à sortir du cadre photographique classique, l'associe des images, j'écris dessus, en dessous, je les gratte, je les mortifie. »

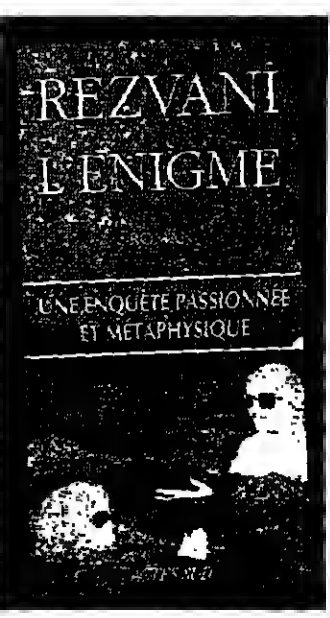
DISPERSION

A Amsterdam, l'exposition perd son propos radical en mettant en avant, dans un accrochage mou et décoratif, une succession de photos que l'on contemple sagement et qui ont perdu ou route nombre de panneaux explicatifs. Exemple : les quatre images qui ouvrent *Les Américains* doivent se « lire » ensemble, comme un film, dessinant un portrait sévère des États-Unis dans les années 50 – les riches et les pauvres, les Noirs et les Blancs, les détenteurs du pouvoir et les victimes.

Disperser les images dans la salle, comme l'a fait Amsterdam, inventer des associations purement graphiques, leur adjoindre des photos qui ne figurent pas dans le livre, les présenter comme des icônes interchangeables, sont des contresens. Tout comme la série déterminante sur les New-Yorkais pris par Frank depuis un bus – qui renvoie aux portraits pris par Walker Evans dans le métro – est reléguée dans l'anonymat d'un coin de musée.

Mieux vaut cette exposition que pas d'exposition, diront les pragmatiques – et les amoureux français de Frank, qui en sont privés. Ils ont raison, mais il est dommage qu'Amsterdam n'ait pas assez écouté son credo : « Moins d'art, plus de vérité. Être avec, libre pour faire des choses authentiques, plus rigoureuses, spontanées, moins calculées. »

Michel Guerrin



théâtre du soleil

le moulin

le tantum

CARTOUCHERIE LOCATION 43.74.24.08

le petit ophrys

DICTIONNAIRE ANGLAIS - FRANÇAIS

Enfin un dictionnaire pour lire et comprendre facilement tout ce qui se dit et s'écrit aujourd'hui en anglais et américain (presse générale et économique, romans contemporains).

Maniable, clair et facile à consulter, débarrassé des mots connus de tous, il contient en format poche plus de mots difficiles que les gros dictionnaires.

Broché 130 F Relié 150 F

Ophrys 10 rue de Nesle 75006 Paris tel 44 41 63 75

sortie nationale mercredi

SELECTION OFFICIELLE
FESTIVAL DE CANNES 1995LAND AND
FREEDOMUN FILM DE
KEN LOACH

CINEMA

DIAPHANA
DISTRIBUTIONLa FIAC cultive le conformisme
et manque d'audace

La vingt-deuxième édition accueille cent vingt galeries quai Branly

Les grands maîtres de l'art moderne - Cézanne, Picasso, Matisse, Léger, Miro, Klee - occupent une large part des cimaises de cette édition de la FIAC, qui a lieu jusqu'au 9 octobre, quai Branly à Paris. Au détriment d'artistes contemporains et de jeunes galeries qui ne trouvent plus leur place dans cette foire.

FIAC: Espace Eiffel Branly, quai Branly, 75007 Paris. De 12 heures à 20 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 20 heures, nocturne vendredi 6 octobre jusqu'à 23 heures. Fermé le 9 octobre à 18 heures. 60 francs. Tél.: 44-18-41-03. Jusqu'au 9 octobre.

Souvenez-vous, c'était il y a si peu de temps: la FIAC, en ce temps-là, occupait la nef du Grand-Palais. Partout, sur la galerie suspendue sous la voûte de verre, sur et sous les escaliers, les œuvres s'accumulaient. La visite tournait à l'épreuve de force et l'amateur l'achevait harassé, les yeux douloureux, les jambes tremblantes, le dos ployé, la tête vide. Où avait-il vu tel tableau, était-ce dans une galerie allemande ou suisse, chez un Français ou un Italien? Il n'arrivait plus à se souvenir. Il avait été vaincu par la surabondance.

De tels accidents sont aujourd'hui impossibles. La FIAC d'aujourd'hui n'exige plus ni genoux de marathonnien, ni mémoire d'encylopédiste. A l'âge de l'excès, succède le temps du manque - ce manque qui suscite l'ennui et la mélancolie. Une soixantaine de ga-

leries, car capacité de choisir et courage font généralement défaut. Pour constituer leur stand, les marchands ont recours au procédé sans risque du mélange des genres. Ils puisent dans leurs stocks et juxtaposent des noms célèbres - voilà tout. Par sécurité, ils privilégient les artistes de la première moitié du siècle et les plus connus des morts récents.

Cette méthode produit des résultats calamiteux quand elle associe - galerie Veranmenan - Botero, Cesar et Combas et des accrochages brillants, quand elle est pratiquée par Jan Krugier - Cézanne, Picasso, Klee et Torres-Garcia en vedettes - ou par Annelly Juda - Mondrian, Gonzalez, Schwitters et Malevitch en guest-stars.

RÉSULTATS CALAMITEUX

Les Waddington Galleries alignent une suite de grands et petits Picasso excellents qui alternent avec des œuvres sur papier de Matisse, Léger ou Miro. Chez le Milanais Giulio Tega, la distribution réunit Miro, Gris, Morandi, Savinio et son frère De Chirico. Fort bien. Ces tableaux et dessins se contemplent avec plaisir. Il en est de même des Hélio abstraits pré-

piés: chez Loeb, Guinan et Jean-Clos, classiques de la maison; galerie Beaubourg, un show Louis Cane, comme souvent: on pourrait multiplier les exemples de ces accrochages rituels sur lesquels le regard glisse sans trouver une singularité qui le retienne. Faute d'audace, la répétition, cette commodité, devient la règle.

On sait l'objection: « Comment les galeries osaient-elles présenter des artistes nouveaux alors que le marché va si mal? Vous savez bien que les amateurs aiment à être rassurés. Et puis, sur un jeune, pas moyen de faire un vrai bénéfice. » Ces arguments, cent fois opposés, ne valent rien.

La timidité n'est que le meilleur moyen de s'enfoncer davantage dans la crise. Bien plus que des signatures trop connues, des surprises peuvent convaincre le collectionneur - cet être mythique - de s'arrêter et, peut-être, d'acheter. Le salut de la FIAC n'est ni dans le classicisme chic, ni dans le conformisme bourgeois. Il est dans une sélection qui évince une fois pour toutes ces stands où l'informel agonise, où Cobra radote, où l'abstraction géométrique ressasse ses cercles et ses carrés. Les artistes ne manquent pas, que ce soient les Anglais hystériques et indécents de chez Angela Flowers ou Maurice Cockill, remarquable peintre que présentent conjointement Bernard Jacobson et Clivages.

Philippe Dagen

Espace réduit pour les jeunes galeries

Les uns peignent, d'autres jouent de la photographie. La Galerie Yvonamor Paix en a convié quelques-uns - Keith Cottingham, Steve Miller, Aziz-Cucher. Là, enfin, l'œil est intrigué et cesse de glisser sur des surfaces trop propres, trop neutres. La Galerie des Archives, Nathalie Obadia, Bernard Zürcher, la Galerie de Marseille, Jordan-Davarreux, Aline Vidal: assurément, tout ce que ces stands exposent ne mérite pas une admiration uniforme et respectueuse.

Mais peu importe, puisque c'est seulement dans ce petit quartier que le comité organisateur consent aux « jeunes » galeries que la FIAC sort de sa langueur de belle endormie.

leries, présentes l'an dernier, ont décidé de ne pas revenir et leur absence se voit terriblement, parce que, parmi les absentes - étrangères et françaises - figurent de grands marchands. Les stands de celles qui restent, au nombre de cent vingt, semblent flotter dans l'espace de la tente, comme dans une chemise trop grande. Toutes sortes de commodités, un restaurant, un club et des bureaux occupent les bords. Des galeries nouvelles ont été admises, mais ce serait peu dire qu'elles ne compensent pas les désertions.

Ainsi des françaises et américaines qui ont décidé de s'abstenir (Le Monde daté 1^{er} - 2 octobre). Ainsi des allemandes: n'y sont plus Bausmann, Hachmeister, Hirschmann, Kaess Weiss, Nothelfer et Schmidt. A l'inverse, la galerie Samuël Baumgart est venue de Bielefeld, mais c'est pour révéler le peintre Ruth Baumgart, qui a pour principal souci de rajeunir l'art colonial par une injection de couleurs crues. Cette présence n'était pas indispensable, pas plus que celle des artistes grecs des Zomboulakis Galleries d'Athènes.

Manques donc - manque de nouveauté et d'audace. Dans sa préface au catalogue, Denise René, présidente de la FIAC, félicite ses confrères, ces « grands professionnels (qui) continuent d'aller au devant des amateurs par des choix ar-

sentés - assez mal - par Piltzer et des Picabia qui couvrent les cimaises de Vivita. Pour autant, la place de ces œuvres n'est pas ici, dans une foire qui se dit « d'art contemporain », mais au Salon des beaux-arts qui s'est tenu il y a quinze jours au même Quai Branly.

Or il se trouve que la FIAC actuelle tire cependant l'essentiel de son intérêt de ces collections luxueuses d'art moderne. Elle ne peut prétendre rendre compte de la création contemporaine, et cela pour plusieurs raisons.

La première et la plus simple tient en peu de mots: aucune des galeries américaines et allemandes qui font la mode - peu importe en la circonstance le jugement que l'on porte sur ladite mode - n'honore la foire de sa présence. Seule la galerie Springer et Winckler, de Francfort, est venue défendre Lüpertz, Baselitz et Penck. Quant à la meilleure galerie américaine, c'est à l'évidence celle de Daniel Templon, qui ne craint pas d'exposer à nouveau des Basquiat et leur adjoint un grand Fischl, un petit De Kooning et un Schnabel désastreux.

Deuxième problème, non moins grave: les galeries parisiennes ont, pour la plupart, horreur de la nouveauté. Année après année, elles présentent et représentent les mêmes artistes, de moins en moins surprenants. Chez Lelong, comme toujours, Alechinsky, Appel et Ta-

■ DANSE: après le Centre chorégraphique national de Maguy Marin, c'est au tour de celui de Daniel Larrieu de subir les contrecoups de la reprise des essais nucléaires français. Les deux représentations de son spectacle *Mobile ou le miroir du château* qui devaient être données les 14 et 15 octobre à Yokohama viennent d'être reportées. Daniel Larrieu, dans une lettre adressée au président Jacques Chirac, fait état du préjudice financier et demande un dédommagement estimé à 100 000 F.

■ MUSIQUE: les deux plus importantes sociétés des droits d'auteurs musicaux en Europe, la Sacem (France) et la GEMA (Allemagne), ont annoncé, samedi 30 septembre à Strasbourg, la création d'un fonds franco-allemand doté de 800 000 F en 1996 pour consolider des projets de musique contemporaine.

■ GRAPHISME: le dessinateur Pancho, collaborateur du « Monde », a reçu le « premio della grafica internazionale » à l'issue du 23^e Festival de la satire politique qui a eu lieu à Forte Dei Marmi (Italie), du 15 juillet au 23 septembre. Ce prix international de graphisme, réservé à des dessinateurs non italiens, avait auparavant été décerné aux Américains David Levine (1987), Jules Feiffer (1989) et Pat Oliphant (1992), à l'Anglais Ralph Steadman (1991) et au Français Tim (1994). Pancho a été récompensé pour l'ensemble de son œuvre.

cité de la musique

Les Percussions
de Strasbourg

sam 7 octobre - 20h

Varèse, Bactistelli,
Manoury, Xenakis

dim 8 octobre - 16h30

avec Adama Dramé,

percussions africaines
Xenakis, Drouot

P. Porto de Paris

1.44 84 44 84

ECOUTEZ VIB

Maison
des
Cultures
du
Monde

du 12 octobre
au 7 novembre

Le Concile d'amour
d'après Oscar Panizza

Théâtre/Mexique - les Divas

101, Bd Raspail - 45 44 41 42

ECOUTEZ VIB

صلى الله عليه وسلم

« Sud-Ouest » se recentre autour du quotidien

Le directeur général quitte le groupe

JEAN-FRANÇOIS LEMOINE a annoncé, lundi 2 octobre, une restructuration de la direction du groupe bordelais. Maurice Picot, directeur général du groupe depuis 1990, quitte ses fonctions, de même que Loïc Hervouet, responsable de la presse associée - c'est-à-dire des journaux autres que Sud-Ouest : La Charente libre, La République des Pyrénées, Eclair Pyrénées et plusieurs hebdomadaires - et que le directeur commercial, Michel Annic.

Cette restructuration confirme le recentrage du groupe autour de Jean-François Lemoine et du quotidien bordelais et de son directeur général Pierre Jeantet. La structure de la direction avait été mise au point à la fin des années 80, alors que Sud-Ouest était en plein développement et s'était diversifié dans la radio, la presse gratuite, etc.

La crise des années 90 a freiné ce mouvement. Et le quotidien réalise aujourd'hui près des deux tiers du chiffre d'affaires du groupe (850 millions de francs sur 1,3 milliard de francs).

ARGUMENTS DE NÉGOCIATION

Cette équipe fonctionnait avec Jean-François Lemoine comme manager du quotidien. Mais le très grave accident de voiture du PDG en mai 1991 a contraint à faire appel à un directeur général pour Sud-Ouest. Pierre Jeantet a pris ses fonctions en 1993. Confronté un an après à un très dur conflit avec le syndicat du Livre CGT, Pierre Jeantet a fait preuve de fermeté,

tout en négociant ensuite un plan social et en signant un accord, prévoyant la suppression d'un peu moins de cent emplois.

Les relations avec le Livre sont un des éléments-clés de la restructuration de la direction. Jean-François Lemoine a préféré une solution négociée, conforme à l'esprit de l'entreprise. Maurice Picot était plutôt partisan de davantage de fermeté.

Enfin, des départs à la direction du groupe ne peuvent être que bien interprétés par les syndicats. Cela leur enlève en tout cas un argument de négociation, car la direction montre ainsi qu'elle aussi fait des efforts pour l'entreprise. Le plan social qui court jusqu'au 1er mai 1996, prévoyait 90 départs. La CGT a signé 72 départs, 18 restent à négocier.

Avec Jean-François Lemoine, revenant totalement aux commandes de l'entreprise, s'appuyant sur Pierre Jeantet, pour diriger Sud-Ouest, la place de Maurice Picot devenait fragile. De même, le poste de Loïc Hervouet était conçu dans une logique de développement qui a été revue à la baisse.

Avec deux directions autonomes à la tête des deux principaux quotidiens associés - Michel Lépinay à La Charente libre et Jean-Pierre Cassagne à La République des Pyrénées - la fonction de Loïc Hervouet se limitait de plus en plus, sans que de nouvelles perspectives n'apparaissent.

A. S.

La privatisation de la SFP suscite des convoitises

Sous la pression de Bruxelles, le gouvernement a relancé le processus. La vente « par appartements » attire les candidats

PUBLIQUE et monolithique, la très déficitaire Société française de production (SFP) n'intéressait personne. Mais, depuis qu'elle est privatisable « par appartements », nombreux sont les regards qui lui sont tournés. Des producteurs comme Hamster, des distributeurs comme Europe Images, des groupes comme la Générale des eaux tournent autour de ses actifs, guignant qui son compte de soutien, qui son catalogue, qui ses studios ou sa vidéo.

Livrée sans précautions à la concurrence à partir de la fin des années 80, ayant perdu le bénéfice de la redevance et des commandes préférentielles, la Société française de production - en 1974, sa mission était d'approvisionner en programmes l'ensemble des chaînes publiques - vivait depuis plusieurs années un chemin de croix financier. La Commission de Bruxelles n'acceptant pas le principe d'aides financières prolongées (la SFP a reçu 400 millions de francs entre 1993 et 1994), le gouvernement s'est donc doté d'un conseil en la personne de la banque OBC et a enclenché un processus de privatisation. « Cette fois, on y va. Ce qui peut être privatisé le sera ; le reste, on verra après », déclare un proche du dossier au gouvernement. Aucun calendrier précis n'est arrêté, mais, pour éviter les secousses sociales déplorables, la privatisation de la SFP devrait être entourée de garanties.

D'ores et déjà, le dépeçage suscite l'intérêt. Ainsi, le pôle vidéo fait l'objet d'une reprise progressive par Télédiffusion de France (TDF) (Le

Monde du 28 juin). TDF devrait prendre une participation de 15 % à 30 % dans la filiale vidéo et une autre de 64 % dans la filiale post-production vidéo. La perspective de l'opérateur public est de monter progressivement dans le capital de la filiale vidéo.

DROIT DE TRACÉ

Le pôle production de la SFP suscite aussi bien des convoitises. La SFP participe en effet à des dizaines de productions (fictions et documentaires) en apportant ses moyens techniques et son savoir-faire en parts coproducteurs. Deux éléments d'actif intéressent particulièrement des producteurs comme Hamster ou des distributeurs comme Europe Images : son compte de soutien et son catalogue.

En tant que producteur et coproducteur, la SFP dispose d'un droit de tirage officiel de 60 millions de francs - en réalité, ce droit approcherait les 80 millions - sur le compte de soutien à la production audiovisuelle que gère le Centre national de la cinématographie (CNC). Selon les techniques de financement propres à la France, chaque commande d'une chaîne ouvre au producteur un droit de tirage sur le compte de soutien, afin de lui permettre de financer ses productions futures. La SFP étant l'un des principaux coproducteurs de France, il est logique que son compte de soutien soit important. Quant au catalogue, il comporte 2 158 heures de fictions et documentaires qui allèchent plus d'un distributeur. A commencer par Jean Rouilly, PDG d'Europe Images.

Fun Radio crée une fondation pour les jeunes

LE RÉSEAU musical Fun Radio devrait annoncer prochainement la création d'une fondation d'entreprise destinée aux jeunes. Dotée d'un budget de plus de 3 millions de francs, cette fondation veut apporter des « solutions concrètes » aux différents problèmes rencontrés par cette classe d'âge : sida, drogue, chômage, etc.

L'ancien membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), Francis Balle, directeur des technologies nouvelles au ministère de l'éducation nationale et chargé d'une mission sur l'audiovisuel français à l'étranger par le ministre des affaires étrangères, ainsi que Rony Brauman, ex-président de Médecins sans frontières et actuellement professeur à l'IEP de Paris, et Micheline Cerdans, directrice générale adjointe du Point, devraient figurer parmi les personnalités extérieures, membres du conseil d'administration. La fondation entend également financer des études de chercheurs et de sociologues de haut niveau par le biais d'un « Observatoire de la nouvelle génération », et publiera à partir de novembre Les Cahiers de la nouvelle génération.

Totalement indépendante du réseau radiophonique Fun Radio, contrôlée par la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), cette fondation sera dirigée par Joseph Veberet, chargé de mission pour « l'écoute critique de l'information » auprès du PDG du réseau, Benoît Sillard, et rédacteur en chef de la revue Médias Pouvoirs (Le Monde du 14 septembre).

Y. M.

■ **MULTIMÉDIA** : Deutsche Telekom, opérateur public des télécommunications, a annoncé, lundi 2 octobre, un accord avec Bertelsmann, Canal Plus, la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et les chaînes allemandes ARD, ZDF et RTL, pour la création d'une filiale commune dans le domaine du multimédia. Cette société commune (MMBG) doit recevoir l'aval de la Commission européenne de Bruxelles.

MARDI 3 OCTOBRE

TF 1

12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo.
13.38 Magazine : Femmes.
13.40 Feuilletton : Les Feux de l'Amour.
14.25 Feuilletton : Dallas.
15.25 Série : La loi est la loi.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.45 Club Dorothée.
Saut les Musées : Clip : Jeu.
17.20 Série : Premiers baisers.
17.55 Série : La Philo selon Philippe.
18.25 Série : Hélène et les garçons.
19.00 Série : Alerte à Malibu.
19.50 Les Pourquoi de M. Pourquoi.
20.00 Journal, La Minute hippique, Météo.

20.50 Cinéma : La Crise. ■ Film français de Coline Serreau (1992). Avec Vincent Lindon.
22.30 Tierscé.
22.35 Les Films dans les salles.

22.40 LMI, le magazine info. Présenté par Guillaume Durand.
23.55 Les Rendez-vous de l'entreprise. Alain-Dominique Perrin (Carter).
0.20 Série : Paire d'as.
1.35 Journal, Météo.
1.50 Programmes de nuit. Reportages (rediff.) : 2.15, TF 1 nuit (et 3.20, 4.00, 4.35) : 2.25, Histoire de la vie ; 3.30, Histoire naturelle (et 5.05) : 4.10, Série : Passions ; 4.45, Musique.

FRANCE 2

12.55 Météo (et 13.35).
12.59 Journal.
13.40 Série : Derrick. Parfums d'enfer.
14.50 Série : Soko.
15.50 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.05).
16.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.
17.20 Série : Les Premières Fois.
17.45 Série : Génération musique. Longue vie au bar de Sharkey.
18.15 Série : Le Prince de Bel-Air. Guerre froide.
18.40 Jeu : Que le meilleur gagne.
19.15 Flash d'informations.
19.20 Studio Gabriel (et 2.45).
19.45 Bonne nuit les petits. Ils sont sages, ces petits.
19.59 Journal, Météo.

20.55 Cinéma : Les Canons de Navarone. ■ Film britannique-américain de Jack Lee Thompson (1961). Avec Gregory Peck, David Niven, Anthony Quinn.

22.35 Magazine : Ça se discute. Présenté par Jean-Luc Delarue. Faut-il brûler sa vie ?
1.05 Les Films Lumière.
1.10 Journal, Météo.
1.25 La Carole de minuit. Présenté par Laure Adler. La guerre d'Espagne, à partir du film de Ken Loach : Land and Freedom. Avec Ken Loach, Octavio Marti, Guy Hemet, Wilbaldo Solano, Nicolas Brehal, Quim Monzó.
3.15 Programmes de nuit. Taratata (rediff.). 4.25, 24 heures d'infos ; 4.40, Jeu : Pyramide ; 5.55, Dessin animé.

FRANCE 3

12.45 Journal.
13.05 Jeu : Tout en musique.
13.40 Magazine : Si vous partez.
14.30 Série : Les deux font la loi.
14.55 Questions au gouvernement. En direct de l'Assemblée nationale.
16.05 Wood.
16.35 Dessin animé.
16.45 Les Minikéurs.
17.50 Série : Les deux font la loi. Le Deseigneur.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. Zones, de Jean Robin.
18.55 Le 19-20 de l'information. 19.08, Journal régional.
19.39 Magazine : Si vous partez. A Strasbourg. Les mères qui restent à la maison et les autres.
20.05 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.45 Keno.

20.50 Spectacle : Cirque Arlette Gröss. Présenté par Sergio.
22.25 Météo, Journal.

22.55 Découverte régionale : Couleur pays. Programme des treize télévisions régionales.
0.55 Sidamag (rediff.).
1.10 Feuilletton : Dymastie.
2.00 Musique Grégorie. Concerto n° 2, de Tchaïkovski, par l'Orchestre de la radio de Moscou, dir. Mikhaïl Pletnev, dir. Vladimir Fedoseyev (25 min).

M 6

12.30 Série : La Petite Maison dans la prairie. Le Wagon fou.
13.25 Série : Drôles de dames.
14.20 Série : Wolff, police criminelle. Crésus.
15.15 Boulevard des clips (et 0.45, 5.45).
17.00 Variétés : Hit Machine. Émission présentée par Charly et Lulu.
17.30 Série : Classe mannequin.
18.00 Série : Highlander. Témoin oculaire.
19.00 Série : Surfers détectives. Le Voleur.
19.54 Six minutes d'informations. Météo.
20.00 Jeu : Le Grand Zap. Présenté par Olivier Carreras.
20.40 Magazine : E = M 6 junior. Présenté par Marc Leggy et Caroline Avori. L'hydrodynamique : La glisse de vitesse. Planche de vitesse et jet ski au menu de ce M 6 junior « spécial glisse » où l'on étudiera plus particulièrement l'hydrodynamique.

20.50 Série : Docteur Quinn, femme médecin. Problèmes d'argent. Thanksgiving. Avec Jane Seymour, Joe Lando.

22.45 Magazine : Flashback. Présenté par Laurent Boyer. Les Années Love.
2.30 Rediffusions. Culture pub : 2.55, Starsweeps ; 3.20, Karmac ; 4.30, Jazz 6 ; 5.20, Culture rock.

CANAL +

En clair jusqu'à 13.45
12.30 La Grande Famille. Présenté par Alexandre Devoise et Philippe Vecchi.
13.40 Magazine : Le Journal de l'emploi.
13.45 Cinéma : Tom est tout seul. ■ Film français de Fabien Onteniente (1994). Avec Florent Pagny.
15.45 Surprises (et 17.50).
15.50 Cinéma : Histoires d'un enfant gâté. ■ Film français de Claude Lelouch (1988).
18.05 Le Dessin animé. Super Zéro.
18.30 CyberFlash (et 15.15).
En clair jusqu'à 20.30
18.40 Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi : 19.10, par Philippe Gildas, Bruno Gaccio et Valérie Payet.
19.30 Flash d'informations (et 22.30).
19.55 Les Guignols.

20.15 Sport : Football. En direct. Nantes-Monaco. Match avancé de la 12^e journée de championnat de France : 20.30, coup d'envoi.

22.34 Court métrage : Clara et Jeremy.
22.40 Cinéma : Le Bazar de l'épouvante. ■ Film américain de Fraser C. Heston (1993). v.o.
0.30 Cinéma : Shining. ■ Film américain de Stanley Kubrick (1980). v.o.
2.30 Concert : Jimmy Page et Robert Plant. Unleaded (52 min).

LA CINQUIÈME

12.30 Atout savoir.
13.00 Détours de France.
13.27 Le Journal du temps (et 18.57).
13.30 Défi.
Le Système D.
14.30 Le Sens de l'Histoire. Apartheid.
15.30 Qui vive ! Sérié et PMA.
15.45 Allô ! La Terre. L'Espace (2/5).
15.55 Inventer demain : Paul Nicotier (2/5).
16.00 La Preuve par cinq. D'une guerre à l'autre (2/5).
16.30 Va savoir. Les Caves de Roquefort.
17.00 Rêve d'acier. Le Cheval d'acier.
17.30 Les Enfants de John.
18.00 Images et sciences.
18.15 Cinq sur cinq.
18.30 Le Monde des animaux. Kookaburra, martin-pêcheur.

ARTE

19.00 Série : Les Root en Europe. De Mark Chapman (7/10).
19.30 Documentaire : Leonard Bernstein, concert pour les jeunes. [1/8] Qu'est-ce que la musique symphonique ? Avec l'Orchestre philharmonique de New York, dir. Leonard Bernstein.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 Magazine : Transit. Présenté par Pierre Thivolle. A l'est, quoi de neuf ? Reportages : Karabadi ; Pologne ; L'Allemagne de l'Est, cinq ans après.

21.50 ► Soirée thématique : Allemagne, cinq ans après... Du Mur à la réunification. Soirée présentée par Hervé Claude.

21.51 November Days. Documentaire de Marcel Ophüls.
0.05 Débat. Avec Bärbel Bohley, Birgit Breuel, Richard Schröder, Peter Schneider, Pascale Hugues.

0.25 Téléfilm : L'Aurore de M. Kreins. D'Andreas Dresen, avec Dietrich Kühr, Reimar Johannes Baur. Un ancien agent va à la rencontre de l'homme qu'il a espionné durant toute sa vie professionnelle.

1.20 Cinéma : La vie est belle. ■ Film franco-belgo-italien de Benoit Lamy et Mwene Ngangura (1987). Avec Papa Wemba (v.o., 87 min, rediff.).

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumière. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Envoyé spécial. Rediff. de France 2 du 28 septembre 1995. 21.30 Perfecto. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Bouillon de culture. Rediff. de France 2 du 28 septembre 1995. 23.50 Viva. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min).
PLANÈTE 19.20 Sida, paroles de familles. [1/2]. De Paul Muxel et Bertrand de Solliers. 20.05 Les Hauts lieux spirituels français. [9/10] François de Sales, saint et homme d'actualité. De Régis Clodard. 20.35 Nautilus. [2/5] Les Assassins du silence. D'Anita Lowenstein. 21.25 ► Sentimental Journey. De Noël Burch. 22.35 Monfréid. De Daniel Granddemont. 23.20 J'enferme, [4/4] IRA, la toile d'araignée. De Peter Taylor et Stephen Walker. 0.15 Sports équestres. [4/8] Le Rodéo. De Roger Parsons (55 min).
PARIS PREMIÈRE 19.00 Ny Carlsberg. De Jean-Michel Gauthereau. 19.35 Stars en stock. Audrey Hepburn. 20.00 20 h Première. Présenté par Paul Amara. 21.00 Jean-Pierre's Club. 21.55 Premières loges. 22.20 Fanny et Alexandre. ■ Film suédois d'Ing-

mar Bergman (1983). 1.30 Totalelement cinéma (50 min).
CANAL 17.25 L'île au trésor. 17.50 Les Fables géométriques. 18.00 Soirée Cajou. 18.10, Dodo, le retour ; 18.15, Les Aventures de Black Beauty ; 19.00, Des sours et des Rom ; 19.30, Mission top secret ; 20.00, A nous la caméra ; 20.30, L'Invité.
CANAL JIMMY 21.00 Série : Les monstres nouveaux sont arrivés. Le Mauvais Geli. 21.25 Série : Lucky Luke. Ma Dalton. 22.15 Chronique bakélite. 22.20 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones. Afrique orientale allemande, novembre 1916. 0.00 Automobiles. Avanti 1.00 Série : Bottom. Gas (80 min).
SÉRIE CLUB 19.00 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.15). 19.50 Série : Cher oncle Bill. 20.15 Série : Skippy le kangourou. Sauvés des eaux. 20.45 Série : Les Chevaliers de la nuit (et 0.00) Knights of the City. 21.30 Le Club. 21.40 Série : Les Espions. A court-circuit. 22.30 Série : Highlander. Témoin à charge. 0.45 Série : Mission impossible. Les Balades de la liberté (45 min).
MCM 19.00 Zoom zoom (et 19.45). 19.10 Mangazone (et 23.25). 19.15 Rave On. 21.00 MCM découvertes. 21.30 Spécial Guest. Invité : Arno Klaisfeld. 22.30 Passion cinéma. 23.00 MCM Mag (et 0.30). 23.30 Blah-Blah Groove. 0.00 X Culture. 1.00 Clips non-stop (30 min).

MTV 19.30 MTV Sports. 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beats and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 Crime-Manc. 23.30 Série : The Real World London. 0.00 The End ? (90 min).
EUROSPORT 19.30 Eurosports. 20.00 Motors. 22.00 Boxe. Championnat britannique poids légers. Michael Ayers-Dave Anderson. 23.00 Snooker. Ligue européenne. 2^e match : Steve Davis-Jimmy White. 0.30 Eches. Championnats du monde 1995 Gary Kasparov-Vishy Anand 3^e partie (30 min).
CINÉ CINÉ 18.55 L'Impalable Ennemi. ■ Film britannique de Charles Bennett (1949). N. v.o. Avec Margaret Lockwood. 20.30 La femme aux loupes. ■ Film français de Richard Pottier (1943). N. v.o. Avec François Périer. 21.55 Le Fil du rasoir. ■ Film américain d'Edmund Goulding (1946). N. v.o. Avec Tyrone Power. 0.15 Demain viendra toujours. ■ Film américain d'Iving Ricket (1945). N. v.o. Avec Orson Welles.
CINÉ CINÉ 20.30 Le Beau Manège. ■ Film français d'Eric Rohmer (1982). Avec André Dussollier. 22.05 California. ■ Film américain de Dominic Sena (1992). v.o. Avec Brad Pitt. 0.00 La Femme d'à côté. ■ Film français de François Truffaut (1981). Avec Fanny Ardant, Gérard Depardieu (105 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Les jazzistes et la musique, un mariage de raison. 2. Musique de circonstances et musique de défilement. Œuvres de Charpentier, Clémenceau, Stradella, Zipoli. 20.30 Archipel méditerranéen. Évaluer la méditerranée : l'impossible défi. 21.28 Poésie sur parole. 21.32 Courant d'Est. Naissance d'une nation. 2. Récits d'une expérience menée par le département des affaires internationales du ministère de la culture. 22.40 Les Nuits magnétiques. Souvenirs de pénombres. 0.05 Du jour au lendemain. Jean Baudrillard (Cool Memories III). 0.50 Musique : Coda. Jazz courts. 1. Cello News. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. Festival de Schwetzingen. Donné le 9 mai au Théâtre Rokoko, par l'Orchestre symphonique de Stuttgart, dir. Heinz Holliger : Concerto funèbre pour violon et orchestre à cordes, de Hartmann ; Un souvenir de Varsovie op. 45, de Schoenberg ; Missa in tempore belli, de Haydn. 22.00 Soliste. Thomas Hampson, baryton. 22.25 Dépeçage-notes. 22.30 Musique pluriel.

Œuvres de Dutilleul, Quan. 23.05 Ainsi la nuit. Sonate pour piano n° 17 op. 31 n° 2 La Tempête, de Beethoven ; Sonate pour violoncelle et piano op. 6, de R. Strauss ; Mein liebster hat zu Tische, de Wolf. 0.00 La Guirlandole tous ses états. Œuvres de Giuliani (Australie), Azuma et Albanes (Allemagne), Russell (Espagne). 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.

RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Concert enregistré le 26 mars au Théâtre de la Ville par le violoncelliste Janos Starker et le pianiste György Sebök. Œuvres de Beethoven : Variations sur Ein Mädchen oder Weibchen, op. 66 ; Sonate n° 5 op. 102 n° 2 ; Variations sur Bei Männern, welche Liebe fühlen, WoO 46 ; Sonate n° 3 op. 69. 22.30 Les Soirées... (suite). Symphonie n° 6, de Bruckner, par l'Orchestre de Cleveland, dir. Christoph von Dohnanyi ; Quatuor n° 8 MO 12, de Schubert, par le Quatuor Melos. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signifié dans le Monde radio-télévision ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

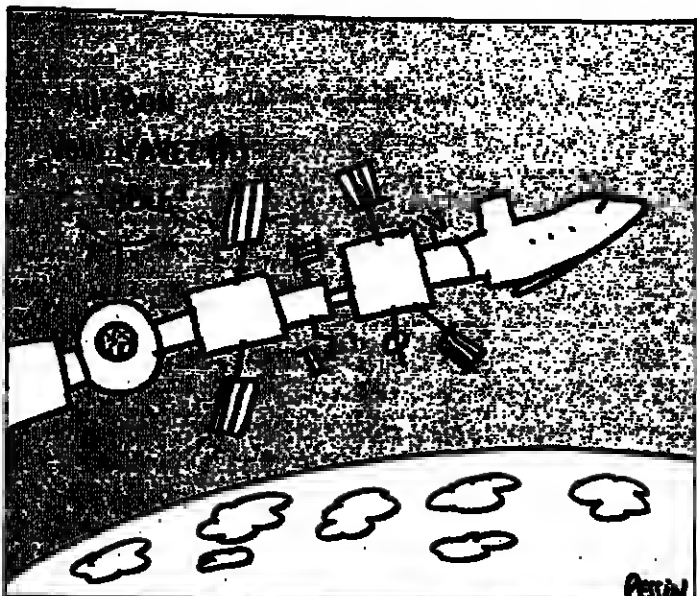
Les chaînes redécouvrent l'espace

Par la grâce des responsables de la programmation, France 3 et La Cinquième proposent des émissions qui permettent de comprendre les retombées scientifiques des missions

LA TÉLÉVISION doit beaucoup à la conquête de l'espace. Ce fut l'un des grands moments du petit écran que le premier pas d'Armstrong sur la Lune, le 21 juillet 1969, retransmis en direct et en Cosmonovision devant des millions de téléspectateurs. Ces images fortes ont mis du temps à s'épuiser : mille fois rediffusées, elles continuaient à faire recette. En octobre 1969, les trois héros d'Apollon XI participaient aux « Dossiers de l'écran » : pour la circonstance, l'émission dut bouleverser son rituel et se transporter de la rue Cognac-Jay au palais de Chaillot afin d'accueillir les quatre mille invités qui se bousculaient aux portes du studio.

Depuis, l'aventure est allée. De temps à autre, des spécialistes font le point sur de lointains objectifs, une « Nuit des étoiles » est programmée, l'été ainsi que des portraits de spationautes en orbite ou des rétrospectives sur l'œuvre des pionniers. Dans les journaux télévisés, les nouvelles du cosmos se répètent au brailé-bas des chercheurs quand passe une comète ou aux lancements de navette présentés selon un scénario invariable : compte à rebours, mise à feu, gerbes de flammes et de champagne tandis que la fusée se perd dans le lointain, hors de portée des caméras.

Par la volonté des programmeurs, plus que sous la pression de l'actualité, l'espace revient cette semaine en force à l'antenne. Sur France 3, le magazine scientifique « Nimbus » y consacre sa deuxième partie de soirée du vendredi 6 octo-



bre et invite Claudie André-Deshays, femme médecin qui embarquera en juin 1996 sur Soyuz pour rejoindre la station orbitale Mir dans le cadre de la mission Cassiopée. En préambule, elle parle de son entraînement et des recherches qu'elle dirigera, que ce soit sur les conséquences de la microgravité sur un organisme vivant ou sur la façon dont vont se développer les rejets d'un couple de salamandres nés à des milliers de kilomètres de notre planète.

Sur La Cinquième, en plus de l'émission « Allô ! La Terre », diffusée du lundi au vendredi à 15 h 45, le

clou du spectacle est prévu pour le week-end. L'émission spéciale du samedi 7 octobre à 8 h 45 fera succéder enquêtes et reportages sur les bienfaits des satellites, sur les « poubelles de l'espace » ou sur les voyages du futur. Tout ce que la chaîne compte de personnalités responsables d'émissions y apportera son concours : Titouan Lamazou (« A tous vents ») comme Jean-Luc Hees (« Le sens de l'Histoire »).

Présentée par Alex Taylor et Cyril Vignier, l'opération s'achèvera par un duplex, via Moscou, avec la station Mir. Sur terre, des lycéens français, allemands et anglais, réunis à

Eurodisney - trop heureux de promouvoir ainsi ses toutes dernières attractions -, dialogueront avec les cosmonautes de Mir.

Le prétexte de la rencontre est tenu : saluer le passage de la station orbitale. Mais « il s'agit surtout de répondre à l'une des attentes majeures de nos spectateurs : la découverte. L'espace en est le symbole même ». Justifié Cyril Vignier, directeur des programmes de la chaîne. Elise Lucet, rédactrice en chef et présentatrice de « Nimbus », argumente son choix par « la scène historique qu'a représentée, cet été, la poignée de main échangée dans l'espace entre Russes et Américains. Pendant plusieurs décennies, la conquête de l'espace était assimilée à une rivalité entre puissances. Désormais, nous pouvons redécouvrir les enjeux de l'espace, apprécier les retombées scientifiques des missions. Notre émission sera donc un vrai voyage ».

Même s'il s'agit d'un feu de paille, ce regain d'intérêt de la télévision pour l'espace est révélateur. Dans notre imaginaire, les spationautes ne sont plus des héros prêts à relever tous les défis pour des causes plus ou moins claires. A l'enthousiasme des pionniers, qui ramassaient des pierres de la Lune en versant des larmes de joie, a succédé la recherche méthodique et patiente et le spectacle en est moins directement prenant. Mais pour peu que la télévision fasse un effort de présentation, il peut s'avérer plus intéressant.

Jean-Louis André

Ortolans

par Luc Rosenzweig

SAVEZ-VOUS ce qu'est un écuire ? C'est un rat avec un bon service de presse ! Considéré à l'heure des nouveaux cyniques de la communication moderne, l'ortolan est le *ne plus ultra* du marketing culinaire. Bien peu nombreux sont ceux qui ont mangé un jour de ces petits oiseaux migrateurs, mais il reste dans l'imaginaire collectif comme le sommet du raffinement gastronomique, un mets de roi, vanté depuis l'Antiquité par les plus grands auteurs. Bref, l'ortolan fait rêver, bien plus encore que le foie gras et le caviar, dont la consommation s'est sinon démocratisée, du moins répandue au-delà des tables des souverains et des milliardaires.

Le journal télévisé de TF 1, dans l'un de ses sujets fleurant bon la France profonde dont il a le secret, nous informait que dans le département des Landes c'était l'époque de la chasse aux ortolans. La technique nous en était exposée par un sympathique moustachu coiffé d'un héret basque noir arrangé à la gasconne (bien plat sur la tête, avec une petite pointe médiane réalisée du geste séculaire des trois doigts formés en pince). Pour attraper des ortolans, il faut avoir des ortolans. Ceux qui ont échappé à la broche la saison précédente servent d'appâts.

On les place, encaqués, dans des lieux de passage de leurs congénères migrateurs. L'ortolan appelle l'ortolan, et nombreuses sont alors les petites victimes de pièges posés par l'homme au bétet (du genre trebuchet : une sorte

de grille concave posée en équilibre instable sur une brindille). Chaque année, près de cinquante mille de ces volatiles se laissent prendre aux ruses des Landais.

Est-ce bien nécessaire ? Un autre moustachu donnait l'avis, bien évidemment négatif, de la section locale de la Ligue de protection des oiseaux. Bruxelles va encore froncer les sourcils et on va peut-être vers un nouvel affrontement du type de celui qui oppose traditionnellement les amis de M^{me} Bardot aux chasseurs de palombes du Sud-Ouest. Mais que vaut, sinon le plaisir cynégétique apporté par sa capture, à l'ortolan son aura ? Pour les meilleurs auteurs d'ouvrages gastronomiques, il n'y a pas de quoi en faire un plat. Voyez Ginette Mathiot (*Je sais cuisiner*, Albin Michel, p. 391) : l'ortolan est annoncé en vrac dans la catégorie « petits oiseaux » avec l'alouette, le becfigue, le merle (!) et la gélinotte, et n'est pas jugé digne d'une recette pour lui tout seul. Paul Bocuse (*La Cuisine du marché*, Flammarion, p. 314) estime que ces « petits oiseaux extrêmement gras doivent être rôtis, enfilés sur une brochette à rognons ». Il n'y a rien là qui puisse faire saliver outre mesure. Le grand chef lyonnais précise qu'étant donné la taille réduite de ces animaux il convient d'en prévoir quatre par convive. S'il est connu, comme l'affirmait Florence Schaal en conclusion de son reportage, que le prix des ortolans peut monter jusqu'à 1 000 francs pièce, qu'ils aillent se faire manger ailleurs !

MERCREDI 4 OCTOBRE

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
12.50 Magazine : A vrai dire. 13.00 Journal, Météo. 13.38 Magazine : Femmes. 13.40 Feuilleton : <i>Les Faux de l'amour.</i> 14.35 Club Dorothée. 17.20 Série : Premières dames. 17.55 Série : <i>Les Nouvelles Filles d'Afrique.</i> 18.25 Série : Hélène et les garçons. 19.00 Série : Alerta à Malibu. 19.50 Les Pourquois de M. Pourquois. 20.00 Journal. <i>La Minute hippique, Météo.</i> 20.50 Magazine : <i>Unité pour vaincre.</i> Présenté par Jean-Pierre Pernaut. Les animaux aident les hommes à mieux vivre. Un plaidoyer en faveur des animaux maltraités ou en voie d'extinction et un « hommage » à ceux qui aident les hommes à l'occasion de la septième Journée mondiale des animaux. 23.05 Magazine : <i>Grands Reportages.</i> Chasseurs de primes, de Christophe Weber et Jean-Xavier Delestrade. 0.10 Magazine : Formule foot. 0.45 Magazine : Ushual. Présenté par Nicolas Hulot. L'Alpe d'Huez. L'Antarctique. La Trajectoire du jour. Gregory Riffi. Arianne. 1.45 Journal, Météo. 2.25 TF 1 nuit (et 3.30, 4.10) : 2.35 Histoire de la vie ; 3.40, Histoire naturelle (et 5.05) ; 4.20, Série : Côté cœur ; 4.45, Musique.	12.55 Météo (et 13.35). 13.00 Journal. 13.45 Téléfilm : <i>Bonjour la galère [2/2].</i> De Caroline Huppert. 15.15 Cinéma : <i>Couleur Magenta.</i> (et 16.05, 16.40). 15.20 Série : Harry et ses amis. 16.10 Série : Secondes B. 17.10 Série : Les Premières Fois. 17.40 Série : Génération Musique. 18.10 Série : Le Prince de Bel-Air. 18.40 Jeu : Qui le meilleur gagne. 19.15 Flash d'informations. 19.20 Studio Gabriel (et 1.45). 19.45 Bonheur à la maison. 19.50 Loto (et 20.45). 19.50 Journal, Météo. 20.50 Téléfilm : L'Instinct. D'une rive à l'autre, d'Edouard Niermans, avec Gérard Klein. 22.35 Magazine : Pas les magiques. Présenté par Nicole Dumet. Je n'ai pas toujours été star. Avec Jacques Lanzetta, Marie Laforêt, Enrico Macias. 23.45 Les Films Lumière. 23.50 Journal, Météo 2. 0.05 » La Carde de minuit. Présenté par Laure Adler. Fin de siècle : qui en a peur ? Avec Jean-Pierre Petit, Paco Rabanne, Jean Delumau, Druillet. 1.25 Programmes de nuit. Histoire courte : Quelqu'un, de Marie Vermillard, avec Antoine Chappet, Daniel Berbourg ; 2.20, Émissions religieuses (rediff.) ; 3.20, 4.15, 4.45, 24 heures d'info ; 4.55, Outremers (rediff.) ; 5.50, Dessin animé.	12.45 Journal. 13.05 Jeu : Tout en musique. 13.40 Série : Magnam. 14.30 Dessins animés. 14.45 Le Magazine du Sénat. 14.55 Questions au gouvernement. 16.05 Wood. 16.35 Dessin animé. 16.45 Les Minikous. 17.50 Série : Les deux font la loi. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. <i>Train de nuit</i> , de John Burningham. 18.55 La 19-20 de l'information. 19.08, Journal régional. 20.05 Jeu : Fa si la chanter. 20.35 Tout le sport. 20.45 Consorg. 20.50 La Marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada en collaboration avec Télérama Junior. Banquises : l'aventure blanche. Avec Jean-Louis Étienne, Claude Lorin, Jean Malaurie, Bernard Clavel. L'épopée des pôles, de Jean-Charles Deniau. 22.30 Météo, Journal. 22.55 Un siècle d'écrivains. Yukio Mishima, de Jean-Claude Luthchansky. Novembre 1970 : Yukio Mishima, âgé de quarante-cinq ans, met fin à ses jours selon le rite des samouraïs. Génie littéraire, adepte, il a mis en scène sa mort comme sa vie... 23.45 Documentaire : <i>Les Quatre Dromadaires.</i> [4/12] La Grande Migration (rediff.). 0.40 Feuilleton : Dynastie. 1.30 Musique Graffiti. Récital Catherine Ribello aux Bouffes du Nord (15 min).	12.30 Série : La Petite Maison dans la prairie. 13.25 Magazine : M 6 Kid. Les Cartes de géographie. 13.30, Crypte Show ; 14.00, Les Aventures de Tintin : Les Cigares du pharaon [1/2] ; 14.30, Draculito ; 15.00, 20000 lieues dans l'espace ; 15.30, Rahan ; 16.00, Highlander. 16.30 Variétés : Hit Machine. 17.00 Fantôme (et 0.40, 5.10). La pop est-elle éternelle ? Etienne Daho ; La famille Dutronc. 17.30 Série : Classe mannequin. 18.00 Série : Highlander. 19.00 Série : Surfers détectives. 19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Jeu : Le Grand Zap. 20.35 Magazine : Eco 6. Sacs plastiques, le mauvais procès. 20.40 Théâtre : <i>Le Père Noël est une ordure.</i> Pièce de l'équipe du Splendid, avec Gérard Jugnot, Thierry Lhermitte, Anémone. En cette veille de Noël dans les locaux de SOS Détresse-Ambul, Thérèse et Pierre sont prêts à recevoir les appels téléphoniques de correspondants en mal de réconfort. 22.30 Téléfilm : <i>Il faut sauver Bobby.</i> De Ludovico Gasparini. Un jeune garçon est atteint du syndrome ALO, une maladie rare, handicapante et incurable. 0.10 Secrets de femmes. 2.30 Rediffusions. Culture rock : 3.25, La Tête de l'emploi ; 3.50, Starwars ; 4.15, Qu'est-ce qui fait courir les fans ?	13.45 Clair jusqu'à 13.45 13.30 La Grande Famille. 13.45 Décade pas Banay. 14.40 Documentaire : Les Babouins de la pompe à eau. De Christine Weber et Maureen Lemire. Dans la vallée du grand Rift, au Kenya, une anthropologue partage depuis près de vingt ans la vie d'une quarantaine de babouins. 15.15 Téléfilm : Un si joli bouquet. De Jean-Claude Sussfeld. 16.40 Dessin animé : Les Simpson. 17.05 Sport : Football américain. 18.05 Le Dessin animé. En clair jusqu'à 21.00 18.48 Nulle part ailleurs. 19.30 Flash d'informations. 19.55 Les Guignols. 20.30 Le Journal du cinéma. Présenté par Isabelle Giordano. 21.00 Cinéma : A la folie. Film français de Diane Kurys (1994). 22.30 Magazine : Jour de foot. 11 ^e journée du championnat de France de D1. 23.15 Flash d'informations. 23.20 Téléfilm : Les hommes et les femmes sont faits pour vivre heureux... mais pas ensemble. De Philippe de Broca. Un couple qui mène une vie sans nuage se voit menacé par l'ennui et décide de redonner du piment au train-train affectif. 1.00 Cinéma : <i>Le Général Della Rovere.</i> De Roberto Rossellini (1959, N., 127 min), avec Vittorio De Sica.	11.45 Qui vive ! La Police scientifique. 12.30 Atout savoir. 13.00 Documentaire : <i>Arctique, migration polaire.</i> 13.30 L'Esprit du sport. Patrick Segal. 14.30 A tous vents. Jean du Sud : après le naufrage. 15.30 Qui vive ! Stéphanie et PMA. 15.45 Allô ! La Terre. L'Espace [3/5]. 16.00 La Preuve par cinq. D'une guerre à l'autre [3/5]. 16.30 Pirelli, pas pareil, Séville. 17.00 Rintintin. Le Roi Arthur. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Images et sciences. 18.15 L'Œuf de Colomb. La Radio. 18.30 Le Monde des animaux. Dingo chien sauvage.

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumière. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Faut pas rêver. Invité : Bulle Ogier. 21.00 Faits divers. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.40 Feuilleton : La fille de Caleb. Avec Marina Chani, Roy Dupuis. 23.30 Le Prince Harfang. De Jean-Louis Frund. 0.30 Journal de France 3. Édition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min). PLANÈTE 19.35 Le Mystère du temple du Soleil. De Roland Theron. 20.35 Sida, paroles de familles. [1/2]. De Pauline Muret et Bertrand de Solliers. 21.20 Les Hauts Uspakoules français. [9/10]. François de Sales, saint et homme d'actualité. De Régis Crochet. 21.50 Maudit. [2/5]. Les Assassins du silence. D'Anita Loewenstein. 22.40 Sentimental Journey. De Noël Burch. 23.50 Montefred. De Daniel Grandjean. 0.40 Jérôme. [4/4]. I.R.A. la toile d'araignée. De Peter Taylor et Stephen Walker (50 min). PARIS PREMIÈRE 19.00 Premières loges (et 0.45). 19.30 Stars en stock. James Stewart. 20.00 20 h Première. 21.00 Paris modes. 21.55 Paris match première. 22.20 Concert : Mort Sahlman. 23.20 Paris dernière. 0.15 Concert Mother Earth (30 min).

CANAL 17.25 L'île au trésor. 17.50 Les Fables géométriques. 18.00 Soirée Cajou. 18.10. Dodo, le retour ; 19.00, Cajou Invité : Christian Clavier ; 19.30, Mission top secret. CANAL JIMMY 20.00 Série : Elvis Good Rockin' Tonight. Sun Sessions. 20.25 Série : Route 66. La Pague. 21.20 Série : Au cœur du temps. Les Trompettes de Jéricho. 22.05 Chronique de mon canapé. 22.10 Série : Seinfeld. L'appartement (4/1). 22.40 Série : Les Incorruptibles de Chicago. Hold-up au casino. 23.25 Série : Liquid Television. 23.50 Concert : Janis Joplin. Enregistré au Festival pop de Monterey (Californie), en 1967. 0.30 Nonante (60 min). SÉRIE CLUB 19.00 Série : Chapeau melon bottes de cuir (et 23.15). Les Cybernautes. 19.50 Série : Cher oncle Bill. Attention, on vous écoute. 20.15 Série : Skippy le kangourou. Les Échines. 20.45 Série : The Thunderbirds (et 0.00) Sabotage à l'usine atomique. 21.40 Série : Les Espions. Latta. 22.30 Série : Highlander. Pêcheurs mortels. 0.45 Série : Mission impossible. Les Baladins de la Béré. NCM 19.00 Zoom zoom (et 19.45). Invité : Guest Pad. 19.10 Manganone (et 23.25). 19.15 Buzz The Vee. 21.00 MCM découvertes. 21.30 MCM Rock Legends. ACDC. 22.30 Cinéscopie. 22.45 Clips

non-stop (et 1.00). 23.00 MCM Mag (et 0.30). 23.30 Blah-Blah Groove. 0.00 Passion cinéma (30 min). MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis et Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CinéMatic. 23.30 The State. 0.00 The End ? (90 min). EUROSPORT 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 20.30 Cyclisme. En direct. Championnats du monde sur route : contre-la-montre individuel féminin. Tuta-Tunja (26,8 km). En Colombie. 23.00 Formule 1 Magazine. 23.30 Moto Magazine. 0.00 Équitation. Coupe du monde de saut d'obstacles : finale d'Europe centrale. 17^e et 18^e manches. A Prague et Athènes (60 min). CINÉ CINÉFIL 18.05 Le Fil du rasoir. Film américain d'Edmund Goulding (1946, N., v.o.). 20.30 Falstaff. Film espagnol d'Orson Welles (1966, N., v.o.). 22.20 Le Bois des amants. Film français de Claude Autant-Lara (1960, N.). 23.55 L'Intrépable. Émission. Film britannique de Charles Bennett (1949, N., v.o., 95 min). CINÉ CINÉFILAS 20.00 Séquences. 20.30 Le Consul honoraire. Film américain de John Mackenzie (1983). 22.10 Ça n'arrive qu'aux autres. Film franco-italien de Nadine Trintignant (1973). 23.40 Ciné-écroulats. 0.35 Téléfilm : Les Fautives. Classé X (100 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.30 Antipodes. Festival de Limoges : Les résidences d'écriture des auteurs dramatiques, avec des auteurs québécois, français et africains. 21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. 22.00 Communautés radios publiques de langue française. Eugénie Barbas (2). 22.40 Les Nuits magnétiques. La poste du Louvre. 0.05 Du jour au lendemain. Myriam Rivault d'Albion (Ce que l'homme fait à l'homme). 0.50 Musique : Coda Jazz courtis. 3. Pleine lune. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. En direct de Notre-Dame-du-Travail, par le Chœur de Radio-France, dir. Vladislav Tchemoutchenko. Vespres op. 37, de Rachmaninov. 22.00 Soliste. Thomas Hampson, baryton. 22.30 Musique plurielle. Concerto grosso no 6, de Schütz, par l'Orchestre philharmonique royal de Stockholm, dir. Guennadi Rodjdestvenski. Song of The Crin, de Zhou Long, par le Quatuor Shanghai. 23.05 Ainsi la nuit. Quatuor à cordes no 23 K 590, de Mozart, par le Quatuor Amadeus. Sonate pour piano no 21 op. 53 Waldstein, de Beethoven ; Bedeck mich

mit Blumen, de Wolf. 0.00 Jazz vivant. Festivals de Marçac et de Vienne. La chanteuse Dee Dee Bridgewater chante Horace. Avec Stéphane Belmondo, Lionel Belmondo, Thierry Eliez, Hein Van De Geyn, André Ceccarelli. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.

RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. La Damnation de Faust, de Berlioz, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. Kent Nagano, sol. Susan Graham (Marguerite), Thomas Moser (Faust), José van Dam (Méphistophélès), Frédéric Caton (Brander). 22.45 Les Soirées... (Suite). Brises, 1^{er} acte d'un opéra inachevé, de Chabrier, par le Chœur de l'Opéra d'Écosse et l'Orchestre symphonique de la BBC Écosaise, dir. Jean Yves Ossonce, sol. Joan Rodgers (Brises), Mark Padmore (Hylas) Simon Keenlyside (Le Catéchiste), Michael George (Stratoclé), Kathryn Harries (Thanasté). 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.40 Documentaire : Les Mercredis de l'Histoire. Hitler : un inventaire. [6/6] Le Criminel. De Guido Knopp et Ralf-Peter Piechowiak (v.o.). Dernier volet de la série allemande consacrée à Hitler. Aujourd'hui : l'organisation industrielle du crime, les camps de la mort et l'extermination des juifs et des tziganes.

21.40 Soirée Musica : Le Son de Hollywood. Documentaire de Joshua Waletzky (v.o.). Hommage aux compositeurs de musique de films - Max Steiner, Alfred Newman, Dimitri Tiomkin... - de l'âge d'or hollywoodien.

23.05 Magazine : Musicsarchives. Herbert von Karajan, d'Henri Georges Clouzot.

23.50 Entretien. Avec Ervin Laszlo et Betty Williams.

0.40 Magazine : Velvet Jungle. Présenté par Vali. Espagne, de Pierre Barbois. Top Live : Fabulous Troubadors (rediff., 100 min).

L'un des chefs présumés du GIA en Europe a été acquitté par la justice belge

Le procureur avait requis cinq ans de prison contre Ahmed Zaoui

AHMED ZAOUÏ, un Algérien de trente-cinq ans, considéré comme l'un des principaux responsables du Groupe islamique armé (GIA) en Europe, a été acquitté, mardi 3 octobre, par le tribunal correctionnel de Bruxelles devant lequel il avait comparu, du 4 au 8 septembre, avec douze autres prévenus pour association de malfaiteurs (*Le Monde* du 5 septembre). Le substitut du procureur du roi, Michèle Coninx, avait requis contre Ahmed Zaoui une peine de cinq ans de prison. Le tribunal a estimé qu'il y avait absence de preuves matérielles suffisantes démontrant l'appartenance de M. Zaoui à une association de malfaiteurs.

Sept autres personnes ont été condamnées à des peines de prison ferme ou avec sursis. Cinq prévenus ont été acquittés par manque de preuves. Tous s'étaient défendus de toute implication avec le GIA.

Ahmed Zaoui, ancien professeur de charia (droit coranique) et imam d'une mosquée de Baimen (ouest d'Alger), avait quitté l'Algérie en 1992 pour rejoindre momentanément l'instance du Front islamique du salut (FIS) à l'étranger. Il avait été arrêté en Wallonie le 1^{er} mars, dans le cadre d'une vaste opération de police menée dans l'ensemble du pays (*Le Monde* du 9 mars). Ce « coup de filet », effectué

grâce à des renseignements transmis par la police française, avait permis la saisie de faux papiers et d'un arsenal comprenant notamment une kalachnikov et des grenades à fragmentation. Peu après cette opération, un document signé du GIA avait « mis en garde le gouvernement belge », lui « ordonnant de libérer immédiatement les frères arrêtés, notamment le frère Abou Houdhaïfa Ahmed Ezzaoui [plus connu sous le nom d'Ahmed Zaoui] et Cheikh Abdenacer ».

Devant le tribunal, mardi 5 septembre, Ahmed Zaoui avait confirmé son appartenance au FIS mais il avait clairement condamné le re-

cours au terrorisme : « Je suis contre cette violence aveugle qui a dépassé les frontières. Mais j'incite la classe politique en Occident à avoir plus de souplesse vis-à-vis des islamistes. » « Je ne suis pas d'accord avec les visées terroristes du GIA. Je suis un homme de religion », avait-il ajouté.

Lors des attentats commis en France cet été, la Belgique avait été présentée à plusieurs reprises comme une « base arrière » des islamistes algériens. « Il faut transmettre un message à tous ceux (...) qui envisagent de commettre des actes de terrorisme », avait indiqué le substitut du procureur lors de son réquisitoire.

La Bourse de Mexico et le peso sont victimes d'une nouvelle vague de défiance

LA CRISE financière qui a frappé le Mexique au début de l'année n'est pas totalement oubliée. Elle a laissé des traces dans la mémoire des investisseurs internationaux. Ils ont à nouveau subitement pris peur à l'approche des premiers remboursements par le Mexique des emprunts contractés au début de l'année auprès des États-Unis pour enrayer la chute du peso. Lundi 2 octobre, la Bourse de Mexico et le peso ont baissé fortement. Pourtant, le Fonds monétaire international (FMI) se félicitait publiquement la semaine dernière des performances de l'économie mexicaine et de sa capacité à honorer ses dettes. « Les indicateurs financiers sont bons. L'inflation mensuelle est passée de 8 % par mois en avril à 1,7 % aujourd'hui. Les chiffres du commerce sont positifs avec une augmentation de 43 % des exportations depuis six mois et un recul des importations de 19 % », soulignait un haut responsable du FMI sous

couvert de l'anonymat. « Le Mexique ne devrait pas avoir de difficulté majeure à honorer ses dettes à temps. Ses remboursements d'emprunts auprès des États-Unis et du Canada seront faits en temps voulu », avait-il affirmé.

Ce sentiment ne semble pas partagé par les marchés financiers. La Bourse mexicaine est au plus bas depuis trois mois. Elle a enregistré, lundi 2 octobre, une de ses plus fortes baisses depuis le début de l'année, l'indice perdant 4,19 % à la clôture. En cours de séance, l'indice avait même reculé de 5,9 %. Il faut remonter au 27 février pour trouver un recul de plus grande ampleur (6,85 %). La semaine dernière, l'indice a enregistré une perte cumulée de 8,4 %.

Une fois encore, c'est la baisse rapide du peso face au dollar qui a alimenté la défiance. Le billet vert s'échangeait lundi à 6,49 pesos, son plus bas niveau depuis avril. Cette chute s'explique par l'incertitude croissante des investisseurs

quant à la viabilité et la pérennité du plan de sauvetage économique. Afin de redresser les comptes extérieurs, l'économie mexicaine est soumise à une récession très sévère. Les opérateurs craignent que la situation sociale et politique ne devienne explosive.

FONDS D'URGENCE

Ces craintes ont provoqué la fuite du Mexique de 2 milliards de dollars de capitaux en deux semaines, du 14 au 27 septembre, a indiqué lundi le quotidien *La Jornada*, citant un rapport d'experts du groupe financier IGE. La remontée des taux d'intérêt primaires, à court et à long terme, va rendre encore plus profonde la récession. Le produit national brut du Mexique devrait baisser de 5 % en 1995, il a reculé de 5,8 % sur les

six premiers mois de l'année et de 10,5 % au deuxième trimestre.

Les réserves de change du Mexique se montent à environ 15 milliards de dollars, et reposent principalement sur le fonds d'urgence créé après la crise financière de décembre 1994 qui avait vu le peso flotter et perdre 40 % en quelques jours face au dollar. Le sauvetage monté par les États-Unis, le FMI (Fonds monétaire international) et la BRI (Banque des règlements internationaux), a consisté à réprimer au débiteur, en l'occurrence le Mexique, 50 milliards de dollars pour éviter sa banqueroute. La crise financière du début de l'année avait entraîné dans sa foulée une chute brutale du dollar.

Eric Leser
(avec l'agence Bloomberg)

Fusillade

par Pierre Georges

AINSI MEURENT les présumés ennemis publics numéro 1. Ainsi naissent les légendes. Images obsédantes, images blafardes et crues, sous la lumière jaunâtre d'un lampadaire de village. Ce corps allongé dont tout nous dit qu'il est cadavre, ces gendarmes en treillis autour et notamment celui qui, du bout du pied, touche la jambe pour vérifier la mort, un peu comme dans l'approche ultime d'un fauve terrassé, ce sang sur le sol, comment l'oublierions nous ?

La télévision était là. La télévision, désormais, est presque toujours là. Aux basques de la police, aux basques de l'événement, aux basques de notre propre envie-refus du voyeurisme. Tous ensemble, eux et nous, GIGN et otages par procuration, avions procédé en direct à l'assaut d'un Airbus sur les pistes de Marseille-Marignane. Un document choc, presque du cinéma-vérité, sauf que ce n'était pas du cinéma.

Tous ensemble, gendarmes-parachutistes et nous, avons vécu, pour partie, la fin de parcours de Khaled Kelkal après des semaines de traque, des jours d'enfermement, dans un dénouement paroxysmique. Qui n'en sera sorti avec un profond sentiment de malaise, avec à tout le moins une interrogation sur le sens et la nécessité de ces images-là ?

Les histoires de gendarmes et de terroristes se finissent rarement bien. Cela n'est pas une découverte depuis que l'homme sait, même s'il s'en défend à raison, que le sang appelle le sang. Khaled Kelkal pouvait mourir. C'était écrit. Écrit sur les murs de la ville, écrit en lettres majuscules sur tous ces avis de recherche placardés dans tout le pays : « Individu dangereux et

susceptible d'être armé ». Écrit même dans ces autres images, combien cruelles et obsédantes elles aussi, de victimes d'attentat.

Khaled Kelkal pouvait mourir de sa propre et récente réputation d'homme protégé du terrorisme islamiste. On ne sait pas encore, pas déjà, ce qu'il fit réellement ou ne fit pas. Le ministre de l'intérieur, lui, avait sa religion et son coupable. Il a fait savoir, à satiété, que ce gamin de Vaulx-en-Velin était devenu un monstre froid capable de verser le sang et de semer la terreur aveuglément, l'auteur ou coauteur présumé de tout ou presque.

Dès lors, vrai ou faux, ce fut et ne pouvait être qu'une chasse à l'homme. Et le terme même pré-juge rarement bien de l'issue. La télévision était là au dernier rendez-vous. Et ce qu'elle a montré, au choix de ne pas montrer, a créé plus de trouble que de vérité sur ce moment terrible. Des journalistes étaient là qui ont vu, pour partie, et ont rapporté comme ils l'ont pu. Ils ont dit que cela tirait dans tous les sens. Ils ont raconté - une journaliste de France 2 - que Khaled Kelkal était bien armé et avait tiré le premier. Ils ont tué - M6 - un morceau de la bande-son, ces cris d'un gendarme à un autre, « Finis-le, finis-le ».

Ces images et ces mots, partielles les unes, troquées les autres, ne font pas une vérité globale. Chacun en sortira avec le jugement, l'impression, l'intuition qui lui conviendra. Sans, pour l'instant, une absolue certitude. La télévision était là et pas toujours là, instrument parfait et imparfait, sur et sous la fusillade. Mais les images sont parties, dévastatrices elles.

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Pacifique : l'atoll de Mururoa recèlerait des fissures inquiétantes 2
Russie : le Parti communiste triomphe dans l'ex-Stalingrad 3
Israël : Itzhak Rabin s'en prend au « lobby juif » américain 4

FRANCE

Entretien : Jean Gandois réclame un effort de relance de la consommation 6
Elections : les cantonales partielles sont de mauvais augure pour la droite 8

SOCIÉTÉ

Education : la rentrée universitaire 10
Attentats : Karim Koussa va être entendu par le juge Le Vert 11

HORIZONS

Enquête : Algérie, le business continue 13
Éditoriaux : Incertitudes nucléaires : Légitime défense ? 14
Débats : L'Europe à l'assaut commercial de la Méditerranée, par Sami Naïr : Pour en finir avec le colonialisme nucléaire, par Jean-Marie Gustave Le Clézio : A quoi bon les essais ? par Emma Bonino 15

ENTREPRISES

Bourse : Michel Prada devrait être nommé président de la COB 16

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE
Cours relevés le mardi 3 octobre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 17799,80 -0,97 -10,05
Hong Kong Index 9724,98 +0,82 +18,72

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

17799,80 -0,97 -10,05

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au 02/10 Var. en % Var. en %

Paris CAC 40 1780,71 -0,43 -5,34
Londres FT 100 3507,10 -0,03 +14,40
Zurich 1462,90 +0,08 +5,27
Milan MIB 30 2205,83 +0,86 +4,71
Frankfurt Dax 30 2205,83 +0,86 +4,71
Bruxelles 1462,90 +0,08 +5,27
Suisse SMI 2205,83 +0,86 +4,71
Madrid Ibes 35 2205,83 +0,86 +4,71
Amsterdam CBS 2205,83 +0,86 +4,71

DEMAIN dans « Le Monde »

LE CINÉMA ET LA GUERRE D'ESPAGNE : *Land and Freedom*, le film de Ken Loach qui sort en France le 4 octobre reconstitue les affrontements fratricides, et longtemps occultés, au sein du camp républicain durant la guerre civile espagnole.

Tirage du Monde du mardi 3 octobre : 493 589 exemplaires.

Automobile : Renault et PSA trouvent un compromis sur Chausson 17

AUJOURD'HUI

Football : les joueurs du FC Metz découvrent l'ambition 20
Recherche : un informaticien américain jette les bases de l'ordinateur moléculaire 21
Table : l'Europe fromagère 22

CULTURE

Édition : la publication d'un projet d'encyclopédie du pape Pie XI, écrit en 1938 24
Rétrospective : une exposition à La Villette retrace l'âge d'or et la décadence de la fête foraine 25
Art : la FIAC cultive le conformisme et le manque d'audace 26

COMMUNICATION

Télévision : la privatisation de la SFP suscite des convoitises 28

SERVICES

Carnet 12
Finances et marchés 18-19
Abonnements 23
Agenda 23
Echecs 23
Météorologie 23
Mots croisés 23
Radio-télévision 28-29

■ SRI LANKA : une contre-offensive de l'armée de Colombo contre les rebelles tamouls a fait 76 morts, lundi 2 octobre, ont annoncé les autorités militaires. 7 500 soldats gouvernementaux sont, pour ce faire, sortis de leur enclave de Palali, située dans la péninsule de Jaffna, au nord de l'île, administrée depuis 1989 de façon presque indépendante par les insurgés du LTTE (Tigres de libération de l'Eelam Tamoul). - (AFR)

■ SÉISMES : un tremblement de terre de magnitude 6,9 sur l'échelle de Richter a secoué la région de Quito, en Equateur, dans la nuit du 2 au 3 octobre. Selon la sécurité civile, le séisme aurait fait un blessé et des dégâts matériels. Il a été ressenti dans le nord du Pérou et dans le sud de la Colombie.

■ RATP : les trois syndicats autonomes de la RATP et la CGT n'envisagent aucun service minimum dans les transports en commun parisiens lors de la journée de grève du mardi 10 octobre. « Notre objectif est qu'il n'y ait pas de métro ni de RER », a précisé la CGT.

■ TERRORISME : M^{re} Jacques Vergès assurera la défense de Karim Koussa, présenté comme le complice de Khaled Kelkal. Karim Koussa, gravement blessé le 27 septembre lors d'une fusillade avec les gendarmes, est soupçonné d'avoir participé avec Khaled Kelkal à l'assassinat de l'imam Sahradi, le 11 juillet à Paris.

■ PUBLICITÉ : la cour d'appel de Douai (Nord) a confirmé, lundi 2 octobre, le jugement du tribunal des référés de Lille, qui avait condamné, cet été, une publicité comparative de la société Trois Suisses visant sa concurrente La Redoute (*Le Monde* du 11 août), parue dans les pages du *Monde* du 8 août. La campagne d'affichage avait dû être annulée.

■ INSTITUTION
L'accompagnement républicain
PRÉPARATION HEC
HEC, ESSEI, ESSEI ÉCONOMIQUE, ESSEI - OPTION GÉNÉRALE ET ÉCONOMIQUE -
PRÉPARATION SCIENCES-PO
REP PARIS ET PROVINCE

Préparations aux concours d'entrée des écoles de commerce à préparation intégrée

Accompagnement universitaire

INSTITUTION FRÉLÉY 2, rue de Lognon 75017 Paris - Tél. (1) 42 67 81 18

CENTRE PRIVÉ DE PRÉPARATION À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - FONDÉ EN 1984

Sécurité sociale : la réforme ou la faillite

Un supplément spécial de 8 pages demain dans Le Monde

Le Monde

SCIENCE & VIE

DEPRESSION

Un traitement révolutionnaire et un nouvel espoir pour les victimes de la maladie la plus répandue.

Et aussi :

● Le point sur les manipulations génétiques

EN VENTE DÈS AUJOURD'HUI

Retrouvez Science & Vie sur 3615 SCV (2,19 TTC/min)

صوتنا من الامم

Sil y a un sujet qui se prête aux considérations faciles de café du commerce, c'est bien la gestion du temps. A l'heure des anecdotes, chacun peut y aller de son petit exemple qui fait sourire les collègues, toujours prompts à railler l'excès, l'extrême ponctualité comme la totale improvisation. L'un et l'autre sont jugés tout aussi « exaspérants », « insupportables », voire « épuisants », selon l'humeur du moment ou le caractère du « coupable ».

A y regarder de plus près, pourtant, l'affaire est autrement importante ou grave que ne le laisse supposer la futilité des propos échangés sur ce thème. Que les stages ou les conseils en organisation du temps se soient développés, ces dernières années, ne relève d'ailleurs pas du hasard, pas plus que de la mode. Bien que de bon sens, les méthodes proposées sont réellement efficaces, à condition toutefois que, à l'origine, on ait ressenti le besoin de changer d'habitudes. Il suffit en outre de constater la place prise par les différents instruments d'aide à la maîtrise du temps pour se convaincre du caractère obsessionnel de la préoccupation.

Partout, les feuilles jaunes du « Post-it » fleurissent, fonctionnant comme autant de rappels à l'ordre quand elles n'entretennent pas une certaine mauvaise conscience. Certains vont même jusqu'à les emporter avec eux, telles des pense-bêtes, qui viendront grossir la liasse des petits papiers et des cartes de visite dont la présence est voulue rassurante. De même, les agendas, de plus en plus sophistiqués et grands par la taille, se répandent dans les bureaux et se targuent d'une imperturbable fonctionnalité quand ils sont recouverts de cuir. Quand ils accueillent des feuilles volantes, sur le modèle du fameux Filofax, ceux-ci sont censés conférer une authentique respectabilité à leurs détenteurs, ainsi capables de faire face à n'importe quel événement, fixer un rendez-vous, prendre les notes d'une séance, rappeler un numéro de téléphone.

La publicité pour un « organisateur » (organizer) élec-



■ PETITS OUTILS POUR GRANDES JOURNÉES
Malgré l'apparition d'outils électroniques, la plupart préfèrent... le crayon et le papier
par Marie-Claude Berthier

■ TRAVAILLER CONTRE LA MONTRE
Certains ne savent pas travailler sans être stressés. Problème : comment conjuguer pression et efficacité ?
par Françoise Altzicovici

■ COMMENT SE GÉRER SEUL ?
Les technologies le permettent, et ce pourrait être le début d'un rêve. Reste à inventer le management à distance
par Jean Menanteau

page II

■ MAÎTRES DE LEUR TEMPS
Ils anticipent, se fixent des objectifs prioritaires, distinguent l'urgent de l'important. Et quelquefois se font plaisir
par Catherine Leroy

■ L'ACTIF, LE PASSIF ET L'INCONSCIENT
Ils travaillent dans la précipitation, par tempérament ou par goût. Mais la « pression » leur est souvent imposée
par Alain Beuve-Méry

■ MONOCHRONIQUE OU POLYCHRONIQUE ?
A la rigueur de l'un correspond la capacité d'adaptation de l'autre. Des différences qui s'estompent
par Marie-Béatrice Bandet

page III

Gérer son temps

On ne peut prétendre gagner, que l'on maîtrise son temps ou que l'on soit toujours débordé

ironique met ironiquement en cause cette prétention à tout contrôler. On y voit un de ces beaux agendas se gonfler d'année en année, jusqu'à s'enfler puis laisser échapper de précieux bouts de papier. A l'inverse, la machine prétend pouvoir tout digérer, tout restituer, sans jamais changer de volume, et, mieux, avoir une vocation universelle, conférant à son possesseur un vrai don d'ubiquité. Tel un homme-orchestre, il peut planifier ses réunions, rédiger des « mémos », rentrer des documents, mais aussi envoyer des télécopies ou se faire prévenir à une heure donnée. Face à ces monstres froids de modernité, qui prolifèrent dans la catégorie des cadres supérieurs et des dirigeants, on constate globalement deux attitudes. Soit l'utilisateur programme le moindre détail et considère l'engin comme un prolongement de lui-même dont il ne peut se séparer et qu'il consulte dès qu'il s'installe quelque part. Soit il s'émerveille de ces possibilités et le traite comme un jouet magique qu'il se garde de trop prendre au sérieux. Ainsi, Isabelle utilise comme signal vocal la voix synthétisée de Jean-Pierre

Coffe, et son expression favorite des Guignols, à la surprise des visiteurs dans son bureau.

A l'analyse, aussi, la question de la gestion du temps n'est ni moins qu'innocente. Sans surprise, on découvre donc que les attitudes varient en fonction des pays, des cultures, et que ce n'est pas sans rapport avec les qualités prêtées à telle ou telle économie. Les Européens du Nord et les Anglo-Saxons, si organisés et ponctuels, seront des « monochroniques » qui perçoivent le temps dans sa globalité et ne supportent pas d'être perturbés. Ils préfèrent la tranquillité d'esprit à l'agitation. En revanche, les Latins, manifestement plus brouillons mais

improvisateurs, seront des « polychroniques » qui vivent le temps comme une succession d'événements et privilégient le fait du moment. Réactifs, certes, ils se laissent malheureusement entraîner. En Grèce, la synthèse aboutit à des résultats curieux : il y est fréquent que, en dépit du retard pris, un colloque suive son programme sans changement. Quitte à ce que les dernières interventions disparaissent avec la conclusion.

De toute manière, il y aura toujours ceux qui maîtrisent parfaitement leur emploi du temps, d'un côté, et ceux qui, débordés, donnent l'impression de ne pas savoir où donner de la tête. Un monde sépare les gens qui savent hiérarchiser, anticiper, ne pas se laisser envahir par les détails et les gens surchargés de travail, toujours en train de courir, s'épuisant d'un dossier important à une brouille, qui ne savent pas dire non et sont continuellement mis à contribution. Les premiers en imposent par leur calme. Les seconds semblent continuellement au bord de l'apoplexie.

Encore faut-il nuancer. D'un côté se manifeste un refus de travailler dans l'urgence qui peut aussi servir de protection. De l'autre, il peut y avoir le plaisir réel de vivre sous la pression et dans la compagnie du stress qui dope le taux d'adrénaline. Ce qui revient à chaque fois à jouer avec le temps, pour en faire un complice ou un adversaire, selon que l'on préfère la stratégie de l'alliance ou celle du conflit.

Dans les deux cas, toutefois, le résultat pourrait bien être le même, tant il est vrai que les exigences des entreprises et l'évolution des conditions de travail poussent à la surenchère et à la croissance de l'andéité. Chacun deviendrait donc à terme victime de la gestion de son temps, quoi qu'il fasse, qu'il ait appris à se préserver ou qu'il accepte de flirter avec le risque. A terme, il n'y aurait que des perdants.

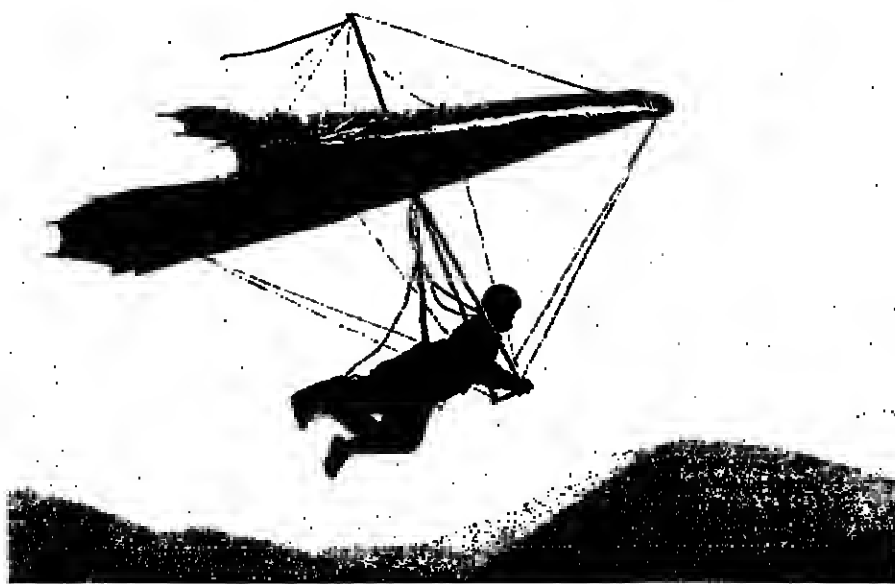
Cela est d'autant plus plausible que la nature même du travail, en changeant, modifie les critères de son appréciation. Dès lors, en effet, que l'accent ne porte plus sur la quantité de travail fournie mais sur la qualité, la mesure par le temps n'est plus nécessaire et devient même un élément négligeable qui, par conséquent, peut se gaspiller ou simplement s'ignorer. Le travailleur serait laissé seul face à son problème de gestion, sans plus de considération. Et c'est d'ailleurs ce qui arrive aujourd'hui aux indépendants et aux consultants qui se gèrent en solitaire et qui découvrent peu à peu qu'ils deviennent les esclaves des rythmes qu'ils se sont créés.

Alain Lebaube

TRIBUNE

- Formation professionnelle : obsolescence ou inhibition de l'action ?
- RENCONTRE
- Visite d'une entreprise royale
- LECTURES

Voir Carrières Internationales



COMMERZ FINANCIAL PRODUCTS

Il y a tant et tant de MBA mais un seul Executive MBA de l'ESSEC

Vous êtes un jeune manager déjà expérimenté, et vos projets foisonnent au rythme de vos ambitions. Pouvez-vous faire l'économie d'une formation prestigieuse qui donnera un coup de fouet à votre carrière ?

Ce « plus » qui vous fait momentanément défaut pour réussir la carrière que vous portez en vous, venez le chercher à ESSEC IMD.

L'Executive MBA de l'ESSEC est un programme de formation bilingue français-anglais, totalement compatible avec l'exercice de vos responsabilités professionnelles.

Prochaine session :

juillet 1996 à décembre 1997 • 95 jours échelonnés le vendredi et le samedi • Sélection en cours.

Demandez votre dossier d'information à :

Catherine Bourgeot ou Thierry Godart : (1) 46.92.21.00.

ESSEC IMD • CNIT • 2 Place de la Défense • BP 230 • 92053 PARIS LA DÉFENSE
Tél. : 33 (1) 46.92.21.00 • Fax : 33 (1) 46.92.21.01

DOSSIER • Gérer son temps

Petits outils pour grande journée

Malgré l'apparition d'outils électroniques, tel l'« organisateur », les préférés du plus grand nombre restent... le crayon et le papier

THOMAS a un « organisateur » électronique, un petit appareil qui comporte agenda, répertoire, calculatrice et avertisseur sonore. L'utilise-t-il quand il commence à être débordé ? Plutôt quand monte une certaine « angoisse d'oublier ». Ce jeune artiste plasticien, aux activités incroyablement diverses, note que son rapport avec cet objet qui dort au fond de sa poche est loin d'être purement rationnel : « Il me plaît beaucoup. Il fait un peu partie de moi. D'abord parce qu'on me l'a offert, ensuite parce qu'il a quelque chose d'un peu magique et de très réjouissant. On y accumule les infamies sans qu'augmente son volume. » Cyril, son ami, travaille du matin au soir sur un ordinateur qui est aussi l'instrument de musique dont il se sert pour composer.

L'emprise de l'informatique sur sa vie s'accommode à son esprit fantasmatique : son rêve n'est-il pas d'ailleurs d'humaniser son micro ? Il s'est ainsi procuré un logiciel lui permettant de faire apparaître sur l'écran de son ordinateur un petit personnage – pour lequel il a visiblement de la sympathie – qui lui rappelle ce qu'il a à faire. Le message est écrit mais le visiteur peut aussi parler pour lui éviter de manquer son passage si, par hasard, il se trouve dans la pièce voisine. La voix de synthèse peut aussi être celle de Cyril ou éventuellement une voix qui lui est chère, échantillonnée par avance.

Thomas, Cyril vivent avec l'outil électronique. Mais il est banalisé : on ne le prend pas au sérieux, on le veut pratique, amical, occasion de jeu si possible... Pas plus prétentieux en tout cas que crayons, papier ou calepins. Mais d'autres – qui ont découvert plus tardivement ces « merveilles » de la technologie – lui accordent parfois une considération sans limites. Les organisateurs électroniques du type de celui de Thomas sont de plus en plus répandus. « On se jette dessus, dit un cadre, mais hâtivement, on utilise au mieux 10 % de leurs possibilités. » « Les quatre cinquièmes de ceux qui en ont un, renchérit un autre, ont simplement succombé à la mode. Pour ce qu'ils en font, un simple agenda papier conviendrait mieux. »

RELIGION

Parfois, l'outil semble même devenir religion : comme pour ce cadre de direction, nouvellement arrivé dans une grande société. Il vient en réunion de travail sans un papier, avec seulement son ordinateur et son téléphone portable. D'emblée, il se met à taper sur son clavier sans relâche. Il prend des notes, fait émerger les informations dont il a besoin, intègre les nouveaux documents qu'un lui fournit, consulte son agenda, son répertoire téléphonique, envoie des fax... Et cela, tout en menant

les débats. Son bureau est vide. On y voit seulement son ordinateur et son imprimante. Sa secrétaire n'aura plus bientôt le moindre papier, elle non plus. Et progressivement, tout le monde dans l'entreprise devrait « fonctionner » de cette manière.

Qu'on se rassure, le papier garde beaucoup d'adeptes. La société Quo Vadis vend 15 millions d'agendas à usage professionnel par an. Les plus perfectionnés, les agendas à anneaux qui permettent de glisser en intercalaire tous les documents dont on a besoin, ont fait la célébrité de sociétés comme Filinax et Time System. Mais le papier est aussi très apprécié sous des formes plus légères. Ainsi, dans les trois bureaux où cet homme d'affaires très occupé partage son temps, on ne voit que post-it et petites fiches. Chaque jour, il en tire une liste de ce qu'il doit faire de plus urgent : avec l'aide d'une simple feuille de papier qu'il coche au fur et à mesure des réalisations.

Ailleurs, ce représentant doté par sa société d'un superbe organisateur papier l'a laissé au placard. « Trop compliqué, pas

aussi convivial ! » Il lui a substitué un agenda de bureau banal et... un crayon. « Jamais d'encres ! dit-il, pour pouvoir gommer. » Et puis, « je demande beaucoup à ma mémoire. Cela l'entraîne ! »

Marie-Claude Betheder



Travailler contre la montre

Ils courent toujours, et certains ne savent pas travailler sans être stressés. Problème : comment conjuguer pression et efficacité

Il court, il court, Franck. Du matin au soir. Il court, d'abord, après ses dossiers qu'il abandonne un peu partout. Et pour cause : « Je n'ai pas de bureau attitré, alors je m'installe où il y a de la place. » Directeur d'un service social d'une dizaine de personnes,

Franck travaille en fait dans trois lieux différents : les deux antennes de sa structure ainsi que chez lui. « Je transporte mes affaires d'un endroit à un autre, j'en perds quelquefois en route. Il faut absolument que je règle ce problème. » Cependant, il reconnaît qu'avoir un espace bien à lui ne l'intéresse pas. « Ce serait m'enfermer dans un statut de directeur. Or, je ne me suis jamais identifié à ma fonction. Je me sens plutôt animateur. »

Il court aussi après le temps. Mais il avance des excuses : « Traiter le cas d'une personne, accompagner quelqu'un pour régler un problème administratif et écouter les gens, cela demande du temps. Après, il faut le rattraper. » Et s'il n'oublie un rendez-vous avec ses proches, il « joue au chien perdu, leur fait tout un cinéma pour qu'ils [lui] pardonnent ». En revanche, pas question de négliger le travail, quitte à rédiger des rapports à la dernière minute, les week-ends et le soir, de 22 heures à minuit. « Pour certains, courir tout le temps est une forme de dopage, observe Françoise Reyès, responsable des séminaires « gestion du temps » à la Cegos. Ils ont besoin

de faire monter leur taux d'adrénaline pour se stimuler. Mais parmi eux, certains sont très organisés. »

PAGAILLE

En tout cas, les cadres qui suivent ses stages ont des caractéristiques communes : « Ils sont passionnés par leur travail, font trembloter six mille choses à la fois et sont efficaces. Et pourraient l'être d'avantage s'ils étaient mieux organisés. »

Grand classique : le bureau en pagaille, comme celui de Rosefine, qui a « des papiers partout, sur la table, en dessous, à côté ». « Avoir des piles de dossiers à portée de main, cela rassure, remarque Françoise Reyès. Ranger, cela signifie mettre un terme à quelque chose. Ce n'est pas facile à accepter, notamment pour les personnes qui gèrent des projets. » Il y a également les « fanatiques du post-it ». Ils recouvrent les écrans d'ordinateur, et quand certains se décollent, ils emportent avec eux tel rendez-vous ou tel coup de fils importants. Anne, cadre informatique dans une grande entreprise, écrit sur des post-its les « tâches ingrates ». Elle repousse le moment de les traiter en les déplaçant, de jour en jour, sur son agenda. Résultat : elle s'en occupe à la dernière minute, soumise au stress. Certains se passent d'agenda. Ils mémorisent tous leurs rendez-vous au risque d'en oublier et de se tromper de date. « Ils pensent que tenir un agenda serait pour eux une contrainte, note Françoise Reyès. Or, si vous n'avez pas d'agenda à opposer à quelqu'un qui vous demande un rendez-vous, vous ne pouvez pas lui refuser. Sans parler de ceux qui ont des tonnes de papiers dans leurs poches », et en perdent en chemin. Autres caractéristiques : « Ce sont souvent des gens qui ont besoin de faire plaisir aux autres et ne savent pas dire non, estime Françoise Reyès. Aussi, ils sont sans cesse sollicités. Ce qui n'arrange pas la gestion de leur emploi du temps. »

A cet égard, Anne a pris une décision : « J'ai orienté mon bureau de manière à tourner le dos à la porte parce que, jusqu'à présent, dès que quelqu'un passait dans le couloir, un café à la main, il entraînait pour discuter avec moi. J'étais sans cesse dérangée. Je laissais en plan le travail en cours et, après, j'en commençais un autre, plus urgent. »

Le plus dur, selon Françoise Reyès, n'est pas d'apprendre à ranger ses dossiers ni à planifier son emploi du temps. « Le plus difficile est de se dire qu'on cesse de fonctionner dans le stress. » Franck n'a pas encore sauté le pas : « Je ne sais pas travailler sans être sous pression. Si je travaillais moins, je m'ennuierais. Et quand je m'ennuie, je n'aime pas la vie. »

Jean Menanteau

Françoise Aizicovici

Comment se gérer seul ?

Les technologies le permettent, et ce pourrait être le début d'un rêve. Reste à inventer le management à distance

APRÈS avoir pesé le pour et le contre, il a fait le saut. A quarante-cinq ans, cadre supérieur d'un groupe d'assurances, Pierre a décidé de quitter, du moins physiquement, le bureau de son siège parisien : il télétravaillera de chez lui, à la campagne, dans sa grande maison située à 60 km dans le sud-ouest de la capitale. La direction des ressources humaines de son groupe l'a d'ailleurs encouragé en le dotant d'un téléphone modulaire, d'un ordinateur avec lequel il aura en permanence accès au système d'information du groupe et d'une carte pastel. « Demain il

n'y aura aucun problème à faire du travail de groupe (groupware) grâce à un logiciel », lui avait-on affirmé.

Pierre estima, de prime abord, que sa nouvelle manière de travailler allait lui dégager du temps libre. N'avait-il pas évalué le temps passé chaque jour dans les trains de banlieue, celui, souvent perdu, au cours des réunions de services ou durant les déjeuners dits de travail. Désormais, il eut le sentiment qu'il serait, enfin, maître de son temps.

Ces (bonnes) dispositions mises en application, il lui fallut déchanter. La discipline que Pierre s'était imposée (commencer son travail à une heure précise, par exemple) se relâcha. Il s'aperçut très vite que le « sas » entre domicile et travail représenté par le temps de transport lui manquait. Qu'aucune frontière réelle ne séparait plus désormais sa cuisine, son salon, sa chambre... de son bureau. Il se rendit surtout compte qu'il avait de plus en plus de difficultés à organiser son temps : par manque de repères, de références par rapport au travail d'autrui. Par manque d'interface.

NOMADES

Ne perdait-il pas des minutes précieuses... à des futilités ? Ou il « bachaitait », ou il se surprenait à ranger le même objet dans le salon ! Ouvrir son réfrigérateur pour des petites faims. Cela le culpabilisait et, au bout de quelques mois, il finit par s'interroger : « Quand ma activité commencera-t-elle ? Quand finira-t-elle ? » Voici qu'il devenait anxieux. Il quittait fréquemment le dîner familial pour consulter un fichier d'ordinateur, et lorsqu'une idée lui venait brusquement en tête, il la vérifiait,

repenait ses dossiers tard le soir. Petit à petit, il fut gagné par le sentiment de ne « jamais avoir fini », puis, de ne « plus pouvoir arriver ». C'est un fait, Pierre travaillait plus qu'autrefois. Ce qui incita son employeur à lui confier davantage de travail. Conséquence que révélèrent toutes les études, notamment celles faites aux États-Unis : les télétravailleurs ont une productivité accrue de 25 %.

Ce cas clinique, à peine imaginaire, est vécu par nombre de cadres qui pratiquent le télétravail, qu'ils soient salariés de leur entreprise ou indépendants. Placés devant une réalité nouvelle, la plupart d'entre eux éprouvent de réelles difficultés face à l'auto-organisation en général, celle de la gestion du temps en particulier. S'ils ne se sont pas encore beaucoup penchés sur le cas des salariés travaillant à domicile, les cabinets spécialisés en ressources humaines commencent, en revanche, à se préoccuper de fournir à la gestion du temps des « nomades », tels ces commerciaux, de plus en plus nombreux, qui travaillent chez eux, dans leurs voitures ou à l'hôtel. « Les managers doivent veiller attentivement à préparer leurs missions largement en amont, prévoir des « points fixes » afin de communiquer en cours de journée ; cela pour rompre le sentiment d'isolement, maintenir le lien d'appartenance et éviter que les instructions soient mal interprétées », estime Jean-Marie Reisser du groupe MOA, qui a notamment financé au télétravail des commerciaux de Bull-Europe. Problème : le management à distance, rendu possible grâce à la télématique, aujourd'hui le multimédia, facilité par les « mémoires auxiliaires » (nutils-papier, informatiques et

électroniques), est encore balbutiant en France. Comme le dit Nicole Turbe-Suetsens, chercheur et animateur du groupe de réflexion télétravail chez IBM France, « la plupart des organisations ne sont pas préparées à ces nouveaux modes de management qui induisent d'autres types de relations et de communication sans lesquels le travailleur mobile risque de perdre sa notion d'appartenance à l'entreprise. L'évolution du comportement humain est rendue possible grâce à la technologie. Il nous faut veiller à ne pas tomber dans le piège d'inverser les priorités. »

ÉCHOS

Réflexion

■ Réinventer la négociation sociale dans l'entreprise : tel est le thème de la journée d'échanges entre négociateurs hiérarchiques et syndicaux qu'organise le club Stratégies du management, animé par Henri Vacquin. Le programme est ambitieux mais il porte aussi sur une question cruciale puisqu'il s'agit, à la lumière d'une analyse du système passé de la négociation, de trouver les voies d'une modernisation qui stimule et révèle la responsabilité des partenaires sociaux. Après le temps de la conflictualité productive, qui a bien fonctionné jusqu'à la crise, est venue la période où l'initiative de la revendication s'est déplacée vers le camp patronal. Aujourd'hui, il faut définir d'autres niveaux de négociation, d'autres contractualisations et offrir un nouveau grain à moudre. De nombreux directeurs de ressources humaines et des syndicalistes, signalent un nouveau d'accords récents, participeront à la discussion, le 24 octobre 1995, dans les salons de l'Union internationale des chemins de fer, 16, rue Jean-Rey, 75015 Paris. Renseignements : Les

Informations rapides, 67, rue Saint-Jacques, 75005 Paris. Tél. : (1) 46-34-22-40.

Forum d'Iéna

■ Le prochain Forum d'Iéna, qui se tiendra au Conseil économique et social, le jeudi 26 octobre, aura pour thème : « Transformations de l'entreprise, transformations du travail ». Ce forum entend élargir la réflexion sur les mutations que connaît le monde du travail, sur les moyens d'anticiper les bouleversements et de puiser les opportunités d'un progrès économique et social. Rens. : Regard International, 8, rue Fallempey, 75015 Paris. Tél. : (1) 45-78-36-17.

Ingénieurs

■ L'ESME Sudria, école d'ingénieurs généralistes, a réalisé une enquête sur le devenir des jeunes ingénieurs diplômés. A cette effet, 260 entreprises choisies parmi les 1 000 premières entreprises françaises ont été interrogées, du 26 juin au 11 juillet, sur leur intention d'embauche pour la fin 1995 et le début 1996. Rens. : télécopie : (1) 48-70-00-45.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

CADRES DEMANDEURS D'EMPLOI
JEUNES DIPLOMÉS AVEC PREMIÈRE EXPÉRIENCERECRUTEMENT
IMMÉDIAT

L'Institut de Gestion Sociale vous propose, dans le domaine du MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES, des stages de formation à temps plein.

Niveau Bac+3/4, expérience professionnelle

- INFORMATIQUE ET GESTION DE PERSONNEL
- MANAGEMENT EUROPÉEN DES RESSOURCES HUMAINES

Stages organisés avec le concours financier du Conseil Régional d'Ile de France

Envoyer CV et lettre de motivation

Programme et/ou rendez-vous à IGS, Madame Floirac, 12 rue Alexandre Parodi, 75010 Paris - Tél 03 03 15 72

IGS GROUPE IGS

DEMANDE DE DOCUMENTATION

- ☐ Informatique et Gestion de Personnel
- ☐ Management Européen des Ressources Humaines

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Tél _____ Fonction _____

La bourse en direct

36 15 LEMONDE

Jeux de mots

36 15 LEMONDE

صوتنا من الامم

36 15 LEMONDE

Formation professionnelle : obsolescence ou inhibition de l'action ?

par Sandra Bellier

DEPUIS 1971, le système français de formation professionnelle a connu différents aménagements d'inégale importance, essentiellement justifiés par leur adéquation avec les préoccupations politiques, économiques ou sociales successivement relevées au rang de priorité par l'Etat. Ces agencements lui ont permis de traverser ce tumultueux quart de siècle en sachant maintenir un niveau de réponse en partie - mais en partie seulement - adapté aux nombreuses mutations socio-économiques que nous avons connues.

Dans les faits, deux tendances fortes ont modéré les intentions qui se sont régulièrement déclarées : la recherche d'un consensus permanent entre les différents acteurs sociaux, d'une part, et la fraction relative de fonds publics affectés aux financements de la formation professionnelle, d'autre part. Elles ont souvent contourné les réformes engagées dans des ajustements certes provisoires, procédant par technique de sédimentation, mais en

deçà de l'ambition initiale de l'accord de 1970 et de la loi qui lui avait succédé. Pour ces raisons, le système français, s'il est resté attractif par sa richesse et sa diversité, donne en même temps l'image d'une construction relativement fragile, opaque, parfois même illisible. Il lui est reproché sa complexité, son déficit chronique de vision stratégique des objectifs à atteindre, ses compromis se caractérisant par la prolifération d'une multiplicité d'acteurs d'inégale pertinence, mettant en œuvre des pratiques segmentées sans beaucoup de cohérence les unes par rapport aux autres.

Récemment encore, en moins de quatre ans, combien de commissions d'enquête, de livres blancs ou de rapports de toutes natures (dans l'ordre alphabétique : Brunhes, Cambo, Charnard, CNPF, Goasguen...), confiés par la représentation nationale, rédigés par des experts incontestés pour le compte d'organismes publics ou professionnels, ou produits à la demande du ministre chargé de la formation professionnelle, ont vu le jour ? Destinés à orienter leurs comman-

itaires - eux-mêmes décideurs - sur les axes prioritaires des modifications structurelles à apporter au dispositif existant, leur exploitation, parce que trop segmentée, est restée bien en deçà des espoirs entrevus.

Et si nous réabordons le fond ? Donnons-nous la peine de lire tous ces travaux, si riches de propositions : avec eux, nous disposons de tous les éléments susceptibles de permettre à des décideurs audacieux de prendre à bras le corps le sujet qui nous intéresse ici. Si aucun ministre chargé de la formation professionnelle n'a, ces dernières années, osé relever le défi de gérer et d'arbitrer les débats contradictoires liés au réaménagement du dispositif afin de lui permettre de s'ancrer davantage dans la politique de l'emploi, du temps et de l'organisation du travail dans le pays, ce n'est certainement pas faute de matière à penser et à agir.

VARIABLES

Tout se passe comme si les acteurs institutionnels, quoique mesurant les atouts que représente ce formidable levier d'action

qu'est la formation professionnelle, hésitent à en exploiter toutes les richesses. Seules les interrogations portant sur les questions de la qualification des jeunes et de l'orientation professionnelle des adultes ont permis l'émergence d'initiatives réellement innovantes, donnant aux pouvoirs publics la possibilité de légiférer dans un champ nouveau de pratiques sociales des actifs. Il en est notamment ainsi des dispositions contractuelles, législatives et réglementaires régissant le droit au recours à des prestations nouvelles et atypiques comme les bilans des compétences.

La formation professionnelle ne s'inscrit plus aujourd'hui, comme cela était le cas en 1971, dans une réflexion globale sur le monde moderne. Née dans un contexte économique de quasi plein emploi, elle s'est ajustée aux contraintes économiques et sociales surgissant les unes après les autres, par empilement de mesures ou de dispositifs. Mais la société française de 1995 n'est plus celle de 1971, et les réformes successives du système originel n'ont pu, par déficit de réflexion d'en-

semble, absorber les réels bouleversements qu'a connus le monde du travail à travers la crise.

Parler de réflexion globale, c'est, par exemple, poser la question d'une nouvelle synergie entre les différents instruments de la politique de l'emploi comme la formation continue des salariés, les outils d'accompagnement qui leur sont proposés pour leur évolution personnelle et professionnelle et la nature même du rapport salarial et du contrat de travail. Parler de réflexion globale, c'est aussi poser l'équation à au moins trois variables : durée hebdomadaire de travail, droits à la formation et à l'orientation continues et annuities de cotisations de retraite. Pourquoi ne pas non plus s'interroger sur la possibilité d'une articulation de cette réflexion avec la question - parfois maladroite - posée d'une alternative au calcul de l'obligation légale des entreprises à financer la formation professionnelle, avec comme unique critère un rapport à la masse salariale ? Et si la qualité et la légitimité des actions proposées, leur opportunité en termes d'em-

ployabilité, notamment dans le cadre du plan de formation, devaient également des critères pertinents à prendre en compte ?

Une politique capable de poser un tel système d'équations et d'en dégager les solutions possibles constituerait aujourd'hui une source non négligeable de moyens significatifs pour peser sur les chiffres du chômage et sur le déficit des comptes sociaux.

Il est urgent d'amorcer enfin le débat de la réforme en profondeur du système français de formation initiale et continue, qui doit être considéré à juste titre comme le point d'entrée essentiel dans le débat de la société de demain. Par cette initiative, c'est un champ entier d'investigations qui peut s'ouvrir, et une somme considérable d'opportunités sur l'emploi qui peut s'offrir. Soyons réalistes, il correspond tout à fait aux désirs insatisfaits de réels changements que connaît notre pays accablé de désillusions de toutes sortes.

Sandra Bellier est maître de conférences à l'IEP Paris.

RENCONTRE

Visite d'une entreprise « royale »

En termes d'effectifs, commander un bâtiment de la marine et diriger une usine sont des tâches de même envergure

« **C**ONSTRUIRE des ponts entre les métiers de la marine nationale et ceux de la vie civile », tel est l'objectif d'un cycle de rencontres organisées au printemps dernier à l'Ecole navale, à l'initiative de l'Association des officiers de vaisseau dans les carrières civiles (AOVC). Belle occasion pour les professionnels, civils et militaires, de confronter leurs méthodes de travail, de comparer leur expérience, par-delà les différences de milieu, dans cinq grands champs d'activité : communication, ressources humaines, logistique, prospective et stratégie industrielle, commandement et direction d'usine.

« Notre objectif est double : faire sentir la marine de son isolement et faire découvrir à des civils que la marine recourt à des solutions de management qui peuvent parfaitement s'adapter à l'entreprise », précise Jean Célier, président de l'AOVC et directeur associé de la Cegos. Et de citer l'exemple de l'organisation de la logistique sur les bateaux, particulièrement intéressant pour la grande distribution. Si les cultures d'entreprise sont différentes, les compétences professionnelles sont les mêmes. A telle enseigne que « par un accord signé en début d'année, Citroën reconnaît désormais la validité de la formation délivrée par la marine dans la mécanique, l'électricité et l'électronique », fait valoir Jean Célier. Les parcours des offi-

ciers qui se reconvertisent dans le privé facilitent aussi considérablement les échanges entre les deux univers. Chefs d'entreprises spécialisées dans l'expertise maritime, ingénieurs de production dans la métallurgie, cadres dans l'industrie de l'armement, le nucléaire, l'informatique ou les télécommunications (autant de technologies mises en œuvre dans la marine), spécialistes de l'export ou des ressources humaines : les idéologies des marins débarqués sont des plus variées.

Le cursus du président de l'AOVC est à cet égard très significatif : ancien de l'Ecole navale, il a quitté la Royale après quinze ans de service « parce que je voulais me prouver que je pouvais faire autre chose ». Tour à tour consultant dans un cabinet de conseil en organisation, directeur du développement de Spie-Batignolles au service industriel de la maintenance, il a rejoint la Cegos en 1992. Et c'est l'expérience de la marine en matière de mobilité et de flexibilité que Jean Célier souhaite faire partager.

CARRIÈRES

Un constat que partage Jacques Bouchaud, président de l'Association nationale des directeurs et cadres de la fonction personnel (ANDCP), délégué général aux ressources humaines de Radio France : « L'armée a une expérience de la mobilité professionnelle que le privé est en train de décou-

vrir. En revanche, les entreprises sont habituées à des exigences de productivité auxquelles la marine commence seulement à se familiariser ».

En matière de ressources humaines, c'est dans le domaine de la gestion des carrières que les similitudes entre emplois civils et militaires sont les plus flagrantes, « en ce qui concerne notamment la collégialité des avis qui sont rendus sur le travail des uns et des autres, avis déterminants pour l'évolution dans le métier », estime Jean Célier. Le président de l'AOVC voit d'ailleurs dans la traditionnelle réunion de la « chambre » militaire l'équivalent des comités de carrière qui décident, dans les entreprises, des affectations, encouragements et autres promotions.

« De même qu'il existe des bilans de carrière, la marine met à disposition de ses hommes des officiers-conseils avec qui il est possible de faire le point, de parler de l'avenir, sans en référer à la hiérarchie. »

Si les exigences de la communication externe sont assez semblables dans les deux univers, surtout en période de crise, il n'en demeure pas moins que « le poids de la hiérarchie militaire influe nécessairement sur le travail au quotidien du Service d'information et de relation publique des armées (Sirpa) », souligne Michel Fernet, directeur général du Press Club de France, lui-même officier de marine de réserve. Directeur de la stratégie cimentière du groupe Lafarge-Coppée, Jean-Marc Lechêne avoue que la rencontre à laquelle il a participé lui a permis de constater que ces deux mondes, apparemment si distants, ont des préoccupations très proches, notamment en matière de prospective : « La marine, comme l'industrie, a toujours besoin de se faire une idée de ses marchés à moyen terme. »

« En termes d'effectifs, commander un bâtiment de la marine et diriger une usine sont des tâches de même envergure », analyse Jean-Claude Bertagna qui, après dix-neuf ans passés comme ingénieur de l'armement, a rejoint la vie civile - sans quitter son domaine de compétence - en tant que directeur de la division Communication, navigation, identification de Thomson-CSF. « Pourtant, ajoute-t-il, les problèmes de management, de gestion des équipes sont très différents car les finalités n'ont rien à voir. » Aussi riches en enseignements pour les civils que pour les militaires, un nouveau cycle de rencontres doit se dérouler cet hiver.

Philippe Baverel

LECTURES

Formation en alternance

Construire la formation professionnelle en alternance, par Raymond Poupard, Yves Lichtenberger, Jean-Marie Luttringer, Christian Merlin. (Les Éditions d'Organisation, 224 p., 167 F.).

QUATRE spécialistes se penchent sur l'état de la formation professionnelle en alternance : Raymond Poupard a été directeur de la formation de Renault et du CNPF ; Yves Lichtenberger était jusqu'en 1994 directeur du Centre d'études et de recherches sur les qualifications ; Jean-Marie Luttringer, professeur associé à Paris-X-Nanterre, est depuis longtemps un acteur du monde de la formation ; Christian Merlin est inspecteur général de l'éducation nationale et vice-président du Haut Comité éducation-économie. Autant dire que cet ouvrage ne relève pas de travaux d'amateurs.

La définition de l'alternance est simple : c'est, comme l'indique Christian Merlin, « l'alliance d'une formation pratique en entreprise et d'un enseignement de type scolaire à temps partiel ». Mais la promouvoit-il n'est pas de tout repos. Les cloisonnements marqués par des délimitations institutionnelles, entre formation et activité de travail, entre formation initiale et formation continue ont la vie dure. Et, surtout, l'enseignement général reste très largement considéré par les Français comme la voie royale d'acquisition des connaissances (et des diplômes), les autres filières étant

teues pour des chemins secondaires empruntés par des jeunes en échec.

Pourtant, depuis le début des années 80, des décisions ont contribué à débloquer la situation : mise en place des contrats d'adaptation et de qualification incluant un temps de formation, ouverture de l'apprentissage à toutes les formations technologiques et professionnelles, instauration d'un baccalauréat professionnel comportant des périodes d'alternance, ouverture de nouvelles sections d'apprentissage avec le concours des organisations professionnelles dans les lycées, etc. Les régions participent au mouvement, comme Rhône-Alpes, qui a mis en place des unités de formation par alternance associant lycées et professionnels.

La bataille pour la reconnaissance à part entière de la formation en alternance n'est pas encore gagnée, mais Raymond Poupard affirme qu'elle « bénéficie désormais d'un tel courant d'initiatives, d'expériences et de résultats qu'il n'est plus permis de douter ni de son efficacité ni de son avenir ».

Outre une présentation détaillée de la problématique actuelle de l'alternance et un aperçu de sa réalité dans les principaux pays d'Europe, l'ouvrage précise le cadre juridique de ce type de formation et indique de quels pouvoirs il relève en matière de textes organisateurs, de financement, d'exercice et de validation. Il cerne donc bien le sujet sous la plupart de ses aspects, mais le traitement à quatre voix en textes autonomes entraîne quelques redites.

ENVIRONNEMENT

■ L'environnement et sa protection sont de plus en plus pris en charge par l'entreprise et les pouvoirs publics. Mais il n'est pas évident de repérer tous les emplois qu'ils créent. C'est à ce travail que se livre ce guide : les généralistes de l'environnement sont surtout demandés par le secteur public, les spécialistes de domaines précis, par le privé. Principaux recruteurs : l'eau et la gestion des déchets, même si ce deuxième créneau s'ouvre pas les perspectives qu'on lui prêtait il y a quelques années. Une réflexion globale sur l'environnement : les demandes d'emploi y sont quatre à cinq fois supérieures à l'offre.

Les métiers de l'environnement, par Claire Fargeto et Bruno Leffevre. L'Érudition, 192 p., 69 F.

ENTREPRISE

■ Ce type de « check-up » de l'organisation de l'entreprise, fondé sur des grilles de questions auxquelles il faut répondre par oui ou par non, laisse toujours un peu rêveur quant à son efficacité réelle.

Cependant, au fil des pages, l'une ou l'autre interrogation peut être utile à la réflexion du responsable d'entreprise et la deuxième partie de ce guide recense les pratiques adéquates qui constituent des éléments de réponse. Enfin, la description de la fonction « audit interne » et du rôle qu'elle peut jouer est intéressante. Elle précise notamment le profil de l'« auditeur » : « Préférez un critique d'une corvette. »

Guide de self-audit, par Olivier Lemant et Pierre Schick. Les Éditions d'Organisation, 184 p., 166 F.

ITINÉRAIRES POUR L'EMPLOI

- LE MAGAZINE -

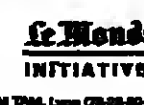
Francine AIZICOVICI

reçoit cette semaine

André GARDIES

président de l'association « Solidariétés cadres Yvelines »

Une émission diffusée par 375 radios locales (liste des horaires et des fréquences sur 3916 EMPLOI)



Deux Initiatives par semaine, c'est bien le minimum que l'on puisse faire pour l'emploi.

Cahiers Initiatives. Lundi et mardi.

Le Monde

صوتنا من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

ORGANISATION ET GESTION DES ENTREPRISES

BANQUE - ASSURANCE

Une banque commerciale reconnue
recherche pour l'une de ses principales implantations régionales un

Directeur Centre de Gestion de Patrimoine

Province

Vous êtes en charge de notre agence spécialisée sur une clientèle haut de gamme, animant une équipe de conseillers chevronnés (gestion patrimoniale globale, gestion de valeurs mobilières) ainsi que les différents chargés de clientèle des agences de la région.

A environ 35/40 ans, de formation supérieure, vous maîtrisez impérativement les différents montages juridiques et fiscaux inhérents à la gestion de patrimoines importants. Au-delà de ces compétences reconnues, vous démontrez de réelles capacités de meneur d'hommes, et un sens relationnel développé.

Adresser CV+photo+rémunération actuelle à Pascal Bohu, Michael Page Banking, 3 bd Bineau, 92594 Levallois-Perret cedex, ou taper votre CV sur le 36.17 code MPage (Cordialement sous référence PBO : 12324)



Michael Page Banking
Le spécialiste du recrutement Bancaire

Banque d'affaires prestigieuse de renommée internationale
recherche un

Junior Executive Investment Banking

Jeune professionnel(le) agé(e) de 27-30 ans, vous êtes diplômé(e) d'une Grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP, ...) ou d'Ingénieur (X, Mines, Centrale, ...), complétée par un MBA et parlez anglais couramment. Une autre langue serait un plus.

Vous justifiez d'une première expérience acquise auprès d'une Banque d'investissement ou au sein de la Direction Financière ou du Département Stratégie et Développement d'un grand groupe industriel en France ou à l'étranger.

Vous souhaitez à présent valoriser vos compétences dans un environnement financier particulièrement exigeant qui souhaite renforcer ses équipes.

Familier des contacts de haut niveau, vous êtes rompu(e) aux techniques d'analyse financière et d'évaluation et développez une bonne connaissance des opérations de haut-bilan (fusions et acquisitions).

Si cette perspective vous intéresse, contactez Jan B. Wels ou Jean-François Monteil au 47 57 24 24 ou adressez CV + photo + rém. actuelle à Michael Page City, 3 bd Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex, ou tapez votre CV sur le 36.17 code MPage (Cordialement sous réf. JW12498)



Michael Page City
Les Marchés Financiers - La Banque d'Affaires

GESTION - FINANCE

Spécialiste assurance de personnes

Adjoint au Responsable du secteur assurance vie, vous animerez une équipe de 3 spécialistes. Consultant interne, vous serez l'interlocuteur privilégié des différentes directions de la Banque pour les questions liées à l'assurance de personnes. Vous défendrez les intérêts de la Société Générale et des assurés (clients, emprunteurs, salariés) auprès de nos partenaires, assureurs et courtiers. Vous veillerez au suivi des contrats existants (assurance des emprunteurs, régime de prévoyance...) et à l'amélioration des procédures de gestion. De formation supérieure (BAC + 5 de préférence en droit ou en économie), vous bénéficierez d'une expérience de 7 à 10 ans dans ce domaine d'activité, acquise dans un cabinet de courtage, une compagnie d'assurance ou une banque. Vous justifiez par ailleurs d'une connaissance approfondie des contrats groupe de prévoyance. Rigueur, ténacité et capacité à animer une équipe sont des qualités indispensables pour réussir dans cette fonction. Merci d'adresser lettre de motivation, CV et prétentions, sous réf. CM/ASP, à Chantal MARIA, Société Générale, DRRH, Service Recrutement, Espace 21, 92972 Paris - La Défense Cedex.

Avec 44 000 collaborateurs, 2000 agences en France et plus de 500 implantations dans 70 pays, la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, groupe international, est présente dans tous les métiers de la banque et de la finance.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ÉQUITÉS & DÉRIVATIVES

Vendeur dérivés actions PARIS

Présente sur les principales places boursières internationales, la Société Générale Equities & Derivatives figure parmi les tout premiers spécialistes mondiaux d'options sur actions et indices.

Afin de poursuivre notre développement à Paris, nous recherchons un vendeur produits dérivés actions et indices.

De formation grande école de commerce (HEC, ESSEC, ESCP...) ou DESS finance, vous avez acquis depuis 2 ans, une première expérience de la vente dans le domaine financier ou dans tout autre secteur où vous aurez, avec succès, prospecté, géré et fidélisé un portefeuille de clients.

Votre très forte motivation, votre autonomie et votre sens des contacts seront les éléments déterminants de notre sélection.

Ce poste est à pourvoir immédiatement.

Merci d'adresser votre candidature, à Société Générale, Odile Flobert, conseiller en recrutement, Direction des marchés de capitaux, Tour Société Générale, 17 cours Valmy, 92987 Paris-La Défense Cedex.

Avec 44 000 collaborateurs, 2000 agences en France et plus de 500 implantations dans 70 pays, la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, groupe international, est présente dans tous les métiers de la banque et de la finance.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

GESTION - FINANCE

Société Industrielle filiale d'un groupe Européen
recherche pour un de ses sites son

Directeur Financier

Rhône Alpes

400 KF+

Rattaché au Président Directeur Général du site, vous êtes en charge de l'ensemble des aspects comptables, budgétaires, financiers et fiscaux. Vous animez et supervisez une petite équipe et vous assurez le reporting aux normes anglo-saxonnes.

Agé de 40 ans environ, de formation supérieure type école de commerce complétée par un cursus financier et comptable, votre expérience vous a conduit à négocier, gérer des contrats et des projets à long terme en France et à l'étranger. Vous êtes adaptable et doué d'un excellent relationnel.

Vous maîtrisez l'anglais.

Adresser CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à
Xavier Camby, Michael Page Finance & Comptabilité,
3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou taper votre CV sur
3617 code MPage (Corniche 3, 48P/MIn) Sous réf. : XC12456



Michael Page Finance & Comptabilité
Le spécialiste du recrutement Financier et Comptable

Filiale française (CA : 150 MF) d'un grand groupe anglo-saxon recherche dans le
cadre de sa croissance son

Directeur Administratif et Financier

Paris Ouest

500 KF +

Véritable bras droit du Président Directeur Général, vous prenez en charge l'ensemble des parties fonctionnelles de l'entreprise :

☐ Finance, comptabilité, contrôle de gestion ☐ Juridique et fiscalité ☐ Informatique
☐ Administration des ventes ☐ Logistique.

Pour cela, vous encadrez 16 personnes. Votre rôle vous amène à piloter le développement d'un nouveau système sur informatique et à participer activement à la stratégie de l'entreprise.

Agé de 35 ans environ, de formation grande école de commerce ou équivalent, vous avez acquis une expérience similaire dans la filiale d'un groupe international après un passage en cabinet d'audit.

Votre polyvalence, votre ouverture d'esprit, votre potentiel et votre *parfaite maîtrise de l'anglais* sont des atouts indispensables pour réussir dans cette fonction et pour évoluer au sein du groupe.

Adresser CV + Photo + N° de tél + rém. actuelle à Eric Gandibleu, Michael Page Finance & Comptabilité, 3 bid Bineau, 92594 Levallois Perret Cedex, ou taper votre CV sur 3617 code MPage (Corniche 3, 48P/MIn) Sous réf. EG12166



Michael Page Finance & Comptabilité
Le spécialiste du recrutement Financier et Comptable

Pour la souplesse. Pour la réactivité. Pour la puissance.

Rejoignez BIP

Au sein de Dresdner Bank, BIP est à la pointe des activités d'arbitrage, de gestion et d'ingénierie financière. Reconnue pour sa technicité, sa capacité d'innovation et sa souplesse de fonctionnement, BIP s'est imposée sur les plus grandes places financières. C'est pourquoi BIP incite ses collaborateurs à vivre une expérience riche et motivante dans un groupe où se conjuguent créativité, responsabilité et travail en équipe.

ANALYSTE RISQUES DE MARCHÉS

Rattaché au responsable du service « risques et résultats », vous assurerez le suivi quotidien de stratégies en termes de valorisation, risques et limites ainsi que le reporting nécessaire. Vous utiliserez les systèmes de valorisation et de calcul de risques internes et contrôlerez l'adéquation des méthodologies employées et des formules de valorisation. De plus, vous suivrez la position de change.

De formation scientifique supérieure, vous êtes débutant ou avez déjà une première expérience et donc une connaissance des produits financiers. (réf. RISMAF)

ANALYSTE RISQUES DE CONTREPARTIES INSTITUTIONNELLES ET ENTREPRISES

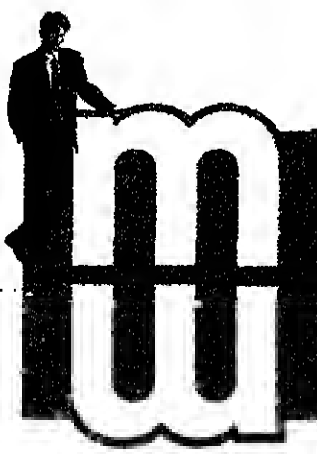
Dans le cadre des opérations de marché pour compte propre et compte de tiers (produits dérivés, trésorerie, change), vous assurerez l'analyse des risques de contreparties institutionnelles et entreprises.

De formation financière et économique supérieure, vous avez acquis une expérience similaire de 3 à 5 ans dans une banque ou un établissement financier. Vous avez la pratique des garanties juridiques et de la documentation contractuelle. La maîtrise de l'anglais et de l'outil informatique est nécessaire. (réf. RISCON)

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo), en précisant la référence choisie, à BIP, Département des Ressources Humaines, 108 boulevard Haussmann, 75008 Paris.

Banque Internationale de Placement
Groupe Dresdner Bank

CÔTÉ MÉTIER, J'ASSURE
CÔTÉ AVENIR, J'AI CONFIANCE



les mutuelles du mans
assurances

Les Mutuelles du Mans Assurances

(25 milliards de CA) renforcent leur Département
"Etranger".

Mettez votre culture internationale au service de nos filiales

Diplômé d'une Grande Ecole, vous avez acquis, au cours d'une expérience de 5 ans minimum au sein d'un grand groupe - Idéalement Assurances, ou en cabinet - de solides compétences en Stratégie - Planification - Contrôle de Gestion.

Votre culture économique et financière est internationale. Nous vous proposons de développer ces compétences en assurant l'orientation et le suivi de la gestion de filiales.

Vous allez à la pratique courante de l'anglais de réelles connaissances en une seconde langue (allemand, espagnol, italien...). Votre sens de la négociation et du management sont les points forts de votre personnalité.

Ce poste est basé à notre siège du Mans mais nécessite de nombreux déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence LM/RZ aux Mutuelles du Mans Assurances - Service Recrutement-Conseil 19/21, rue Chanzy - 72030 LE MANS CEDEX.

GEMPLUS

Le groupe GEMPLUS, ouméro au mondial de la carte à puce,
2 200 personnes, 2 milliards de francs de CA dont plus de 70 %
à l'intercontinental, recherche pour la direction financière du groupe :

Responsable des comptabilités France

En relation avec les interlocuteurs internes, vous prendrez la responsabilité des comptabilités des sociétés françaises du groupe et de leur consolidation aux normes internationales. Vous dirigerez une équipe de 11 personnes et leur apporterez une véritable expertise en comptabilité. Vous traiterez directement tous les aspects fiscaux de la fonction et assurerez le suivi de l'organisation des systèmes (Oracle Financial).

A 35 ans environ, diplômé d'une école supérieure de commerce et du DESCF, vous avez une double expérience, acquise dans le service comptabilité d'une entreprise internationale (si possible anglo-saxonne) et en cabinet d'audit international. De très bonnes connaissances en fiscalité, systèmes comptables et comptabilité anglo-saxonne sont nécessaires.

Manager d'équipe, bon communicateur et capable de prendre du recul, vous êtes à l'aise dans un contexte international et, bien sûr, maîtrisez parfaitement l'anglais.

Ce poste, basé en Provence, est évolutif.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions), en précisant la référence LM/78122, à notre conseil LAHURE ET ASSOCIÉS, 4 rue Gaston-de-Saporta, 13100 Aix-en-Provence, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.



Nous sommes l'un des tout premiers groupes français spécialisé dans le financement et les services aux particuliers et aux entreprises. Nous bénéficions sur les marchés d'une signature reconnue.

Pour participer au programme d'émission du groupe, dans le cadre de sa politique de refinancement, nous recherchons un jeune

Opérateur Trésorerie Devises

Intégré à la petite équipe de la salle des marchés, vous interviendrez sur le refinancement court terme en francs et en devises du groupe et de ses filiales françaises et étrangères. Vos relations avec les autres opérateurs, le back et le middle-office, vous apporteront une polyvalence et une connaissance élargie du refinancement et des activités de l'ensemble du groupe. De formation Bac + 5, vous avez acquis une première expérience de 1 à 2 ans dans la négociation de produits devises.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 5101M, à notre conseil

SENANGUE
103 rue La Fayette - 75010 Paris.

صكنا من الامل

Le Monde

REPRODUCTION INTERDITE

JURISTES - RESSOURCES HUMAINES

Office notarial de tout premier plan recherche son

Responsable Fiscal

Paris

Au sein d'une équipe de notaires dynamiques et ayant déjà de solides connaissances en fiscalité, vous vous verrez confier l'étude des montages complexes pour la clientèle de l'Office; celle-ci est composée de particuliers fortunés et d'entreprises importantes.

Le candidat devra participer activement à la définition d'une stratégie fiscale pour l'Office et sera en charge de sa mise en œuvre.

Agé d'environ 35 ans, titulaire d'une formation supérieure en fiscalité (ENI, DESS, DICE...), vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans sur des questions de fiscalité de patrimoine privé au sein d'un office notarial, d'une banque ou d'un cabinet d'avocats.

Excellent fiscaliste, vous êtes doté d'une personnalité et d'un charisme vous permettant de développer une clientèle.

La maîtrise de l'anglais sera un atout supplémentaire.

Adressez lettre man. + CV + photo + n° de tél + rém. actuelle à **Christophe Duchatellier, Michael Page Tax & Legal**, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex, ou tapez votre CV sur 3617 code MPage (Carte 3.67Min) sous réf.: CD12493



Michael Page Tax & Legal
Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

Important cabinet d'Avocats d'affaires international recherche un

Avocat Fiscaliste

Paris

Intégré au sein de l'équipe fiscale du Cabinet, vous intervenirez en matière de fiscalité française (opérations de restructurations, gestion fiscale courante, suivi et gestion de contrôles fiscaux, etc.) et internationale (prix de transferts, application des conventions fiscales internationales, etc.) auprès d'une clientèle composée de sociétés françaises et étrangères.

Agé d'environ 30 ans, Avocat doté d'une solide formation juridique ou ESC, complétée par une spécialisation en fiscalité (DEA, DESS, DICE, ENI), vous justifiez d'une expérience d'au moins cinq ans en fiscalité de l'entreprise, acquise

en cabinet d'avocats ou au sein de l'Administration fiscale.

Autonome, ouvert intellectuellement et rigoureux, vos qualités relationnelles et techniques vous permettront de réussir dans une structure dynamique et évolutive.

La maîtrise de l'anglais est requise.

Adressez lettre manuscrite + CV + photo + n° de tél + rém. actuelle à **Thierry Montecatini, Michael Page Tax & Legal**, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou tapez votre CV sur le 36.17 code MPage (Carte 3.67Min) sous référence TM11490



Michael Page Tax & Legal
Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal



CENTRE NATIONAL
DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE

organisme de recherche fondamentale, recherche pour son service juridique, situé à Paris

DEUX JURISTES

Rattaché(e) au responsable du service, vous serez chargé(e) d'une mission de conseil et d'assistance auprès des différentes entités de l'établissement.

Au sein d'une équipe de juristes, vos fonctions consisteront notamment à :

- Répondre aux consultations internes dans les différents domaines d'activité de l'établissement
- Elaborer tout documents (instructions, conventions) en liaison avec les services concernés
- Prendre en charge des dossiers de contentieux.

Titulaire d'un diplôme de 3ème cycle - droit public interne souhaité - vous avez acquis une première expérience professionnelle d'un an minimum dans la pratique du droit.

Méthodique et rigoureux(se), possédant un esprit d'analyse et de synthèse, vous avez une bonne capacité rédactionnelle ainsi que le goût de la polyvalence et du travail en équipe.

CDD - rémunération catégorie A de la Fonction publique.

Adressez CV + photo + lettre manuscrite sous N° 8929 à : **Le Monde Publicité - 133, avenue des Champs Elysées 75409 Paris Cedex 08**

Consultant en recrutement

spécialiste de la fonction commerciale

Depuis 10 ans, Arco est au service des entreprises pour le recrutement et la gestion de leurs ressources humaines.

Nos consultants et associés sont spécialisés par secteur d'activité : High tech, Biomedical, Assurance, BTP, Distribution...

A 30-35 ans, de formation supérieure, vous avez une solide pratique du recrutement et de l'animation d'équipes commerciales en entreprise ou bien vous êtes déjà consultant expérimenté dans cette fonction.

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe qui a fondé son développement sur la qualité du service et la créativité des solutions apportées à chaque entreprise en fonction de ses métiers.

Soutenu par des méthodes et des outils adaptés, vous mènerez des actions de prospection tout en gérant un portefeuille de clients.

Merci d'adresser vos lettres de motivation manuscrites et CV, sous référence LM11AA, à **Arco, 22-24 rue du Président-Wilson, 92532 Levallois-Perret Cedex.**

ARCO

Juristes "contrats"

France Télécom, l'un des tout premiers groupes mondiaux de télécommunications, poursuit son développement.

Au sein de la Direction Juridique, vous serez en charge des dossiers de droit commercial, de la distribution, concurrence et consommation.

Vous assisterez les services opérationnels dans la rédaction et la mise au point des contrats, assurerez le montage juridique d'opérations spécifiques.

A 25 ans environ, titulaire d'un 3^e cycle en droit des affaires, vous justifiez d'une expérience réussie de 3 à 5 ans qui vous permet de maîtriser la rédaction de contrats et accords complexes.

Vous souhaitez à présent vous investir dans un environnement de haute technologie. Votre professionnalisme et vos qualités relationnelles contribueront à votre réussite au sein d'un groupe qui baigne de larges perspectives d'évolution.

Les postes sont basés à Paris.

Merci d'adresser, sous réf. J.C.1, en précisant votre rémunération actuelle, lettre manuscrite et CV à **SM CONSEIL, 3 rue Tréport, 75008 Paris.**



France Telecom

Deux Initiatives par semaine,
c'est bien le minimum
que l'on puisse faire
pour l'emploi.

Cahiers Initiatives.
Lundi et mardi.

Le Monde

Importante organisation professionnelle du domaine de l'habitat (Paris 8e) recherche un :

Gestionnaire de l'information juridique

Au sein d'une petite équipe, vous gérez et diffusez l'information juridique nécessaire à notre organisme, prenez en charge la conception et la mise en œuvre d'une base de données juridiques.

A 30-35 ans, une Maîtrise en Droit et un DESS en Sciences de l'Information et de la documentation, vous avez une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire avec une pratique significative des systèmes d'informations et des techniques documentaires. Créatif mais rigoureux et soucieux de qualité, vous alliez aisance relationnelle et dynamisme. Vous nous intéressez.



Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. AS 09 21 à notre Conseil, Catherine Balbarie, FAVREAU CONSULTANTS, 52 rue de la Fédération, 75015 PARIS.

JURISTES - RESSOURCES HUMAINES

Directeur des Ressources Humaines

Très important
groupe
multinational
recherche pour
sa Direction
industrielle
Européenne
basée au siège
social parisien

Directement rattaché à notre DRH Corporate, vous couvrez l'ensemble de la fonction, participez à l'élaboration des politiques ressources humaines des sites industriels européens (6 pays) et en assurez la coordination et le contrôle.

De formation supérieure, vous avez une spécialisation en Ressources Humaines et 10 à 15 ans d'expérience de la fonction, idéalement acquise dans un univers industriel.

Votre talent de manager, votre sens de l'organisation et la maîtrise de l'anglais sont vos meilleurs atouts pour réussir dans cette mission à forte implication.

Envoyer lettre, CV et photo, ou carte professionnelle en indiquant la référence 6500 à FME Recrutement 3 rue Vergniaud - 75013 Paris. Tél : 44 16 88 00.



PSYNERGIE GROUPE PRAXIA

Notre métier : le conseil en management.
Notre équipe : 42 personnes réparties sur 7 sites en France, et des partenaires en Europe et aux Etats-Unis.
Nos expertises : recrutement (approche directe et annonces), conseil, formation, bilans/évaluations, organisation et veille stratégique.

Pour poursuivre notre développement, nous intégrons trois consultants.
Déjà impliqué dans les métiers du conseil, vous vous appuyerez sur les méthodologies de notre Groupe. Votre expérience et votre fort potentiel commercial vous permettront de gérer, en toute autonomie, et de faire prospérer votre portefeuille de clients déjà existant. Une pratique courante de l'anglais est souhaitée. Après une période d'intégration, votre rémunération sera proportionnelle à votre activité. Nous pratiquons l'échange des compétences, travaillant avec conviction, dans le souci de l'épanouissement des potentiels de chacun.

CONSULTANT SENIOR RECRUTEMENT ET BILANS - EVALUATIONS (H/F) PARIS (Réf. AL/LM)

A 35 ans au moins, de formation supérieure (psychologie de préférence), votre expertise concerne principalement le recrutement (annonces et approche directe) et les évaluations.

CONSULTANT RECRUTEMENT (H/F) MARSEILLE (Réf. MP/LM)

Diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 5), vous avez l'expérience et la passion de l'environnement High-Tech (électronique, informatique).

CONSULTANT SENIOR EN CONSEIL ET FORMATION (H/F) TOULOUSE (Réf. MJP/LM)

De formation supérieure, vous possédez une réelle expertise de notre métier et, dans l'idéal, une expérience complémentaire de la fonction RH en entreprise.

Merci d'adresser votre candidature, en indiquant la référence choisie sur l'enveloppe, à PSYNERGIE 2, rue Saint-Thomas d'Aquin - 75007 PARIS.

Paris - Lyon - Marseille - Nice - Montpellier - Toulouse

PROVENCE

Notre groupe, 14 000 personnes, 3 milliards de francs de chiffre d'affaires, rassemble plus de 40 filiales réparties dans le monde entier.

Juriste d'affaires H/F

Au sein de notre holding, rattaché à notre secrétaire général, vous avez pour mission de conseiller, d'assister notre état-major et nos filiales en France et à l'étranger en matière de droit des affaires.

Vous négociez et rédigez les contrats et les marchés dans le domaine du droit des sociétés, et suivez les procédures contentieuses en relation avec nos conseils extérieurs.

Vous intervenez dans tous les domaines où votre compétence polyvalente est requise, notamment en droit commercial, droit fiscal et droit social.

De formation juridique supérieure (DESS, DEA, DJCE...), âgé de 35 ans au plus, vous avez acquis une réelle compétence de généraliste dans une entreprise à structure similaire ou en cabinet d'avocats.

Idéalement, vous parlez anglais.

De bonnes qualités relationnelles, mais aussi rigueur, méthode et autonomie sont nécessaires pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétensions), sous réf. 1234134, à notre conseil Onoma, 6 place Jeanne-d'Arc, 13100 Aix-en-Provence.

Onoma

GROUPE COURTAUD

GROUPE INDUSTRIEL (REGION PARISIENNE)
RECHERCHE,
POUR SA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES, UN

Jeune Juriste

en Droit Social

(débutant ou 1 à 2 ans d'expérience professionnelle)

Il aura plus particulièrement en charge :

- le suivi de la réglementation,
- la préparation du bilan social,
- un rôle de conseil vis à vis de diverses entités du Groupe.

Une formation IEP Ecole de Commerce, option Ressources Humaines, complétée d'un 3ème cycle en Droit Social est requise.

Si ces perspectives vous intéressent, envoyez CV, photo et lettre manuscrite sous référence D6887 à EUROMESSAGES - B.P. 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui fera suivre.

Responsable du pôle de soutien juridique "Bordeaux"

Notre groupe, leader des premiers groupes industriels de France, recherche un Responsable du pôle de soutien juridique "Bordeaux".
Vous serez responsable de l'ensemble des activités juridiques de notre filiale bordelaise, en particulier :
- la gestion des contentieux (procès, arbitrage, médiation, conciliation, etc.)
- la négociation des contrats (achats, ventes, location, etc.)
- la rédaction des actes juridiques (contrats, procès-verbaux, etc.)
- la veille juridique (suivi des évolutions législatives, réglementaires, jurisprudentielles, etc.)
- la formation juridique (cours, séminaires, etc.)
- la gestion des relations avec les autres services de la filiale (RH, Finance, etc.)
Vous devez être titulaire d'un diplôme de droit (Licence, DEA, etc.) et avoir acquis une expérience professionnelle significative dans le domaine juridique.
Vous devez également posséder de bonnes qualités relationnelles, une grande capacité d'adaptation et une forte motivation.
Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétensions) sous référence D6887 à EUROMESSAGES - B.P. 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui fera suivre.

JURISTE

Nous recherchons pour notre département Contentieux, au sein de notre siège social, un Cadre confirmé qui aura en charge l'instruction et le suivi des dossiers de recouvrement.

Ce poste requiert une expérience d'au moins cinq années en contentieux dans un environnement informatisé avec une bonne pratique des procédures collectives et des voies d'exécution. La connaissance de la comptabilité générale

et de l'analyse financière serait un atout.

Une formation en droit privé (Bac+4/5) est nécessaire pour mener à bien ces missions qui impliquent également une grande disponibilité et une forte capacité relationnelle.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre manuscrite + photo) s/réf. CTX à BFCC/DRH BP 211-92 002 NANTERRE CEDEX.

CREDIT COOPERATIF
UNE BANQUE POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE

La Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Professions indépendantes
recrute pour la Sous-Direction des Affaires Juridiques :

Un cadre confirmé RESPONSABLE DU SECTEUR COTISATIONS ET DE LEUR RECOUVREMENT

Votre mission :

- Participation à des groupes de projet pluridisciplinaires, • Etudes Juridiques Générales, • Suivi des textes et élaboration des circulaires d'application.

Vos compétences :

- Titulaire d'une maîtrise de droit privé au minimum, • Expérience professionnelle d'une dizaine d'années dans un service juridique, • Compétences indispensables en matière de recouvrement contentieux, • Sens de l'animation et du travail en équipe, • Aptitude à l'encadrement.

Merci d'envoyer votre candidature sous réf. 7621436 à EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 Boulogne cedex

L'Entreprise
mode d'emplois.

Cahiers Initiatives.
Lundi et mardi.

Le Monde

صكنا من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

MARKETING - COMMUNICATION



L'AIR LIQUIDE

Acheteur

Air Liquide, n°1

mondial dans

les gaz industriels,

recherche pour

la direction achats

de son département

Ingénierie un

R.P. (94)

Dans le cadre de la mise en place d'une politique de rationalisation des achats, l'acheteur définit, actualise et élabore un plan d'achat de matériels et des prestations. Il assure la négociation d'accords cadres avec les fournisseurs en liaison avec les chefs de projet et le directeur achat. Pour les équipements industriels complexes, il intervient en phase de devis des projets.

A 35/40 ans, vous avez une expérience confirmée des achats industriels, avec une connaissance internationale et d'investissement (négociation Coface, préfinancement, Incoterm, juridique...). Avec une approche marketing, vous maîtrisez l'analyse de la valeur et l'analyse fonctionnelle. Avec un excellent relationnel, vous êtes diplomate et fédérateur. Anglais courant indispensable.

Adresser CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Nicolas Bulson, Michael Page Commercial & Marketing, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou taper votre CV sur 3617 code MPage (candidature sous réf. : NB12488)



Michael Page Commercial & Marketing
Le spécialiste du recrutement Commercial et Marketing

Groupe anglo-saxon spécialisé dans l'instrumentation hygiénique alimentaire recherche pour sa filiale française son

Directeur Commercial

Paris/Province

Package +/- 380 KF

Rattaché au Directeur Général, vous aurez à manager notre centre de profit dans une perspective d'augmentation de parts de marché et de chiffre d'affaires. Vous définissez la politique commerciale et vous prospectez avec votre équipe les grands comptes stratégiques (Groupes alimentaires).

Vos qualités d'écoute, d'analyse, votre sens de l'objectif et votre créativité commerciale font de vous une véritable force de proposition. Vous apportez des solutions adaptées aux attentes de vos interlocuteurs de haut niveau.

Totalement opérationnel, vous êtes fin négociateur, excellent commercial... vous avez avant tout le sens du service.

A 35 ans, de formation supérieure, vous justifiez de 5 à 10 ans d'expérience dans la vente d'équipements pour laboratoire et managez une équipe de 5 personnes.

La parfaite maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Adresser CV + photo + n° de tél + rémun. actuelle à Frédéric Pommier, Michael Page Commercial & Marketing, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou taper votre CV sur 3617 code MPage (candidature sous réf. : POM12318)



Michael Page Commercial & Marketing
Le spécialiste du recrutement Commercial et Marketing

Vous êtes Chef de Publicité ou Assistant(e) Confirmé(e), adjoint(e) à l'équipe dans votre structure de Communication de Ressources Humaines... Chez nous, vos ambitions trouveront de l'espace pour s'exprimer. Ni la plus grande des Public Agencies, ni la plus petite des Grands... Pour un contact en toute confidentialité...

...Rami Laurant ou Valérie Bailey



RL & Associés - 4, avenue Desfieux - 92100 Boulogne-Billancourt.



BANQUE POPULAIRE DE LA LOIRE

Avec 400 personnes, nous devons d'abord notre développement et nos résultats aux qualités et à l'implication de nos collaborateurs. Afin de poursuivre notre progression, la Direction du Développement et de la Communication recherche un

Chargé d'études Marketing

Vous concevez et réalisez des cibages informatiques et les études statistiques nécessaires pour des actions de marketing direct. Vous réalisez les études marketing d'aide à la prise de décision et assurez la création et le lancement de nouveaux produits en concertation avec les Directions concernées.

25-28 ans environ, de formation supérieure en Marketing ou Econométrie-statistiques avec une spécialisation Marketing, vous avez deux ou trois ans d'expérience dans la fonction. Vous possédez un goût prononcé pour l'informatique et maîtrisez ses principaux outils (micro, Infocentre, SGBDR...). Vous connaissez d'une manière significative les techniques de marketing.

Poste basé à St Etienne.

Ecrire sous référence 783 LM à M. Jean-Louis TERRIER ARTEMIS CONSEIL 81 Bd Stalingrad BP 1234 - 69608 Villeurbanne Cedex.



LYON - PARIS

RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT ÉDITORIAL

Spécialisées dans les éditions scolaires et universitaires, les éditions BREAL recherchent un collaborateur (h/f) expérimenté pour assurer, en liaison avec la direction générale :

- la mise en place et le suivi de la politique éditoriale (et de son budget),
- la recherche et la sélection des auteurs,
- la liaison avec le service commercial et promotion.

De formation Bac +4/5, une solide expérience éditoriale est exigée.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) aux éditions BREAL, service du recrutement, - 1 rue de Rome, 93361 ROSNY.

REDACTEUR EN CHEF

Notre groupe de presse indépendant renforce ses rédactions pour faire face à sa croissance.

Dans ce poste nouvellement créé et répondant au PDG, vous dirigerez les rédactions de nos deux revues de luxe, en France et dans toute l'Europe.

Vous êtes un excellent journaliste et avez déjà animé une équipe en presse spécialisée, professionnelle ou grand public. Vous êtes au moins bilingue anglais.

Envoyer CV avec photo et prétentions (sous réf. N°8928) à : Le MONDE Publicité, 133 avenue des Champs Elysées, 75409 PARIS Cedex 08.

CONSEIL ET AUDIT

Vous souhaitez poursuivre ou reprendre une carrière de

CONSULTANT SENIOR

- Vous avez trente-cinq à quarante-cinq ans environ, un tempérament d'entrepreneur, un très fort intérêt pour les sciences sociales (sociologie, anthropologie) et une large ouverture internationale supposant au moins la maîtrise de l'anglais et éventuellement de l'allemand.
- La capacité de générer et de gérer des budgets d'intervention importants.
- Une très forte qualification, soit dans le marketing, soit dans la transformation des cultures et structures d'entreprises.
- Le goût et la capacité de passer du diagnostic aux plates d'action.

Le GROUPE COFREMCA vous propose de devenir l'un des moteurs de son développement. COFREMCA est un institut de sociologie appliquée dont le métier central est d'anticiper les changements des mœurs et de la société pour aider ses clients à en tirer parti pour l'action. Il intervient principalement en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord.

*Si vous êtes intéressé, veuillez adresser votre candidature accompagnée d'un CV détaillé à :
Pascale Le Roux, Groupe Cofremca, 16 rue Milton - 75009 PARIS*

CABINET AUDIT INTERNATIONAL

*Le développement
international de
plusieurs grands
dossiers nous amène
à renforcer nos
équipes de direction.*

**Futur
associé**

Nous souhaitons rencontrer un directeur de mission ou manager audit confirmé, soucieux de s'exprimer techniquement et commercialement dans une structure puissante sachant reconnaître les talents... L'association à court terme dans un grand réseau confirmera votre réussite. Le caractère très international du poste nécessite la pratique courante de l'anglais. Une formation supérieure et le diplôme d'expert comptable sont indispensables. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 676 à notre conseil KERGUEN 6, passage Lathuille 75018 Paris, qui le traitera en toute confidentialité. Nos collaborateurs sont informés de cette recherche.

Auditeur Interne Confirmé

Important
Établissement
Financier recherche

Au sein de notre **Inspection Générale Groupe**, vous serez chargé d'effectuer des missions d'audit comptable et financier dans les différentes entités du Groupe, tant en France qu'à l'étranger. Vous aurez aussi à conseiller et assister les autres auditeurs de notre Inspection Générale dans votre domaine de compétences.

A 28/30 ans, diplômé d'études supérieures Bac+4/5 (Ecole Supérieure de Commerce, 3ème Cycle d'Audit...) impérativement complétées par une solide formation comptable - DESCF ou équivalent - vous justifiez d'une expérience réussie de plusieurs années dans le Département Banque d'un grand Cabinet d'Audit ou au sein de l'Inspection d'un établissement bancaire. Une bonne pratique de la fiscalité sera appréciée.

Rigueur, ouverture d'esprit, capacité de conviction, alliées à une grande aisance relationnelle et une solide maîtrise de l'anglais, seront les atouts de votre réussite.

Nous vous offrons de valoriser vos acquis dans une structure en développement, et l'opportunité d'une carrière évolutive au sein de notre Groupe.

■ Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la référence 1179 à CARRE TURENNE - 129, rue de Turenne 75003 Paris, qui transmettra.

Paris

Austin Knight - Carré Turenne

LE MONDE DES CADRES

Urbanisme commercial

Responsable projets de développements

Nous sommes l'une des toutes premières enseignes européennes de distribution spécialisée et nous nous développons en France de façon particulièrement significative. Nous réalisons chaque année plusieurs ouvertures de magasins de l'ordre de 8 000 m² à 15 000 m².

Ce développement implique le renforcement de notre équipe basée à Paris et intervenant sur tout le territoire national.

Intégré à une équipe aux compétences complémentaires, le Responsable d'Affaires gère les dossiers à tous les stades de leur avancement depuis le foncier, l'ensemble des opérations de montage incluant les CDC, jusqu'aux négociations de cessions finales. Il négocie donc à tous niveaux publics ou privés, nationaux ou locaux.

Prenant en compte la dimension politique de toute décision, il instruit ses dossiers au plan administratif, juridique, socio-économique, en intégrant la totalité des paramètres auprès de multiples interlocuteurs.

Nous voulons donc rencontrer pour ce poste majeur un diplômé de l'Enseignement supérieur (IEP, ESC...) justifiant d'une expérience effective de l'ensemble des composantes de ce métier.

Négociateur et réalisateur, politique et homme d'action, vous êtes aujourd'hui, soit chez un promoteur, soit au sein d'une enseigne importante, responsable du développement, de l'expansion, de projets... bref au cœur de ce dispositif en amont de la commercialisation.

Votre charisme, votre passion pour ce métier et votre éthique sans faille représentent par ailleurs les paramètres indispensables à votre intégration et à notre collaboration durable.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence C119 DF, à Olivier Chaumette, OC Conseil, 3 rue E. & A. Peugeot, Tour Corosa, 92500 Rueil-Malmaison.



CONSEIL
Ressources humaines

GMV Conseil Cabinet de Conseil en Marketing

GMV Conseil est un des principaux cabinets français de Conseil et d'Études en Marketing. Son développement le conduit à compléter son équipe.

CONSULTANTS MARKETING

Nous recherchons plusieurs diplômés de grandes écoles d'Ingénieurs ou de Commerce et de Gestion, débutants ou ayant exercé pendant 3 ou 4 ans des responsabilités marketing opérationnelles, de préférence en entreprise.

Vous êtes attiré par les métiers du conseil. Vous en connaissez et vous en possédez les qualités indispensables : rigueur, méthode, sens de la communication et sens commercial. (réf. CCS)

CHARGÉ D'ÉTUDES QUANTITATIVES SENIOR

Vous avez une formation supérieure (Bac + 2 à 4) en Économie, Statistique ou Économétrie et 3 à 4 ans d'expérience dans un poste similaire (expérience panels appréciée). Vous possédez une bonne maîtrise des outils statistiques et informatiques.

En collaboration avec les consultants, vous assurez le traitement et l'analyse des données statistiques des études qui nous sont confiées. (réf. EQ)

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et rémunération souhaitée, sous la référence du poste concerné, à

GMV conseil
66, rue Escudier - 92100 Boulogne

مركز من الامل

LE MONDE DES CADRES

DIRECTEUR QUALITE SOCIETE

Rhône-Alpes - Filiale d'un groupe international, notre entreprise (870 personnes, 530 millions de francs de chiffre d'affaires) est spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de pièces mécaniques principalement destinées au secteur de l'automobile, pour lequel la qualité représente un enjeu stratégique. En prise directe avec la direction générale, vous définissez, mettez en œuvre et animez notre politique qualité. Vous gardez la cohérence des projets qualité auprès de nos différents sites de production, en liaison avec nos responsables qualité usines. Vous coordonnez et supervisez aussi bien les actions "techniques" (audits, certifications, procédures, outils) que les actions pédagogiques (formation,

motivation, implication). 40 ans environ, de formation supérieure (bac + 4/5) à dominante mécanique, vous justifiez d'une expérience confirmée (au moins cinq ans) acquise à un poste de responsable qualité dans l'univers automobile. Au-delà de vos connaissances spécifiques en matière de qualité (outils, méthodes, référentiels), votre ouverture, votre ténacité et votre sens aigu de la pédagogie faciliteront votre réussite dans ce poste. L'anglais courant est indispensable. Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle à **Pascal BONNET** sous la référence **V/2823M - PA Consulting Group - l'Européen - 19, boulevard Eugène Deruelle - 69003 LYON - Tél. 72.60.60.90.**

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

UNE FONCTION STRATÉGIQUE : ORGANISATEUR BANCAIRE,

Chargé de MISSION

auprès de la Direction Générale

Une position de "challenger" sur sa région, une réflexion d'ouverture sur ses marchés, cet établissement financier régional, dont l'essor financier est solide, souhaite, dans un contexte de forte évolution, intégrer un nouveau collaborateur.

Vous serez acteur du changement, et piloterez des projets d'amélioration des performances. Vous exercerez un rôle de réflexion sur les évolutions de l'environnement (interne comme externe) et évalueriez leurs conséquences en terme organisationnel... Vous assurerez la mise en œuvre des projets (avec tous les moyens humains, financiers et techniques nécessaires), et veillerez à la pertinence des indicateurs : qualité, productivité, délai.

environnement exigeant : soit dans un cabinet de conseil en organisation réputé et/ou un établissement financier ou bancaire reconnu pour son professionnalisme et la qualité des équipes d'organisation. Vous avez une bonne connaissance généraliste de l'entreprise et des systèmes d'information.

Votre engagement, votre sens prospectif ainsi que votre aptitude à communiquer comme votre détermination, seront les atouts de votre évolution.

A 30/35 ans, de formation généraliste supérieure (ingénieur ou Grande Ecole de Commerce + 3ème cycle Système d'Information), vous avez une expérience confirmée acquise dans

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant nos références 09-67/ACA, à notre conseil RCC, 50 avenue de Wagram, 75017 PARIS.

Responsables de

H/F - Bac +4

La Direction du Réseau GMF Assurances recherche plusieurs Responsables de Secteurs localisés en France métropolitaine et dans les DOM.

De formation Bac + 4, vous avez impérativement une expérience significative d'animation d'équipe, ainsi qu'une bonne connaissance du domaine assurance.

Vous animez, coordonnez et contrôlez les agences GMF Conseil de votre secteur et vous êtes directement rattaché au Directeur de région. Votre responsabilité porte sur le développement de l'approche commerciale de nos agences : élaboration et réalisation des objectifs, création de flux, suivi de la concurrence locale.

De plus vous participez à l'information, la communication et aux actions de formation de votre secteur.

Vous êtes mobile, autonome et motivé par la prise de responsabilités. Ces postes sont évolutifs.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence RS112 à :



GMF Assurances - Direction des Ressources Humaines - 76, rue de Prony - 75017 PARIS

Nous sommes l'un des leaders français et européen du transport rapide et recherchons aujourd'hui

2 directeurs de centre de profit

Secteurs à pourvoir : Sud Ouest (réf 283 J) et Savoie (réf 283 I)

Vrai manager, vous gérez votre établissement de main de maître. Vous avez la responsabilité de l'exploitation, du développement, de la gestion et de l'animation des hommes. Vos objectifs : la qualité et la satisfaction de la clientèle.

De formation supérieure, vous alliez à un fort potentiel, une expérience convaincante de 5 à 10 ans dans les services, et la capacité à créer la cohésion au sein des équipes que vous animez.

La connaissance du secteur de la messagerie rapide est un atout.

La qualité, les marges dégagées et le chiffre d'affaires réalisés seront les paramètres de votre réussite dans cette mission de premier plan.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo, à B & CO 66, avenue Victor Hugo 75116 Paris.

GRUPE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL RECRUTE DES

MEDICAL CHAIR

Débutant ou fort d'une première expérience industrielle, votre incontestable expertise médicale vous oriente vers des fonctions de responsabilité. Créatif et animé d'une volonté permanente de rigueur scientifique, vous participerez au développement ou au marketing de médicaments de premier plan. Vous saurez en outre valoriser votre ouverture d'esprit et votre aisance relationnelle pour susciter l'adhésion des interlocuteurs les plus exigeants. La connaissance de l'anglais ou de l'allemand constituerait un atout supplémentaire pour votre réussite au sein de notre Groupe. Si vous êtes intéressé par ces postes basés à Paris, merci d'envoyer votre dossier complet (lettre manuscrite + CV + Photo) sous la référence 16388 à Media System, 6, impasse des Deux-Cousins, 78849 Paris Cedex 17, qui nous le transmettra.

CENTRE NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN DE GRENOBLE

MISSIONS GÉNÉRALES DU POSTE
Assurer la direction du Centre d'Art et de l'Ecole du Magasin (formation à la médiation).
FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS
Désir et mettre en œuvre le projet artistique avec le souci de conjuguer recherche et expérimentation. Inscrire son action dans un rapport à l'espace urbain et aux enjeux sociaux actuels. Mettre en œuvre le projet pédagogique de l'Ecole en relation avec le potentiel de formation qui existe dans la ville et dans la région.

CAPACITÉS REQUISES
Profonde connaissance du milieu de l'art contemporain, de la scène artistique nationale et internationale. Expérience professionnelle conséquente. Grande aptitude à diriger et entraîner une équipe. Qualités de contact et intérêt pour le travail en partenariat.

Les candidats doivent adresser, avant le 22 octobre prochain, un dossier de candidature comprenant une lettre de motivation, un curriculum vitae détaillé ainsi qu'une photo à :

Monsieur le Président du CENTRE NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN / MAGASIN
Site Bouchayer Viallet - 155, cours Berriat - 38028 GRENOBLE Cedex 1

LE MAGASIN recrute son DIRECTEUR (Homme/Femme)

ville de Nancy

Recherche pour l'Opéra de Nancy et de Lorraine son futur

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Après une période de collaboration (jusqu'à l'été 1996) avec l'actuel Directeur Général, vous assurerez, sous l'autorité du Maire, la responsabilité de la préparation, de la mise en œuvre, du développement et de la direction de la saison lyrique de l'Opéra de Nancy et de Lorraine.

Vous disposez d'une expérience d'au moins cinq ans de gestion ou de direction en milieu lyrique, musical ou culturel.

Recrutement par contrat de 3 ans renouvelable, conformément au statut de la Fonction Publique Territoriale.

Date limite de dépôt des candidatures : le 31 octobre 1995.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V. et photo) seront transmises à :

Monsieur le Député-Maire - Case officielle N°1 - 54035 Nancy Cedex

LES DIRIGEANTS

Nous sommes
un dynamique
établissement PSP
jouissant d'une
excellente réputation
et doté d'un
site moderne.
Nous recherchons un

**DIRECTEUR
ADJOINT DE
CLINIQUE H/F**
PROVINCE (Ville Universitaire)

Vous assurez en priorité la direction opérationnelle des services administratifs, comptables, financiers et économiques de l'établissement, l'une de vos premières missions étant la mise en place d'une gestion par unité de responsabilités. Vous seconderez le directeur dans l'optimisation du fonctionnement global de l'établissement, à travers ses équipes et ses moyens.

Pour ce poste évolutif, à 33/38 ans environ, de formation Bac + 4/5 Droit/Gestion/Finance ou ENSP, vous êtes, après 5 ans d'expérience de la gestion hospitalière, impérativement familier du contrôle de gestion et de la gestion médicalisée, des procédures budgétaires, du développement du S.I.M. Vous visez aujourd'hui des responsabilités plus larges. Votre projet professionnel et votre potentiel vous conduisent vers des fonctions plus généralistes de direction.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle) à notre Conseil
MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru,
75378 Paris Cedex 08, sous la référence 50.2889/LM,
portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

ERICO

**DIRECTEUR
DE FILIALE**
REGION STEPHANOISE

Dans l'immédiat, vos responsabilités couvrent les ressources humaines, techniques et financières pour déboucher à terme sur une responsabilité globale, incluant le commercial.

A 35 ans environ, ingénieur électricien, vous avez une solide expérience de direction d'équipes, de structures de production et une compétence reconnue dans le domaine de la construction électrique.

Vous savez pouvoir compter sur vos qualités d'écoute, votre sens de l'équipe et de l'intérêt commun, vos capacités de rigueur et de synthèse. Votre ouverture aux aspects commerciaux vous permet d'aspirer à une Direction de PME. Votre anglais est courant.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL,
3 cours Albert Thomas, 69416 Lyon Cedex 03,
sous la référence 55.3009/LM,
portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

Importante Association Paris
recherche
DIRECTEUR
pour son
**Centre de Vacances
Familiales**

situé au Col de Voza (1650m),
à Saint-Gervais (Haute Savoie).

Bac + 2 minimum et 5 ans d'expérience de direction dans ce domaine.
Très bonne connaissance de la montagne, permis V.L. et aptitude à la conduite d'engins spéciaux indispensables.

Rattaché à la Direction de l'association, le titulaire, gestionnaire et homme de contacts, a la charge du fonctionnement de l'établissement (179 lits), dans le cadre budgétaire qui lui est défini.

Logement de fonction (situation isolée).
Rémunération annuelle : 200 KF bruts.

Ecrire avec CV à :
APAS Recrutement
BP 407 - 75626 PARIS Cedex 13

Un poste de direction d'un
groupe de 150 personnes, à la
tête d'un service technique
et d'un service commercial
dans le secteur des
équipements automobiles.
Le poste est basé à
Lyon.

**DIRECTEUR
GENERAL**

Tout en développant la cohérence et la communication avec les autres sites du même pôle, et dans le cadre de la stratégie du groupe, vous dirigez votre filiale en centre de profit autonome. Vous êtes le moteur du changement par votre implication dans la production (coûts, qualité, délais), le développement et la conception des produits, la motivation des hommes et la gestion.

Dans un secteur en pleine mutation, c'est une expérience passionnante pour quelqu'un qui souhaite acquérir la maîtrise complète des exigences d'une Direction Générale sur un marché fortement international composé de grands comptes industriels prestigieux.

De formation ingénieur plus gestion, à 35 ans minimum, vous avez assuré une fonction de direction qui vous a confronté à la gestion d'affaires et de projets au niveau international. Votre anglais est courant, l'allemand est un atout.

Poste basé dans le Sud-Ouest.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre
Conseil MERCURI URVAL, 3 cours Albert Thomas, 69416 Lyon Cedex 03,
sous la référence 45.2895/LM,
portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

Executive Service

Lundi,
rapprochez-vous
du monde
de l'emploi.

Cahier Initiatives
le lundi.

Le Monde

CARRIÈRES

Deux initiatives
par semaine,
c'est bien le minimum
que l'on puisse faire
pour l'emploi.

Le Monde

صوتنا من الداخل

LES DIRIGEANTS

RHONE-ALPES

Directeur général

Notre groupe (3 sociétés, 170 millions de chiffre d'affaires, 100 personnes) gère la production viticole de toute une région. Notre notoriété et le succès de nos appellations nous confèrent une place de premier plan, principalement auprès de la grande distribution.

Auprès du Président, en coordination avec le Conseil d'Administration, vous êtes force de proposition pour définir et élaborer la stratégie générale du groupe et le développement de l'entreprise à court et moyen terme. Vous êtes également le garant de l'équilibre financier.

Homme de réflexion et d'action, vous vous impliquez dans la mise en œuvre de la politique financière, commerciale et marketing pour renforcer le positionnement et l'image de la société sur son marché, en France comme à l'étranger. Responsable des moyens techniques de production, vous contribuez et veillez au maintien de l'esprit qualité grâce à un outil industriel performant. Manager, votre charisme relationnel et votre sens de l'animation vous permettent d'assumer avec brio l'ensemble de la fonction ressources humaines.

A 35/45 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (ES, ECP, Agro + ...), vous avez affirmé vos compétences à travers des responsabilités similaires, dans le secteur de la distribution. Sensibilisé à la connaissance du vin ou professionnel averti dans ce domaine, vous possédez les qualités indispensables pour mobiliser et rassembler votre équipe et imposer ensemble vos talents auprès de la clientèle et des fournisseurs.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. M94, à notre conseil Synthéic, 22 rue Seguin, 69002 Lyon, qui vous assure une confidentialité absolue.

synthéic

DOWTY

Dowty S.A. est une compagnie multinationale anglo-saxonne très diversifiée. Sa division polymère a une intense activité auprès de l'industrie automobile. Sa filiale française (30 personnes - 60 MF) commercialise des joints en caoutchouc et composants auprès des équipementiers et des constructeurs automobiles. Notre position de leader sur le marché est le résultat d'une stratégie basée sur l'innovation, la qualité supérieure des produits et les contacts étroits avec nos clients. En vue de consolider cette position, nous recherchons notre Directeur général.

Doté d'une personnalité de premier plan, vous serez apte à atteindre les objectifs fixés en termes de ventes et de profit et à saisir de nouvelles opportunités de développement. Vous formulerez des stratégies de croissance en accord avec la politique européenne du groupe.

Ingénieur de formation, vous bénéficiez d'une expérience réussie de 10 ans au minimum dans la vente de produits techniques et de 5 ans de direction commerciale ou générale. Vous êtes responsable d'un centre de profit et avez introduit avec succès de nouveaux produits sur des nouveaux marchés. Vous êtes ouvert à un environnement international et parlez couramment l'anglais. Dynamique, votre mentalité d'entrepreneur vous a poussé à surmonter des challenges.

Les conditions de collaboration pour ce poste basé à Bourget (93) sont à la hauteur de nos exigences et susceptibles de motiver notre :

Directeur général

Merci d'adresser votre lettre de candidature accompagnée d'un CV et d'une photo, sous la référence PL/16314/M, à notre conseil qui vous garantit son entière discrétion. Staff Consultants, 38 rue François 1er, 75008 Paris.

Staff Consultants

Strasbourg Paris Lyoo

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Deux Initiatives
par semaine,
c'est bien le minimum
que l'on puisse faire
pour l'emploi.

Cahiers Initiatives.
lundi et mardi.

Le Monde

UNITED NATIONS NATIONS UNIES

DIRECTEUR DE LA DIVISION DES ACHATS ET DES TRANSPORTS, D-2
BUREAU DES SERVICES DE CONFÉRENCE ET SERVICES D'APPUI
DÉPARTEMENT DE L'ADMINISTRATION ET DE LA GESTION

Le Bureau des services de conférence et services d'appui du Département de l'Administration et de la Gestion cherche un directeur pour la Division des achats et des transports. Sous la supervision du Sous-Secrétaire général aux services de conférence et services d'appui, le titulaire sera responsable de la direction exécutive et de l'administration des travaux de la Division des achats et des transports. Il assurera la gestion efficace et économique du programme de l'ONU en matière d'achats, de transports et de services de soutien logistique et autres services d'appui au Siège, dans les bureaux extérieurs, pour les opérations de maintien de la paix et autres missions sur le terrain. Il sera chargé de l'encadrement de plus de 140 fonctionnaires, disposant d'un budget de fonctionnement d'environ 15 millions de dollars par exercice biennal et gérant des marchés d'une valeur de 500 millions de dollars par an. Il assurera également la gestion sûre de l'offre à ses diverses étapes, en veillant constamment à ce que la Division maintienne pleinement le niveau de transparence et de responsabilité financière requis pour les achats qu'elle mène et la méthode qu'elle emploie ; il proposera des directives pour les achats et le transport et s'assurera de leur application rigoureuse ; il formulera et appliquera une stratégie centrée sur les usagers et veillera au maintien de contacts étroits avec tous les départements et bureaux auxquels des services sont fournis. Il sera officier de conseiller principal auprès du Sous-Secrétaire général aux services de conférence et services d'appui pour tout ce qui a trait aux achats et aux transports.

Qualifications : Diplôme universitaire équivalent ou supérieur à la maîtrise dans un domaine pertinent tel que la gestion des entreprises et l'administration publique, l'économie, la commerce ou le droit. Expérience approfondie acquise au niveau international dans des postes de responsabilité croissante, en particulier de la direction, en ce qui concerne la gestion de marchés, les achats et la logistique. Au moins des autres compétences requises figurant : capacité éprouvée en matière de planification et de gestion stratégiques ; aptitude confirmée à satisfaire le client au moindre coût ; bonne connaissance de l'utilisation des ordinateurs individuels en tant qu'outils de gestion ; expérience substantielle des pratiques logistiques tant nationales que celles de bonne connaissance technique et pratique des techniques de restructuration des processus de gestion et de contrôle général de la qualité.

Les candidatures féminines seront fortement appréciées.

Rémunération : En fonction de la formation et de l'expérience professionnelle de l'acheteur, le montant brut de la rémunération annuelle (indemnité de poste comprise) sera d'un minimum de 151 000 dollars des États-Unis sans personnes à charge et de 104 114 dollars des États-Unis avec personnes à charge. D'autres avantages peuvent y être ajoutés selon la case allocation-logement, indemnité pour charges de famille, indemnité pour frais d'études, prime de rapatriement, cotisations de l'employeur à la Caisse des pensions, six semaines de congés payés par an et congés payés dans les loyers tous les deux ans. La date limite de réception des candidatures est le 23 Octobre 1995. Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé précisant notamment l'évolution passée de la rémunération, la date de naissance et la nationalité du candidat, devront être adressées à : M. Adam T. Iyer, Bureau de la gestion des ressources humaines, Niveau G-2335, Organisation des Nations Unies, Boîte postale 20, New York, NY 10017, États-Unis d'Amérique. Téléphone : (212) 963-3134.

FRITZ WERNER

Industrie-Ausrüstungen GmbH



Wir sind im Industrie-Anlagen-Geschäft tätig und gehören zum MAN Konzern. Zur Verstärkung auf dem nordafrikanischen Markt suchen wir einen

Vertriebsingenieur Investitionsgüter

Voraussetzungen:

- Alter ca. 30 Jahre
- Dipl.-Ing. Maschinenbau
- Erfahrung im Vertrieb von Investitionsgütern
- Französisch/Deutsch fließend

Bewerbungsunterlagen mit Lichtbild bitte an

FRITZ WERNER

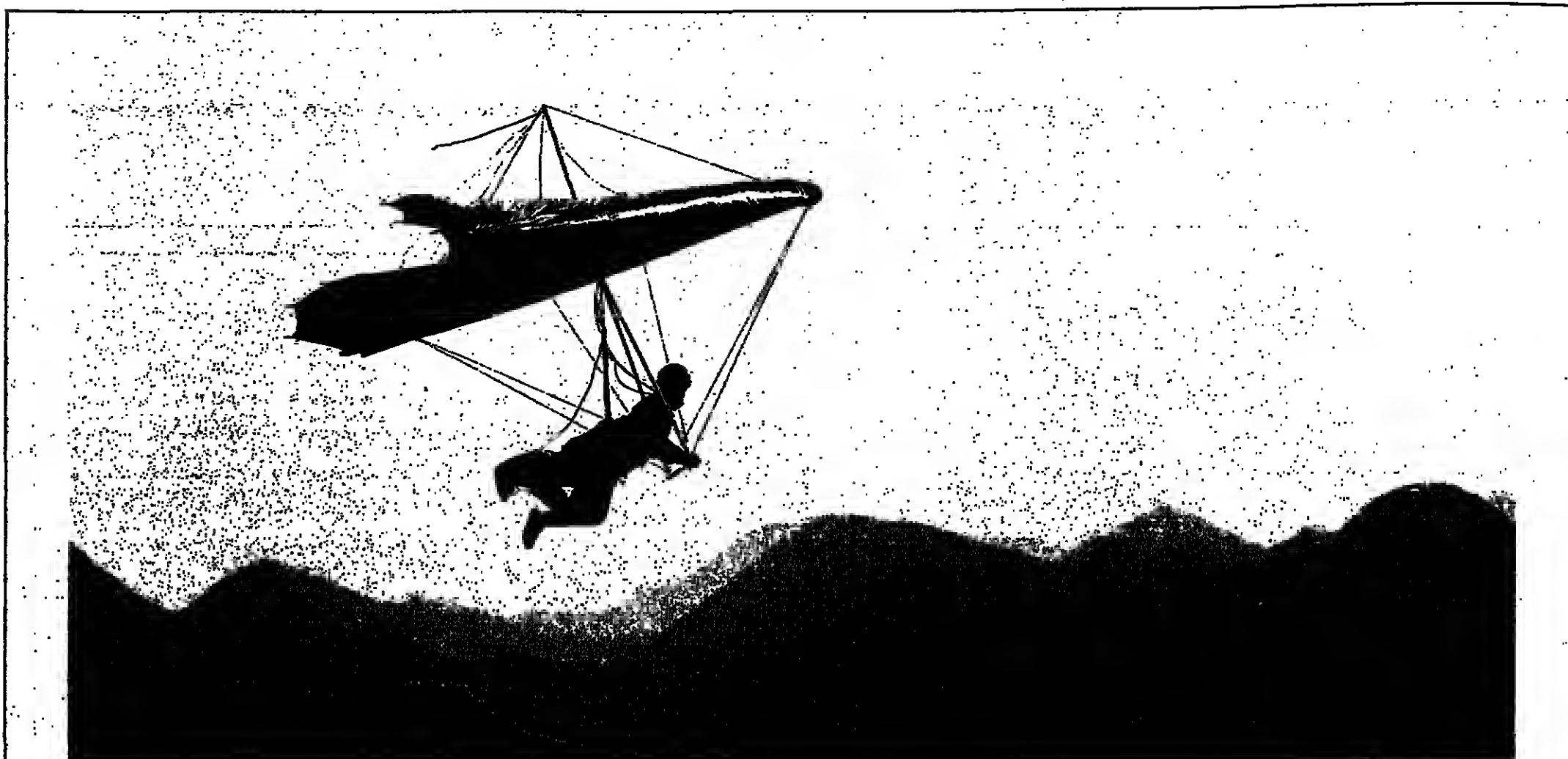
Industrie-Ausrüstungen GmbH

Personalabteilung

Postfach 1254

D-65359 Geisenheim (Rheingau)

Telefon: 1949.6722.501.323



Looking for a New Outlook!

CFP is the derivatives subsidiary of Commerzbank. It trades a wide variety of OTC products in the Equity, Interest Rate and Currency market as well as structured bonds, warrants, Medium Term Notes and other stock market products with derivative components. One of the CFP's key objectives over the next years is to become a leading supplier of optimised tailored financial solutions in Europe. Our employees enjoy the benefits of working in a stimulating multi-cultural environment. Our business language is English.

The professional level of our service is closely tied to the quality of our systems. In order to continue to provide the quality of support we now need to expand our Technology Group in the following areas:

Project Leaders/Developers Centralised Systems Group

These people will work in a small, dynamic team which implements and supports a number of third party software products as well as providing analysis and development expertise to build new modules and extend system functionality. Responsibility for testing and installation of in-house and third party software as well as control of all new releases. Experience with any of the following software products would be a distinct advantage to any applicant: Summit, Murex, Gloss, Devon. The person must be a team player with good communication and analytical skills. Candidates should have a general background in the derivatives business area and have experience in some of the following areas: Back Office Systems, Accounting, Cash Management, Stock and Bond Inventory Management, Risk Control and Regulatory Reporting. Technical expertise should include SUN, UNIX, RDBMS (preferably Sybase), C and/or C++.

Trading Systems Developers - Team Leaders/Analyst/Programmers

We are looking for individuals to work in small, dedicated, business focused teams. They should have analysis and development experience in C or C++, UNIX (preferably SUN or IBM) and RDBMS (preferably Sybase). Experience using OOD techniques and third party tools (such as ILOG) and GUI's (Motif) are important within our environment. Experience in one of the following derivative trading systems would be a distinct advantage: Murex Currency+, Murex Simul+ or Summit. Applicants should be educated to degree level and be highly numerate. This is a challenging environment utilising the latest, leading edge development methods and tools.

Risk Management/Controlling - Developer

This position involves very close liaison with our Risk Management and Controlling Groups. Working to develop new analysis and reporting structures utilising information from our trading and accounting systems. This is a key role in the group and involves the person in all the business areas of CFP. Experience in trading systems technology would be a distinct advantage. The person should have analysis and development experience in C or C++, UNIX (preferably SUN or IBM) and RDBMS (preferably Sybase). Use of development toolsets (we use ILOG) and GUI's would be an advantage. The candidate should be educated to degree level and be highly numerate.

Production System Administrator

They will work in a small team and support the systems environments. Candidates will be required to configure, implement and maintain the various software environments within CFP. Support of the trading areas and liaison with software vendors are key components of this role. A strong knowledge of UNIX (SUN/IBM) and various software environments (MIPS, DTB and RTS) is necessary. Experience in a trading environment would be highly advantageous.

Network Administrator

They will be required to work on the implementation and support of the Global CFP network. The control and optimisation of network usage and system resources, hardware and system software installations plus responsibility for system backups and data integrity. Candidates will require experience in UNIX (SUN/IBM), networking protocols, MIPS, WAN and LAN administration and experience of working in trading environment.

Operator

This person will be required to work in a small team involving responsibility for system backups / data integrity and the start-up of the trading system each morning. They will also be involved in the installation of new hardware and software. This position involves working during the night. The company is willing to consider a job-sharing arrangement for this position. Candidates should have UNIX (SUN/IBM) and PC systems knowledge. Some experience of trading software would be an advantage.

For further information, please contact CFP Human Resources Tel.: +49-69-9296-7625 or send your C.V. to Commerz Financial Products GmbH, Neue Mainzer Straße 32-36, D-60311 Frankfurt.

COMMERZ FINANCIAL PRODUCTS